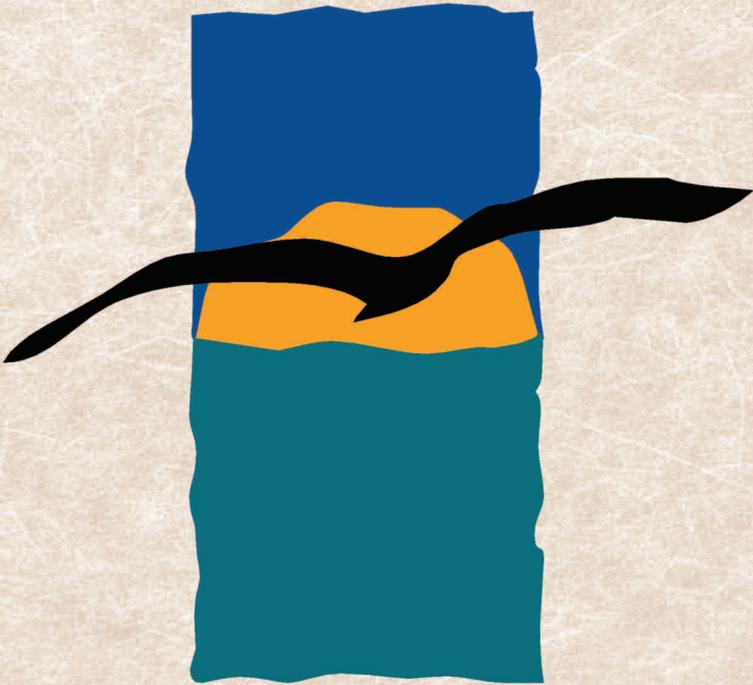


LE TOURISME INTERNATIONAL VU DU SUD

Essai sur la problématique du tourisme
dans les pays en développement

MIMOUN HILLALI



Presses de l'Université du Québec

**LE TOURISME INTERNATIONAL
VU DU SUD**



DANS LA MÊME COLLECTION

L'échiquier touristique québécois

Serge Gagnon

2003, ISBN 2-7605-1138-3, 390 pages

L'agent de voyages à l'ère du commerce électronique

Une profession à réinventer

François Bédard

2001, ISBN 2-7605-1136-7, 210 pages

La prévision-prospective en gestion

Tourisme • Loisir • Culture

Jean Stafford et Bruno Sarrasin

2000, ISBN 2-7605-1088-3, 334 pages

Droit du tourisme au Québec

Louis Jolin

2000, ISBN 2-7605-1086-7, 160 pages

L'industrie touristique

Stratégie concurrentielle des entreprises

Vincent Sabourin

2000, ISBN 2-7605-1038-7, 168 pages

L'espace touristique

Sous la direction de *Normand Cazalais,*

Roger Nadeau et Gérard Beaudet

1999, ISBN 2-7605-1027-1, 312 pages

Microéconomie du tourisme

Jean Stafford

1996, ISBN 2-7605-0872-2, 146 pages

La recherche touristique

Introduction à la recherche quantitative
par questionnaire

Jean Stafford

1996, ISBN 2-7605-0909-5, 184 pages

L'expérience touristique contemporaine

Fondements sociaux et culturels

Marc Laplante

1996, ISBN 2-7605-0910-9, 202 pages

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450

Sainte-Foy (Québec) G1V 2M2

Téléphone : (418) 657-4399 • Télécopieur : (418) 657-2096

Courriel : puq@puq.quebec.ca • Internet : www.puq.quebec.ca

Distribution :

CANADA et autres pays

DISTRIBUTION DE LIVRES UNIVERS S.E.N.C.

845, rue Marie-Victorin, Saint-Nicolas (Québec) G7A 3S8

Téléphone : (418) 831-7474 / 1-800-859-7474 • Télécopieur : (418) 831-4021

FRANCE

DIFFUSION DE L'ÉDITION QUÉBÉCOISE

30, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, France

Téléphone : 33 1 43 54 49 02

Télécopieur : 33 1 43 54 39 15

SUISSE

SERVIDIS SA

5, rue des Chaudronniers, CH-1211 Genève 3, Suisse

Téléphone : 022 960 95 25

Télécopieur : 022 776 35 27



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels.

L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

LE TOURISME INTERNATIONAL VU DU SUD

MIMOUN HILLALI

Préface de Marc Laplante

2003



Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boul. Laurier, bur. 450
Sainte-Foy (Québec) Canada G1V 2M2

Données de catalogage avant publication (Canada)

Hillali, Mimoun

Le tourisme international vu du Sud : essai sur la problématique du tourisme dans les pays en développement

(Collection Tourisme)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-7605-1238-X

1. Tourisme – Pays en voie de développement. 2. Développement durable – Pays en voie de développement. 3. Tourisme. 4. Développement durable. 5. Tourisme – Méditerranée, Région de la. I. Titre. II. Collection : Collection Tourisme (Sainte-Foy, Québec).

G155.D44H54 2003

338.4'791'091724

C2003-941186-9

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Mise en pages : PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

Couverture : PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

1 2 3 4 5 6 7 8 9 PUQ 2003 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

© 2003 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 3^e trimestre 2003

Bibliothèque nationale du Québec / Bibliothèque nationale du Canada

Imprimé au Canada

À Francine, Idir et Moha

*Lorsque nous jugeons,
nous ne comprenons pas.
Et lorsque nous comprenons,
nous ne jugeons plus.*

Proverbe

Préface

Marc Laplante
sociologue
Université du Québec à Montréal

En parcourant le livre de Mimoun Hillali sur *Le tourisme international vu du Sud*, le lecteur comprendra aisément pourquoi je m'applique à lui présenter l'auteur autant que son œuvre. Peu de chercheurs du « Sud » ont poursuivi avec autant de talent et de persévérance l'étude de leur société soumise à l'économie trop libérale de l'industrie touristique internationale.

Enseignant-chercheur, Mimoun Hillali est très au courant de la littérature de recherche sur les rapports entre le tourisme et les pays en développement du sud de la Méditerranée. Du fait que le Maroc est peu équipé en moyens de recherche, l'auteur a donc tiré ce qu'il pouvait des statistiques officielles, mais il a surtout observé les pratiques touristiques et interrogé beaucoup d'agents de formation, de développement et d'aménagement du tourisme marocain. Sa thèse d'État, *La politique touristique marocaine*, soutenue en 2000 à Liège en Belgique, est la somme de tous ces travaux.

Les Presses de l'Université du Québec sont heureuses de publier une large partie de ce document où l'auteur, partant de ses connaissances du cas du Maroc, interroge aussi, plus largement, toutes les interventions des acteurs internationaux du tourisme dans les pays du « Sud ». Avant de présenter certains points forts de ce livre, un mot s'impose sur sa forme.

Le regard de Mimoun Hillali est unique ; vous le constaterez aisément à la seule lecture des titres et des sous-titres de sa table des matières. L'auteur a certes le sens de la formule, mais celle-ci sert d'abord le lecteur en le plaçant d'emblée devant des paradoxes, des contradictions, sinon des aberrations du système tourisme. En plus des bonnes formulations, cette manière d'exposer est stimulante pour l'esprit : elle nous permet d'accompagner l'auteur sur tout son parcours. Hillali est conscient qu'il n'y a pas de recettes miracles pour un développement touristique « alternatif » au Maroc. Il cherche inlassablement de nouvelles voies et si, parfois, il formule en clair quelques pistes de recherches, il nous invite, nous, lecteurs, à chercher avec lui. Les impacts durables du tourisme agissent à long terme. L'arrivée de l'industrie touristique bouleverse d'abord le monde du travail.

M. Hillali forme des futurs professionnels du tourisme ; il a pu voir de près ces transformations quand on installe une nouvelle économie aux côtés de l'ancienne. Des changements en profondeur à ce niveau forcent des changements dans l'organisation sociale et la culture. Mais ces derniers restent moins visibles ; ils sont comme une vague de fond. Lorsque l'observateur les constate, ces changements semblent irréversibles ; faire machine arrière devient une utopie. Reste alors à trouver des accommodations, des ajustements pour réduire les chocs entre les cultures anciennes et nouvelles, les conflits entre les institutions de jadis et celles d'aujourd'hui, etc. Les projets de développement doivent alors s'élaborer dans l'esprit d'une recherche du moindre mal... Mais M. Hillali, en observant ces réalités de l'intérieur, ne désespère pas de l'avenir.

Pour autant, un pays comme le Maroc ne réunit pas encore toutes les conditions pour « absorber » sans effets collatéraux les changements dont le rythme s'accélère. Comment faire siennes les nouveautés en développant des aptitudes aux changements ? Dans nos sociétés développées, l'information abonde sans trop de censure, il y a place pour la discussion¹ ; les idées neuves peuvent pénétrer graduellement et être digérées à des rythmes différents selon les groupes et les individus. Les idées et valeurs nouvelles – et les attitudes et les habitudes qui les accompagnent – se répandent plus difficilement dans les cultures de plusieurs sociétés en développement où les institutions démocratiques restent embryonnaires.

1. Ce que le Maroc n'a commencé à faire qu'à partir de 1999, à la suite des changements politiques importants survenus dans le pays.

C'est dire, en d'autres termes, que les peuples du Sud ne sont pas dans les meilleures conditions possibles pour inventer leur propre modernité en y intégrant les vagues de changements qui naissent des nouvelles réalités du monde du travail et, très particulièrement, de celui du tourisme. On peut ainsi comprendre l'énorme difficulté à imaginer l'avenir, à entrevoir simplement des voies alternatives comme celles du tourisme social, du tourisme durable, du tourisme culturel. Les analyses de Mimoun Hillali nous placent devant ces difficultés comme peu d'écrivains l'ont fait à ce jour ; nous sentons avec lui l'épaisseur des obstacles à franchir, la masse des résistances à vaincre.

Pourtant, son pays a franchement ouvert son territoire au tourisme depuis plus d'un demi-siècle ; le Maroc a fait l'expérience des plans triennaux ou quinquennaux, des recherches et des avis des grands bureaux d'études étrangers, des politiques favorables aux investisseurs extérieurs, des programmes d'aide au développement patronnés par les grandes instances internationales et des investissements massifs de l'État. Mais toutes ces interventions passées n'ont pas donné les résultats attendus, même au strict plan du marché des devises et de la création d'emplois. Maintenant que l'État se retire et privatise, les agents du tourisme international ont toute la latitude voulue pour introduire leurs capitaux comme leur mode de penser et de faire. Et, à ce niveau mondial, la culture est devenue une vraie manne pour satisfaire les désirs inassouvissables de « produits touristiques » nouveaux.

Mimoun Hillali, dans le chapitre clé du présent livre consacré aux « rapports entre les espaces culturels et les espaces touristiques » (chapitre 4), a pleinement conscience de l'ensemble de ces contraintes lourdes sur le futur du tourisme dans son pays. Il garde le cap sur un tourisme d'échanges interculturels, qu'il croit toujours réalisable, mais il hésite souvent et, à ce propos, il écrira une fois qu'il s'agit peut-être d'une « utopie possible » : un droit de rêver en fin de compte. C'est en lisant un tel chapitre que l'on comprend mieux comment d'autres auteurs ont sombré dans le pessimisme et se sont complus à dénoncer les ravages du tourisme international et des sociétés multinationales qui le gouvernent. Hillali évite ce piège, mais, derrière ses formulations quelquefois « byzantines », nous devinons qu'il pourrait aller jusqu'à la dénonciation s'il ne se retenait pas.

Par exemple, l'auteur montre les pièges de l'utilisation du patrimoine à des fins touristiques. Le processus par lequel on transforme en patrimoine les ressources culturelles et l'histoire est identique à celui de la sacralisation touristique. Avec, en prime, le fait que la « marchandisation »

porte sur l'âme d'un peuple, sur son histoire, sur son héritage. S'il y a risque d'aliénation par le tourisme, c'est sûrement par la « touristification » du patrimoine. Or, dans les sociétés en développement, ce sont souvent les agents touristiques qui s'empressent de récupérer le patrimoine à leurs fins et à leurs manières, car, sur place, les priorités, tout comme les possibilités, sont ailleurs.

Et la tendance de fond des touristes internationaux d'aujourd'hui consiste justement à aller plus loin que le *sightseeing*, que les festivals, carnivals et fêtes organisés pour eux : on constate une demande accrue pour des séjours dans des familles « typiques », pour accéder à des lieux, des rituels, des cérémonies non accessibles aux étrangers, pour « jouer » à travailler avec les agriculteurs, les artisans, les pêcheurs, etc. Cette tendance est dans la logique de la recherche de l'exotisme : après le décor, son envers ; après la surface des choses et des gens, les paliers en profondeur ; après les places publiques, les lieux intimes ; après l'évidence, le mystère des choses cachées ; après la *staged authenticity* (MacCannell), l'informel, le non organisé et, donc, l'authentique.

Mimoun Hillali sent cette tendance, mais son optimisme l'incite plutôt à voir ces phénomènes comme des signes d'un échange touristique possible, d'un rapport interculturel, d'un contact humain qui peut faire changer les préjugés et les stéréotypes. Voit-il suffisamment, par contre, comment ce type de relations est exigeant et éprouvant pour la société qui reçoit ? Le Maroc n'a peut-être pas été encore envahi par ces nouveaux touristes ; les différences entre les cultures locales et celles des visiteurs sont encore si grandes qu'il suffit peut-être de donner à voir son patrimoine pour satisfaire les touristes ; enfin, le tourisme marocain fut surtout de type enclavé jusqu'à ce jour (stations balnéaires, villes impériales, etc.). Mais toute pensée tournée vers le tourisme à venir ne peut pas ignorer ces nouvelles attentes des visiteurs.

Marocain issu d'une famille berbère nomade, Mimoun Hillali enseigne depuis plus de vingt ans à l'Institut supérieur international du tourisme de Tanger. Homme de terrain, il est inépuisable quand il nous parle de son pays, de ses gens, de son histoire comme de sa vie quotidienne. Il nous apprend à voir les réalités d'un pays du « Sud » ; nous comprenons maintenant que l'initiative du développement touristique ne peut appartenir qu'aux pays qui accueillent les touristes.

23 janvier 2003

Avant-propos

Charles Christians

Institut de géographie, Université de Liège

C'est avec grand plaisir et intérêt renouvelé que la publication de Mimoun Hillali sur *Le tourisme international vu du Sud* a retenu toute l'attention de celui qui fut à l'Université de Liège le promoteur de sa thèse si réussie sur « *la politique du tourisme au Maroc* ». Tout le jury a été séduit par la richesse et la précision scientifique de cet exercice de haut niveau à notre Faculté des sciences, tant dans les aspects du milieu naturel, économique et humain. Je me dois de rappeler ce moment d'excellence qui a confirmé pour l'auteur compétence et autorité pour aborder sa présentation du tourisme dans les pays du Sud, non seulement avec son esprit mais aussi avec son cœur pour une Afrique intimement vécue. Le vécu de l'intérieur donne à l'ouvrage sa dimension sociale et sa valeur culturelle, qui, je suis bien d'accord, sont trop souvent occultées. Une vie d'études et sur les terrains les plus variés – allant des agences et hôtels à des recherches du Programme des Nations Unies pour l'environnement, allant du Maroc à la Tunisie, la Suisse, la France, le Québec, les zones côtières méditerranéennes

et les intérieurs sahariens – ont fait de Hillali un professeur de l'Institut supérieur international du tourisme de Tanger. Voilà l'homme dont je puis comprendre sinon accepter toutes les façons de dire, parfois bien dures.

Mais que dire de ce qui se dit au « Nord » à propos du « Sud ». Alors je me réjouis que l'auteur, dont les expériences remontent à 25 ans et lui donnent autorité, ait choisi une voie profondément intériorisée et ait exprimé ce qui est trop souvent le silence des démunis. Dire ce que l'on ressent dans ce silence ne devrait en rien être occasions et arguments de conflit ni de confrontation mais la base de dialogue et d'interconnaissance dans le grand village de notre Terre d'aujourd'hui. La multiculturalité, comme on dit, doit devenir une transculturalité, faisant passer de pays à pays et d'homme à homme la richesse humaine réciproque et les vraies exactitudes des jugements après corrections et compréhension. C'est à ce prix-là que l'ouvrage de Mimoun Hillali peut nous introduire à l'âme et aux sentiments profonds du Sud au regard du tourisme international. Il nous donne des choses à connaître pour que le Sud et le Nord puissent passer des langues de bois aux réalités et aux idées de chacun. Sans rancœur héritée, sans illusion ni utopie, en attendant de cet observateur averti un prochain livre dans l'équilibre des dialogues.

Table des matières

Préface	XI
Avant-propos	XV
Introduction	1
Chapitre 1 Brève réflexion sur le tourisme, dans le monde en général et dans les pays en développement en particulier	13
1. Tourisme international : et si c'était l'émissaire éclairé de la mondialisation ?	15
1.1. Avenir et devenir de l'humanité : pour un monde éthique ou pour une planète économique ?	16
1.2. Qu'en est-il du tourisme ? Asservir la cause humaine pour servir l'être humain ! .	19
1.3. Optimisme dans le Nord, scepticisme dans le Sud : le grand écart !	21
2. De l'ingérence stratégique à l'oubli politique : des pays en voie de marginalisation	24
2.1. Solder le passif du passé sans brader l'actif du présent : respecter la mémoire sans fuir le devoir	24
2.2. De la division internationale du travail, à la répartition mondiale de la sous-traitance	29

3.	Tourisme et développement durable : perspective éthique ou obsession économique ?	31
3.1.	Pour ou contre le tourisme ? Entre la tentation économique et la négation idéologique	32
3.2.	À la recherche du temps perdu : les pays en développement à la conquête du « touriste »	36
4.	Le tourisme, facteur de dépendance des PVD ? Ou comment importer le consommateur à ses frais !	40
4.1.	Principales caractéristiques de la demande touristique : un marché vulnérable et imprévisible pour le Sud	40
4.2.	De l'offre et de la demande touristiques : l'art de séduire l'inconnu pour mieux le servir !	42
5.	Qui craint les effets du tourisme sur la société traditionnelle ? Impacts souhaitables et conséquences indésirables	47
5.1.	S'aliéner pour mieux s'aligner ? Espoir de développement, peur du bouleversement !	48
5.2.	Fondements théoriques pour une démocratie libérale : les cinq piliers d'un État ou d'une société	50
6.	Au-delà des apparences : quel environnement éthique pour quel développement touristique ?	53
6.1.	Faits sociologiques et effets psychologiques : défoulement des nantis et refoulement des démunis	53
6.2.	Sensations de satisfaction et sentiments de déception : des vécus pas comme les autres	56
6.3.	Intrus ou convive, le touriste s'invite à ses frais : accueil d'une rencontre programmée entre inconnus	59

**Chapitre 2 Du tourisme moteur du développement
au tourisme durable : changement de cap
ou amélioration du langage ? 65**

1.	Tourisme, développement et environnement : entente utopique face à un besoin authentique	68
1.1.	Tourisme et environnement : le tourisme « pollueur silencieux » ou « industrie sans cheminées » ?	69
1.2.	Un tourisme peut en cacher un autre : des loisirs de douceur aux plaisirs de l'horreur	71
1.3.	Tourisme protecteur, touriste pollueur ! À chacun sa vision	74

2.	Tourisme, sauveteur ou dévoreur des cultures : interaction positive, cohabitation neutre ou facteur de choc ? ...	82
2.1.	Changement social et tourisme international, ou la vague de fond d'une activité de surface	84
2.2.	Évolution ou altération ? De la nécessité d'opter pour le moindre mal	87
2.3.	Politique touristique et socioculturelle : l'exotisme, nourriture spirituelle de la modernité ? ...	89
3.	Des slogans de la guerre froide aux alibis de la mondialisation : que de belles paroles... et après ?	92
3.1.	Risque du marketing touristique pour la culture et la société : au nom du rapprochement entre les peuples !	94
3.2.	Plaider pour un tourisme humanisé et un touriste humanitaire : plus de tolérance et moins de concurrence	96
4.	Recherche en tourisme dans les pays en développement : le parent pauvre d'un secteur riche	98
4.1.	« Tégorologie », « touristologie » ou « tourismologie » ? Le nom de la « chose » !	98
4.2.	Recherche en tourisme : faut-il avoir des compétences particulières pour y accéder ?	100
4.3.	Recherches universitaires et études des bureaux privés : partenaires bénévoles négligés et bénéficiaires privés privilegiés	101
4.4.	Investigations occasionnelles et études opérationnelles : ni déboires, ni gloire ou l'heure de vérité	105
4.5.	Démarches participatives et méthodes d'investigation : attitude et aptitude du chercheur	108
4.6.	Recherche en tourisme au Maghreb : activité méconnue d'un secteur économique émergent et fluctuant	112
5.	De la formation hôtelière et touristique : former pour adapter ou « conditionner » pour servir ?	117
5.1.	Former ou transformer : standardisation de la formation ou adaptation du savoir-faire ?	117
5.2.	La formation entre modernité et identité dans le tiers-monde : ou comment s'ouvrir sans souffrir ...	120

Chapitre 3 Histoire d'une explosion touristique :	
de la Méditerranée des peuples	
à une mer de touristes !	
	123
1.	Mer fermée et espace ouvert :
	la Méditerranée ou la mère des civilisations ?
	126
1.1.	Méditerranée unique et trois mers pour qui sait voir :
	entre profits et conflits, un patrimoine en sursis !
	127
1.2.	Premier foyer touristique du monde : exode saisonnier
	des riches et accueil occasionnel des pauvres
	129
2.	Mythe et réalité du tourisme en Méditerranée :
	atouts des héritages et conflits de voisinage
	132
2.1.	Histoire et civilisation méditerranéennes :
	le tourisme à l'assaut d'un environnement exceptionnel
	132
2.2.	Voyage d'hier et tourisme d'aujourd'hui :
	le tourisme, phénomène nouveau ou renouveau
	d'un fait du passé ?
	134
3.	Mouvements migratoires contemporains : migrations de loisirs
	et migrations de travail en Méditerranée occidentale
	138
3.1.	Flux touristique et mouvements migratoires :
	paradoxe et reflets des relations entre pays riches
	et pays pauvres
	141
3.2.	De l'importation de la main-d'œuvre à l'instauration
	des visas : de la politique des besoins au besoin
	de la politique
	144
3.3.	Adversaires et partisans de l'immigration :
	des intérêts contradictoires face à la politisation
	d'un phénomène
	148
4.	Du tourisme et de l'extrémisme en Méditerranée :
	les deux faces de la médaille !
	149
4.1.	Méditerranée touristique et / ou « tout risque » ?
	voyage libre des Nordistes et blocage scellé
	des Sudistes
	150
4.2.	Deux « écoles » maghrébines : tourisme de masse
	en Tunisie et tourisme de « luxe » au Maroc ?
	151
4.3.	Quel tourisme au Maghreb ?
	une région à la recherche de sa voie touristique
	156

Chapitre 4 Relations entre « espaces culturels » et « espaces touristiques » : rivalité ou complémentarité ?	159
1. Sociétés traditionnelles et espaces culturels : l'Homme, la culture et la nature ou l'harmonie fragile	161
1.1. Héritage culturel et usage social d'un milieu : culture et patrimoine, le droit à la mémoire et à la continuité	162
1.2. De la difficulté de définir un espace touristique : révélation par usage ou vocation par essence ?	164
2. Tradition, patrimoine et legs du passé : des obstacles au développement ou des valeurs inestimables ?	168
2.1. Approche sociale et historique : guerre de clan, lutte de classes, puis conflits civilisationnels ?	168
2.2. Le patrimoine, témoin secret et mémoire expressive : produit en sursis ou ressource de vie ?	171
2.3. Concilier héritage patrimonial et activité sociotouristique : des vacances autrement	174
2.4. Sacralisation ou commercialisation du patrimoine : du sceau historique au créneau économique	175
3. Temps libre et espace de loisir : de la problématique d'être ou ne pas être en vacances	177
3.1. Temps libre du Nord et temps mort du Sud : le libre à l'assaut du vide !	178
3.2. À propos de la psychologie des pratiques de l'espace touristique : voir, c'est d'abord savoir	181
4. Perception des milieux naturels et organisation des espaces humanisés : entre théorie et pratique	184
4.1. Et si la perception de l'espace n'était qu'une vision culturelle ? Quand l'œil fait le paysage	185
4.2. De la complexité des rapports entre tourisme et patrimoine : exploitation ou valorisation ?	187
4.3. Tourisme et régions d'accueil : rapports sociaux bouleversés et aménagements spatiaux controversés ..	189
5. Itinéraires et circuits touristiques marocains : mobilité sociogéographique et modalités technico-économiques ?	192
5.1. Aperçu du tourisme culturel au Maroc : diversité des acteurs, complexité des buts et simplicité du thème	192

5.2.	Comment définir ou redéfinir les espaces du tourisme itinérant : espaces de découverte ou simples dessertes ?	195
5.3.	Quelques aspects géotechniques du tourisme itinérant au Maroc : rêve de vacances et dérive des distances	197
5.4.	Voyages rotatifs et circuits hâtifs : les intermédiaires à l'assaut du gain facile et du tourisme	203
Conclusion		211
Bibliographie		219
	Ouvrages	219
	Colloques, études, thèses et publications universitaires	223
	Publications des institutions et organismes spécialisés	228

Introduction

À y regarder de près, le développement du tourisme et la critique qu'il suscite dans le monde se révèlent à la fois hybrides et monolithiques. C'est dire qu'il existe mille et une manières de faire le tourisme et autant de façons d'aborder ou d'approcher le thème « clair-flou » du tourisme international. Sans entrer dans les méandres d'une classification académique, d'ordre géographique, économique, historique, sociologique, anthropologique..., pour ne citer que les disciplines connues pour leur avidité touristique, c'est plus de l'aptitude de sentir et de la faculté de discerner (imprégnation par la culture du milieu d'accueil) que de la technique d'enquêter et de la capacité d'analyser (interprétation des faits enquêtés et énonciation des constats saillants), dont il est question dans cet essai. C'est à ce niveau qu'un effort de nuance est tenté. Nous mesurons le risque d'une telle approche, mais le résultat escompté vaut bien la peine d'essayer.

Dans le domaine du tourisme, les experts audacieux, les chercheurs chevronnés ou les écrivains passionnés issus des pays développés et travaillant sur ceux en voie de développement ne peuvent, malgré toute l'érudition appréciée dont ils font preuve, échapper, ou alors très rarement, à la pesanteur socioculturelle (nous dirons même sociétale) de leur milieu d'origine, ni d'ailleurs à la force des inclinations de leur formation et à l'attribut de leur statut distinctif « d'acteurs voyageurs » ; encore faut-il qu'ils optent pour la noble méthode des investigations sur le terrain. Cette dualité qui consiste à être à la fois acteur et sujet, où se confondent les rôles du chercheur et du touriste, pour ne pas dire du sérieux et du curieux, n'est pas forcément une phase de conversion substantielle permettant au chercheur d'être socialement et culturellement dans la peau du citoyen local.

Seule une minorité de chercheurs ont pu, grâce à de longs séjours sur le terrain ou à des capacités exceptionnelles d'investigateurs érudits, percevoir et sentir la relation latente ou sournoise, souvent insidieuse, qui se tisse entre l'accueillant et le touriste à travers le « hublot » de la culture locale du pays étudié (ou de plusieurs).

Par ailleurs, il est bon de rappeler que même dans les pays avancés, de nombreuses institutions et doctrines touristiques ne font pas autorité dans leur domaine respectif, et que celles qui percent tendent à s'ériger en *manière de voir et de faire* que bon nombre de chercheurs débutants ne sauraient ni contourner ni ignorer.

Évidemment, le chercheur issu des pays en développement semble devoir, de façon presque inéluctable, adhérer par conviction ou s'affilier par nécessité, ou, tout au moins, s'inspirer par accommodation de l'une de ces *écoles de références*. Et l'on peut se demander s'il existe vraiment d'autres approches ou façons de procéder pour un chercheur du Sud, en dehors des méthodes d'étude et des méthodologies d'analyse des courants et des styles élaborés et légués à la recherche en tourisme, par les pères fondateurs de « ces écoles » de renommée internationale. La réponse est : oui et non.

- Oui, si le chercheur originaire du tiers-monde, travaillant dans un contexte national ou régional, se décide à s'impliquer par le biais de rôles initiatiques, lors de ses investigations ; en se faisant simultanément et successivement « expert, citoyen et objet » de sa recherche, il pourra aboutir à des résultats remarquables. En d'autres termes, il est de son intérêt de fluctuer consciemment entre « docte, témoin et cobaye » pour répondre aux besoins de certaines occurrences et circonstances. En oscillant entre l'attitude de l'accueillant (stage dans les unités touristiques), le comportement du touriste (voyage dans son pays et hors de celui-ci) et la condition du citoyen ordinaire (observateur intrigué ou interpellé), le chercheur peut et doit aller au-delà des révélations obtenues par l'instruction, l'enquête et l'entretien classiques¹. En clair, il doit s'engager dans une sorte d'observation clinique de longue durée pour vérifier les révélations et les résultats des analyses classiques (entretiens, questionnaires, statistiques...).

1. Pour notre part, nous avons effectué des stages durant les années 1970, en notre qualité d'étudiant à l'école où nous enseignons aujourd'hui (Institut supérieur international du tourisme de Tanger), dans les hôtels, les agences de voyages (à raison de quelques jours par mois) et dans une société d'aménagement touristique pour une durée d'un mois (août 1975). Aussi, avons-nous la chance d'encadrer des circuits de une à deux semaines par an à travers

- Non, si le chercheur part déjà convaincu que sa démarche, scientifiquement établie, et sa mission, rationnellement mûrie, sont *inévitavelmente bonnes* à révéler la vérité, toute la vérité, sur le thème de sa recherche, en se cantonnant dans un rôle de savant qui supervise. Car on ne peut s'écarter des sentiers battus de la recherche classique qu'en connaissant la société d'accueil, le domaine professionnel et la culture générale du tourisme. Ce n'est qu'à cette condition que l'on peut se permettre de se hasarder à recourir au doute « empirique » et au tâtonnement « expérimental » pour faire de la recherche autrement et sûrement.

On peut objecter que la *sensation vécue* est sujette à la subjectivité alors que la *démonstration argumentée* est du domaine de l'objectivité ! Soit. Mais il faut souligner que le recours aux deux possibilités de faire constituent une approche appropriée de la recherche dans les pays du tiers-monde.

Est-il besoin de rappeler, à cette occasion, que dans les domaines de la réflexion et de la recherche touristiques, les procédés de l'argumentation, les méthodes d'investigation et les critères de définitions ont été, d'une part, lancés, étudiés et vérifiés dans les pays développés² et, d'autre part, élaborés, développés et affinés par des chercheurs issus de ces mêmes pays ? « Au fil de son inexorable expansion spatiale, le tourisme international est venu quelques années, plus tard, annexer les destinations du tiers-monde³ », entraînant dans son sillage une poignée de chercheurs en quête de nouveauté ou d'originalité. Dans cet élan d'initiatives prodigieuses, très louables d'ailleurs, des erreurs d'appréciation, de conception et d'interprétation avaient, par moment, altéré la réalité et donc la qualité de bien des recherches de notoriété. Fort heureusement, ces dernières sont richement rehaussées par l'apport de l'accumulation des expériences et par la faculté particulière qu'offre l'acuité perçante de la vision extérieure et détachée d'un chercheur étranger. Si, en plus, celui-ci est idéologiquement

le Maroc, en tant qu'enseignant, entre 1980 et 1995, en faveur de l'option accueil. Ce qui nous a permis de saisir l'essentiel des nuances que nous souhaitons partager ici avec le lecteur. Évidemment ces « pratiques-observations » ont alimenté, comme elles se sont alimentées à leur tour, des études de notre thèse de troisième cycle faite en 1985 (Aix-en-Provence, France) sur le thème : « Le développement du tourisme sur la côte méditerranéenne, potentiel et actions gouvernementales » (350 p.). Mais l'essentiel du présent texte est tiré du chapitre 2 de notre deuxième thèse de doctorat soutenue en 2000, Liège (Belgique) et qui s'intitule *La politique touristique marocaine*, 608 p.

2. Chose normale étant donné que le tourisme est né de, et dans, la société industrielle des pays du Nord.
3. Georges Cazes, *Tourisme et tiers-monde, un bilan controversé : les nouvelles colonies de vacances ?*, Paris, L'Harmattan, coll. « Tourismes et sociétés », 1992, quatrième de couverture.

impartial et financièrement autonome dans sa mission, les imperfections de détails passent très souvent inaperçues. C'est justement dans ce contexte que les jeunes chercheurs locaux ou nationaux ont une occasion à saisir pour faire entendre leur voix et faire connaître leur voie de recherche. Mais gare aux pesanteurs endogènes !

Car l'expérience touristique des pays en développement est un champ d'étude très intéressant pour plusieurs raisons. Elle est, de toute évidence, différente de celle des pays développés, par la nature et l'incertitude de ses données, la variété et la multiplicité de ses systèmes⁴ :

- La pesanteur de nombreux facteurs sociologiques et culturels (tribalisme, analphabétisme, superstition, voire fétichisme), que certains dirigeants ont exacerbés pour reprendre à leur compte de façon posthume la devise coloniale : diviser pour régner.
- La dualité des réseaux socioéconomiques (traditionnels et informels, face aux secteurs modernes) qui constituent la preuve palpable de l'incapacité des régimes en place à répondre aux besoins de leur population. En même temps, ce dualisme démontre la capacité de ces mêmes populations à s'adapter et à contourner la rigidité des prototypes économiques imposés ou s'imposant.
- La dégradation des espaces (naturels et humanisés) sous la double pression de la pauvreté et de la démographie ne milite pas en faveur du « tourisme durable ». Chose très attendue de la part des populations n'hésitant plus à recourir à toutes les pratiques qui peuvent les aider à survivre.
- L'inexpérience et la voracité des acteurs de la scène sociale, économique et politique (élite moderne, bourgeoisie traditionnelle, junta militaire) qui s'accrochent au pouvoir par tous les moyens sous couvert de « sécurité nationale » expliquent, en général, le tâtonnement permanent, mais ruineux, des orientations politiques et des gestions socioéconomiques qui en découlent dans bon nombre de pays du Sud.
- Le décalage entre le moment de naissance de nouvelles technologies et leur arrivée ou assimilation par la frange instruite des pays du tiers-monde contribue à creuser le fossé entre le Nord et le Sud.

4. Mimoun Hillali, « Pour une politique du tourisme social en faveur des jeunes », dans *Actes du colloque : Tourisme des jeunes*, du 23 au 26 mars 2001, Taliouine et Agadir, Centre de recherche sur les cultures maghrébines et de l'Université Cadi Ayyad, p. 57-65.

Il va sans dire qu'à force de chercher à bondir par-dessus les obstacles et à brûler les étapes pour accéder à un développement du type « prêt-à-fonctionner » (importation brute de modèles, usines clefs en main, imitations de styles...), certains pays ont fini par « s'auto-déstabiliser » sans se développer. En cherchant à inculquer une idéologie d'importation à leurs citoyens, avec des méthodes proches du lavage de cerveau, certains régimes ont juste réussi à déstructurer, comme pour compléter l'action coloniale, des moyens de productions existants bien adaptés au milieu et à lézarder une cohésion sociale, certes peu docile, mais efficace dans la production et la reproduction de la société.

En conséquence, les échecs politiques et les récessions économiques ont fini par donner lieu à de graves crises d'identité ou peut-être à une crise des « identités ».

Lorsqu'on me demande ce que je suis au « fin fond de moi-même », cela suppose qu'il y a, « au fond de chacun », une seule appartenance qui compte, sa « vérité profonde » en quelques sorte, son « essence », déterminée une fois pour toutes à la naissance et qui ne changera plus ; comme si le reste, tout le reste – sa trajectoire d'homme libre, ses convictions acquises, ses préférences, sa sensibilité propre, ses affinités, sa vie, en somme –, ne comptait pour rien. Et lorsqu'on incite nos contemporains à « affirmer leur identité » comme on le fait si souvent aujourd'hui, ce qu'on leur dit par là c'est qu'ils doivent retrouver au fond d'eux-mêmes cette appartenance fondamentale, qui est souvent religieuse ou nationale ou raciale ou ethnique, et la brandir fièrement à la face des autres⁵.

Et de là à brandir sa propre et unique « identité » en brandissant la menace avec, au pire, une arme pour la défendre, il n'y a qu'un pas et il est souvent vite franchi. Ces crises identitaires ont favorisé, dans un premier temps, les thèses des courants nationalistes ou traditionalistes, religieux ou spirituels, avant de conforter les thèses du discours populiste qui marque la renaissance du fascisme qui secoue périodiquement les démocraties occidentales. Quant aux pays en développement, « il est connu que lorsque les gens ne maîtrisent pas une situation nouvelle, ils se crispent sur les attitudes anciennes ; à tort ou à raison, ils voient dans leur abandon, un risque de mort : que rien ne bouge, pour que quelque chose subsiste⁶ ».

5. Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998, p. 10-11.

6. Mouloud Mammeri, « Aventures et avatars de la modernité en pays de tiers-monde », dans Tassadit Yacine, *Tradition et modernité dans les sociétés berbères*, Paris, Éditions Awal, 1989, p. 195.

Le summum du paradoxe est atteint lorsque ces gens, par nécessité, mais non sans mépris, n'ont d'autres choix que celui d'embrasser une profession à contrecœur ! Fausse vocation et manque de motivation constituent l'un des facteurs limitants du développement, en général, et du tourisme, en particulier, pour bon nombre de pays en développement. Sans épanouissement de la personne dans sa vie et son activité quotidiennes, point de réussite !

Aujourd'hui, tout le monde constate que la maîtrise de ces données, dans les pays économiquement avancés (*cf.* les trente glorieuses : 1950-1980), y a été la base d'un développement globalement équitable (*cf.* l'IDH ou Indice de développement humain de ces pays). Et l'on découvre comme par miracle que ce développement a, à son tour, permis au tourisme de s'épanouir. À titre d'exemple, en France, « [...] le revenu national réel a été multiplié par 4 en 27 ans, de 1948 à 1975⁷ », profitant à toutes les couches et à tous les secteurs. Il en a résulté l'éclosion, à la fois, du tourisme récepteur et du tourisme émetteur.

En Afrique, près d'un demi-siècle après les indépendances (années 1950 et 1960), rares sont les pays qui ont réussi à multiplier leur PIB par deux, alors que la démographie a triplé ou quadruplé.

D'après une étude récente de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), qui est partie de la définition de la Banque mondiale, mais qui a utilisé une méthode différente, la proportion des personnes vivant avec moins de 1 dollar américain par jour dans les pays les moins avancés de l'Afrique subsaharienne ont, durant les deux dernières décennies, tout juste augmenté au même rythme que l'accroissement de la population.

Après avoir enregistré une faible progression pendant les années 1970, la croissance des revenus par habitant est restée inférieure à 2,5 % par an dans les années 1980 (2,1 %) et les années 1990 (2,4 %).

Malgré une reprise au milieu des années 1990, les revenus par habitant en Afrique subsaharienne étaient en l'an 2000 inférieurs de 10 % au niveau atteint 20 ans plus tôt.

« Pauvre Afrique », *Maroc Hebdo International*, n° 528, du 11 au 17 octobre 2002, p. 24.

7. J. Fourastié, *Les trente glorieuses*, Paris, Fayard, Paris 1972, cité par J. Stafford, dans *Microéconomie du tourisme*, Sainte-Foy, Presses de l'Université de Québec, 1996, p. 9.

On le voit bien, les récessions sont de règle, malgré une exploitation avilissante des forces de travail et une surexploitation dévastatrice des matières premières.

***PART DES EXPORTATIONS DE PRODUITS PRIMAIRES (EN %)
DANS LES EXPORTATIONS TOTALES DE MARCHANDISES
DE CINQ PAYS EN DÉVELOPPEMENT***

<i>Pays en développement</i>	<i>Pourcentage</i>
Ouganda	100 %
Éthiopie	96 %
Malawi	94 %
Nicaragua	93 %
Honduras	86 %

Source : Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1995.

Il est évident que les conditions sociales, politiques et économiques pouvant favoriser le développement du tourisme ne sont encore réunies, sur ce continent, que dans de très rares endroits. Le seront-elles un jour ? Le réalisme impose une réponse nuancée, mais l'espoir, lui, fait croire qu'une minorité de pays (Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique du Sud...) pourra un jour s'en sortir merveilleusement.

Pour expliciter ces propos, il faut juste rappeler que le passage du « touriste amateur » du début du XX^e siècle, adepte du voyage par amour, goût et plaisir, au « touriste professionnel » (fin du même siècle), collectionneur de souvenirs épatants, de destinations exotiques et d'établissements renommés, a été rapide. Cette évolution marque le passage de l'ère de la fête foraine au stade de « l'industrie touristique », ainsi baptisée par les précurseurs créanciers du rêve, qui avaient compris très tôt tout le profit qu'il y avait à tirer de la mise en mouvement de grands flux humains, de l'aménagement des espaces d'accueil et du brassage des cultures, sans toutefois faire de vagues.

L'appellation « industrie touristique », malgré le caractère strictement tertiaire de cette activité (secteur des services par excellence), a conquis tous les milieux socioéconomiques, y compris les économistes les plus classiques ou réfractaires et les intellectuels conservateurs ou conformistes. Cette extrapolation semble avoir cherché, au départ, à faire plaisir aux pays du tiers-monde, hantés par l'obsession d'accéder à une industrie

moderne et à une technologie de pointe, en s'entêtant à vouloir brûler les étapes par le recours systématique et massif à l'importation de modèles ou, dans des cas de moindre mal, à un plagiat amélioré.

De nos jours, le tourisme est devenu une activité économique qui séduit tout le monde, y compris les réticents d'hier. « Les autorités chinoises, pourtant hostiles à l'accueil des étrangers, considèrent dorénavant que par rapport aux autres secteurs tertiaires, le tourisme nécessite moins d'investissements, pour un résultat économique intéressant, notamment en matière d'emplois, contribuant ainsi à l'amélioration du niveau de vie de la population⁸. » La Fédération de Russie fait de même, et Cuba, dernier bastion du communisme « moribond », affiche une incroyable tolérance à l'égard du tourisme en laissant circuler sur son territoire des masses importantes de dollars changés au noir par les touristes. Et l'on peut croire que la « devise forte » a forcé les frontières de la « devise idéologique » pour tolérer le voyage du citoyen américain sur le sol cubain. Il est bien loin le temps où le tourisme était considéré par les adeptes du « collectivisme autogéré » comme une source de pollution capitaliste.

Pourtant, l'expérience a montré que de nombreux pays se sont endettés pour faire face aux besoins des investissements touristiques (infrastructures indispensables souvent créées de toutes pièces) non seulement aux dépens des populations locales mais en les expropriant le plus souvent à des prix qui frôlent la spoliation. Et qu'aujourd'hui, la facture de ces dettes, tractées au bénéfice des projets privés, se paie de façon collective, mais impopulaire. Déracinés et arrachés à leur milieu par des politiques qui marginalisent au nom du développement, troublés et brouillés par l'étalement de liberté et de fortune par les touristes, les jeunes ne cherchent que rarement à s'intégrer à cette nouvelle économie périphérique, mais rêvent plutôt de partir à la conquête de la « richesse mère » du centre. De ce fait, le plus grand paradoxe de la globalisation, et partant son grand succès, c'est d'avoir réussi à faire du fondement privé de ses capitaux un intérêt public « national » défendable par les États du tiers-monde.

En outre, il n'est pas certain que les bienfaits qu'un État tire du tourisme soient supérieurs à ceux que son économie et sa population auraient connus en l'absence d'un secteur touristique. Le tourisme mobilise, en effet, des ressources qui auraient pu être affectées au développement de secteurs moins

8. Liliane Bensalah et Myriam Donsimoni (dir.), *Le tourisme, facteur du développement local*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. « Débats », 1999, p. 3.

importants ; il est source d'une inflation qui peut pénaliser les populations locales et peut provoquer des désordres sociaux divers « alcoolisme, délinquance, prostitution, acculturation »⁹.

Par ailleurs, les observateurs avertis relèvent que le tourisme favorise le suivisme culturel et la dépendance économique.

L'implantation des structures touristiques conditionne un développement à l'occidentale, tout comme le touriste lui-même est porteur de ce modèle de développement, cette « conception-appropriation » européenne du monde rendra possible un mouvement touristique de cette envergure, de l'Occident vers des destinations lointaines¹⁰.

Donc, il ne faut pas s'étonner de voir le tourisme, à l'échelle mondiale, s'ériger en secteur prospère, tendant à devenir un « secteur serviciel » par excellence (457,52 millions de touristes en 1990 et 698,8 en 2000). En ce début du XXI^e siècle, il occupe la première place des recettes d'exportation dans le monde. De 443,77 milliards de dollars des États-Unis en 1998, il atteint la somme de 476 milliards en 2000 (soit environ 680 dollars par arrivée). Depuis 1997, le tourisme se place en tête des 10 activités commerciales d'exportation dans le monde et devance ainsi le secteur des hydrocarbures (496 milliards de dollars américains en 1997), de l'armement (50 à 60 milliards de dollars américains en 1997) et de la drogue, une activité souterraine très dynamique, mais difficile à chiffrer.

PLACE DU TOURISME PARMIS LES PRODUITS D'EXPORTATION DANS LE MONDE

<i>Secteurs ou produits</i>	<i>Recettes (MM \$US)</i>
1. Tourisme international	504
2. Produits de l'industrie automobile	496
3. Produits chimiques	490
4. Denrées alimentaires	458
5. Pétrole et autres combustibles	435
6. Ordinateurs et matériel du bureau	394
7. Textiles et habillement	332
8. Matériel de télécommunications	279
9. Produits de l'industrie minière	163
10. Produits de l'industrie sidérurgique	141

Source : Fonds monétaire international (données de 1997), d'après OMT.

9. Pierre Py, *Le tourisme : un phénomène économique*, Paris, La Documentation française, 1992, p. 126.

10. *Ibid.*

C'est dans l'optique de faire le tour des principales activités et relations du tourisme, vécues et vues du Sud, ou des Sud pour être juste, que le contenu de ce livre sur le tourisme international dans les pays en développement est conçu. Ce discours peut paraître déphasé par rapport à l'euphorie affichée par une majorité de pays récepteurs ; c'est qu'en y prêtant attention, les choses se révèlent plus compliquées et plus complexes qu'il n'y paraît. En poussant l'analyse, souvent à la limite de la provocation, cet ouvrage explique et introduit deux notions.

D'abord, une vision propre à un chercheur du Sud, qui tente, dans un premier temps, de brasser des idées communes et, dans un second temps, de nuancer un certain nombre de jugements et d'appréciations reflétant le regard que porte le Nord sur le Sud et vice versa. Et même si ce « regard » émane pour une large part d'analyses incontestablement scientifiques, il nous semble intéressant et légitime, à partir de notre double situation de sujet du tiers-monde et d'acteur du tourisme, d'apporter une contribution à ce thème sur et dans les pays en développement, en y mettant une touche « tiers-mondo – tiers-mondiste ». Que les idées exposées dans cet essai aient pour origine des recherches sur le terrain et des situations vécues ou qu'elles soient le résultat d'observations et de déductions à l'œil nu, les opinions exprimées ici sont le fruit d'une vision locale, voire d'une cogitation endogène.

Notre souhait est d'aller au-delà des apparences de certaines pratiques dans le domaine du tourisme, des apparences qui finissent à la longue par se muer en évidences trompeuses. L'écueil de la démarche est grand, mais il est à la hauteur de l'objectif visé.

L'autre souci majeur de cette réflexion est de « re-situer » l'Homme et son héritage socioculturel au cœur d'un débat polyvalent, en soulevant un certain nombre de questions d'ordre social, culturel, géographique, politique, économique et théologique, quitte à ne pas y apporter de réponses satisfaisantes. Car à l'heure où les premiers touristes de l'espace viennent d'inaugurer le XXI^e siècle, le fanatisme et l'obscurantisme, l'ignorance et l'indigence semblent prendre par la main des populations entières pour un voyage en arrière et à contre-courant des indications annoncées par la mondialisation et des balises affichées par le progrès. Il ne suffit pas de s'étonner, il est indispensable de chercher à savoir et à comprendre !

La présente analyse part du général pour aboutir au local, dans un souci de hiérarchisation des actions et interactions entre les niveaux de production et de création, les paliers intermédiaires de liaison ou de distribution et les échelons de consommation et d'accueil. De toute

évidence et par la force du contexte de notre appartenance géographique, l'Europe occidentale, la Méditerranée, le Maghreb et, bien entendu, le Maroc vont fréquemment servir de repères ou fournir des exemples et des arguments de soutien à l'analyse exposée dans cet essai.

1

Chapitre

**Brève réflexion
sur le tourisme
Dans le monde en
général et dans les pays
en développement
en particulier**

En ce début du troisième millénaire, le monde dit avancé évolue à une vitesse vertigineuse. Des inventions technologiques fabuleuses, des découvertes scientifiques fascinantes et des conquêtes spatiales captivantes se succèdent à une cadence surprenante et soutenue. Inopportunistement, les sociétés et peuples du Sud se cantonnent, dans le meilleur des cas, dans un rôle de partenaires engagés ou de membres intéressés. Sinon, ils se réfugient dans une attitude passive d'observateurs récalcitrants. Mis à part une minorité de partenaires enthousiastes, l'immense majorité est constituée de citoyens lassés ou désabusés. Et même dans le Nord abondamment riche, où la concurrence « loyale » revêt l'aspect d'un combat « civilisé » bien que féroce, l'exclusion et la prospérité vont de pair et dans des sens opposés. Dans la concorde apparente de ces pays florissants, la pauvreté est particulièrement insupportable, eu égard à l'étalage exubérant de la fortune.

Dans les pays du Sud, les débats contradictoires traduisent les discordes qui agitent la société : les traditions authentiques sont-elles des tares qui empêchent le développement et la modernisation des peuples ou, au contraire, figurent-elles parmi les valeurs rares et sûres qui relèvent du patrimoine de l'humanité et qu'il faudrait sauvegarder à tout prix ?

L'analyse qui suit se propose d'approfondir quelque peu ces interrogations et questionnements, en privilégiant le raisonnement « socio-philosophique » qui permet à la liberté d'expression d'échapper au discours matérialiste et hégémonique des maîtres à penser de la période post-industrielle ou des idéologues grassement rémunérés d'une économie à sens unique, sans parler des conformistes « purs et durs » du tiers-monde, défenseurs d'une économie dépourvue de « sens ».

1. TOURISME INTERNATIONAL : ET SI C'ÉTAIT L'ÉMISSAIRE ÉCLAIREUR DE LA MONDIALISATION ?

Dans cet univers d'actions composites, les défenseurs et partisans de la mondialisation se prennent à rêver et à faire rêver les précurseurs d'un monde meilleur. Ils avancent, avec certitude, qu'une internationalisation souveraine des transactions financières et des échanges économiques est à même de vaincre la pauvreté dans le monde et d'y réduire, du même coup, les écarts entre riches et pauvres.

Mais, vue du Sud, cette mondialisation si vantée et si prometteuse ne serait qu'un rouleau compresseur, visant à s'imposer et à imposer un modèle de développement fatal pour l'environnement, un style de consommation avide de gaspillage et, bien entendu, un mode de production ayant pour

devise « toujours plus ». Ne voit-on pas dans cette boulimie économique la renaissance d'une nouvelle forme de cannibalisme sociétal ? Après le succès des produits jetables sans souci, voici venu le temps de l'ouvrier licencié à volonté et des peuples domptables aussi.

Et demain, sait-on de quoi il sera fait ?

Cette obsession du « toujours plus » pousse à créer, artificiellement et continuellement, des superfluités de consommation dans le Nord, tandis que, dans les pays pauvres, la famine et l'épidémie font encore des victimes en masse. C'est que dans ces contrées les besoins de première nécessité (nourriture, logement, santé...) sont loin d'être satisfaits ! Et, mondialisation ou pas, ils ne le seront pas de sitôt. Curieusement, malgré ce fossé énorme qui sépare le monde des nantis de celui des démunis, cette projection (ou conception) uniformisée du monde se veut universelle, comme si tout ce qui était bon pour le capital l'était aussi pour toute l'humanité.

Forte de son triomphe à l'Est et confortée par son succès à l'Ouest, cette nouvelle « vision marchande » de la planète est en passe de s'ériger en « pensée unique » et véhicule déjà les prémices d'une culture standard. Pourtant, pas plus tard qu'hier, les adversaires acharnés du communisme ont dénoncé l'hégémonie et le népotisme du parti unique, avec vigueur et rigueur. Aujourd'hui, ils n'hésitent pas à militer corps et âme pour la généralisation d'un système niveleur, c'est le moins qu'on puisse dire, et qui est de tendance unipolaire et loin d'être unitaire.

Il n'y a pas d'alternative à l'économie de marché : un diktat non seulement débile, mais désormais dénué de fondement, car l'économie de marché recouvre une économie purement spéculative qui la supprime et la détruit comme elle détruit le reste ! N'en serait-il rien, prétendre qu'il existe un seul modèle de société, sans alternative, est non seulement absurde, mais d'ordre stalinien¹.

1.1. AVENIR ET DEVENIR DE L'HUMANITÉ : POUR UN MONDE ÉTHIQUE OU POUR UNE PLANÈTE ÉCONOMIQUE ?

Tout se passe, pour ces « puissantes démocraties », comme si tous les êtres humains de la Terre avaient dit « oui » à 99,99 %² à l'intronisation universelle du capital et au culte inconditionnel de la matière. De ce fait, la communauté

1. Viviane Forester, *La dictature du profit*, Paris, Fayard, coll. « Livre de poche », 2000, p. 19.
2. Pourcentage destiné à rappeler les résultats de la majorité des élections des pays à parti unique et des dictatures du tiers-monde, lors de la période de la guerre froide.

humaine semble s'acheminer vers une « planète-marché » où tout se vend et s'achète, sans appréhension et sans équivoque. C'est justement cette impudeur obstinée, ou présumée telle, à vouloir tout négocier librement au détriment des valeurs immatérielles ou spirituelle, qui fait peur aux sociétés traditionnelles. Des sociétés qui jouissent ou gémissent sous le poids de leurs « cultures » et « religions » ! Cette présomption redoute l'issue fâcheuse d'une ouverture marchande dans un contexte de pauvreté absolue. Ce serait, dit-on, la voie toute tracée vers la dégénérescence des valeurs sociales et morales, avec en prime la désorganisation des centres de pouvoir traditionnels. Mais là n'est pas, à vrai dire, le but inavoué de cette envie de dominer, voire de laminer. Car l'émergence dans le Nord des symptômes d'une « politique unique, prête au divorce d'avec la démocratie, mais pour l'heure assez puissante telle quelle pour n'y avoir pas intérêt³ » n'est pas de bon augure. Et l'on craint que dans les pays développés les démocraties d'aisance ne soient déjà entrées dans une phase de repli sur elles-mêmes, pour ne pas avoir à répondre des actes de leurs gouvernants (politiques, affairistes ou militaires) agissant ou opérant dans le tiers-monde. Cette éventualité serait la porte ouverte à des alliances contre-nature où la dictature politique locale et l'hégémonie économique d'importation pourraient s'allier pour mettre à genou des peuples qui se tuent déjà à demeurer debout par la seule force de la dignité.

Devant ces craintes, le bloc occidental, lui, tient un discours alléchant. Il fait l'éloge de la liberté d'entreprendre et du libre-échange, au point d'en faire un bouclier pour la défense des droits de l'homme. En conséquence, les pays développés se comportent comme s'ils détenaient le monopole de ces droits à usage « sélectif », ou « électif », selon les circonstances et contingences du moment. Les organisations mondiales, à commencer par les institutions onusiennes, et les organismes financiers internationaux, distribuent des bonus et des malus, chacun en ce qui le concerne, sans que les peuples (à ne pas confondre avec les régimes) ne se sentent intéressés, ni même concernés dans certains cas. Et l'on retrouve dans ces élans théoriques, où le monde développé se montre très soucieux des mauvaises conditions humaines du monde en retard, les ingrédients assaisonnés à l'air du temps de toutes les propagandes des siècles passés, avec en plus l'audiovisuel à la rescousse. « Anesthésier pour mieux convaincre, recouvrir avec patience et persistance l'espace mental, et par

3. Viviane Forester, *La dictature du profit*, op. cit., p. 24.

là tout espace, d'un filet de propagandes permanentes, effrénées, cela relève d'une pratique multiséculaire, mais dont les moyens n'ont jamais été tels ni la portée aussi immédiate et générale⁴. »

Mais le concept de développement est de plus en plus contesté : il a entraîné une vision du monde actuel divisé entre pays développés et pays dits pudiquement « en voie de développement », le tiers-monde, en fait, environ 80 % de l'humanité.

Pourquoi une telle notion n'est-elle plus reçue comme une bonne vision de l'avenir ?

Parce qu'elle laisse entendre que le développement du tiers-monde doit suivre un modèle éprouvé, celui des sociétés déjà développées. De plus en plus, ce tiers-monde refuse le modèle pour des raisons qui sont devenues des évidences : la richesse des pays riches doit beaucoup à l'exploitation des pays pauvres. On ne peut plus penser à une relation inversée : les pays pauvres ne peuvent s'attendre à ce que les pays riches s'appauvrissent pour les aider. Les pays pauvres peuvent tenter d'exploiter les plus démunis parmi eux mais le processus atteint vite ses limites : il y a trente ans les Américains exploitaient les bas salaires au Japon ; c'est maintenant le Japon qui exploite les bas salaires sud-coréens ; ce nouveau « dragon industriel asiatique » fait fabriquer ses produits aux Philippines. Où les Philippines iront-ils chercher du cheap labor s'ils réussissent à faire démarrer leur croissance économique ? Chez les Papous de Nouvelle-Guinée ? Cette logique a déjà perçu ses limites ; les pays du tiers-monde cherchent d'autres voies pour réduire d'abord leur extrême dépendance envers les pays développés et pour expérimenter de nouvelles stratégies de coopération entre eux fondées sur des valeurs et des traits culturels qui leur sont propres.

Marc Laplante, *L'expérience touristique contemporaine. Fondements sociaux et culturels*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. «Tourisme», 1996, p. 48.

Au-delà des apparences, les quelques batailles qui se produisent ici et là ne sont rien devant la guerre médiatique quotidienne que livre le Nord au Sud, sans morts ni remords. C'est sûrement de cette guerre médiatique tranquille que naissent les armées de l'ombre et l'animosité ou le courage qui les animent.

Avec la parabole et l'Internet, nous sommes tous en déplacement, de gré ou de force, par choix ou par nécessité. Nous nous déplaçons même si, physiquement, nous ne bougeons pas : rester immobile n'est pas réalisable

4. *Ibid.*, p. 47.

dans un monde qui ne cesse de changer. Et pourtant, les effets de cette nouvelle situation sont radicalement inégaux. Certains d'entre nous deviennent totalement « mondiaux » ; d'autres sont cloués dans leur « localité » : un sort qui n'a rien d'agréable et qui est même insupportable dans un monde dont la tonalité générale et les règles du jeu sont établis par les mondiaux⁵.

Et l'on note que les adeptes et disciples de la politique ultra-libérale (d'autres diront du capitalisme sauvage) enseignent déjà, avec fierté et fatuité, aux générations montantes, l'art, dit-on, de « savoir se vendre » sur le marché du travail ! À croire qu'à leur sortie des grandes écoles de commerce ou des prestigieux instituts de la finance, ces jeunes seront alignés et exposés dans des « foires aux diplômés » afin d'être soupesés et tâtés par les recruteurs et autres chasseurs de têtes.

1.2. QU'EN EST-IL DU TOURISME ? ASSERVIR LA CAUSE HUMAINE POUR SERVIR L'ÊTRE HUMAIN !

Et l'on comprend aussi ce foisonnement quelque peu délirant, dans le monde des affaires et particulièrement dans celui du tourisme, de nouveaux concepts à la connotation équivoque ou franchement interlope, du type « savoir se vendre », « savoir séduire », « savoir fidéliser ». Des évocations qui viennent compléter le glossaire des termes usuels de « savoir-faire », « savoir-être », « savoir faire-savoir » qui passent déjà pour des classiques des techniques de vente. Ces expressions, qui auraient choqué les moralistes de plus d'une époque, constituent tout bonnement les mots clés du lexique des ressources humaines et du répertoire des compétences en matière de marketing.

Faut-il objecter, au vu de cette armada d'excitants socioprofessionnels, que « l'éthique est supposée aller au-delà de la déontologie, souvent annexée au profit du maintien de la position, de la profession, ou d'une protection de ses membres, quelle que soit la valeur de la critique⁶ » ?

Toutefois, au-delà de ces « savoirs techniques et mécaniques », le comble est de voir une minorité comblée reprocher à une majorité malmenée par le destin son manque de « savoir-vivre », pour la simple raison qu'elle ignore tout de l'art de vivre moderne, à commencer par l'usage de

5. Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, traduction française d'Alexandre Abensour, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1999, p. 9.

6. Jean-Marie Joly, « Privilégier l'être humain », dans P. Alamou, H. Barioulet et F. Vellas, *Tourisme, éthique et développement*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 25.

la fourchette. Cela relève d'un emballement enthousiaste mais extravagant. Il faudrait peut-être y voir aussi une hégémonie visant à culpabiliser le consommateur autonome (ou autochtone) qui continue à vivre avec détachement ou désintéressement eu égard aux produits de consommation et des gadgets d'un certain savoir-vivre dépensier.

Ainsi donc, la mondialisation, nouvelle vision du globe, semble privilégier la manière de paraître à celle d'être, et surtout d'être soi-même !

À ce propos, on peut voir dans cette batterie de mots composés, dont raffolent les partisans de la mercatique touristique et les initiés de la gestion hôtelière, une manière à peine voilée de redresseurs *de corps* et de niveleurs de comportements. Tout se passe comme si la vie de l'humanité, depuis son apparition sur Terre jusqu'au siècle dernier, n'avait été, en fin de compte, qu'une contribution patente de faiblesses chroniques, ponctuées de peurs et d'erreurs. En somme, une accumulation historique d'inaptitudes, où les quelques réussites concluantes du passé ne seraient que d'éventuels « accidents » heureux de parcours !

Or, c'est à ce niveau précis que le tourisme, qui a joué par le passé le rôle de porte-drapeau de la mondialisation (période de la guerre froide), se trouve impliqué dans un outrage qu'il est bien censé atténuer par son devoir (quelque peu raté) d'artisan de « rapprochement entre les peuples ». De plus en plus avide des conduites et des attitudes où les manières provisoires « d'être et de paraître » sont un préalable au couronnement d'un séjour, le tourisme constitue la vitrine par excellence des sociétés postmodernes. Faut-il, à tort ou à raison, l'assimiler à ces nouvelles fonctions qui ne peuvent réussir, là où elles se déploient, qu'en imposant aux pratiques traditionnelles et aux aptitudes locales, au mépris des qualités et authenticités intrinsèques de celles-ci, une déviation par-ci et une dépossession par-là ? Et conclure à l'idée fatale que « les sociétés d'où l'on partait, comme celles où l'on arrivait, en sont ressorties étrillées⁷ ».

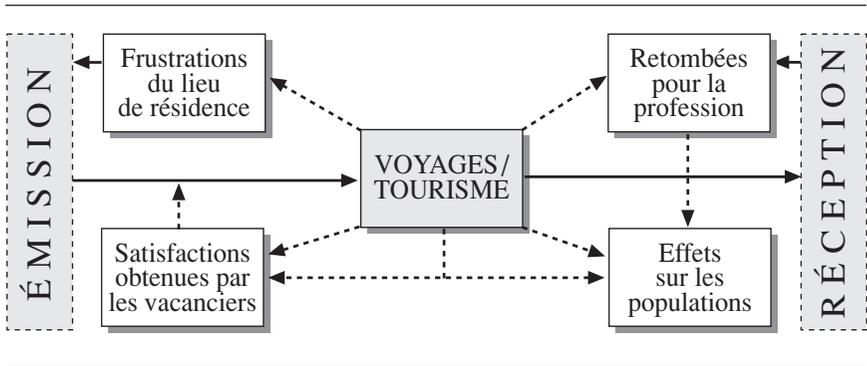
Et même lorsque le tourisme veille au respect des traditions séculaires, le marketing touristique se trouve, inévitablement, dans l'obligation de mettre en relation directe des contradictions extrêmes. En exagérant un peu, nous pourrions résumer cette version à travers une image insolite : celle du binôme « exhibitionnisme d'indigence – voyeurisme d'aisance ». C'est dire à quel point le tourisme incarne un secteur à facettes multiples.

7. Jean Viard, *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, La Tour-d'Aigues, Aube, coll. « Monde en cours », série Intervention, 2000, p. 10.

Symbole de contrastes et vecteur de contradictions qui s'accommodent les unes des autres, voire qui se nourrissent les unes des autres, il n'en demeure pas moins un phénomène séduisant en amont, du fait qu'il se nourrit de la production de « frustrations-satisfactions » chez les citoyens des pays émetteurs, et captivant en aval, par le fait qu'il produit des effets de « provocations-compensations » chez les populations locales.

Figure 1.1

***DEUX ACTEURS ET QUATRE SITUATIONS TOURISTIQUES :
SATISFAITS OU MÉCONTENTES ?***



Emblème d'une activité douce, le tourisme ne pourra non plus échapper à son image antinomique de « profiteur-compensateur » et de « constructeur-destructeur ». Évidemment, tout dépend de l'angle sous lequel l'observateur se positionne pour juger.

1.3. OPTIMISME DANS LE NORD, SCEPTICISME DANS LE SUD : LE GRAND ÉCART !

Toutefois, bon nombre d'experts admettent, quoique dans des proportions fort variées, que le tourisme international engendre, dans les pays en développement, plus de répercussions sociales et d'effets culturels pervers, imperceptibles à court terme, que de renforcements économiques. Ce constat se justifie, selon les mêmes sources, par l'absence ou l'insuffisance des moyens financiers et humains de ces pays, pouvant permettre de planifier convenablement et de gérer correctement leur tourisme. Ils finissent fréquemment par accepter l'intervention des multinationales, avec tout ce que cette situation comporte d'exigences internationales et de carences

nationales. Et, malgré toutes les incompatibilités remarquées, le capital a cette faculté fabuleuse de se faire hôte aux frais de l'hospitalité outrée du dénuement. Ce que remarquent certains économistes en rappelant « qu'une partie des devises obtenues grâce au tourisme est en effet affectée au financement des importations nécessaires au fonctionnement de cette activité ou est rapatriée par les agents économiques qui ont produit les biens et services touristiques⁸ ».

D'autres observateurs vont même jusqu'à affirmer que quels que soient les avantages économiques du tourisme (des avantages exagérés par les responsables politiques), il serait temps de revoir les termes de l'échange établi entre pays émetteurs de touristes, riches en général, et pays récepteurs du Sud, pauvres dans leur majorité.

Par ailleurs, des spécialistes du tourisme soutiennent, pour leur part, qu'étant un excellent animateur des économies en développement et un bon modérateur de comportements sociaux (allusion faite aux comportements rigides), en plus d'être plutôt bénéfique pour les systèmes culturels (réanimation du folklore, relance de l'artisanat et sauvegarde du patrimoine), le tourisme mérite bien les encouragements des pays du tiers-monde. Ces experts rappellent, cependant, l'intérêt d'insérer le tourisme dans une planification intégrée de développement économique et social, pour une meilleure gestion et un meilleur contrôle de ses fougues incontrôlables et débordements intangibles. « Bien sûr, le tourisme ne possède pas toutes les vertus, loin s'en faut... Il a aussi provoqué dans certaines communautés d'accueil des ravages au plan social et culturel. Mais bien maîtrisé, dans une perspective de développement durable et harmonieux, il peut jouer un rôle pour combler ce déficit de relations véritables⁹. »

Cependant, en prenant acte des paradoxes que tentent de dégager ces réflexions, il faut reconnaître que l'apport économique et le rôle social du tourisme dans les pays en développement sont encore loin de faire l'objet d'analyses approfondies. Les études et recherches, très sérieuses d'ailleurs, réalisées et publiées régulièrement par des organismes spécialisés, par des experts internationaux ou par des chercheurs universitaires dans les pays

8. Pierre Py, *Le tourisme : un phénomène économique*, Paris, La Documentation française, 1992, p. 125-126.

9. Louis Jolin, « Pour un tourisme de relations et d'échanges, par et pour les jeunes », dans *Actes du colloque : Tourisme des jeunes*, du 23 au 26 mars 2001, Taliouine et Agadir, Centre de recherche sur les cultures maghrébines et de l'Université Cadi Ayyad, p. 53-55.

développés demandent à être nuancées, nous dirions même, à être très nuancées, s'agissant de la généralisation de leurs conclusions par analogie, et surtout par extrapolation, aux pays du Sud.

L'idée principale qui se dégage à présent des discours optimistes, veut que le tourisme soit à la fois une activité accessible et abordable pour les États économiquement en retard, mais surtout un secteur stimulateur de l'économie à tous les niveaux, grâce, dit-on, à son puissant effet multiplicateur :

- Pourvoyeur de devises pour le pays,
- Collecteur d'impôts pour l'État,
- Générateur de recettes pour la profession,
- Distributeur de richesses entre les régions,
- Répartiteur de revenus entre les populations,
- Promoteur de produits locaux,
- Créateur d'emplois pour toutes les couches,
- Formateur à moindre coût,
- Niveleur de comportements.

Et l'on chuchote, concernant ce dernier point, que le tourisme a les propriétés requises pour adoucir les comportements rigides. À vrai dire, tout dépend de la politique générale du pays en question et de la planification mise en place, si planification il y a. Et en dernier ressort interviennent le type de tourisme visé et la nature des relations qui règnent entre les acteurs socioprofessionnels en présence. Car depuis l'explosion du tourisme au siècle dernier, la vision économique a largement dominé dans ce secteur né dans le giron de l'industrie européenne.

En effet, pour évaluer l'influence du tourisme, on a pris conscience de la nécessité de tenir compte, non seulement des données économiques, mais également des retombées parallèles à celles dites positives, comme les effets sur l'organisation sociale, la structure de l'emploi, le déséquilibre intersectoriel ou interrégional, la dépendance par rapport aux capitaux étrangers et les perturbations introduites dans le mode de vie et le système de valeurs des sociétés d'accueil. De plus, le tourisme a la mauvaise réputation d'être un secteur dominé par les multinationales de services, ce qui ne permet aucun transfert technologique digne de ce nom !

2. DE L'INGÉRENCE STRATÉGIQUE À L'OUBLI POLITIQUE : DES PAYS EN VOIE DE MARGINALISATION

Pourtant, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, il va falloir s'inquiéter, de nos jours, du fait que le Nord semble ignorer le Sud après avoir déréglé ses modes de production économique (colonisation) et biaisé ses normes de gouvernance politique (guerre froide). Car en laissant le Sud sombrer dans le chaos (guerres, famines, épidémies...) sous prétexte de non-ingérence, la stratégie de cette neutralité (neutralisante) se révèle plus destructrice que la violence des interventions et immixtions directes du passé. Déjà, des voix commencent à s'élever contre l'oubli. Elles vont jusqu'à proposer ce qu'il convient d'appeler « l'ingérence humanitaire » pour venir en aide aux peuples qui en ont besoin. Et il est peut-être temps de s'interroger sérieusement sur ce que veulent exactement les populations des pays en développement. Mais que peuvent espérer les peuples en majorité analphabètes, habitués à subir et à agir sur ordre, sinon « la paix, le pain et la paie ». Autant dire que les multinationales et les politiques de délocalisation ont de beaux jours devant elles.

2.1. SOLDER LE PASSIF DU PASSÉ SANS BRADER L'ACTIF DU PRÉSENT : RESPECTER LA MÉMOIRE SANS FUIR LE DEVOIR

Est-il besoin de rappeler, à ce sujet, que, depuis le milieu du XX^e siècle, les pays du tiers-monde n'avaient d'autres politiques que celles du suivisme ? Encore faut-il rappeler qu'à l'époque ils avaient le choix entre deux systèmes, certes contradictoires mais qui s'équilibraient (guerre froide oblige), le communisme et le capitalisme, pour reprendre les expressions d'alors. Aujourd'hui, le choix est très restreint, pour ne pas dire qu'il n'y a plus de choix. Hormis le mouvement antimondialiste ATTAC¹⁰ bien implanté en Europe, on assiste au Maghreb, et dans bon nombre de pays musulmans, à un retour aux sources « pures » de l'islam. La religion, facilement accessible, offre aux naufragés du développement avorté, traditionalistes, socialistes et libéraux confondus, un champ sociopolitique aisément abordable, maniable et manipulable à souhait, par des leaders politiques en mal de pouvoir, déguisés en religieux. Un champ motivant et valorisant pour les militants du fondamentalisme religieux¹¹ est en passe de modifier les cartes politiques des pays.

10. ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens.

11. Ces termes de leaders et de militants irritent les adeptes de l'islam politique. Par ailleurs, il existe des leaders religieux francs qui vivent en harmonie avec leurs convictions profondes.

Pour mieux saisir le fondement de cette complexité, il faut rapidement rappeler que l'écartement, la répression et surtout l'assassinat des leaders contestataires de l'élite « progressiste » et le développement instrumentalisé d'un élitisme archaïque hyperdocile vis-à-vis de ses maîtres, ont fait apparaître des minorités extrémistes, grâce aux médias à sensation, comme des émissaires de masses (extrême gauche, extrême droite, extrémisme religieux). Avec l'effondrement du communisme, les ultras religieux du Sud (adeptes du fondamentalisme purifiant) et les néo-fascistes du Nord (partisans du nationalisme épurant) se mobilisent à la même vitesse, voire plus vite que les « mondialistes », pour combler le vide et occuper le terrain politique, en se servant souvent de la démocratie, dans l'espoir de s'imposer, quitte à la violer par la suite. La bataille de tous les extrémistes se veut une défense de la pureté et de la morale. « Ils pontifient, ils disent ce qui est vrai, ce qui est beau, ce qui est bien¹² », mais ils sont capables de se servir du plus sordide des maux pour défendre leur conception du bien. « Dans les milieux défavorisés, l'humiliation, l'exclusion, l'acculturation créent une demande identitaire soutenue par une vision du monde qui procure une légitimité au sentiment d'appartenir au groupe des Élus face aux réprouvés [...]. Certains tirent profit de cette demande pour obtenir un pouvoir¹³. »

Il est évident que la responsabilité, toute la responsabilité, incombe aux dirigeants nationaux de ces pays, qui ont fait et continuent à faire du pillage économique un mode de gestion sans partage et de la répression politique un style de gouvernance protecteur de ces pratiques. Que peut-on attendre des pays où des geôles sordides servent à incarcérer les voleurs de pain, alors que les coupables de vol de sommes astronomiques ou de détournements massifs de fonds publics continuent à occuper le haut de la hiérarchie, quand ce ne sont pas eux qui donnent les ordres à la justice pour punir ou pour délivrer ? La réponse est déjà connue : la prolifération des extrémismes, des violences.

À ce propos, le tourisme se présente comme un facteur qui braque les projecteurs du Nord sur les pays d'accueil, en imposant aux régimes en place plus d'attention, de précaution et de vigilance contre les abus de pouvoir, du moins les abus flagrants¹⁴.

12. Daniel Beresniak, *Les intégrismes : idéologie du délire paranoïaque*, Paris, Grancher, coll. « Ouverture », 1991.

13. *Ibid.*

14. On peut admettre que le tourisme a aidé à faire connaître les souffrances de la population cubaine, alors que l'isolement (fermeture au tourisme) a condamné (et continue d'ailleurs à condamner) la population de la Corée du Nord à souffrir dans le silence et l'indifférence.

Mais, comble du paradoxe, voilà que les grandes puissances se mettent à tenir un discours rassurant. Elles avancent, pour qui veut bien les croire, que la mondialisation est l'unique remède capable d'enrayer les inégalités et les « illégalités » dans le monde !

Or, vu l'énorme décalage social et économique entre les pays industrialisés et les pays pauvres à l'échelle planétaire, vu aussi la voracité des transnationales et des multinationales, on ne peut que se demander comment la course au gigantisme et à la concentration des richesses entre les mains d'une minorité de chanceux dans un petit nombre de pays développés pourra mener au réajustement des richesses et revenus là où, jadis, les politiques sociales les plus honnêtes, et les plus humanistes aussi, ont lamentablement échoué.

Tableau 1.1

CE QUE PÈSENT LES 50 PREMIÈRES ENTREPRISES MONDIALES (1999)

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'entreprises</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Capitalisation boursière M \$US</i>	<i>(%)</i>
États-Unis	33	66	4 901,2	71,8
Royaume-Uni	5	10	591,6	8,7
Suisse	3	6	249,0	3,6
Japon	3	6	478,0	7,0
Allemagne	2	4	199,2	2,9
France	1	2	73,6	1,2
Autres	3	6	329,9	4,8
Total	50	100	6 822,5	100,0

Source : Frédéric F. Clairmont, *Le Monde Diplomatique*, décembre 1999, p. 20.

En d'autres termes, comment des pays importateurs de produits manufacturés, voire de produits alimentaires de base, et dont le fruit du PIB, déjà maigre, est absorbé à hauteur de 75 % par le service de la dette extérieure peuvent-ils apparaître autrement que comme des esclaves modernes sur leur territoire national ? Des esclaves au service des bailleurs de fonds et des consortiums financiers, ayant pour contremaîtres des gouvernements « amis » du tiers-monde ? Et pour payer ses dettes, il faut s'endetter de nouveau ou s'entêter à obtenir des devises par tous les moyens.

Tableau 1.2**POIDS DE LA DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN 1998**

<i>Zone ou continent</i>	<i>Dettes en milliards</i>	<i>% dans l'ensemble</i>	<i>Service de la dette dans exportation</i>
Amérique latine et Caraïbes	735,8	29,8	33,8
Asie de l'Est et Pacifique	697,8	28,3	12,0
Europe et Asie centrale	435,4	17,7	13,3
Afrique du Nord et Moyen-Orient	205,8	8,3	13,5
Afrique subsaharienne	225,8	9,2	14,9
Asie du Sud	164,5	6,7	17,9
Total	2 465,1	100,0	–

Source : Bilan du monde, *Le Monde*, édition 2000, p. 23.

Plusieurs raisons ont poussé de nombreuses nations à privilégier le tourisme, souvent au détriment d'autres vocations nationales plus rentables économiquement, plus viables socialement et mieux maîtrisables techniquement. Les dérangements saillants de ce choix sont le délaissement de l'agriculture vivrière au profit, très souvent, d'une agriculture destinée à l'exportation, la mise en place hâtive d'une « industrie industrialisante » ou le développement d'un tourisme de rente.

Cette option a été fatale à des économies tiers-mondistes, acquises à l'obsession d'accéder rapidement au développement et leurrées par le modernisme en empruntant un raccourci socioéconomique qui leur avait semblé, vu sous l'angle des idéologies purement théoriques de la période post-indépendance (années 1950 et 1960), être à portée de main. Une majorité de ces États a été poussée à miser sur la promotion d'un « monosecteur » (ou monoproduit), financé par des fonds publics. Dans bien des cas, il s'agissait d'un suivisme imposé discrètement de l'extérieur, mais habilement déguisé en choix national. « C'est pourquoi certains auteurs voient dans le tourisme l'un des instruments les plus efficaces de la diffusion des modèles sociaux et culturels des pays industrialisés, et de ce fait un moyen puissant de domination et d'exploitation¹⁵. »

15. François Ascher, *Sociétés transnationales et identités culturelles*, Liège, Unesco, 1984, p. 14.

Au fil des ans, et avec la frénésie des mutations économiques et politiques internationales, ces choix figés se sont soldés par une grande dépendance des pays du Sud, aggravée par des monopoles des pays du Nord sur telle production ou telle activité. Ces monopoles, qui équivalaient, dans bien des cas, à une mise sous tutelle de la souveraineté des pays en question, étaient rendus possibles par l'existence d'une élite vorace, quelque peu « négrière » dans ses rapports avec la main-d'œuvre locale, et très docile dans ses relations avec ses créanciers extérieurs. De ce fait, l'indépendance économique voulue par des « politiques criards » a fini par créer des dépendances pesantes que certains n'ont pas hésité à qualifier de néocolonialisme.

Sur les cent premières entités économiques mondiales, moins de la moitié sont des États. Les autres sont des firmes multinationales, lancées dans la course au gigantisme des fusions-acquisitions, et pour lesquelles nation et communauté n'ont pas de sens. Par leurs investissements et leur immense pouvoir financier, elles mettent les gouvernements du Sud sous tutelle, influencent les décisions des institutions internationales telles le FMI, la Banque mondiale, l'OMC ou la Commission européenne, et décident d'une part de la vie économique et sociale des pays par leur politique de restructuration¹⁶.

Tableau 1.3

QUAND 200 SOCIÉTÉS FONT MIEUX QUE 150 PAYS

<i>Années</i>	<i>1982</i>	<i>1992</i>	<i>1995</i>	<i>1998</i>
PIB mondial (en milliards de \$US)	11 179,0	23 780,0	28 607,0	28 854,0
Dont PIB des quelque 150 pays (non membres de l'OCDE, en %)	28 ,6	20,2	22,8	26,3
Chiffres d'affaires des « 200 » sociétés	27,2	24,7	27,5	26,3

Source : Frédéric F. Clairmont, *op. cit.*

Pendant la première moitié du XX^e siècle, on avait l'impression que les pays développés projetaient et imposaient, alors que ceux du Sud subissaient et exécutaient (période coloniale). Durant la deuxième moitié du même siècle, les grandes puissances suggéraient, avec un brin de menace, et les pays du tiers-monde se mettaient en rang pour exécuter

16. ATTAC, *Enquête au cœur des multinationales*, Paris, Mille et une nuits, 2001, quatrième de couverture.

l'ordre, le plus souvent dans le désordre (période de la guerre froide). De nos jours, quand le besoin se fait pressant, les puissants iront eux-mêmes remettre de l'ordre (leur ordre) là où le débordement se fait menaçant.

Depuis l'effondrement du mur de Berlin (1989), les pays les moins avancés, peu intéressants sur le plan économique ou stratégique, sont abandonnés à leur sort, et tendent à constituer un groupe de pays en « voie de marginalisation ». Pour les autres, un nouvel ordre peut commencer.

2.2. DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, À LA RÉPARTITION MONDIALE DE LA SOUS-TRAITANCE

Aujourd'hui, on assiste probablement à un grand tournant qui marque le début d'un rééquilibrage de la très classique division internationale du travail, autrement dit à sa renaissance sous une autre forme. On semble s'acheminer vers une situation où les pays les moins avancés en matière de technologie de pointe sont pressés par leurs créanciers d'héberger les multinationales des services (cas du tourisme), alors que les nations plus douées sont, quant à elles, sollicitées pour faire de la sous-traitance dans certains domaines, comme l'électronique et l'industrie légère. Et dans l'un ou l'autre de ces types de pays, les citoyens surdoués sont invités honorablement, loin de la notion de visas et de quotas¹⁷, à intégrer les pays économiquement avancés pour y apporter leur contribution au développement en marche, comblant un léger manque technologique et un grand déficit démographique.

Dans le Sud, où le développement est en veilleuse, c'est le retour à la monoproduction, pourtant décriée par le passé à cause de la gravité des risques qu'encourageaient les États du fait de la spécialisation, génératrice d'une double dépendance : envers un seul produit et un seul client ou fournisseur.

C'est pour toutes ces raisons, à notre avis, qu'il est de la responsabilité des politiques, des intellectuels et des chercheurs du tiers-monde de prendre activement part aux débats sur ce néolibéralisme qui se borne à vouloir être sans limite.

D'abord pour s'exprimer, et ne pas rester en marge de ce nouveau phénomène, et surtout pour dire leur pensée et faire entendre la voix du Sud, même si cela ne change rien au cours de l'histoire (ou qui sait ?).

17. *Le Monde diplomatique* de juin 2002, n° 579, rapporte que « la promotion 2001 des diplômés informaticiens de l'École Mohammedia des ingénieurs (la plus prestigieuse du Maroc) a été entièrement recrutée à l'étranger », p. 16.

Ensuite, pour que la réflexion sur l'avenir et le devenir de la « socio-sphère » (l'humanité, ses traditions et ses valeurs socioculturelles), d'une part, et de la biosphère (la nature avec son règne minéral, végétal et animal), d'autre part, ne soit pas planifiée à partir d'une démarche unipolaire Nord-Nord, établie en un monologue où les nations développées décident et passent à l'action, souvent au détriment des pays pauvres.

Dans tous les cas, le plus important, comme cela a été mentionné plus haut, est d'en parler ou plutôt de ne pas se taire.

Après tout, on est tenté, par solidarité tiers-mondiste, de croire que le rêve du pauvre consiste en un projet qui l'occupe, lui permet d'évoluer à sa guise et de bien supporter ses conditions difficiles. Bref, il l'aide à survivre. « Qu'elle est étouffante, la vie, sans l'immensité de l'espoir », énonce un adage arabe. Alors que le projet du riche est un appétit insatiable qui le préoccupe et peut l'empêcher de vivre sereinement et paisiblement dans toute l'immensité de sa richesse.

Si l'homme du tiers-monde est généralement obsédé par l'apologie de l'honneur, ne serait-il que de façade, le citoyen de l'Occident est, lui, obnubilé par la recherche du bonheur. Du fait que l'honneur a comme fondement théorique une panoplie de valeurs morales, les loisirs tolérés et les plaisirs autorisés restent fort limités. Étant donné que le bonheur est le fruit de l'épanouissement de l'être et de l'accomplissement de soi, il ne fait pas de doute que l'échelle des valeurs socioculturelles n'a pas la même graduation au Sud qu'au Nord et, peut-être, pas le même usage. Alors, ce qui est parfois déshonneur dans une société est honneur dans une autre, et vice versa. Et du coup la notion du bien et du mal, qui avait probablement par le passé la même signification dans le monde des trois religions célestes, est en passe de muer là où le monde évolue à grands pas aux plans scientifique et économique. Ce sont ces différences sur l'échelle des *valeurs humaines* qui rendent les relations entre touristes et populations locales souvent équivoques et parfois problématiques. Mais au-delà du domaine du tourisme, ces différences de visions tendent à dégénérer en conflits entre cultures. Certains n'hésitent point à franchir le pas et parlent déjà de conflits entre civilisations¹⁸ !

Faut-il rappeler que le bonheur et l'honneur, tout comme le bien-être et le confort, ne sont nullement synonymes et ne s'acquièrent pas de la même façon.

18. Mahdi El Manjra, célèbre futurologue marocain qui a écrit un livre (en arabe) à la suite de la guerre du Golfe, au titre significatif, *La première guerre mondiale civilisationnelle*, pour dire que dorénavant les sociétés avancées feront tout pour mettre à genoux les sociétés traditionnelles.

Aussi, est-il peut-être bon de rappeler que si la bataille des « anti-mondialisation » peut paraître dérisoire face aux moyens de leurs adversaires, elle n'en est pas moins, avant tout, un élan altruiste et un moyen politique visant à éviter que le projet du riche ne vienne tuer le rêve du pauvre, sa raison d'être et, plus intéressant, d'être heureux¹⁹. C'est peut-être aussi sa vraie richesse ! Car il faut, l'adage le dit si bien, un peu de tout pour faire un monde et non la mondialisation marchande.

Ou alors, une mondialisation des cultures et des civilisations. À ce moment, le tourisme « civilisationnel », plutôt que civilisateur, est le bienvenu.

Le concept de bien commun repose sur la solidarité vitale entre les corps, les membres et les cellules. Ce concept a ainsi une connotation organique. Le bien commun n'exclut pas la compétition et même la lutte pour la vie, bien au contraire. Mais il s'oppose aux philosophies du combat à mort, accepté ou même recherché comme une étape nécessaire au progrès. Il est cohérent avec un combat qui est une lutte de chacun pour une meilleure performance au bénéfice de l'ensemble, et non un duel fratricide qui vise avant tout à l'élimination de l'autre. Lorsque le bien commun est recherché, chacun peut trouver beaucoup plus facilement sa place. L'exclusion est un phénomène directement lié à l'absence de recherche du bien commun.

Jean-Marie Joly, « Privilégier l'être humain », dans P. Alamon, H. Barioulet et F. Vellas, *Tourisme, éthique et développement*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 31.

3. TOURISME ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : PERSPECTIVE ÉTHIQUE OU OBSESSION ÉCONOMIQUE ?

L'émergence du tourisme et son expansion rapide ont provoqué des réactions souvent opposées, allant de l'approbation inconditionnelle au rejet ferme, sans parler des indécisions chroniques ou tactiques.

Si, par le passé, les pays à tendance communiste ont ignoré le tourisme pour des raisons idéologiques (guerre froide oblige), et que les pays producteurs de pétrole ont fait de même pour cause de disponibilité de

19. Boris Cyrulnik, psychiatre et éthologue, rapporte que Charles Péguy, en pèlerinage à Chartres, rencontre trois casseurs de pierres. Le premier lui dit : « [...] "C'est dur, j'ai mal au dos, j'ai soif, j'ai chaud. Je fais un sous-métier, je suis un sous-homme". Le deuxième lui répond modérément : "Eh bien je gagne ma vie. Je casse les cailloux, je n'ai pas trouvé d'autre métier pour nourrir ma famille, je suis bien content d'avoir celui-là". Quant au troisième, il répond avec extase : "Moi, monsieur, dit-il, je bâtis une cathédrale" », d'après le *Nouvel Observateur*, n° 1939, du 3 au 9 janvier 2002, p. 4-12.

devises (pétrodollars), les pays à tendance libérale ont tôt opté pour le développement du tourisme dans l'espoir de s'assurer une source autonome de devises, de créer des occasions de création d'emplois au moindre coût et, surtout, de faire de ce nouveau créneau économique un puissant levier de leur développement social et économique. Encouragés en ce sens par les instances internationales (ONU, OMT, FMI, PNUD, UNESCO...), avec à leur tête la Banque mondiale, certains États ont fait figurer l'activité touristique parmi les secteurs prioritaires de leur économie nationale.

Il faut encore une fois insister sur le fait que l'avènement du tourisme dans les pays en développement demeure un phénomène récent. De plus, cette apparition tardive du tourisme a eu lieu à une époque où le monde était scindé en deux grands blocs, Est et Ouest, annexant chacun un bout du tiers-monde, dont le rôle se limitait, réellement, à celui des chiffres utilisés après la virgule, dans un calcul international de haute précision.

Pourtant, les partisans d'un développement touristique tous azimuts ne l'avaient pas considéré seulement comme une activité économique d'appoint, mais plutôt comme une base de développement, voire une chance unique qui s'offrait aux pays les moins avancés, soucieux d'améliorer les conditions économiques et sociales de leurs citoyens. Un expert de la Banque mondiale leur avait fourni un argument choc en déclarant, au milieu des années 1960, que « le tourisme représente dorénavant pour les pays en voie de développement le véritable moteur de développement, de la même façon que le fut l'industrie lourde pour l'Europe au XIX^e siècle²⁰ ».

3.1. POUR OU CONTRE LE TOURISME ? ENTRE LA TENTATION ÉCONOMIQUE ET LA NÉGATION IDÉOLOGIQUE

Il semble que les pays prédisposés à privilégier le tourisme aient mis en avant ses effets stimulateurs intangibles et ses apports socioéconomiques palpables, alors que ses adversaires les plus réticents avaient concentré leurs critiques sur ses aspects culturels néfastes et ses effets sociologiques déstructurants, en insistant sur la menace qui guette les biens patrimoniaux, les legs socioculturels et les valeurs morales des nations en développement.

20. David Davis, « Le développement de l'économie marocaine », *Revue du Fonds de la Banque mondiale*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, vol. III, n° 1, mars 1966, cité par Hassan Sebbar, dans « Tourisme et développement : le cas du Maroc », *Bulletin social et économique du Maroc*, n° 127, Tanger, EMI, 1972, p. 65-84.

Par ailleurs, les pays qui ont hérité de la colonisation une importante infrastructure touristique et hôtelière (Maroc, Tunisie...), et qui ont commencé à cueillir les fruits de ces installations et équipements, ont, à quelques exceptions près, cherché à consolider ces acquis. Seuls quelques rares pays producteurs de pétrole ont jugé contraire à l'idéal de l'indépendance le recours aux recettes provenant des visiteurs étrangers pour financer l'économie nationale (monarchies pétrolières du Golfe et pays socialistes d'Afrique).

Une autre catégorie est celle d'une majorité de pays en développement, disposant d'une offre originelle satisfaisante, qui ont été séduits par l'essor et la réussite du tourisme à travers le monde (Seychelles, Sénégal...).

Le cas des stations touristiques de la rive nord du bassin méditerranéen (France, Italie, Grèce et surtout Espagne) a fait école dans ces pays aux conditions socioéconomiques et géographiques très contrastées. Nombreux sont ceux (dont le Maroc) qui ont créé de toutes pièces des zones touristiques, avec des complexes hôteliers et touristiques, en misant sur la diversification de l'offre dérivée, dans l'espoir de stimuler la demande internationale, en offrant une large gamme d'hébergement. Ces pays sont, généralement, de tendance libérale et non producteurs de pétrole. En fait, ils disposent presque tous d'un potentiel touristique satisfaisant, où le trio « mer, plage et soleil » était qualifié, à l'époque, de gisement touristique inépuisable.

Les instances internationales ont apporté leur soutien logistique et financier aux pays candidats à cette nouvelle entreprise, y compris au Maroc.

S'agissant des pays réticents, le refus de s'ouvrir au tourisme était d'ordre idéologique, s'inscrivant dans la ligne du communisme pur et dur. De façon caricaturale, on peut dire que ceux-ci ont tourné le dos au tourisme par « recommandation dissuasive » du Kremlin, tandis que d'autres l'ont admis « sur suggestion incitative » de la Maison Blanche !

Au début des années 1960, quelques pays ont eu recours à « une hésitation tactique » pour amener le bloc libéral et les organismes financiers internationaux à les soutenir ouvertement, non seulement sur le plan touristique, mais surtout au niveau de leur politique générale. En somme, ils ont cherché à mettre un maximum d'atouts et d'opportunités de leur côté (crédits, expertise, assistance technique et soutien politique des puissances libérales...) avant de se lancer sur la voie du tourisme.

Les luttes d'influence, entre le bloc communiste et le camp libéral, rendaient possible, après la Deuxième Guerre mondiale, ce genre d'attitude. D'abord, parce que le tourisme était considéré par les pays de l'Ouest, avec à leur tête les États-Unis d'Amérique, comme un agent de « propagande capitaliste » et un garant de l'engagement des pays fraîchement indépendants sur la voie du libéralisme (cas du Maroc).

Les tenants de « l'hésitation chronique » appartiennent en majorité au bloc communiste modéré (Hongrie, ex-Yougoslavie...). Tout en restant fidèles à leur idéologie « marxiste-léniniste », ils s'ouvrent au tourisme en surveillant de très près son développement et son déploiement.

Les régimes constitués par les adeptes du parti unique vont fermer leurs frontières au tourisme, de façon imperméable, durant près d'un demi-siècle. Leur idéologie, basée sur l'autonomie et l'autogestion, s'est traduite sur le terrain par la nationalisation des moyens de production en vue d'accéder à la socialisation des activités et à la collectivisation des profits (du moins en théorie). Cette rupture brutale avec le passé s'est accompagnée d'une déstructuration des modes de production et d'une déstabilisation des liens sociaux traditionnels au profit d'un socialisme d'importation mal assimilé, donc « désocialisant ». Cet autoritarisme idéologique n'avait pas compris (ou avait feint de ne pas comprendre) que les peuples ne produisent convenablement que lorsqu'ils adhèrent socialement et moralement aux principes, et partant, aux objectifs d'une planification qu'ils jugent, sinon démocratique, du moins respectueuse de leurs conditions. Il y a donc un préalable à cette adhésion : c'est d'associer, de façon démocratique, tous les concernés (populations) et les intéressés (professions) à sa mise en place.

Sur le plan économique, aux yeux des inconditionnels du matérialisme dialectique, l'injection de capitaux étrangers dans l'économie nationale était incompatible avec cette politique autarcique imposée.

Sur le plan social, avec sa philosophie « matérialiste et puritaine », cette orientation a jugé inconcevable l'afflux des Occidentaux dans les fiefs du collectivisme au point de penser que l'arrivée des touristes dans un espace communiste revêtirait un caractère d'invasion capable de « pollution sociologique », « d'intoxication idéologique » et, surtout, de « déstabilisation politique ». Ces pays (URSS, Chine, Cuba, Albanie, Roumanie, Corée du Nord...), autrefois fermés à toute influence étrangère, semblent aujourd'hui mettre les bouchées doubles pour se mettre à niveau (échapper à la marginalisation internationale) et combler leur retard économique (éviter l'explosion sociale).

Signalons toutefois que certains accros du communisme ne s'ouvrent que de manière timide (Cuba), parce que tiraillés entre des crises économiques étouffantes et des survivances d'une idéologie agonisante. D'autres, malheureusement, continuent à assigner leur peuple à « territoire surveillé » aux frontières reconnues par la communauté internationale (cas de la Corée du Nord). Le grand capital, tel un charognard, guette le moment opportun en laissant pourrir pour mieux cueillir. Une fois arrivé le moment de grâce, la propagande aux relents de maquillage dira, sans état d'âme, que le monde libre est enfin parvenu à voler au secours du peuple ami pour l'aider à se libérer d'une affreuse tyrannie !

Pour en revenir aux pays hésitants, on y retrouvait également (outre les exemples déjà cités) ceux situés dans des régions lointaines ou enclavées, ne disposant ni d'infrastructures de base (ports, aéroports, routes), ni de superstructures et de capitaux ; des manques auxquels il faut ajouter l'absence de cadres compétents en mesure d'instaurer une politique touristique rentable et durable. Ces pays se joindront au peloton de départ à la fin des années 1970, grâce à l'apparition des charters (voyages à forfait) et à la généralisation des voyages organisés, qui ont permis aux multinationales, en quête de nouvelles destinations, de produits prometteurs et de marchés de substitution ou de diversification, de s'installer en mettant à la portée des bourses moyennes des destinations à la fois lointaines et exotiques (Asie et Pacifique, Afrique australe, Caraïbes...). Il faut dire que la crise énergétique de 1973 et l'apparition de gros avions de transport ont favorisé la collectivisation des dépenses touristiques (voyage à forfait), en réduisant considérablement, par la même occasion, les dépenses individuelles et la durée du voyage vers des destinations lointaines. C'est, toute proportion gardée, le big-bang du tourisme de masse. Ce dernier a comme conséquence, pour les pays du Sud, une grande pression sur l'espace et une petite contribution pour l'économie.

Les pays producteurs de pétrole, quant à eux, n'ont développé qu'un tourisme d'affaires ponctuel. Leurs recettes en pétrodollars ont, bien entendu, permis une sélection en faveur d'une hôtellerie « haut de gamme ». Les soucis et autres tracasseries de la rentabilité ne se sont nullement posés, du moment que le budget de l'État était prédisposé à accorder les rallonges nécessaires pour conforter l'embellissement de l'image extérieure du pays. Cette image et tant d'autres, aussi artificielles les unes que les autres, ont longtemps voilé le fonctionnement de systèmes politiques d'un autre âge. Ici, tout est remplacé par les besoins de prestige conformément aux exigences d'étalage des signes extérieurs de richesse. Aux yeux de ces pays,

l'hôtellerie de luxe est avant tout un outil d'accompagnement et de soutien à une exhibition de niveau de vie élevé, d'aisance et de fortune qui frôle l'impertinence (monarchies et émirats du golfe Arabique...).

Aujourd'hui, et heureusement d'ailleurs, tous les pays s'ouvrent au tourisme.

C'est depuis 20 ans à travers le biais des odyssées collectives que les peuples se côtoient au-delà des ghettos politiques, linguistiques ou professionnels. Mesure-t-on ce qu'un dispositif de contrôle ou de repli à l'intérieur de ses frontières ferait perdre de vitalité au monde ; mesure-t-on l'obscurantisme qu'impliqueraient de telles mesures, à savoir la méconnaissance de l'autre érigé en norme, soit le retour à une barbarie comme le moyen-âge lui-même n'en connut jamais²¹ ?

Il est bien séduisant ce discours ! Mais qu'en est-il des citoyens du tiers-monde soumis au filtre étroit de visas ou de quotas d'émigration ? (voir plus loin, chapitre 3, section 3).

3.2. À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU : LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À LA CONQUÊTE DU « TOURISTE »

Fils de l'industrialisation à ses débuts, le tourisme, vu sous sa forme actuelle, se présente à la fois comme :

- l'aboutissement du développement socioéconomique occidental, où la succession des conflits et des ententes a permis l'émergence d'unions profondément réfléchies, parce que basées sur la conscience mutuelle des intérêts des États de la région ;
- l'expression de la démocratisation des systèmes politiques où les peuples s'expriment librement et se font entendre au point d'influencer les politiques nationales (pas toujours dans le bon sens) et de prendre en otages certains gouvernements ;
- la consolidation sociale des classes moyennes, comme le prouvent les acquis des masses ouvrières des pays industrialisés (*cf.* les trente glorieuses).

De plus, le tourisme est la seule branche internationale du secteur tertiaire qui, depuis un demi-siècle, croît sans relâche et connaît une quadruple amplification à l'échelle mondiale :

21. Jean Didier Urbain, *Les secrets de voyages*, Paris, Payot, 1998.

- un accroissement ininterrompu au plan économique,
- une expansion sans frontières au sens géographique,
- une conquête imperturbable au plan idéologique,
- une adhésion ascensionnelle au plan social.

De ce fait, « l'industrie » des voyages et des loisirs est en passe de devenir la première activité commerciale mondiale. Et, aux côtés du pétrole, de l'automobile et de l'informatique, elle sera probablement l'une des principales activités de dimension internationale de ce XXI^e siècle débutant (voir tableau ci-après).

Tableau 1.4

ARRIVÉES ET RECETTES DU TOURISME DANS LE MONDE PAR AN DE 1960 À 1998

<i>Années</i>	<i>Arrivées</i>	<i>Évolution</i>	<i>Indice</i>	<i>Recettes</i>	<i>Évolution</i>	<i>Indice</i>
<i>1960-1970</i>	<i>(en milliers)</i>	<i>(%/an)</i>	<i>1950 = 100</i>	<i>(M \$US)</i>	<i>(%/an)</i>	<i>1950 = 100</i>
1950	25 282	–	100,00	2 100	–	100,00
1960	69 320	10,61	274,19	6 867	12,58	327,00
1961	75 323	8,66	297,93	7 284	6,07	346,86
1962	81 381	8,04	321,89	8 029	10,23	382,33
1963	90 071	10,68	356,27	8 887	10,69	423,19
1964	104 601	16,13	413,74	10 073	13,35	479,67
1965	112 863	7,90	446,42	11 604	15,20	552,57
1966	119 980	6,31	474,57	13 340	14,96	635,24
1967	129 782	8,17	513,34	14 458	8,36	688,48
1968	131 201	1,09	518,95	14 990	3,68	713,81
1969	143 511	9,38	567,64	16 800	12,07	800,00
1970	165 787	15,52	655,75	17 900	6,55	852,38
1960-1970	174,0 %	10,50 %	–	160,70 %	10,10 %	–
1970	165 787	15,52	655,75	17 900	6,55	852,38
1971	178 853	7,88	707,43	20 850	16,48	992,86
1972	189 129	5,75	748,08	24 621	18,09	1 172,43
1973	198 906	5,17	786,75	31 044	26,09	1 478,29
1974	205 667	3,40	813,49	33 822	8,95	1 610,57
1975	222 290	8,08	879,24	40 702	20,34	1 938,19
1976	228 873	2,96	905,28	44 436	9,17	2 116,00
1977	249 264	8,91	985,93	55 637	25,21	2 649,38
1978	267 076	7,15	1 056,39	68 845	23,74	3 278,33
1979	283 089	6,00	1 119,73	83 340	21,05	3 968,57
1980	285 997	1,03	1 131,23	105 320	26,37	5 015,24
1970-1980	72,5 %	72,50	–	28,70 %	05,60 %	–

<i>Années</i> 1960-1970	<i>Arrivées</i> (en milliers)	<i>Évolution</i> (%/an)	<i>Indice</i> 1950 = 100	<i>Recettes</i> (M \$US)	<i>Évolution</i> (%/an)	<i>Indice</i> 1950 = 100
1980	285 997	1,03	1 131,23	105 320	26,37	5 015,24
1981	287 139	0,40	1 135,74	107 452	2,02	5 116,76
1982	286 097	-0,36	1 131,62	100 907	- 6,09	4 805,10
1983	289 618	1,23	1 145,55	102 474	1,55	4 879,71
1984	316 357	9,23	1 251,31	112 707	9,99	5 367,00
1985	327 188	3,42	1 294,15	118 084	4,77	5 623,05
1986	338 854	3,57	1 340,30	143 475	21,50	6 832,14
1987	363 766	7,35	1 438,83	176 795	23,22	8 418,81
1988	394 810	8,53	1 561,62	204 290	15,55	9 728,10
1989	426 461	8,02	1 686,82	221 263	8,31	10 536,30
1990	458 229	7,45	1 812,47	268 928	21,54	12 806,10
1980-90	60,20%	4,80 %	-	155,30 %	09,80 %	-
1990	458 229	7,45	1 812,47	268 928	21,54	12 806,10
1991	463 951	1,25	1 835,10	277 568	3,21	13 217,52
1992	503 356	8,49	1 990,97	315 103	13,52	15 004,90
1993	519 045	3,12	2 053,02	324 090	2,85	15 432,86
1994	550 471	6,05	2 177,32	353 998	9,23	16 857,05
1995	565 495	2,73	2 236,75	405 110	14,44	19 290,95
1996	596 524	5,49	2 359,48	435 594	7,52	20 742,57
1997	610 763	2,39	2 415,80	435 981	0,09	20 761,00
1998	625 236	2,37	2 473,05	444 741	2,01	21 178,14
1990-98	65,40	6,50	-	65,4 %	6,5 %	-

Source : Tableau conçu à partir des statistiques de l'OMT, 2000.

Ce tableau fait ressortir l'importance et la rapidité du développement touristique sur le plan mondial, malgré les secousses dues aux différentes crises énergétiques, surtout celles du début des années 1970 et 1980 (1973 et 1982).

À titre d'exemple, la seule année où les arrivées et les recettes touristiques ont connu une baisse, d'ailleurs insignifiante eu égard à l'importance du phénomène, est 1982 (arrivées : - 0,36 % ; recettes : - 0,09 %). Mais en comparaison avec les difficultés que connaît le reste des secteurs économiques à caractère international, le tourisme se défend merveilleusement bien.

En plus de transferts massifs de devises des pays émetteurs vers les pays récepteurs, le tourisme emploie en 1997, dit-on, plus de 261 millions de personnes contre 100 millions en 1987 (un actif sur 12 en 1997 travaillerait

dans le tourisme contre 1 sur 16 en 1987). Le voyage d'agrément déplace, à travers le monde, près de 600 millions de personnes par an. « En termes de mouvement humain, l'on peut calculer qu'environ 1 400 000 personnes voyagent chaque jour hors des frontières nationales pour motif de vacances ou pour affaires de nature diverse²². » En moins d'un demi-siècle, « l'industrie touristique » s'est développée à un rythme annuel moyen de 7,4 %, en termes d'arrivées internationales, et de 12,5 %, en termes de recettes, sans compter les dépenses des transports internationaux occasionnées par des voyages à des fins touristiques²³. Selon une étude de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'apport des voyages et du tourisme à l'économie mondiale s'est chiffré, en termes de ventes, en 1987, à près de 2 000 milliards de dollars américains pour atteindre la somme de 3 800 milliards de dollars en 1997.

En 1998, les transactions touristiques ont représenté :

- 34 % du commerce mondial de services,
- 12 % du PNB mondial,
- 8 % du commerce mondial de marchandises.

Pourtant, en termes d'évolution, les chiffres disponibles à l'OMT ne semblent pas traduire cet excès d'optimisme, même si les experts de cet organisme prévoient un boom touristique sans précédent pour les 20 prochaines années.

Le flou qui entoure ces hypothèses sert plus les objectifs sectaires que les réalités du monde touristique. Le discours, quelque peu partisan, tend à faire fi de la situation sociale, politique et économique d'un tiers-monde en dérive. Une dérive qui secoue les pays d'accueil du Sud, tant que l'éducation nationale et la recherche scientifique ne figurent pas en bonne place parmi les projets et les objectifs de développement et les préoccupations principales des instances étatiques chargées de la gestion de ce secteur.

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) prévoit, pour l'an 2020, « le chiffre de 1 600 millions de visiteurs internationaux²⁴ et des recettes touristiques avoisinant les 2 000 milliards de dollars des États-Unis, soit environ 5 milliards de dollars par jour²⁵ ».

22. Agostino Sparato, *Le tourisme en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 6.

23. D'après une note de l'OMT.

24. Ce chiffre de 1 600 millions de visiteurs internationaux correspond, en théorie, à près d'un tiers de l'humanité en mouvement ! Il n'en est rien. Selon l'OMT, en 2020, ces arrivées représenteront 7 % de la population mondiale contre 3,5 % en 1996. C'est à méditer.

25. Organisation mondiale du tourisme, *Tourisme : Panorama 2020*, Madrid, OMT, 1998.

Toutefois, si le tourisme dans le monde continue à progresser, il commence tout de même à montrer quelques signes de fatigue (*cf.* taux d'accroissement annuel moyen du tableau ci-dessus), mais sans grand danger pour l'économie des loisirs.

4. LE TOURISME, FACTEUR DE DÉPENDANCE DES PVD ? OU COMMENT IMPORTER LE CONSOMMATEUR À SES FRAIS !

Il faut avoir présentes à l'esprit toutes les difficultés qu'éprouvent les pays « émetteurs et récepteurs » à maîtriser les aléas de la demande face à l'inélasticité de l'offre pour comprendre les obstacles qu'affrontent les professionnels du tourisme du tiers-monde. « Certains concepts de la macro-économie s'appliquent assez bien au domaine du tourisme, d'autres concepts sont plus difficiles à utiliser. La plupart de ces notions ont été forgées dans l'analyse des secteurs industriels, leur utilisation aux biens et services touristiques demande une certaine période d'adaptation²⁶. » Si tel est le cas pour les pays développés, que peut-on alors dire des pays en développement, avec toutes les imperfections que l'on sait !

4.1. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE TOURISTIQUE : UN MARCHÉ VULNÉRABLE ET IMPRÉVISIBLE POUR LE SUD

L'un des paradoxes du tourisme international, un paradoxe fortement senti dans les pays en développement, réside dans la relation touristique, quelque peu insolite, qui existe, à titre d'exemple, entre les pays récepteurs du Sud de la Méditerranée et ceux, émetteurs, de la rive nord. Cette relation s'inscrit dans une dépendance (offre) où la démarche de séduction, pour cause de besoins pressants (rentabilité), se heurte à l'attitude casuelle des grossistes du voyage (intermédiaires), rendue possible par l'inappétence d'une clientèle qui n'a que l'embaras du choix quant aux destinations et aux prix (demande). Autre paradoxe : un pays récepteur est, sur le plan économique, un pays exportateur de tourisme tandis qu'un pays émetteur est considéré comme importateur. Au détriment de toute logique de mobilité et de mouvement, les recettes et les dépenses priment sur toute autre considération.

26. Jean Stafford, *Microéconomie du tourisme*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 127.

C'est à travers ce rapport de force inégal, qui paraît s'inscrire dans une dépendance structurelle, que l'offre touristique du tiers-monde, disponible à volonté, s'efforce de séduire et s'expose en permanence, en attendant un preneur, à l'image du reste d'ailleurs ! Quant à la demande, elle s'affiche frivole parce que secouée périodiquement par des crises aiguës, quand elle n'est pas traversée par des courants de mode ruineux pour certaines destinations. Le tourisme, qui vit de rencontres à répétition entre le consommateur, le produit et l'espace, se trouve à la merci d'événements ou d'incidents imprévus. Et le moindre frisson du tourisme fait frémir toute une économie et partant toute une société.

Alors, les voyagistes tendent, infiniment, à jouer aux « agences matrimoniales » et s'efforcent, bon gré mal gré, de marier une offre qui s'affiche disponible à loisir à une demande qui se dérobe et récuse toute fidélité coûteuse.

De ce fait, la demande relève du domaine d'une macroéconomie à caractère exogène, peu maîtrisable pour tout le monde, mais qui échappe presque totalement aux gouvernements et professionnels nationaux des pays du Sud. C'est par son côté imprévisible que la demande inquiète. Compliquée dans sa relation avec le milieu professionnel, elle est aussi complexe dans sa gestion socioéconomique que dans sa planification temporelle et son agencement géographique. Car « la demande touristique future doit tenir compte à la fois de la demande passée, mais aussi de la demande différée et de la demande potentielle²⁷ ». Encore faut-il rappeler que l'essentiel des dispositifs et facteurs économiques qui agissent sur les mécanismes de domestication de la demande (temps libre, bonne conjoncture économique, attraction événementielle...), tout comme les acteurs touristiques qui agissent et régissent son fonctionnement, donc les responsables de sa distribution (voyagistes, compagnies aériennes, multinationales hôtelières...) sont localisés en majorité dans les pays émetteurs.

À cela s'ajoute le fait que le tiers-monde est consommateur de produits et de technologies produites par et dans les pays avancés. Ce qui pose le problème de l'intégration et de l'incorporation de ces produits par des peuples où l'enseignement est défaillant et la recherche à peine balbutiante. À ceux qui ont accès à ces « savoirs modernes », un deuxième problème se pose : celui de la lenteur d'assimilation. Et comme la technologie évolue vite, très vite même dans le Nord, et que la vieille élite occupe, avec débordement, le devant de la scène politique et économique dans les pays

27. *Idem*, p. 7.

en développement, on peut dire honnêtement que la seule chose planifiée est, apparemment, la stagnation, quand ce n'est pas le sous-développement. Est-ce à dire, comme le pensent certains, que « dans le cabaret de la mondialisation, l'État se livre à un strip-tease au terme duquel il ne garde que le minimum indispensable : sa force de répression²⁸ ».

Les producteurs et les promoteurs du tourisme international s'acharment à réunir le maximum de conditions idéales pour répondre aux besoins d'un produit de consommation fragile, instable et intangible, de surcroît élastique en amont (demande) et rigide en aval (offre). La concurrence ouverte transforme ce domaine en un champ de batailles sourdes. Et comme dans toute négociation, c'est toujours sur le maillon faible que s'exercent les pressions pour débloquer la situation, on peut, sans grand effort mais avec toute la peine humaine, imaginer la suite. Ce marché problématique, destiné à une clientèle de plus en plus exigeante pour diverses raisons (expérience, diversité et disponibilité de l'offre, concurrence des prestataires de services...), tend à faire des destinations du tiers-monde des otages autoconstitués. La bénédiction des marchands de loisirs va, à l'évidence, à ceux qui « baissent et s'abaissent » pour la bonne cause : la concurrence !

En bref, les « grossistes » du voyage, à l'échelle mondiale, s'efforcent de maîtriser une demande hypersensible aux aléas de la géopolitique, face à une offre inélastique, afin de créer des conditions de compatibilité et d'adéquation idéales entre une demande (consommateurs) et une offre (produits) qui s'expriment, l'une et l'autre, dans des réalités sociales, économiques et culturelles différentes, même si, selon l'expression consacrée, « le client est roi ». Une réalité difficile à comprendre et plus encore à dompter par la profession novice d'un tiers-monde en mal de rationalité et de logique productrices.

4.2. DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE TOURISTIQUES : L'ART DE SÉDUIRE L'INCONNU POUR MIEUX LE SERVIR !

S'il est un domaine du tourisme où les pays récepteurs du tiers-monde subissent la tyrannie d'une transaction, géographiquement exorétique et professionnellement excentrique, c'est bien celui de la demande touristique internationale. Pour expliciter un peu plus ce constat, voyons rapidement quelques faits et actions de celle-ci.

28. *Le Monde diplomatique*, « Sept pièces du puzzle néolibéral : la quatrième guerre mondiale a commencé », août 1997, p. 4-5, article signé « sous-commandant Marcos », cité par Zygmunt Bauman, *op. cit.*, p. 103.

Il est admis que la presque totalité des pays en développement ayant opté tôt pour le développement du tourisme a fait une place très (voire trop) importante au tourisme international.

Tableau 1.5

PLACE DU TOURISME DANS LE BUDGET DES PROGRAMMES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DU MAROC : 1949-1992*

<i>Programmes et plans de développement de 1949 à 1992</i>		<i>Part dans le budget total</i>	<i>Charges du secteur privé</i>
Programme d'équipement	1949 – 1952	1,24 %	93,0 %
Programme d'équipement	1954 – 1957	0,23 %**	–
Programme d'équipement	1958 – 1959	0,22 %	–
Plan quinquennal	1960 – 1964	1,40 %	92,0 %
Plan triennal	1965 – 1967	6,40 %	20,0 %
Plan quinquennal	1968 – 1972	6,80 %	18,0 %
Plan quinquennal	1973 – 1977	6,50 %	16,0 %
Plan triennal	1978 – 1980	3,40 %	90,6 %
Plan quinquennal	1981 – 1985	1,80 %	90,0 %
Plan quinquennal	1988 – 1992	1,20 %	94,0 %

* Le Maroc a suspendu la planification de 1993 à 1999.

** Abdel Aziz Belal, *L'investissement au Maroc, 1912-1964*, 2^e édition, Casablanca, Les Éditions maghrébines, s.d., p. 14. Il faut rappeler ici que les objectifs de ce programme n'ont pas été respectés à cause des événements qui avaient secoué cette période et qui avaient débouché sur l'indépendance du Maroc en 1956.

Source : H. Sebbar, pour 1949-1972, Ch.-E. Bélanger et B. Sarrasin, pour 1973-1992.

Ce qui revient à dire que la mise en place, à grands coups de fonds et de crédits publics, d'une offre destinée en majorité à une clientèle étrangère, de surcroît potentielle à l'époque, pose aujourd'hui de sérieux problèmes. Tout d'abord, la clientèle visée est concentrée à hauteur de 90 %²⁹ dans la zone des pays riches (Amérique du Nord et Europe occidentale pour ce qui est des PSEM).

Cette réalité pose avec âpreté le problème de l'information et de la promotion, sans lesquelles toute tentative de réservation et de commercialisation relève d'un contexte aléatoire.

29. Cas du Maroc : si l'on exclut les rares périodes où les frontières avec le voisin de l'Est, l'Algérie, sont ouvertes, le royaume du Maroc reçoit l'essentiel de sa clientèle de l'Europe occidentale. Les Français y représentent en moyenne plus de 50 %.

Aussi, étant donné le niveau de vie et le progrès technologique très élevés des pays ciblés, la maîtrise des outils et mécanismes d'information, de commercialisation et de distribution des touristes (accueil, réservation, vente, transport...) semble échapper totalement à bien des pays touristiques du Sud³⁰. C'est ainsi que s'explique le rôle de plus en plus décisif des voyageurs et des multinationales hôtelières dans la canalisation du tourisme vers les pays en quête d'assistance. Certes, l'un des grands problèmes de la demande pour et à destination des pays en développement réside dans son hypersensibilité aux imprévus politiques et aux catastrophes naturelles.

Par ailleurs, à l'exclusive localisation de la demande dans les pays développés correspondait, durant les décennies 1960 et 1970, un positionnement de l'offre sur l'espace littoral (tourisme balnéaire), le tout régi par une forte concentration dans le temps (saison estivale). « Cette concentration a des conséquences économiques importantes ; elle suppose qu'il y a, pour certaines périodes de l'année, une sur-utilisation des équipements et une pénurie de personnel et, pour d'autres périodes, une sous-utilisation de ces équipements et un surplus de personnes. Cette concentration amène des coûts financiers et des problèmes aigus du côté de la gestion quotidienne des établissements touristiques³¹. » Il a fallu que les pays émetteurs se décident à fractionner les départs pour décongestionner les axes de circulation et les unités d'hébergement pour discerner un petit progrès dans la répartition saisonnière des arrivées dans le Sud³².

À titre d'exemple, le Maroc a connu, à partir des années 1980, une légère amélioration dans l'échelonnement des arrivées. L'été demeure en gros la période des grandes vacances (tourisme balnéaire), mais avec un étalement sensible des entrées touristiques sur le reste de l'année et donc du territoire.

En 1966, près de la moitié des arrivées touristiques annuelles, au Maroc, se concentraient sur les trois mois d'été (juillet, août et septembre : 43 % des arrivées). En 1998, c'est près d'un tiers des entrées annuelles qui sont enregistrées pour la même période estivale, avec 33,9 % des arrivées (voir tableau 1.6).

30. Des pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, le Sénégal et l'Afrique du Sud s'en sortent tant bien que mal grâce à leurs délégations de tourisme installées à l'étranger et à l'existence de compagnies aériennes relativement performantes.

31. Jean Stafford, *op. cit.*, p. 8.

32. Avant ce fractionnement, les pays de l'hémisphère Sud étaient défavorisés par ce qu'on appelait autrefois les grandes vacances estivales, du fait que l'été boréal correspond à l'hiver austral.

Tableau 1.6**SAISONNALITÉ DES ENTRÉES DE TOURISTES PAR MOIS EN 1966 ET 1998**

	1966	%/mois	1998	%/mois
Janvier	20 996	4,9	102 703	5,1
Février	18 079	4,2	141 340	7,0
Mars	26 729	6,3	145 813	7,2
Avril	36 215	8,5	194 990	9,7
Mai	32 164	7,5	154 889	7,7
Juin	35 109	8,2	141 332	7,1
Juillet	58 959	13,9	275 074	13,7
Août	71 666	16,9	242 072	12,0
Septembre	51 697	12,2	165 443	8,2
Octobre	33 796	7,9	163 809	8,1
Novembre	17 905	4,9	138 325	6,9
Décembre	20 716	4,8	147 262	7,3

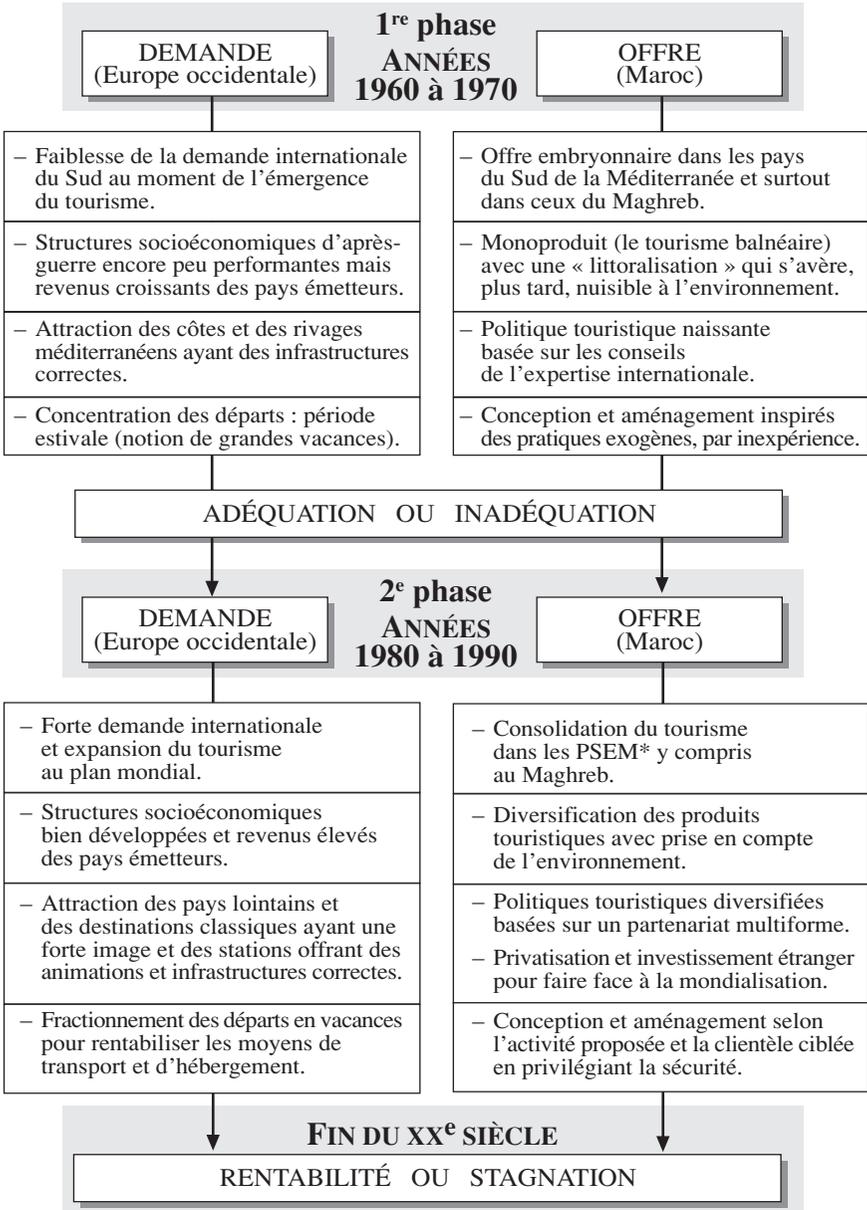
Source : Statistiques du ministère du Tourisme.

Cette concentration estivale de la demande posait, et continue à poser quoiqu'avec moins d'intensité, une série de problèmes du fait que l'été, longue saison sèche dans un pays à moitié aride ou semi-aride, est la période de plein emploi (travaux agricoles). Une forte pression s'exerce sur la demande en eau, obligeant souvent les autorités à privilégier le secteur touristique. Et, malgré cette attention particulière, les conditions d'hygiène et de sécurité étaient, à l'époque, peu ou pas favorables aux exigences d'un secteur où la propreté constitue un élément vital. Cette difficulté, en plus du fait que l'agriculture est placée en tête des secteurs prioritaires juste avant le tourisme, a poussé le gouvernement marocain à construire un grand nombre de barrages (96 unités en 1998) pour répondre aux besoins en eau de l'agriculture, de l'urbanisme, de l'industrie et du tourisme. Cette démarche se révèle aujourd'hui d'une importance primordiale pour le pays.

De plus, les courants de mode, les événements géopolitiques et, bien évidemment, les crises économiques, surtout celles liées aux hydrocarbures, ont modelé et remodelé sans cesse les données de la demande, et partant, celles de l'offre touristique au plan mondial, en rendant fortuits les canaux d'analyse classiques qui servaient à l'évaluation qualitative de la demande touristique internationale.

Figure 1.2

QUELQUES ASPECTS DE L'INCOMPATIBILITÉ ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE



* Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Source : Conception personnelle à partir de plusieurs sources et documents.

5. QUI CRAINT LES EFFETS DU TOURISME SUR LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE ? IMPACTS SOUHAITABLES ET CONSÉQUENCES INDÉSIRABLES

Le tourisme serait capable, dit-on, de stimuler la production nationale à tous les niveaux grâce à son puissant effet multiplicateur. Dans le cas de l'Afrique, les États ayant porté leur choix sur ce secteur sont, généralement, ceux qui ont tôt opté pour le libéralisme. Mais il existe, paraît-il, des situations où le tourisme aurait été à l'origine d'un revirement politique débouchant sur l'adhésion des pays hésitants à l'économie libérale (cf. l'échec ou l'écartement des expériences socialistes dites de Ben Salah en Tunisie et de Abdallah Ibrahim de l'UNFP³³ au Maroc).

À titre d'exemple, en février 1964, à la demande du gouvernement marocain, la Banque mondiale a envoyé une équipe d'experts afin « d'évaluer les potentialités de développement de l'économie du pays [...] et de suggérer les éléments d'un programme d'investissements susceptibles de permettre une accélération de la croissance économique³⁴ ». Il n'est pas superflu de rappeler que durant les années 1960, une décennie décisive pour la décolonisation de l'Afrique, la lutte entre le camp socialiste et le camp libéral, en vue d'élargir leurs zones d'influence respectives en Afrique, était acharnée.

Dans le cas du Maroc, des observateurs politiques avisés vont jusqu'à dire que les Américains, tenus à l'écart par l'importance des liens historiques et socioéconomiques qui lient le Maroc indépendant à la France, ancienne puissance coloniale, ont profité de l'occasion pour nouer des relations profondes avec le royaume chérifien³⁵.

Alors, quels sont les arguments qui ont milité en faveur de la promotion touristique dans le tiers-monde au début de la deuxième moitié du XX^e siècle ?

33. Union nationale des forces populaires (UNFP), qui a donné naissance à l'USFP (Union socialiste des forces populaires). Il s'agit de deux tentatives avortées de mise en place de gouvernements socialistes par les ministres Ben Salah en Tunisie (1966) et Abdallah Ibrahim au Maroc (1959-1960).

34. David Davis, *Le développement de l'économie marocaine*, cité dans H. Sebbar, *op. cit.*, p. 65-84.

35. Le Maroc est le premier pays au monde à avoir reconnu l'indépendance des États-Unis.

5.1. S'ALIÉNER POUR MIEUX S'ALIGNER ?***ESPOIR DE DÉVELOPPEMENT, PEUR DU BOULEVERSEMENT !***

Il semble utile, pour mieux cerner cette question, de distinguer entre les raisons intérieures et les arguments liés à des facteurs extérieurs.

La presque totalité des pays indépendants s'est retrouvée, au lendemain des indépendances, secouée par des crises sociales et économiques accablantes. L'absence de cadres qualifiés et de fonds suffisants pour faire face aux besoins de relance de la production, de la consommation et de leurs corollaires, l'emploi et l'épargne, a été à l'origine de la paralysie de l'appareil économique de plus d'un État. Cela a donné lieu à des tentatives qui se sont révélées par la suite peu efficaces pour cause d'orientations socioéconomiques hâtives, le plus souvent à caractère palliatif, visant à soulager les régions agitées ou à décongestionner les secteurs obstrués qui tendaient à former de sérieux goulots d'étranglement. Au fur et à mesure que les urgences se faisaient pressantes, les opérations de curetage se multipliaient avant de céder la place à la répression, ultime recours pour étouffer les revendications sociales insatisfaites et apaiser les effervescences politiques.

C'est à ce moment que le tourisme est apparu pour le tiers-monde comme une source autonome de devises et un générateur d'emplois aux moindres coûts, ne nécessitant que peu de formation (ou une formation dite sur le tas). Un argument de choc, au demeurant très séduisant pour des États ayant des populations en majorité jeunes et analphabètes.

De plus, la propagande affirme que le tourisme est un secteur qui contribue à l'organisation de l'espace par la rapidité de son expansion spatiale et de son extension sectorielle. Par son type d'urbanisme et ses modèles de construction, il participerait à la restructuration des espaces et donnerait une image moderne du pays.

À l'arrière-plan de ces arguments s'était profilée une vague opinion présentant le tourisme comme un phénomène « niveleur » des comportements « rigides », surtout ceux qu'on qualifie d'hostiles à la modernité. Mais comment la société traditionnelle peut-elle être un frein au développement moderne ? La réponse a été donnée, dans le cas du Maroc, par un coopérant, expert en finance, qui écrit en 1965 que :

[...] la résistance des structures sociales à l'égard du progrès est plus ou moins grande suivant les pays. Mais les structures mentales sont particulièrement difficiles et longues à modifier. La politique de croissance se heurte de ce fait à des habitudes et à des comportements traditionnels assez rigides,

qui ne sont pas toujours compatibles avec le goût de l'effort, l'esprit de risque, le culte du progrès matériel, le sens de l'intérêt général³⁶, et qui freinent l'évolution des structures économiques en s'opposant notamment à la bonne orientation des investissements³⁷.

Cet ancien conseiller des finances au Maroc finit par suggérer ouvertement que « la modification des structures, notamment sociales et mentales, est donc indispensable si l'on veut créer certains éléments moteurs de la croissance³⁸ ». Un aveu mal voilé pour dire que le tourisme est capable de jouer ce rôle de dompteur de comportements. Une manière à peine tempérée de reconnaître que le tourisme a des impacts socioculturels profonds sur la culture et la société. Et comme tous les experts sûrs de leur savoir, le conseiller oubliait, délibérément, que :

[...] les populations locales, rarement consultées et associées à la planification et à la réalisation d'opérations touristiques, subissent des chocs considérables qui ébranlent les structures sociales, et que la réalisation rapide de vastes complexes rend les adaptations très difficiles. Si des sociétés locales, déjà capables d'intégrer des innovations extérieures, peuvent parfois instrumentaliser à leurs propres fins le développement touristique, le plus souvent, l'économie touristique se révèle être un moyen puissant de destruction des rapports sociaux préexistants et de pénétration des modèles sociaux des pays industrialisés. Son « efficacité », de ce point de vue, vient en partie du fait que le tourisme est en même temps et au même endroit production et consommation : il diffuse ainsi simultanément les rapports de production et de consommation des pays industrialisés³⁹.

C'est à croire que le monde libéral avait inventé cette « serviabilité » bienfaitrice pour venir en aide à des alliés en difficulté ! Mais c'est omettre que « l'entreprise appartient aux gens qui y investissent, pas à ses employés ou à ses fournisseurs, ni à la localité où elle se trouve⁴⁰ ».

Il est communément admis que le tourisme a des incidences (visibles ou intangibles) à un triple niveau.

36. Nous ne partageons guère ces deux points de vue avec l'auteur. Le goût de l'effort existe, mais il est régi par le comportement collectif. En revanche, on peut parler de la peur de tout ce qui est nouveau. Quant à l'intérêt général, il est mieux perçu et mieux respecté dans une société traditionnelle que dans n'importe quelle société libérale moderne.

37. Marc Loze, *Les finances de l'État ; finances publiques marocaines*, Rabat, La Porte, 1971, p. 17.

38. *Idem*, p. 18.

39. François Ascher, *op. cit.*, p.14.

40. Albert J. Dunlap (avec Bob Andelman), *How I Saved Bad Companies and Made Good Companies Great*, New York, Time Books, 1996, p. 199-200, cité par Zygmunt Bauman, *op. cit.*, p. 15.

- Il secrète des retombées matérielles (stimulation de l'économie).
- Il opère des transformations géographiques (modification des espaces).
- Il produit des effets sociaux (altération ou changement des comportements).

Il n'en demeure pas moins que ces trois principaux domaines (société, espace, économie), sensibles à toute action touristique, sont différemment perçus et diversement appréciés selon qu'on est bénéficiaire, partenaire, victime ou spectateur.

5.2. FONDEMENTS THÉORIQUES POUR UNE DÉMOCRATIE LIBÉRALE : LES CINQ PILIERS D'UN ÉTAT OU D'UNE SOCIÉTÉ

Étant donné l'importance des mouvements que provoque le tourisme en amont (pays émetteurs), la densité des brassages des populations qu'il anime en aval (pays récepteurs) et la ramification des opérations qu'il suscite dans les systèmes et structures qu'il implique directement ou qu'il sollicite indirectement pour son dynamisme commercial (production, vente et distribution), les conséquences de ces actions ne se révèlent au profane, en général, qu'à long terme. D'où, en cas de risques avérés après engagement, la difficulté, voire l'impossibilité, d'y remédier à temps.

De plus, ces impacts diffèrent radicalement d'un pays à l'autre, à notre sens, selon cinq facteurs qui déterminent les valeurs philosophique, déontologique, éthique, morale et humaine d'un peuple, d'une nation ou d'un groupe humain, dont seul un « État de droit » se révèle en mesure d'en équilibrer les règles de jeu et les bases de fonctionnement, au plan social, tout comme les lois d'interférence et les normes d'interactions.

- La religion et ses dérivés (foi, spiritualité, croyance...) qui tolèrent ou récusent le contact avec l'étranger font partie des ferments qui animent la dynamique sociale et spirituelle d'un peuple. Cela dit, faut-il souligner qu'une religion, si divin soit son message, est tributaire de la bonne ou de la mauvaise interprétation humaine.
- L'idéologie d'un pays comporte couramment, dans son essence, les symptômes de fermeture ou d'ouverture au tourisme pour des raisons que nous avons évoquées plus haut. La disposition d'une idéologie d'État à intégrer ou non l'activité touristique dans ses arrangements est avant tout une affaire de volonté politique.

- L'économie d'un pays (nature et ampleur) est peut-être le facteur de base qui agit en faveur ou contre le choix du tourisme à figurer parmi les secteurs piliers du développement social et économique d'un pays.
- La science est par essence la source de la logique. Par son importance et sa vulgarisation dans l'enseignement d'un pays, elle finit, incontestablement, par améliorer les canaux du jugement et les facultés de discernement des populations.
- La Culture⁴¹ d'un peuple ou d'une société humaine est la composante fondamentale de son essence à la fois sociale, sociétale et sociologique. Dans ce raisonnement circonstancié pour les besoins de cet essai, nous pensons pouvoir avancer que la Culture d'un peuple fait que l'environnement récepteur est prédisposé à accepter l'autre (hospitalité, accueil) ou, au contraire, à le considérer comme intrus et à le rejeter (xénophobie, racisme). À vrai dire, tout dépend de la tradition, du mode de vie, de l'évolution sociale, du niveau de développement économique de chaque pays et de la nature du régime.

Encore faut-il admettre que la Culture soit le réceptacle où versent et s'alimentent les facteurs retenus comme autant de piliers de toute évolution ou régression sociétale.

Selon toute probabilité, un État de droit est d'essence neutre par rapport aux composantes et actions sociales autorisées par la constitution, et qui se montrent respectueuses des lois en vigueur. Il se situe, théoriquement, à égale distance de ces quatre piliers de la nation⁴² : l'idéologie, la religion, la culture et la science. L'État se donne le rôle d'arbitre actif. Et quand ce n'est pas le cas, le pire peut se produire à tout instant. Car plus un État se rallie par intérêt, ou se réclame par idéologie, d'un camp au détriment de la majorité, plus il produit des exclusions et des mécontentements. Ces derniers peuvent à la longue se révéler porteurs de violences sociales ou de démences politiques.

41. Nous partons de l'idée que la Culture n'est pas un sous-ensemble de la religion comme tentent de le faire admettre les adversaires de l'État laïc. La Culture avec une majuscule regroupe l'ensemble des cultures dominantes et minoritaires d'un pays ou d'une région.

42. Dès qu'un État se rapproche trop de l'une de ces composantes de la société au détriment des autres, le danger d'une dictature pointe. De nos jours, l'idéologie (cas du fascisme) et la religion (cas des États religieux) sont les plus probables. Les États « démocratiques-scientifiques » (cas des États laïcs) peuvent démocratiquement eux aussi être menacés et / ou menaçants par intérêt ou contrainte hors de leurs frontières. Quant aux États culturels, il en subsiste quelques micro-États dans le Pacifique qui ne tarderont pas à disparaître, à moins que l'on vienne un jour à les déclarer patrimoine de l'humanité, ne serait-ce que pour pérenniser des lieux touristiques exceptionnels !

Suivant les orientations idéologiques et les arrimages sociétaux que les régimes affectent aux éléments, cités plus haut, ceux-ci peuvent favoriser des adéquations qui servent de vecteurs symbiotiques à l'accueil touristique en facilitant le contact entre les touristes et les populations locales. Dans le cas contraire, ils tendent à engendrer des animosités, faisant du tourisme un système de profit formellement toléré par besoin, mais implicitement mal aimé par présomption. Dans cet embrouillement atypique, il est à craindre que l'être humain, converti par le voyage en touriste, ne disparaisse derrière sa contribution financière et son apport économique pour n'être en fin de compte qu'une banale occasion de gains. Dans ce cas regrettable, la relation entre visiteurs étrangers et « récepteurs » locaux s'achemine vers la consolidation ou le réveil des préjugés latents des deux côtés.

Cependant, il semblerait admis que les effets négatifs du tourisme sont moins perceptibles aux profanes que ses effets positifs ! Ce constat laisse supposer que les portées néfastes de l'industrie des loisirs relèvent, en grande partie, de diffusions temporellement lentes et socialement pénétrantes aux conséquences fréquemment imprévisibles. C'est ainsi que la guerre du Golfe et ses conséquences sur le secteur ont révélé « l'importance sociale et l'apport économique du tourisme » dans les pays en développement, à travers l'exemple des pays arabes, du Maghreb et du Proche-Orient⁴³. Avec une chute de près de 50 %, en moyenne, des flux de touristes occidentaux qu'accueillaient le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et le Liban, pour ne citer que les destinations les plus touristiques des PSEM, plusieurs branches de l'emploi, de l'artisanat et des transports de ces pays, en plus de l'hôtellerie, ont traversé une crise plus aiguë que celle provoquée par la flambée des prix des hydrocarbures en 1973⁴⁴. Sans parler de l'amenuisement des réserves de devises, le profane a pu, pour la première fois, tout comme l'observateur intéressé, constater de façon palpable que l'apport du tourisme ressemble, dans une société du tiers-monde, à celui de la vitamine dans un corps : son rôle, si vital soit-il, n'est perçu de manière indiscutable qu'en cas de carence !

43. À titre d'exemple, en Arabie Saoudite, le PIB par habitant est tombé de 28 000 \$ en 1981 à 6 300 \$ en 1998. Si l'on considère que la même période a vu une baisse des prix des hydrocarbures, et en tenant compte de la pression démographique (45 % des jeunes avaient moins de 20 ans) et de la montée du chômage, on comprend alors que l'Arabie Saoudite ait programmé pour la première fois des stations touristiques. D'après le *New York Times*, cité par le quotidien marocain en langue arabe *Al Alam*, du 8 juillet 1999, p. 12.

44. Pour notre part, ces affirmations sont tirées des nombreuses discussions et entretiens informels que nous avons pu avoir avec les anciens lauréats de l'ISIT (Institut supérieur international du tourisme de Tanger), qui travaillent un peu partout au Maroc et dans tous les domaines touristiques.

6. AU-DELÀ DES APPARENCES : QUEL ENVIRONNEMENT ÉTHIQUE POUR QUEL DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ?

Il existe une variété de conséquences psychosociologiques qui couvent dans les sociétés d'accueil et qui n'apparaissent que par petites touches et sur le long terme. Elles agissent, de façon différée, sur une période suffisamment longue pour passer inaperçues. En conséquence, leur diffusion dans la population échappe à la vigilance de l'observation immédiate ou fortuite. En général, ces conséquences n'attirent l'attention que d'une minorité d'initiés et de chercheurs spécialisés. L'analyse empirique de ces comportements ou sentiments sous-jacents pose aux sociologues et aux psychologues, en tant que savants concernés, énormément de difficultés. Quant aux géographes et aux économistes, ils ne peuvent faire que des constats évocateurs, souvent descriptifs, tirés de leur capacité de discernement et d'observation du milieu professionnel et de l'espace touristique ; ces lieux de rencontre ou de mise en scène, que toutes les publicités vantent pour leur convivialité épanouie, n'en demeurent pas moins souvent des contiguïtés secrètes où se côtoient frustrations et satisfactions.

Mais qu'est-ce qu'un hôtelier ?

Un hôtelier doit être un diplomate, un démocrate, un acrobate et un paillason.

Il doit savoir recevoir les premiers ministres, les princes de l'industrie, les voleurs, les joueurs, les écrivains, les pirates.

En politique, il doit se tenir à droite et à gauche, et il doit surtout être capable de passer de droite à gauche et de gauche à droite.

Il doit toujours être du côté du propriétaire, de la clientèle, et à côté du bar. Il doit être dehors, dedans, en haut, en bas, glorifié, sanctifié, crucifié et, par-dessus tout, avoir une personnalité forte et silencieuse !

Pour être couronné de succès, il doit remplir l'hôtel, le garde-manger, le client... mais pas lui-même.

Le Méridien de Londres (extrait d'une note humoristique).

6.1. FAITS SOCIOLOGIQUES ET EFFETS PSYCHOLOGIQUES : DÉFOULEMENT DES NANTIS ET REFOULEMENT DES DÉMUNIS

Ces remarques, pour être un peu plus explicite, se rapportent à d'éventuelles accumulations de sensations censurées et de sentiments refoulés, pour tous ceux qui ont accepté un emploi rémunéré en empruntant, en

connaissance de cause, la voie de la fausse vocation. Ces encaissements, régis par le subconscient des concernés, ne manquent aucune occasion pour se manifester sous forme de maladresse ou de lapsus à répétition. Les individus concernés peuvent, dans une discussion banale, dénoncer des effets qu'ils jugent néfastes, alors qu'ils en sont eux-mêmes porteurs, voire vecteurs. La plus courante de ces manifestations est sans doute le sentiment, très bizarre d'ailleurs, qui fait croire à une importante frange de la population du tiers-monde qu'elle appartient à une culture de « sous-développement » ou à une « société arriérée ». Instinctivement, les cohortes de personnes atteintes de cette concomitance psychogène seraient prédisposées à payer le prix fort, quitte à liquider la totalité de leurs biens, pour émigrer dans un pays occidental, afin d'accéder au confort sur titre. Ce qui ne les empêche pas, à l'occasion, d'émettre des critiques acerbes à l'endroit de ce même Occident, dans un emportement verbal où se mélangent « considération et rejet », voire « amour et haine ». Cette dualité, à cheval sur la compression de l'hostilité et le débordement de l'envie chez la personne, est à mi-chemin entre le ressentiment et la considération.

Tirillée entre l'authenticité lénifiante de la vie locale et l'exil prometteur de la vie moderne, une partie des jeunes du tiers-monde semble être animée par des impulsions fort antinomiques, qui ne manquent guère de créer chez elle des attitudes versatiles et des postures insaisissables. Cela explique, en partie, l'alternance, chez le même individu, du bon et du mauvais accueil du touriste.

Cependant, le sentiment de déconsidération qu'éprouve une partie de la population des pays en développement à l'égard de sa propre culture n'est pas dû en totalité (parfois pas du tout) à la diffusion du tourisme dans ces contrées. La colonisation, porteuse d'une « modernisation brutale », a sa part de responsabilité en tant qu'action inaugurale des mutations ou acculturations des sociétés. Mais il ne faut pas, non plus, négliger le rôle de l'école, de l'audiovisuel (surtout avec la prolifération de la parabole), de l'émigration et, à un degré moindre, de la presse écrite..., qui forment les accessoires de soutien, voire, bien que dans de rares cas, les vrais promoteurs de transformations « sociétales » profondes et de métamorphoses culturelles récentes.

En somme, l'influence négative du tourisme est assez importante lorsque le complexe de supériorité véhiculé par le visiteur trouve, malheureusement, un écho « fécond » dans l'imaginaire local hanté par un soupçon de sentiment d'infériorité (*cf.* conséquence de la colonisation). Il faut avoir présent à l'esprit que « la carence la plus grave subie par le colonisé

est d'être placé hors de l'histoire et hors de la cité. La colonisation lui supprime toute part libre dans la guerre comme dans la paix, toute décision qui contribue au destin du monde et du sien, toute responsabilité historique et sociale⁴⁵ ».

Au-delà de cet aspect inconscient, autrement dit, en cas de complexe d'infériorité « admis », l'aliénation étant, le risque d'acculturation devient réel. Dans ces constats insolites, un sentiment d'amertume cherche à faire endosser la responsabilité des malheurs du pays ou de la région, voire du continent (cas de l'Afrique), à des facteurs extérieurs, souvent d'origine occidentale. Cette fausse conviction peut produire des réactions mal contrôlées et donner lieu à des chocs interculturels indésirables. Car il est des régions d'Afrique où le mot « blanc » sonne dans la bouche d'un Noir⁴⁶ comme le ferait son équivalent raciste « nègre » dans celle d'un Blanc. Dans ces situations, très rares il faut le souligner, le tourisme risque d'être assimilé à un mouvement « néocolonial », et peut faire l'objet de rejet ou les frais d'une vision extravagante. Le touriste est alors bon pour « payer » pour lui-même et pour ses prédécesseurs. C'est la porte ouverte à la hausse inconsidérée des tarifs et aux indécidables du même genre.

Toutefois, au-delà de ces considérations éthiques, entre invisibles et palpables, la population des pays en développement, qui se débat dans le besoin et la nécessité, apprécie surtout les marques d'attention que le visiteur accommodant, sociable et aimable, témoigne à la vie locale. Ces intentions de valorisation et de reconnaissance sont d'un ultime réconfort pour les peuples en mal d'identité valorisée et valorisante. De plus, elles encouragent une bonne partie des populations locales à reconsidérer leur opinion et à porter un nouveau regard sur autrui et partant sur elles-mêmes. Ce redéploiement d'attentions socioculturelles est à même de secouer les rigidités sociales et sociétales de plus d'un pays. Certaines minorités n'hésitent pas à réclamer à leurs gouvernants une reconnaissance concrète et un statut officiel de leur communauté et identité⁴⁷.

Cependant, en voyant le touriste originaire des nations développées s'intéresser à tout ce qui est traditionnel, une large frange de la population du tiers-monde s'en trouve quelque peu réconciliée avec son environnement

-
45. Albert Memmi, *Portrait du colonisé*, Paris, Gallimard, coll. « Francopoeche », 1985, p. 106.
46. Les séquelles des périodes de l'esclavage, de la colonisation et des interventions armées des pays occidentaux après les indépendances n'ont pas encore été étudiées de façon sérieuse et officielle des deux côtés, Nord et Sud, pour exorciser tant de sentiments refoulés. La raison des États prime toujours sur celle de l'histoire...
47. Il est vrai que le tourisme n'est pas le seul à aider à une prise de conscience. L'école, la parabole, le mouvement associatif, et j'en passe, ont joué un rôle important dans cette sensibilisation.

et avec elle-même. Elle y trouve des raisons de satisfaction ou de consolation, de considération ou de reconnaissance qui lui servent de repères et d'arguments pour se réhabiliter et se « re-mettre » en valeur, voire en question, ou, tout au moins, pour mieux « s'accepter » en acceptant, par voie de comparaison et de compensation, la différence chez les autres. Vu sous cet angle, le tourisme est plus qu'un canal de dialogue entre les cultures. Dans ce cas précis, il devient un précieux restaurateur de confiance et de conscience aussi.

6.2. SENSATIONS DE SATISFACTION ET SENTIMENTS DE DÉCEPTION : DES VÉCUS PAS COMME LES AUTRES

Étant donné la complexité du passage que nous traitons ici, nous souhaitons une lecture attentive et indulgente du texte. Les idées et opinions qui suivent, et même celles qui ont précédé, visent à définir une plate-forme de débat, en ouvrant ce registre sur un thème qui relève encore dans certains pays du tabou. Car il faut admettre qu'il existe un « champ psychosociologique vague », entre ce que vit une personne au quotidien et ce qu'elle ressent envers un phénomène exogène (à sa culture), avec lequel elle entretient un contact permanent direct ou une relation indirecte, de surcroît périodique. Ce flou autorise souvent la coexistence de sentiments, non seulement contradictoires, mais pesants. Rares sont ceux qui mesurent le déchirement moral d'un individu qui accepte pour cause de besoins pressants (nécessité matérielle ou économique) l'adhésion à un métier qui lui répugne par pesanteur sociale ou religieuse. Cet écartèlement intérieur est pire que la fausse vocation censée résulter d'une inaptitude professionnelle ou d'une méconnaissance des obligations de la profession. Dès lors la conduite résultant de tels tiraillements se met à tanguer face au *phénomène tourisme*. Ce flottement quelque peu déstabilisant au plan psychique se traduit par une perte de cohésion dans l'attitude et une absence d'harmonie dans le propos⁴⁸. Il y a là, à l'évidence, une confusion, doublée d'un trouble, qui n'arrange en rien le comportement d'un nombre important d'employés et de fonctionnaires du secteur touristique. Cette attitude indécise se forge et se déploie à l'intersection d'un couplet : nécessité économique et envie d'émancipation, d'une part, et rigidité religieuse et raideur sociale, d'autre part.

48. Il nous est arrivé de voir, à plusieurs reprises, des individus changer d'avis sans gêne d'une discussion à l'autre à propos du tourisme.

Évidemment, en considérant les écarts de vue et de vie entre les débordements des touristes et les sentiments des locaux, on peut se rendre compte que les mises en scène qui visent à faire des rencontres entre touristes et locaux des moments heureux relèvent, le plus souvent, de scénarios bâclés. « Les logiques qui se développent dans les quartiers défavorisés seront différentes de celles qui se développent chez les voyageurs très cultivés des industries culturelles⁴⁹. » Comment comprendre, dès lors et pour illustrer cette situation, que :

- L'habitant d'un bidonville, qui travaille comme jardinier ou balayeur dans un hôtel de luxe, passe chaque jour d'une situation de misère criarde à un contexte de conte de fées, où la richesse aux allures de mirages et où le comportement du touriste, libéré de ses contraintes professionnelles et sociales, paraît franchir les limites de l'entendement et, dans des cas extrêmes, celles des limites tolérées, localement, par la pudeur.
- Le voyage des chauffeurs des autocars de touristes dans les pays du tiers-monde s'arrête toujours au seuil d'un palace ou à la porte d'un hôtel à la fin de chaque étape d'un circuit. Dans une majorité écrasante de ces pays, les chauffeurs passent la nuit dans leur véhicule, alors que les guides accompagnateurs sont admis dans les hôtels.
- L'alimentation en eau est assurée pour le secteur (ou la station) touristique d'une ville alors que celle-ci vit des coupures souvent prolongées pour faire face aux années de sécheresse. Inutile de rappeler que cette politique de distribution de l'eau où les zones touristiques et les quartiers chics sont privilégiés, suivis du centre-ville, relève pour la circonstance d'une ségrégation outrancière. Les périphéries et les banlieues connaissent un rationnement au compte-gouttes et révèlent pour qui refuse de voir autres choses que ce que montre la beauté des dépliants touristiques que la démocratie d'une nation est inscrite dans sa gestion urbaine et son organisation spatiale rurale.

En conséquence, il n'est pas rare de constater que le touriste est différemment perçu, selon les idéologies, les croyances et les cultures qui animent les populations locales. Nous dirons même selon les circonstances du moment. Emblème d'aisance et d'aise, le touriste peut s'avérer un

49. Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, 1999, p. 153.

modèle de référence, voire d'imitation pour les jeunes, les modernistes et les avant-gardistes. Dans le cas contraire, il sert de « contre-modèle » et préfigure, aux yeux des conservateurs rigides et des conformistes coriaces, le symbole de la déchéance ou l'emblème de l'errance.

Quant aux agressions et attaques terroristes contre les touristes, elles relèvent d'une « publicité macabre » au service d'un fanatisme, tant idéologique que théologique, dépourvu de tout humanisme. « Puissent tous les hommes se souvenir qu'ils sont tous frères ! » (Voltaire, *Traité sur la tolérance*, 1763.)

Heureusement, et contrairement à ce constat aux propos « virulents », il existe, honorablement d'ailleurs, énormément de pays du Sud où le tourisme joue pleinement son rôle de vecteur de paix, de fécondateur des économies et de brasseur des cultures, sans heurts ni leurre. Positif, il l'est lorsque le contact entre les deux populations (visiteurs et locaux) stimule, de part et d'autre, la méditation et la réflexion capables d'aboutir à la remise en question des idées reçues et des préjugés sur l'autre. Chercher à comprendre l'autre, c'est sûrement chercher à se comprendre soi-même.

Il n'y a d'homme complet que celui qui a voyagé, qui a changé vingt fois la forme de sa pensée et de sa vie. Les habitudes étroites et uniformes que l'homme prend dans sa vie régulière et dans la monotonie de sa patrie sont des moules qui rapetissent tout : pensée, philosophie, religion, caractère, tout est plus grand, tout est plus juste, tout est plus vrai chez celui qui a vu la nature et la société de plusieurs points de vue. Il y a une optique pour l'univers matériel et intellectuel. Voyager pour chercher la sagesse était un grand mot des anciens ; ce mot n'est pas compris de nous ; ils ne voyageaient pas pour chercher seulement des dogmes inconnus et des leçons de philosophie, mais pour tout voir et tout juger. Pour moi, je suis constamment frappé de la façon étroite et mesquine dont nous envisageons les choses, les institutions et les peuples ; et si mon esprit s'est agrandi, si mon coup d'œil s'est étendu, si j'ai appris à tout tolérer en comprenant tout, je le dois uniquement à ce que j'ai souvent changé de scène et de point de vue. Étudier les siècles dans l'histoire, les hommes dans les voyages et Dieu dans la nature, c'est la grande école ; nous étudions tout dans nos misérables livres, et nous comparons tout à nos habitudes locales. Et qui est-ce qui a fait nos habitudes et nos livres ? Des hommes aussi petits que nous. Ouvrons le livre des livres, vivons, voyons, voyageons, le monde est un livre dont chaque pas nous tourne une page : celui qui n'en a lu qu'une, que sait-il ?

Alphonse de Lamartine, cité par G. Sigaux, dans *Histoire du tourisme*, Genève, Édito-Service S.A., 1965, p. 7.

Cette situation n'est possible que lorsque le tourisme est judicieusement planifié (aménagement, législation, formation, organisation...), en concertation avec les professionnels, les populations, les autorités et les élus locaux. Cette démarche, ou manière de faire, suppose que les retombées positives du tourisme profitent, en plus des milieux professionnels, à une large frange des populations locales.

6.3. INTRUS OU CONVIVE, LE TOURISTE S'INVITE À SES FRAIS : ACCUEIL D'UNE RENCONTRE PROGRAMMÉE ENTRE INCONNUS

Mais qu'en est-il du touriste ? Ce personnage si choyé et si agressé, à la fois, partout dans le monde, qu'il semble incarner le « Jésus » des temps modernes. Il est assez fréquent que ce nomade « transcontinental », originaire a priori d'un pays développé, ne supporte les conditions de son séjour dans un pays « sous-développé » ou n'apprécie le mode de vie d'un cadre traditionnel qu'à travers son statut de visiteur privilégié de passage. À croire que les États occidentaux « infligent » à leurs citoyens cette incursion périodique dans « l'inconfort » appréciable, pour se donner bonne conscience en donnant à ces capricieux compatriotes, voyageurs et râleurs, une leçon de chose par la voie de comparaison ; est-ce une façon inavouée de les préparer à accepter docilement leurs conditions de vie et de travail à leur retour au pays, avec en prime satisfaction et récréation ? Et le « qu'est-ce qu'on est bien chez nous » qui meuble les discussions du retour sera vite démenti par cette envie pathogène de vouloir repartir le plus vite ou le plus tôt possible ! La morale de l'histoire ? Décidément, on n'est jamais mieux épanoui que « chez soi... ailleurs » ! Ou alors ? Il faut bien admettre que « le tourisme consiste à amener des gens qui seraient mieux chez eux, dans des endroits qui seraient mieux sans eux⁵⁰ ».

À cet effet, le choix du pays de destination par le touriste s'inscrit dans un accord entendu d'auto-adhésion aux conditions de séjour dans une convenance de « volontaire privilégié ». Car plus les conditions et modalités des vacances du touriste tendent à s'écarter des normes de son environnement culturel et de sa résidence habituelle, plus les chances de dépaysement sont grandes mais aussi les occasions incommodes ou gênantes. Ce séjour éphémère dans un pays « moins avancé » est explicitement accepté pour son rôle de briseur de routine et distinctement

50. Jean Pelletier, *Tendances écotouristiques dans l'Ouest du Québec*, cité par Roger Nadeau, dans « Tourisme et environnement », dans N. Cazalais, R. Nadeau et G. Beaudet (dir.), *L'espace touristique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, p. 68.

apprécié comme cadre de rupture avec le lieu de résidence et le milieu de travail. De là à dire que le tourisme est un « remonte-moral » pour les moins chanceux des nations avancées et un « porte-plaisir » pour les mieux lotis, il n'y a qu'un pas.

Dès lors, le touriste se trouve propulsé dans un milieu où l'autochtone est accueillant, lui aussi, « à volonté » par besoin, ou « partenaire » par intérêt, et dans des cas rares, hospitalier par conviction (hospitalité séculaire, accueil traditionnel, considération humanitaire, ou même considération de l'étranger...). Éventuellement, le malentendu est souvent le résultat d'une incompréhension casuelle. Dans pareille situation, les mésententes habituellement naissent de l'absence de sensibilisation préalable du touriste (souvent berné par la pub) et des lacunes de la formation professionnelle du récepteur (couramment hâtive ou inadéquate). En conséquence, le « convive » se croit en position d'exiger parce qu'il a payé et « l'accueillant » s'estime en situation de défense parce qu'il est chez lui. Et si les deux parties sont des férus du marketing machinal, le sourire circonstancié ne tarde pas à se faire grimace pour dénoncer le « peu » obtenu par rapport au « trop » voulu.

Car le touriste est par « interprétation mercatique » un « hôte payant » à la recherche d'un dépaysement, si possible exotique, d'un accueil, si possible personnalisé et, par-dessus tout, d'une « bonne aventure » avec un maximum de sécurité. Autant dire qu'il cherche à transporter avec lui son confort, sa culture et sa sûreté pour partager le désagrément d'une vie traditionnelle et ses relents d'exotisme avec les populations du pays d'accueil, sans prendre trop de risques.

Quant à lui, l'accueillant est par « déduction publicitaire » un symbole d'hospitalité (*cf.* population locale traditionnelle d'Afrique) ou un « agent d'accueil rémunéré » à la recherche d'un gain d'appoint, si possible consistant, voire facile. Ces contradictions ont tendance à s'exacerber lorsque les personnes en présence n'ont pas les mêmes croyances religieuses, ni les mêmes repères culturels. Ces différences, la naïveté du touriste aidant, justifient ou excusent, aux yeux du professionnel amateur et magouilleur, tous les abus qui rapportent.

Compte tenu de toutes ces considérations, il va sans dire que dans ce type de « contact entre les peuples », quelque peu biaisé par la monétarisation des rapports et l'intéressement des actes, les relations d'amitié, les exigences de la rentabilité et les rigueurs du professionnalisme s'entremêlent dans une confusion où les attentes des uns et les aspirations des

autres se trompent souvent d'acteurs et d'interlocuteurs, mais plus encore de circonstances et d'acointances. Car il est bien fréquent que le mobile d'insatisfaction d'un touriste ou la raison du mécontentement d'un employé ne soient dus qu'à une erreur d'organisation d'autrui (voyagiste, transporteur) ou de mauvais service local (hébergement, restauration). Et c'est ainsi que des innocents, par la force d'un face-à-face impromptu, seraient amenés (faute de la présence des vrais responsables) à faire les frais, par contumace, des infractions (souvent rémunératrices) des autres.

Et, dans pareilles circonstances, c'est toujours au maillon faible d'afficher le sourire, conformément aux consignes du marchéage touristique afin que l'employé puisse :

- pérenniser son maigre salaire, son emploi et surtout la source de revenus de ses employeurs, indifféremment des proportions des gains ;
- entretenir l'image du bon vivant du Sud ; l'image de l'insouciant (entre naïf et soumis) et de l'éternel satisfait du peu (sans tourments ni ambitions) ;
- restaurer la confiance du client quitte à réprimer les principes et les convictions de l'accueillant pour respecter les fondements du marketing qui recommande le bon accueil.

Pourtant, la déontologie qui devait régir toute relation, toute action, ou réaction entre la personne accueillie et la personne accueillante serait simple si les rapports touristiques étaient édifiés sur des bases claires de compréhension mutuelle ayant pour assise la considération de l'autre dans sa dimension humaine d'abord, avec sérénité et lucidité⁵¹. Dans ce cas, le visiteur gagnerait à se considérer comme un hôte privilégié sans se donner des airs de maître. Or, parmi les motivations premières d'un voyage figure en bonne place le caprice de vouloir changer momentanément de statut social. Partir n'est pas seulement une affaire de rupture de routine, mais aussi, et surtout, une auto-promotion éphémère. Une gratification de soi et en même temps une revanche sur son milieu environnant habituel. À ce propos, payer pour se faire servir est un acte courant, accepté et acceptable dans toutes les sociétés, tant que ce désir et les attentes qu'il engendre s'inscrivent dans les limites de l'éthique. Et c'est là toute la question.

51. Celle-ci se doit d'être enseignée dans les cours élémentaires de l'éducation nationale au même titre que les droits de l'homme. Car, passé ce stade, il est bien difficile de déraciner les préjugés des têtes adultes, surtout dans les pays où l'école est répulsive.

Quant à l'accueillant, il réussirait mieux sa mission s'il pouvait s'engager, consciemment, à être aimablement au service de ses hôtes « lucratifs », sans être leur serviteur⁵² « soumis », en se gardant de se laisser tenter par l'apport ou le gain facile que procure la ruse maquillée. En un mot, il doit s'interdire toute action qui s'inscrit par défaut ou par excès par rapport aux convenances de la déontologie de son métier. C'est à ce stade, et seulement à ce niveau de maturité, que l'on arrive à saisir toute l'importance d'une formation adaptée du personnel touristique (voir plus loin) et l'amplitude d'une sensibilisation bien orientée au profit des vacanciers.

Et c'est seulement et uniquement lorsque ces conditions sont réunies que l'on peut espérer un réel rapprochement entre les peuples par l'entremise de l'activité touristique. Ce rapprochement tant souhaité pourrait alors cesser d'être synonyme de choc entre les cultures.

À vrai dire, tout consiste en fin de compte à accepter la pluralité culturelle de l'être sans brusquer sa manière sociale d'être. Un idéalisme que les considérations financières et les luttes imposées par la concurrence entre les géants de l'hôtellerie et les grossistes du voyage tendent à rendre de plus en plus inaccessible.

Mais tout demeure une utopie possible !

Il n'en demeure pas moins que ces paradoxes, exacerbés par l'écart qui ne cesse de se creuser entre pays riches et pays pauvres, semblent s'acharner à vouloir ruiner les efforts, déjà fragiles, de toutes les bonnes volontés. Les progrès scientifiques et économiques d'un Nord en mutation continue et les pesanteurs idéologiques et religieuses d'un Sud en perpétuelle difficulté ne sont pas pour favoriser des rapprochements spontanés entre les nantis et les démunis. L'indifférence des premiers (de plus en plus mue en arrogance) et la frustration des seconds (de plus en plus mue en violences) ne peuvent qu'exacerber des positions déjà inconstantes et fluctuantes des nations d'un tiers-monde à la dérive. Il ne servirait à rien d'esquiver les problèmes en feignant de les ignorer. Il va falloir comprendre que le touriste est perçu dans une partie des pays du tiers-monde, indifféremment de toute autre considération humaine, d'abord comme un ressortissant d'un espace culturel, économique et politique donné. Un espace (continent, région, pays) de plus en plus étiqueté en bon, mauvais ou neutre au gré des événements du moment et de leur accumulation historique. Des

52. Expression empruntée à José Seydoux, *De l'hospitalité à l'accueil*, Denges, Delta et Spes, 1983.

particularités sociohistoriques, dit-on, qui tendent, dans certaines régions du Sud, à se transformer en contradictions explosives. Exaspérées par l'insolence des régimes en place et par l'ingérence des nations du Nord, ces spécificités finiront, tôt ou tard, par provoquer des malaises sociaux et des troubles politiques. Des contestations qui ne laisseront personne indifférent et qui interpellent les Occidentaux, indépendamment de leurs zones d'influence (ou de tutelle) régies par des considérations idéologiques ou des intérêts purement économiques. Une fois embarrassées, les grandes puissances auront du mal à trouver la voie du juste milieu, pouvant concilier les positions du durcissement des uns et les conditions de raffermissement des autres. Les pays avancés se trouveront, à n'en pas douter, devant des choix épineux.

Faut-il dès lors soutenir les revendications, généralement légitimes, de ceux qui s'opposent à la vision occidentale future du monde, autrement dit, aux intérêts de celle-ci ? Des intérêts puissants qui chercheraient à phagocytter le peu d'intérêts épargnés au Sud par la colonisation, la dictature ou la myopie politique. Ou, au contraire, continuer à apporter l'aide nécessaire à des régimes absolus, voire fascistes, alliés fidèles et dociles dans leur majorité, pour fructifier la finance sans trop malmener la conscience d'un monde développé, démocratique au plan national et peu regardant au plan international ? Les seuls coups de colère et sautes d'humeur vont, justement et uniquement, à ceux qui menacent l'existence et la fluidité de ces intérêts.

Dire qu'il existe le risque, pour les politiques du Nord, de se trouver en porte-à-faux avec leurs propres principes, surtout ceux ayant trait aux droits de l'homme dans le monde, c'est rappeler une évidence. L'alternance de votes sous pression et de veto sans justification ont leur limites. Plus navrant encore est le fait de voir les dirigeants des pays riches, à qui profite le dénuement du Sud, faire semblant de s'en inquiéter avec des émotions « tartuffiennes », sans se soucier outre mesure de l'éventualité de devoir un jour s'expliquer devant l'histoire. Ce qui semble confirmer le constat qui rappelle que « la pauvreté ne peut pas être "guérie", car elle n'est pas le symptôme de la maladie du capitalisme. C'est tout le contraire : elle est la preuve de sa bonne santé, l'aiguillon qui le pousse vers de nouveaux efforts, de nouvelles accumulations [...] »⁵³.

53. Paul Virilio, « Un monde surexposé : fin de l'histoire ou fin de la géographie ? », *Le Monde diplomatique*, août 1997, p. 17, cité par Z. Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, op. cit., p. 122.

Chapitre 2

**Du tourisme moteur
du développement
au tourisme durable**

**Changement de cap
ou amélioration
du langage ?**

De nos jours, tout le monde admet, à des degrés fort variés, l'existence d'une appréhension sérieuse indiquant qu'indépendamment des spécificités du Nord et du Sud, la croissance exponentielle du premier et la pénurie structurelle du second constituent une menace manifeste et constante pour l'environnement. Et c'est aussi, et surtout, un avertissement différé à l'égard du mode de développement actuel !

Ainsi, une pensée en termes d'économie de la réutilisation ouvre une double perspective. L'une moderne s'exprime en termes de développement durable – puisque le but du voyage doit être protégé pour les générations suivantes. L'autre – qui découle des effets créateurs de cette lecture sur l'analyse du fait touristique lui-même – nous permet de percevoir que la logique de la réutilisation est la nature même du voyage – car le but du voyage n'a jamais dû être consommé en lui-même¹.

En conséquence, la notion classique de développement nécessite une refonte visionnaire actualisée. La gravité de la situation recommande aussi une redéfinition du développement et de son antinomique adjoint, le sous-développement.

Il semble alors que l'idée du *développement durable* soit la réponse adéquate à un besoin urgent, à savoir la protection de l'environnement. Une exigence d'urgence que ne partagent pas tous les gouvernements et responsables politiques de la planète. Car, et fort malheureusement, les systèmes de production et les modèles de consommation privilégiés jusqu'alors constituent de véritables assauts contre la ressource rare, la biodiversité fragile et la diversité culturelle. C'est pourquoi, ces dernières années, on constate que les détenteurs de capitaux dans le monde ont depuis longtemps compris que leur survie, dans les périodes de crise, dépend de leur capacité d'adaptation et de leur aptitude à se convertir aux idées nouvelles et séductrices en veillant à *manger à tous les râteliers* ! Pas étonnant, c'est leur profession.

Le tourisme, par sa nature d'activité de services, se propose sans gêne, pour tenir le rôle de porte-drapeau de cette nouvelle et attrayante vision qui promet une image idyllique d'un environnement doux dans un monde tantôt combatif, tantôt offensif.

1. Jean Viard, *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, La Tour-d'Aigues, Aube, 2000, p. 35.

1. TOURISME, DÉVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT : 1. ENTENTE UTOPIQUE FACE À UN BESOIN AUTHENTIQUE

Les diverses stratégies de développement qui ont été mises en œuvre, sans qu'aucune ne puisse incarner un modèle universel consensuellement acceptable, relèveraient d'une somme d'extrêmes où le développement se fait par excès ou par défaut. Apparemment, il oscille entre le « beaucoup trop » du Nord, le « pas assez » du Sud et le « mal fait » de l'Est. Bref, trois cas de figures qui démontrent que chacun est pour soi, dans un contexte de richesse ou de pauvreté où la pollution est pour tous.

- Le soutien des pays riches à un libéralisme avide et insatiable, qui ne vit (ou survit ?) qu'en prônant un excès de consommation débouchant sur le gaspillage, est perçu par les spécialistes du développement comme un engagement, à long terme, sur une voie d'impasse. Que deviendrait la planète si tous les pays du monde étaient industrialisés alors que, même avec le peu de pays industrialisés actuels, la terre est en danger ? Car l'industrialisation qui nourrit ce type de développement est responsable d'une importante pollution de l'air, du sol et de l'eau, et semble constituer le tribut à payer au progrès, dans une course absurde vers la puissance, la suprématie et la domination.
- La persistance, dans les pays économiquement en retard d'un sous-développement où des populations, par millions, sont encore accablées par l'ignorance, la famine, l'épidémie, la misère et la guerre, donne à l'aisance du Nord un arrière-goût âpre. Du fait des atteintes portées à l'environnement, les contrées où règnent la nécessité et le besoin au quotidien en sont réduites à la lutte pour la survie. Et l'augmentation des populations s'est révélée, après coup, inversement proportionnelle à la disponibilité des ressources.
- L'excès d'idéologie soutenant l'industrie « industrialisante » des systèmes de gouvernance où les décisions sont prises au sommet pour être imposées à la base dans le cadre d'une planification impérative se révèle, aujourd'hui, une menace pour la planète (*cf.* Tchernobyl). Certaines usines sont des bombes à retardement.

Dans les régions où ces pratiques ont eu lieu, le recours à la surexploitation des matières premières et de la force de travail s'est accentué pour répondre aux besoins d'une idéologie qui camoufle l'échec et blâme la critique pour mieux voiler le revers. La nature est considérée comme un

réceptif naturel infini, dont on peut puiser ce dont on a besoin et y rejeter en même temps les déchets et les ordures des différents usages, sans précautions ni remords.

Paradoxalement, à l'absence très regrettable d'une solidarité humaine efficace (*cf.* les accords de Kyoto, 1998) s'oppose une alliance planétaire des facteurs et des effets de la pollution. Une leçon de choses élémentaire pour l'Homme !

Ce constat amer nous rappelle ce que nous savons tous, à savoir que notre planète n'est qu'un monde de grands déséquilibres et de grandes injustices. Et nous devrions normalement avoir présent à l'esprit le fait qu'une partie de l'humanité consomme actuellement et indûment, sans raison acceptable et sans nécessité excusable, ce qui revient de plein droit aux générations futures. Est-ce à dire « que parce qu'ils ont gâché leur propre environnement, les hommes de la société de consommation se précipitent pour consommer l'environnement des autres² » ?

1.1. TOURISME ET ENVIRONNEMENT :

LE TOURISME « POLLUEUR SILENCIEUX »

OU « INDUSTRIE SANS CHEMINÉES » ?

Par sa dynamique de développement (production) et sa force d'expansion (mondialisation), le tourisme est sans aucun doute l'activité par excellence qui fait appel à l'ensemble des composantes de l'environnement³. L'approche économique du tourisme demeure dominante malgré l'émergence et la dominance des appels à la durabilité. Car, quoi qu'on en dise, « la mise en valeur d'un lieu signifie littéralement sa transformation en marchandise⁴ » et permet donc au tourisme de s'approprier (privatisation) et de consommer (construction) les espaces et les lieux en commercialisant les qualités de leur environnement, tant que ces qualités sont attrayantes ou attractives. Pourtant, les planificateurs et les producteurs qui n'hésitent pas à consommer les propriétés vitales et captivantes d'un milieu ou d'un espace ne font, en réalité, que plumer rudement, par ignorance authentifiée

-
2. Jacques Bugnicourt, « Comment les touristes détournent-ils le développement africain », dans J. Bugnicourt et I. Mbaye Dieg, *Touristes-rois en Afrique*, Paris et Dakar, Jarthala et Enda, 1975, p. 114.
 3. Gabriel Wackermann, inspiré d'une étude de C. Kaspar, en distingue cinq : environnements naturel, économique, politique, social et technologique. Nous estimons utile, quant à nous, de mettre l'accent sur l'environnement naturel et culturel qui constitue, surtout en Afrique, un environnement saillant du tourisme.
 4. Florence Duprest, *Enquête sur le tourisme de masse : l'écologie face au territoire*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », 1997, p. 165.

ou par intérêt insensé, la « poule aux œufs d'or ». Ce qui a amené l'OMT à édicter une série de règles en matières d'aménagement et de développement touristiques, visant à instaurer une harmonie des conceptions et des pratiques touristiques. Ce qui prouve que ce qui est censée être une industrie sans cheminées⁵ a bel et bien ses impacts négatifs.

Tableau 2.1

INTÉGRATION DES OBJECTIFS SOCIOCULTURELS AU PLAN DIRECTEUR TOURISTIQUE

<i>Phase de planification</i>	<i>Domaine socioculturel</i>	<i>Méthode (approche souhaitée)</i>
1. Études et analyses	Caractéristiques socioculturelles du pays	<ul style="list-style-type: none"> – Recherche pluridisciplinaire des caractéristiques existantes et planifiées – Inventaire des ressources touristiques
2. Politique touristique	Optimisation des effets socioculturels	<ul style="list-style-type: none"> – Analyse des coûts-bénéfices au plan national et formulation des objectifs socioculturels
3. Programme : services complémentaires	Évaluation des besoins en personnel	<ul style="list-style-type: none"> – Prévisions – Utilisation des coefficients types pour des besoins en personnel
4. Plan directeur physique	Protection des ressources naturelles et culturelles	<ul style="list-style-type: none"> – Définition des moyens concrets de protection des ressources
5. Stratégie de mise à exécution	Respect des intérêts socioculturels et programme d'action*	<ul style="list-style-type: none"> – Coordination – Réglementation
6. Évaluation des effets du développement touristique	Évaluation des effets pour chaque zone prioritaire de développement touristique	<ul style="list-style-type: none"> – Analyse des coûts-bénéfices aux plans régional et national – Rétération de la phase 2
7. Contrôle d'exécution	Harmonie des objectifs et des résultats	<ul style="list-style-type: none"> – Études d'impact – Corrections

* Formation professionnelle, organisation des produits touristiques et programme de revitalisation culturelle.

Source : OMT, légèrement adapté aux besoins de cet essai.

5. Christine Pluss et Pierre Aisner, *La ruée vers le soleil*, Paris, L'Harmattan, 1983, p. 92.

Certains, tradition nomade ou paysanne oblige, en sont à pratiquer une sorte de tourisme expansif, à la manière de l'élevage ou des cultures sur brûlis. Les sites défigurés ou abandonnés par le tourisme sont livrés à la spéculation immobilière qui tente alors de leur refaire une virginité de rechapage d'ordre esthétique-spatial.

Mais de tous les dérapages de planification et des erreurs de conception, il en est deux qui écorchent la conscience de l'humanité et méritent donc d'être dénoncés avec force : la prostitution et la pédophilie touristiques. Car le cri d'alarme de certains organismes et associations prouve que la situation est grave.

La pauvreté, les pratiques traditionnelles, les dysfonctionnements familiaux, les drogues, les conflits, les pressions consuméristes, les idées fausses sur la sexualité et la santé, la demande accrue et les intérêts financiers, liste l'association ECPAT⁶, font « qu'aucun pays ne peut se vanter de ne pas connaître l'exploitation sexuelle des mineurs à des fins commerciales et aucun enfant, de n'importe quelle société n'est parfaitement protégé⁷ ».

1.2. UN TOURISME PEUT EN CACHER UN AUTRE : DES LOISIRS DE DOUCEUR AUX PLAISIRS DE L'HORREUR

Ce n'est que tard dans l'histoire du tourisme, sous la poussée des concepts liés à la protection de l'environnement naturel et humain, soutenus par une pression constante et croissante des mouvements écologiques (dénonciation de la « bétonnisation » des plus beaux littoraux, de la destruction des plus beaux sites de montagne, de la privatisation des plages publiques), que la remise en question de l'approche purement économique du tourisme a pu être amorcée, non sans difficulté, dans l'opinion publique des pays développés.

Prenons le cas de la Tunisie en Afrique et de la Thaïlande en Asie. Dans les deux cas, l'apport économique du tourisme est indéniable, alors que les effets négatifs sur les environnements, naturel et culturel, ne sont pas les mêmes. Si on peut reprocher à la Tunisie une « littoralisation » en béton de sa côte, en Thaïlande, par contre, les réquisitoires se font coléreux et dénoncent une flagrante atteinte à la dignité des populations, en particulier à celle des jeunes femmes et des enfants. Dans les zones et les stations touristiques de certaines régions d'Asie, la servitude abjecte engendrée par

6. ECPAT : End Child Prostitution and Trafficking, association présidée par Joseline de Linde.
7. Citée par Pascale Krenck et Philippe Pons, « Deux à trois millions d'enfants sont victimes d'exploitation sexuelle », dans *Le Monde*, mardi 18 décembre 2001.

la prostitution d'une grande partie de la jeunesse, livrée à elle-même par l'aggravation du chômage et la brutalité des changements introduits dans la société, revêt des aspects inquiétants (sida, prolifération en tâches d'huile de la prostitution dans d'autres régions limitrophes...). L'importance des profits que les promoteurs, étrangers et nationaux, tirent de ce commerce d'horreur pousse ses responsables à des maquillages et à des camouflages de plus en plus organisés et astucieux de la réalité. La constitution des réseaux mafieux et le développement de l'Internet tendent à compliquer le travail des défenseurs des droits de l'homme et des enfants. Déjà, « en 1990, les chercheurs sur place ont affirmé qu'au moins 1 million d'enfants âgés de moins de 16 ans se prostituaient en Asie⁸ ».

Cette atteinte à l'innocence et à la dignité de l'enfance relève d'un abus de pouvoir immonde où les premiers coupables et les principaux responsables sont les gouvernements en place. Car dans ces régimes policiers ou hyper-militarisés où la vie du citoyen ordinaire est fréquemment examinée à la loupe, s'abriter derrière l'ignorance des faits revient à bafouer officiellement la dignité des victimes. Ces alibis suffisent aux organismes en charge du tourisme et aux puissances qui en profitent pour se justifier à défaut de pouvoir se donner bonne conscience.

Dans l'exemple du Sri Lanka, il y a un lien direct entre le tourisme et l'émergence de la prostitution des enfants. À partir d'une prostitution d'enfants nulle en 1980, le pays compte, selon les estimations, environ 20 000 enfants qui se prostituent aujourd'hui. Au fur et à mesure que les pédophiles se passaient l'information, le Sri Lanka est devenu une destination de choix pour les touristes sexuels. Grâce à l'Internet, les touristes pédophiles découvrent en quelques minutes une gamme de pays à visiter⁹.

Tout récemment, de violentes accusations ont été adressées par les associations de protection de l'enfance et les défenseurs des droits de l'homme aux organisateurs de charters du tourisme sexuel. Des réseaux mafieux, et leurs filières scandaleuses et honteuses de pédophilie¹⁰, ont trouvé dans certains pays d'Asie et d'Europe de l'Est, rongés par la pauvreté ou déstructurés par le changement de régime, des dispositions de compromis pour réintroduire l'asservissement humain sous d'autres formes.

8. Ron O'Grady, « Les sept conditions pour un tourisme socialement responsable », dans Pierre Alamou, Herve Barioulet et Francois Vellas, *Tourisme, éthique et développement*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 78.

9. *Ibid.*, p. 79.

10. À signaler la mise en place des lois autorisant les pays d'origine à condamner le touriste reconnu coupable pour ses abus sexuels sur autrui.

Des gouvernements sont incriminés pour avoir fait de la traite de leurs citoyennes et citoyens un « produit d'attraction touristique » déshonorant et, par voie de conséquence, un filon de gains sordides. Ces dénonciations, qui ont nominativement cité et accusé des pays, là où ces pratiques existent, ont amené, bien que de façon vraisemblablement timide, quelques-uns des gouvernements accusés à se préoccuper davantage des valeurs humaines de leur société et, partant, des qualités environnementales de leur tourisme.

Le cadre juridique concernant le tourisme sexuel est de plus en plus sévère et contrôlé, et malgré les difficultés de la dimension internationale, des systèmes de protection et de prévention se mettent en place petit à petit (Thaïlande...). Mais les proportions du tourisme, l'absence de consensus éthique dans les relations économiques et politiques internationales, favorisent la complicité du tourisme avec les organisations criminelles internationales « qui font transiter à leur gré personnes et capitaux sous la protection de puissants réseaux économiques et juridiques¹¹ ».

Toutefois, il existe toujours une zone d'ombre à l'échelle socio-professionnelle des pratiques touristiques où les besoins « des dessous » de certains services et tâches imposent, à la fois, une discrétion absolue et une disponibilité sans faille, avec en prime le sourire. Cet exercice de « simulation-dissimulation » se fait, très fréquemment, au prix de frustrations déplaisantes et de refoulements traumatisants, récompensés le plus souvent, comparativement aux salaires légaux locaux, par des revenus très confortables, voire incommensurables pour les parrains de la prostitution.

Dans de rares cas seulement, des pratiques qui paraissent au commun des mortels rebutantes correspondent, au fond, aux penchants réels et intimes de quelques personnes travaillant dans le secteur¹². Il va sans dire que, dans des cas particuliers, ces pratiques comblent des attentes que seules pareilles situations, ou fonctions, sont en mesure d'exaucer. C'est dire à quel point le tourisme incarne un secteur à facettes multiples.

À travers cette vision critique, nous nous sommes permis de porter un jugement aigu sur une catégorie de touristes pour mettre en garde les planificateurs nationaux contre les méfaits d'un développement touristique hâtif qui se veut un moyen de rattrapage du temps perdu. C'est aussi un

11. Claudine Legardinier, *La prostitution*, Milan – Toulouse, Les Essentiels, 1997.

12. C'est notamment le cas de l'homosexualité très mal vue ou même très réprimée dans la majeure partie des pays du tiers-monde.

appel à la vigilance par rapport aux très nombreuses études qui traitent des populations des pays du Sud comme s'il s'agissait de simples « décors à touristes », ou pis, de placebos inoffensifs mais d'un intérêt thérapeutique précieux.

En dehors de ces atteintes ignobles à la dignité humaine, que d'autres qualifient placidement de pollutions sociologiques, les assauts contre l'environnement naturel sont les plus visibles, parce que fréquemment observés dans les quatre coins du monde. Ils sont le fruit surtout des premières tentatives d'aménagement touristique des années 1960.

1.3. TOURISME PROTECTEUR, TOURISTE POLLUEUR ! À CHACUN SA VISION

Jusqu'à une époque récente, tous les efforts de développement touristique dans les pays en développement limitrophes d'un océan, d'une mer ou d'un grand lac, ont massivement privilégié le tourisme balnéaire. De plus, par manque d'expérience et de moyens d'hébergement, par insuffisance de cadres compétents et de cellules d'études au moment du lancement des premières stations, les États avaient beaucoup misé sur les aspects matériellement quantifiables du tourisme (constructions, recettes, crédits, emplois...), négligeant par la même occasion les aspects qualitatifs du développement lié au tourisme. L'urgence était de répondre expressément aux besoins d'une économie en fluctuation impétueuse plutôt que de rechercher, progressivement et rationnellement, à faire correspondre la nature des infrastructures aux besoins de l'intégration des réalisations dans leur milieu. Et pourtant, très tôt dans les pays nordiques, des indices auguraient de nouvelles pratiques et permettaient déjà aux acteurs les plus doués des hautes sphères de la production touristique de discerner les signes annonciateurs d'une recherche future de la qualité environnementale dans les rapports entre le touriste et sa destination future.

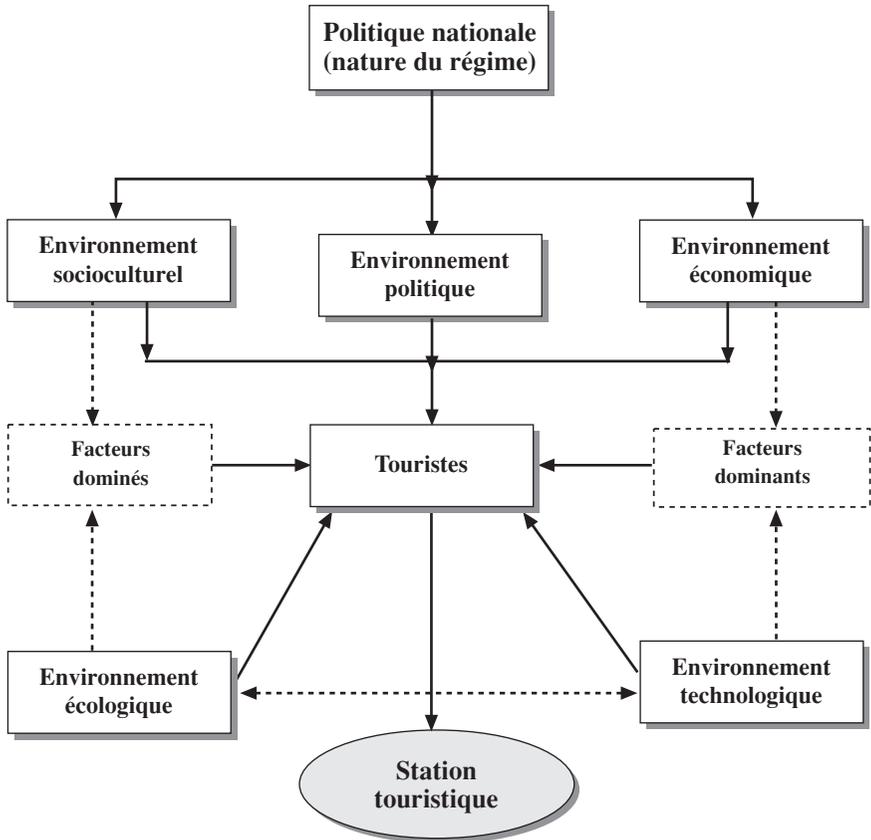
Mais il faut replacer les choses dans leur contexte d'antan. Le tourisme était perçu au début des années 1960 comme un remède miraculeux aux problèmes du sous-développement et non comme une occasion (parmi d'autres) à saisir pour en faire un secteur d'appoint, en y appliquant les précautions nécessaires et les évaluations indispensables. Cette démarche, qui relève de la solution d'urgence, était rendue possible par la jeunesse du mouvement touristique dans le monde et l'émergence d'une clientèle peu attirée par les aspects socioculturels des sociétés et des lieux. L'association « mer-plage-soleil » a constitué le trio hégémonique de la motivation

des déplacements touristiques, faisant de la station balnéaire et de sa coquille hôtelière la cible préférée, à la fois, des actions gouvernementales et des demandes touristiques, avec comme but le bronzage, le loisir et la détente.

Aujourd’hui, le tourisme touche à tout et, du coup, ne laisse personne indifférent.

Figure 2.1

STRUCTURE DU SYSTÈME TOURISME DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Source : Ce schéma simplifié pour l’adapter à la réalité du tourisme dans les pays du Sud s’inspire des cinq environnements proposés par C. Kaspar dans « Le tourisme, objet d’une étude scientifique », Berne, *Revue du tourisme*, n° 2/1976, et schématisés par Gérard Guibilato dans *Économie et tourisme*, Berne, Delta et Spes, 1983, p. 12.

Nonobstant cette vision, que nous nous hasardons à qualifier de Nord-Nord, l'environnement du tourisme dans les pays du Sud est beaucoup plus compliqué, et complexe aussi, qu'il n'y paraît.

Environnement naturel : la mer arrive en tête des espaces exploités par le tourisme (tourisme balnéaire, navigation de plaisance et voile, ski nautique, plongée sous-marine...). Les sports d'eau douce (rafting, canyoning, canoé-kayac, pêche sportive...) attirent un grand nombre de touristes et de visiteurs. La mer est l'environnement touristique le plus sollicité par les touristes depuis l'abaissement du tourisme des années 1930 et 1940 sur la rive nord de la Méditerranée.

Le tourisme de montagne (alpinisme, randonnées, ski...) est, de nos jours, une activité touristique très prisée, appréciée par des vacanciers « actifs », ayant en général une grande conscience de la nécessité de sauvegarder la « culture et la nature » des sociétés et de leurs espaces particuliers. Qu'il s'appelle « tourisme vert » ou « écotourisme », le retour à la nature est un mouvement irréversible dans un monde où l'on s'achemine vers une planète de villes et des États à majorité citadine.

De plus, les sports d'hiver permettent aux organisateurs et aux promoteurs du tourisme de meubler avec satisfaction ce qui était qualifié autrefois, à cause du mauvais temps, de « saison morte ».

Schématiquement, nous pouvons dire que la pauvreté matérielle érode, sur le plan démographique, les montagnes du tiers-monde, alors que la richesse culturelle de ces espaces altimontains attire en masse grandissante les habitants des grandes villes et des pays industrialisés. Et c'est la confusion. Certains pensent que la montagne, espace de récréation, est aussi le vidoir des frustrations citadines ! « La montagne est avant tout une construction de l'esprit, un mensonge [...] peut être une imposture qui s'efforcerait de cacher sous l'illusion de la réalité, la réalité d'une illusion¹³. »

Les randonneurs et les amateurs de vacances en zones de montagne, guidés par un souci de retour à la nature et au grand air, occupent une place importante au sein des différentes activités touristiques rurales. Ces dernières se présentent comme des pratiques alternatives hautement appréciées par le producteur (créneau porteur) et par le consommateur (séjour fortifiant).

13. J.O. Majastre cité par Bernard Debarbieux dans *Tourisme et montagne*, Paris, Economica, coll. « Géo », 1995, p. 6.

Curieusement, le professionnel à la conquête de nouveaux produits et de marchés de substitution, ainsi que le touriste, en quête, lui, de milieux sains et d'activités récréatives, semblent s'entendre et converger vers une nouvelle approche écotouristique. Le premier cherche à prolonger le cycle de vie de son produit et le second tente d'améliorer tout simplement ses conditions de détente et de délasserement.

Tableau 2.2

TOURISME DE MASSE ET TOURISME DURABLE, ÉLÉMENTS DE DIFFÉRENCIATION

<i>Tourisme de masse</i>	<i>Tourisme durable</i>
Petite échelle (grande superficie)	Grande échelle (petite superficie)
Vision à court terme	Vision à long terme
Croissance	Durabilité
Prépondérance des acteurs externes (tour-opérateurs)	Prépondérance des acteurs internes (petites entreprises locales)
Décisions extérieures, rôle passif des populations locales	Participation directe des populations locales
Tourisme, comme modèle exclusif de développement intensif	Intégration du tourisme dans un projet de développement diversifié
Développement sans aménagement ni planification	Aménagement et planification préalables

Source : Carmen Gil De Arroba, « Tourisme rural en Europe, nouveau sens et nouveaux rôles assignés aux populations locales : premier bilan », dans P. Violier (dir.), *L'espace local et les acteurs du tourisme*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Espaces et territoires », 1999, p. 123-133.

Environnement technico-économique : les moyens de transport, toutes catégories confondues, constituent le nerf du tourisme. Le transport aérien, malgré l'âpreté de la concurrence et les péripéties de la piraterie de l'air, est devenu le fer de lance du voyage touristique.

[Toutefois], le fait que le mot tourisme ait existé avant l'irruption du chemin de fer révèle qu'il n'est pas lié à un mode de transport déterminé, même si par la suite, chemin de fer d'abord, avion ensuite, accaparent des parts capitales de voyageurs. Le voyageur d'agrément a recours au moyen de locomotion qu'il a à sa disposition et qui lui apparaît comme le plus com-mode, étant entendu qu'un moyen de transport est indispensable pour se rendre au loin en économisant du temps¹⁴.

14. Gabriel Wackerman, *Tourisme et transport*, Paris, SEDES, coll. « Mobilité spatiale », 1993, p. 29.

Le progrès technologique a permis la réalisation et l'utilisation d'un matériel de pointe, en matière de communication, d'information et de distribution. Avec le développement de l'Internet, la commercialisation des prestations, des biens et services touristiques et la réservation en temps réel vont connaître dans un avenir proche des changements profonds. C'est tout l'environnement socio-humain de la vente classique qui s'en trouvera bouleversé.

Les conditions de l'accueil touristique, les facteurs de la communication et l'art de l'animation relèvent des exigences propres à ce secteur « serviciel » qu'est le tourisme. En plus de toutes les caractéristiques communes aux autres activités marchandes (qualité-prix et sécurité-hygiène), la vertu des contacts et des rapports entre la clientèle et la profession tend ici à faire de l'environnement touristique un secteur où les relations humaines sont à la fois rentables et thérapeutiques. Il n'en demeure pas moins un secteur de plus en plus normatif, aux indications et aux implications floues (mal rémunéré pour les uns et super-rentable pour d'autres).

Environnement socioéconomique : en plus de la consommation des produits agricoles, des articles de beauté, des équipements de sport et des objets de l'artisanat, le tourisme prêche le retour à la nature (camping à la ferme, gîtes ruraux, randonnées et redécouverte du milieu rural...), aidé dans cette nouvelle mission par la montée en puissance des mouvements écologiques et des associations qui militent pour la protection de l'environnement. Le tourisme vert peut donc se vanter de créer des emplois là où beaucoup de politiques sociales ont pitoyablement échoué et de ranimer des activités dans des espaces apparemment réduits à l'abandon.

Environnement socioculturel : le patrimoine culturel d'un pays, avec ses diverses composantes (artisanat, sites et monuments historiques, art, gastronomie, folklore, musique et danses...), constitue un champ d'attraction et un facteur d'animation précieux pour le tourisme.

Lorsque ces éléments sont soutenus par un climat suffisamment ensoleillé et des paysages attrayants, le pays en question dispose sûrement des potentialités requises et des atouts nécessaires pour s'affirmer sur les marchés touristiques internationaux.

Environnement « psycho-humain » : ce domaine mérite une mention particulière. Outre l'aspect socioculturel classique, il existe un niveau d'ordre « socio-psycho-rétif » difficile à saisir. Il se situe en arrière-plan des comportements dissimulés avec leur lot de sentiments refoulés par discrétion ou par culpabilité. Ces comportements découlent des actes prohibés des débordements ardents de certaines animations et des faits

informels de quelques recherches fougueses de loisirs, sans parler des connexions souterraines du tourisme (drogue et autres actions peu licites...). Ces zones d'ombre du tourisme échappent le plus souvent à la vigilance des études et des analyses classiques.

C'est pourquoi nous pensons, nous tenons à le rappeler encore une fois, qu'il faut militer en faveur d'un tourisme humain et éthique, régi par des relations plus saines et humanisées, dans un cadre de planification intégrée. Mais gare aux prétextes qui viseraient à réprimer les libertés individuelles au nom de la morale, de la religion ou de la culture.

Reste à savoir comment ?

En tant que phénomène social et activité économique fraîchement introduits dans les milieux ruraux des pays en développement, le tourisme se devrait d'être une éthique de vie puisqu'il tend, dans la plus tolérée des contradictions, à sauver par la monétarisation des rapports éphémères ce qui a été sauvé par la socialisation des relations profondes depuis la nuit des temps.

Quand l'espace des hôtes et l'espace familial sont imbriqués, l'un dans l'autre, chose qui suppose des lieux de rencontre entre les deux corps, un hôte ne quitte jamais sa place, mais un touriste tire, sans discussion, son appareil photographique du sac et guette les curiosités dans la chambre, par la fenêtre, sur le toit et se permet parfois de surprendre les femmes dans la cuisine, au coin du feu, ou à l'étable au milieu des bouses et des vaches¹⁵. L'homme qui le suit souvent, à pas lent, par derrière, accepte le fait en esquissant un sourire, mais ce dernier n'est qu'amertume. Contre de l'argent il cède une partie de son intimité, de sa liberté et surtout de sa virilité¹⁶.

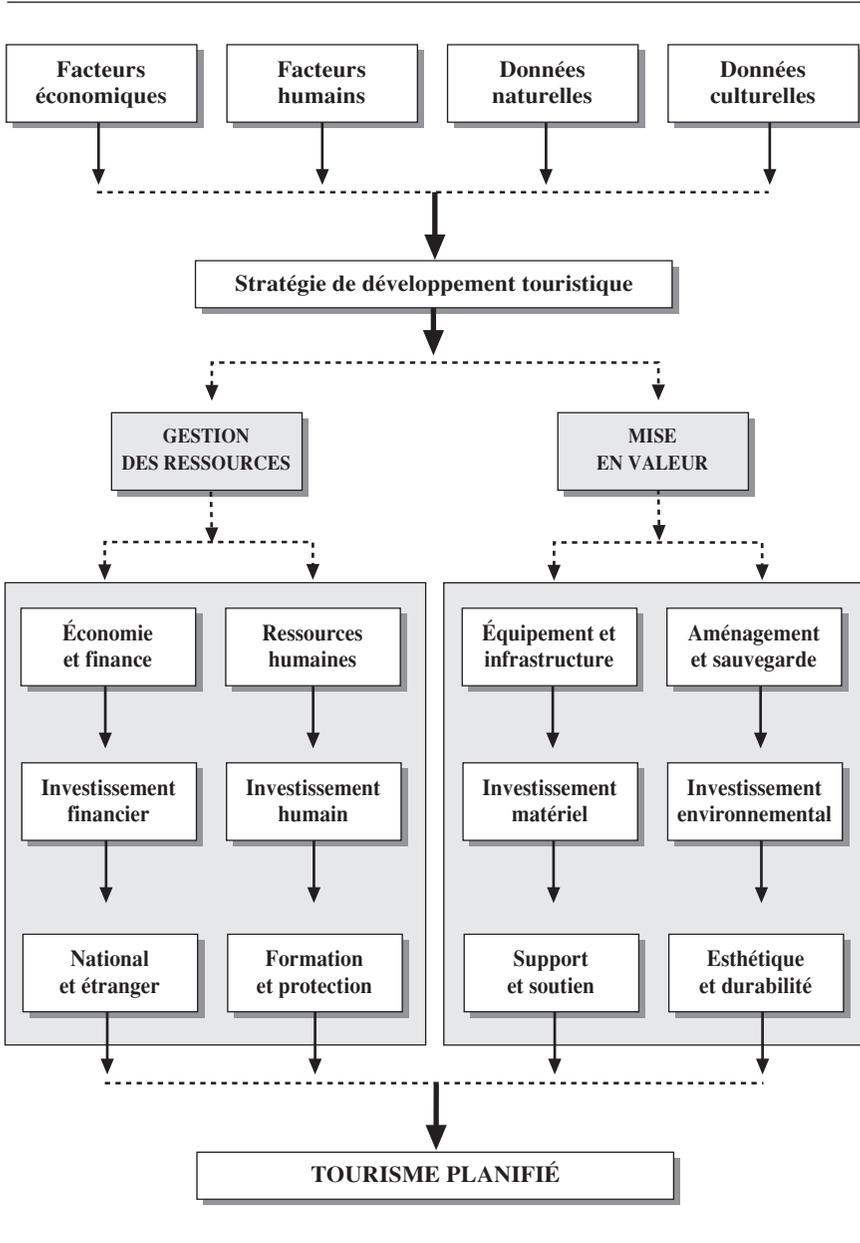
Et l'on peut craindre, dans le cas du Maghreb, que le loisir ludique payant, porteur de déviation et de division, en vienne à tuer le Moussem ou à remplacer la fête foraine communautaire, fortuite et gratuite, où la spéculation précède la commémoration. La fête traditionnelle représentant une occasion pour l'initiation des jeunes et un antidote contre l'exclusion, le préjudice serait d'importance.

15. La cuisine et l'étable sont des lieux traditionnellement réservés aux femmes et interdits aux hommes (note de l'auteur). Cette analyse se rapporte au Haut-Atlas central du Maroc, où une expérience dite « pilote » a été lancée en 1982 par le gouvernement marocain avec l'assistance technique et financière de la France.

16. Mohamed Ait Hamza, « Tigmi N'iroumyne : Tourisme et conflit dans le Haut-Atlas central », dans *Tourisme et développement au Maghreb, diversification du produit et développement local et régional*. Actes du 5^e colloque maroco-allemand, Tanger, Publication de la Faculté des lettres et des sciences humaines ; Université Mohamed V de Rabat et Technische Universität de München, 1998, p. 195-200.

Figure 2.2

**SCHÉMA DES COMPOSANTES FONDAMENTALES
D'UNE POLITIQUE TOURISTIQUE**



De plus en plus, le tourisme se déploie en vue d'engendrer un lien social entre les groupes de catégories socioprofessionnelles concordantes dans les sociétés riches où l'appétit de la consommation a poussé les foules, dans une ardeur feinte, à plus d'individualisme et de corporatisme. Or la société traditionnelle, à titre d'exemple, ne vit ou plutôt ne survit que grâce à la solidarité familiale (clans) ou sociale (tribus). Celle-ci tient lieu de sécurité sociale, dans des États où le seul domaine sécurisé est celui du pouvoir et où la seule production « satisfaisante » est d'ordre démographique. Cette solidarité subsiste grâce à la persistance de la tradition et nous dirons même, au risque de heurter un certain amour-propre bien connu, à cause de la persistance de l'enclavement et du sous-développement. Dans certains coins reculés d'Afrique, connus pour leur harmonie sociale, dès que le tourisme fait son apparition, suivi de la consommation de drogues, d'alcools, de cigarettes blondes... et de sexe payant, la monétarisation des transactions s'enflamme et l'exclusion peut commencer, en attendant la suite...

En Occident, où le comportement d'autosatisfaction semble dominer et où chacun se croit mieux loti que son voisin, la vie communautaire spontanée n'est plus possible que dans quelques rares endroits (*cf.* type d'habitat et de travail) ou dans un cadre de cohabitation révolue et de corporation momentanée où les individus se supportent avec des sentiments inavoués de défense et de valorisation de soi par la masse. Ces sentiments permettent souvent aux uns et aux autres de se donner des occasions de considérations ou d'attentions mutuelles, qui constituaient jadis les fondements spontanés de la cohésion sociale. Ces contextes offrent des occasions de se montrer, alors qu'autrefois, ils constituaient des forums pour l'initiation des jeunes, le renouvellement des amitiés et l'admission des étrangers.

Seulement, l'entente basée sur l'intérêt ou le calcul n'a jamais produit la véritable fête. Celle-ci, prise au sens « socio-humain » du terme, est avant tout une « réunion-union » de concorde dans une entente mutuelle spontanée, matériellement désintéressée, sans comptabilité de pertes et de profits. « Ainsi, la fête serait cette métaphysique en acte, une métaphysique qui, nous remplaçant en tête à tête avec une nature ou une matière infinie, nous ramènerait au pari fait sur l'imprévisible, au don de rien, fait au rien...¹⁷ ».

C'est encore plus ou moins le cas dans nos campagnes africaines. Et malgré la pauvreté matérielle de ces milieux, qui contraste avec leur richesse spirituelle, la mondialisation y voit un marché rebelle,

17. Jean Duvignaud, *Le don de rien*, Paris, Stock, coll. « Monde ouvert », 1977, p. 303.

indirectement rentable, et se bat pour en faire un bon support d'animation destiné à satisfaire la curiosité touristique d'une clientèle autrement solvable.

2. TOURISME, SAUVETEUR OU DÉVOREUR DES CULTURES : INTERACTION POSITIVE, COHABITATION NEUTRE OU FACTEUR DE CHOC ?

Jusqu'à une époque récente, tout ce qui avait trait à l'interculturel relevait du domaine, presque exclusif, des sciences humaines. Aujourd'hui, compte tenu des changements brutaux, de surcroît rapides, qui secouent la planète, il est devenu un sujet d'actualité qui intéresse spécialistes et chercheurs, mais il interpelle aussi le politique et préoccupe le profane. L'éclatement de certains pays en de multiples républiques, les conflits ethniques ou confessionnels qui ont éclaté de par le monde et qui ont surpris par leur ampleur ont fait de l'interculturalité un sujet d'actualité brûlante.

L'effondrement des idéologies matérialistes, le recul des valeurs morales et la montée des extrémismes ont sûrement créé des vides par-ci et des tremplins par-là, mais aussi beaucoup de chocs, de douleurs et de frustrations. Ce jeu « d'éclatement-regroupement » a donné lieu à un « sauve-qui-peut » doctrinal où bon nombre d'adeptes du « matérialisme communautaire » ont compris (d'autres ont fait semblant de comprendre) que la culture (revendication identitaire) ou la religion (retour aux sources), plus que la politique, l'idéologie ou la science, sont dorénavant des créneaux économiques, et surtout politiques, porteurs pour toute revendication idéologique et valorisation patriotique. Cette confirmation est elle-même perçue comme un dernier recours pouvant garantir aux peuples, groupes et individus, sinon leur indépendance, du moins leur autonomie, dans un système qui s'achemine inévitablement vers une mondialisation « prescrite », ne serait-ce que pour ceux qui n'ont pas les moyens de faire entendre leur voix.

Dès lors, l'interculturel, au sens sociologique et sociétal¹⁸ du terme, qui privilégiait et préconisait par le passé à la fois la sauvegarde de l'authenticité et le brassage « avec conscience et tolérance » des cultures se trouve débordé par des tendances et aspirations extrémistes nées de frustrations ou de luttes, souvent légitimes (marginalisation des minorités, damnation

18. Le sociétal ou la société d'aujourd'hui. Le terme est pris ici dans le sens « d'instantané récent », contrairement au sociologique qui se veut profond par accumulation sociologique et historique.

des démunis, exclusion des immigrés, domination des pays pauvres...) et des oppressions musclées (absolutisme étatique, parti unique, régimes militaires...) des ayants droit, des laissés-pour-compte et autres marginaux. Et il ne suffit plus à notre avis de brandir l'accusation ou la condamnation sèche des violences pour résoudre le problème. Des condamnations qui mettent souvent le bourreau et sa victime dans la même case. Il va falloir tôt ou tard se pencher sur les vraies causes du mal et aller à la recherche de ses racines. Sauf que certains intérêts « démocratiquement acquis » ont leurs racines dans ce mal économiquement nécessaire.

Si les cultures traditionnelles ont paru, durant le XX^e siècle, aux « matériello-scientistes » comme des tares qui bloquent toute tentative de développement dans les pays du tiers-monde, il n'est pas exclu que ce XXI^e siècle naissant soit celui de la lutte pour le retour aux sources à un triple niveau :

- Culturel dans les pays en développement, où la relève des colonisations a été faite par des autocraties qui ne maîtrisaient que deux faits idéologiques : imposer du haut et interdire à la base. Ces régimes préfèrent sûrement les luttes régionales, ou même ethniques, à la raideur du politique qui menace leur pouvoir.
- Religieux dans les pays du tiers-monde où les régimes ont joué, par le passé, la carte de la religion, en ranimant le fondamentalisme pour contrecarrer les mouvements « marxistes-léninistes » au moment de leur apogée.
- Environnemental dans les pays industriels, à cause de la pollution et du stress inséparables du progrès et qui semblent perturber le bien-être que procure un niveau de vie élevé.

C'est dans ce contexte que les migrations, les exodes et les déplacements interrégionaux et internationaux vont refléter le poids de l'interculturel et subir, en même temps, les conséquences de ses actions et réactions, en bien ou en mal, selon les cas. Ce phénomène de l'interculturalité a toujours été en mutation, certes permanente mais lente. Aujourd'hui, il semble entrer dans une zone de tourbillon et se bat à armes inégales avec le mouvement en pleine extension de la standardisation culturelle (*cf.* mondialisation). C'est ainsi que migrations et brassage de populations, indépendamment de leur caractère, vont mettre en contact direct, sans sensibilisation ni préparation préalables, des communautés de religion, de culture et de développement très différentes. À ce propos, le tourisme, vu

son importance sur le plan mondial et sa progression (dans le temps et dans l'espace), constitue un champ exceptionnel pour qui veut sonder les possibilités et les limites d'un dialogue interculturel à l'échelle planétaire.

Alors cette modeste réflexion se propose de :

- Chercher à mettre en exergue la nature des relations (interculturelles) engendrées par le tourisme tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, et leurs implications au plan géographique et socioculturel (transformation, dégradation ou réanimation des espaces à la fois culturels et touristiques).
- Tenter d'expliquer l'inégalité des échanges culturels entre populations du Nord et celles du Sud à travers ce que l'on peut appeler la « division internationale des loisirs ».
- Essayer de montrer le décalage entre les visions et conceptions culturelles, d'une part, et les aspirations et attentes sociales, d'autre part, des différents acteurs et opérateurs (touristes, professionnels, chercheurs et populations locales).

En attendant les jours heureux d'une éventuelle concorde mondiale, il y a urgence à banaliser et à vulgariser les termes et les moyens de communication interculturelle.

2.1. CHANGEMENT SOCIAL ET TOURISME INTERNATIONAL, OU LA VAGUE DE FOND D'UNE ACTIVITÉ DE SURFACE

Les observateurs et les spécialistes du tourisme s'accordent à reconnaître que le tourisme international¹⁹ est un puissant facteur de changement social. Mais des divergences apparaissent dès lors qu'il s'agit d'apprécier ce changement en termes d'impacts positifs ou négatifs, et d'en fournir des preuves palpables.

En effet, de nombreux experts en tourisme admettent que cette activité, internationale par excellence, engendre des effets positifs sur les

19. L'explosion contemporaine du tourisme international peut être expliquée par :

- le besoin de fuir l'environnement stressant dans les sociétés industrielles urbaines, à cause de diverses nuisances : concentration urbaine, baisse de la qualité de l'environnement, solitude grandissante...
- les incidences économiques et sociales sur le bien-être des populations de ces sociétés, dues au progrès technologique et au surcroît de la productivité : accroissement du niveau de vie, augmentation du temps libre, développement des transports et accroissement du taux de motorisation privée.

économies des pays en développement²⁰, en précisant qu'il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'évaluer les incidences de ce phénomène sur les structures sociales. Les perturbations introduites dans les modes de vie et les mutations « sourdes », mais soupçonnables, apparues dans les systèmes socioculturels de ces pays n'ont pas encore révélé leur secret.

Un certain flou persiste. De ce fait, un débat polémique s'instaure dès lors qu'il s'agit de préciser en quoi ce phénomène moderne, aux implications spécifiques, distinctes à la fois de celles que peuvent entraîner d'autres processus économiques, tels que l'industrialisation, la diffusion des médias de masse et la scolarisation dans les sociétés « traditionnelles », peut altérer les structures d'une société traditionnelle. Apparemment, les mêmes questions se posent dans les sociétés développées.

On entend souvent parler autour de nous, au sujet de cette époque, de la croissance d'un individualisme, d'un narcissisme, d'une subjectivisation du social, etc. Qu'il existe ce genre de dérive sociale, nul ne le conteste, mais il faudrait examiner de plus près ces jugements d'un double point de vue :

- D'abord les faits sociaux exacts, précis qui sont incriminés : quoi, quand, où ? sans généralisation abusive.
- Ensuite le point de vue duquel l'observateur juge qu'il s'agit d'individualisation, etc. En général, ce point de vue est soit celui d'une nostalgie des solidarités communautaires qu'imposait la tradition (à quel prix pour les libertés individuelles ?), soit celui d'une société idéale, mythique où le travail « désacralisé » sans classe..., c'est toujours l'espérance tenace des lendemains mythiques qui vont chanter.

Joffre Dumazedier, « Épilogue », dans Gilles Pronovost, Claudine Attias-Donfut et Nicole Samuel (dir.), *Temps libre et modernité. Mélanges en l'honneur de Joffre Dumazedier*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, p. 371-372.

Par ailleurs, force est de constater que, jusqu'à une date récente, le tourisme a été appréhendé en termes d'avantages économiques sans pour autant que l'on relève réellement l'interaction qui existe entre l'économie et le social, autrement dit, entre le matériel quantifiable et le culturel déductible, et leurs effets réciproques. Or, ces phénomènes, pour les sociétés

20. Cela est fonction de la contribution du tourisme à la balance des paiements, à l'emploi, aux investissements, etc., ainsi que de son intégration dans l'économie. À titre d'exemple, les recettes touristiques représentaient, en 1984, l'équivalent de 10 % des revenus d'exportation et du PNB respectivement dans 27 et 16 pays du tiers-monde [...].

d'accueil du Sud, sont porteurs de changement socioculturel induit, à la fois, par l'implantation de l'activité touristique et par la masse de touristes en mouvement. Ces derniers véhiculent avec force des modes de vie et de consommation exprimés par des comportements libérés de toute contrainte (disponibilité des moyens et insouciance des vacances), doublés d'un système de références et de valeurs propres à des sociétés industrielles ou postindustrielles. Ces systèmes vacanciers qui symbolisent la puissance et la richesse sont susceptibles d'engendrer la désintégration de ceux par lesquels les sociétés en voie de développement se définissent. Il faudrait une fois pour toutes faire une distinction entre les flux Nord-Nord et les migrations Nord-Sud²¹. Dans le premier cas, du moins pour le monde occidental, le brassage des populations relève des mêmes cultures, des mêmes religions et des mêmes politiques. Ce qui porte en soi, sinon des ingrédients d'entente, du moins de détente.

Ces problèmes n'ont commencé à retenir l'attention des spécialistes et experts en la matière qu'à partir des années 1970-1980, presque 20 ans après qu'un certain nombre de pays en développement se soient lancés dans cette stratégie du « tourisme développeur » recommandé par l'expertise internationale (BIRD, FMI, ONU, OMT...). L'exemple le plus significatif est fourni par la conférence internationale organisée conjointement par l'UNESCO et la BIRD, qui s'est tenue à Washington en 1976. Cette conférence avait précisément pour thème « l'impact social et culturel du tourisme ». Cet événement, révélateur des inquiétudes suscitées par les effets socioculturels du tourisme international dans le tiers-monde, a fait germer l'idée de s'intéresser aux coûts sociaux « invisibles » du tourisme. Une idée selon laquelle le maintien et l'affirmation des particularités socioculturelles sont une donnée fondamentale que devrait prendre en considération toute politique visant à promouvoir le secteur touristique. Idée ou arrière-pensée, le but était surtout d'appeler à la résistance pour freiner l'expansion du communisme.

Ce tournant va inciter organismes internationaux et promoteurs touristiques à s'intéresser à la culture, surtout parce qu'elle permet de promouvoir d'autres formes de tourisme répondant aux motivations changeantes d'une nouvelle génération de clientèle internationale (*cf.* le slogan : « Je ne veux pas bronzer idiot. »). La « promotion » de la culture

21. L'Amérique latine, comme son nom l'indique, constitue, dans ce contexte, un cas à part. Les circonstances historiques et politiques de ce continent le différencient légèrement des continents africain, asiatique et austral.

est faite dans le but de traduire dans un langage quantitatif et modélisé des entités qualitatives qui semblent avoir un effet certain sur le mouvement des personnes et de l'argent²².

Cette nouvelle approche va conduire les organismes internationaux (OMT, UNESCO...) à soutenir et à chercher à promouvoir toute manifestation permettant aux sociétés réceptrices de faire la preuve de leurs différences au regard de l'étranger. Plus encore, on a pensé que ces manifestations étaient nécessaires pour sensibiliser les peuples et sauver les cultures menacées de dégénérescence ou de disparition. C'est donc dans ce cadre que certains pays du Sud, nouvellement touchés par le tourisme international, ont été amenés à reconsidérer leurs politiques touristiques, alors que d'autres, plus engagés eux-là, ne pouvaient plus faire marche arrière vu l'importance des enjeux de cette activité. Dans ce cas, la seule manœuvre possible consiste en une planification rigoureuse visant un développement touristique durable, autrement dit, en développant tout ce qui concourt à la promotion du tourisme socioculturel, en procédant à la restauration du patrimoine culturel et artistique et à la valorisation des traditions sociales et populaires²³. Par manque de moyens et surtout d'idées, certains pays ont juste concouru à la folklorisation de leur culture, à des fins touristiques.

2.2. ÉVOLUTION OU ALTÉRATION ?

DE LA NÉCESSITÉ D'OPTER POUR LE MOINDRE MAL

Au-delà de l'intérêt qu'a suscité ce changement de vision en matière de tourisme dans les pays récepteurs, on peut se poser des questions quant à sa finalité profonde. Aussi est-il possible de continuer à cultiver ses traditions tout en cherchant à moderniser le secteur touristique conformément aux exigences de la mondialisation et partant de la concurrence (formation, hygiène, marketing et surtout équipement).

On peut aussi se demander, avec beaucoup de réserve, si ces encouragements et appels à la sauvegarde de l'identité et au respect de l'authenticité, préconisés par les organisations internationales, ne cherchent pas en fin de compte à faire de certaines cultures et traditions des « réserves

22. Voir à ce propos Hassan Zaoual, « L'impensé de l'économiste du développement », dans *Cultures et développement*, vol. 1, n° 2, Bruxelles, 1990, p. 5-11.

23. On peut avancer que les mouvements des personnes obéissant essentiellement à des motivations culturelles ne représentent à l'heure actuelle qu'une part assez faible de l'ensemble des mouvements touristiques. Cet état de fait est reflété par les résultats des sondages effectués auprès de la population de certains pays émetteurs et de l'étude de brochures des organisateurs de voyages : T.O. ou voyagistes

humaines » ou « musées vivants » qui profiteront au tourisme en premier lieu ? Le cas des Indiens d'Amérique est à méditer. Dans ce cas, il faudra trancher clairement pour savoir si les cultures traditionnelles sont des tares ou des valeurs. Car les sociétés réceptrices du Sud ne pourront, à l'avenir, continuer à naviguer entre deux eaux, dans un flou fait de contradictions, d'hésitations ou de contestations. Elles ne pourront plus, dans un futur proche, se contenter des images exogènes qu'on leur propose d'elles-mêmes, en fonction des circonstances, des idéologies et des rapports de forces entre dominants et dominés.

D'un autre côté, la plupart d'entre elles se sont engagées dans un processus de transformations profondes. La « re-traditionalisation » de certains aspects de la culture ne peut être qu'artificiel et risque de surcroît d'entraver les efforts déployés pour un envol technologique et économique vivement souhaité par une frange de la population, consciente de la gravité du moment. Malencontreusement, tout effort pouvant amener à la modernité est responsable, la plupart du temps, d'un endettement considérable. Car il ne faut pas oublier que la pire des politiques, que ce soit pour le développement ou pour la culture, est celle du tâtonnement. Dire que le décollage socioéconomique ne peut se réaliser qu'au prix de certaines mutations ou altérations socioculturelles, c'est débusquer une évidence.

À cet effet, il est impératif de rappeler que le mode de production et de consommation que véhicule le tourisme impose :

- Une logique axée sur une équation à plusieurs inconnues avec deux variables constantes : « destruction-construction ». Ces variables (variables selon que le milieu concerné est ouvert ou résistant) agissent en profondeur pour pénétrer et s'infiltrer dans les différentes sphères de la structure sociale. Ce qui se traduit forcément par la transformation des systèmes sociaux et la désagrégation des rapports qui les régissent.
- L'un des principaux vecteurs à l'origine de ces transformations est le modèle de société introduit à travers l'activité touristique et qui prend directement appui sur les reliquats (ou conséquences) encore vivants de la période coloniale.

Ce modèle, ou supposé comme tel, n'influence pas seulement les pratiques économiques, les méthodes de gestion, les modes de division et d'organisation du travail et les modèles de transformation. Il conduit, en façonnant les pratiques sociales, à tous les niveaux de la société réceptrice (surtout les jeunes), à une internationalisation de la culture : transformation

de l'économie traditionnelle en service pour touristes, désintégration de la famille pour occuper un emploi, développement des attitudes de consommation par mimétisme, remplacement progressif d'anciens critères de références économiques et socioculturelles par de nouveaux, et enfin introduction de nouvelles acceptations de valeurs individuelles et collectives²⁴.

Confronté sans transition à une logique organisationnelle, à un ensemble de références et de conduites relevant du mode de production industriel à son stade le plus avancé, le système traditionnel autour duquel s'articule le mode de production coutumier perd sa cohérence. Cette perte de cohésion engendre des conflits et des contradictions à tous les niveaux de la vie personnelle, familiale et sociétale²⁵.

- Une intégration des économies des pays qui ont opté pour le tourisme comme facteur de développement au sein de l'économie internationale, dont les termes de l'échange sont caractérisés par une inégalité frappante, et cela au même titre que les autres modèles de développement. Certains auteurs n'hésitent pas à parler d'une nouvelle « division internationale de loisirs » où les « indigènes » travaillent dur pour le bien-être physique et psychologique d'une population ponctuellement oisive, issue de pays nantis. Le caractère particulier des rapports entre ces deux populations, le complexe d'infériorité d'un côté et de supériorité de l'autre, la nature éphémère des rencontres ne favorisent que rarement l'enrichissement culturel.

En conséquence, les apports culturels extérieurs sont sources de conflits ou d'écrasement des identités socioculturelles des populations locales, mais peuvent aussi être à la base d'un début d'affranchissement de bien des pesanteurs.

2.3. POLITIQUE TOURISTIQUE ET SOCIOCULTURELLE : L'EXOTISME, NOURRITURE SPIRITUELLE DE LA MODERNITÉ ?

Les facteurs déstabilisants évoqués ci-dessus sont la résultante du déséquilibre entre l'identité des pays d'accueil en mal de développement et l'apport des influences exogènes que véhicule le système touristique par son fonctionnement interactionnel intense (idées en vogue, images perçues,

24. Voir à cet effet Bouchaïb Abdallaoui, *Les besoins en emplois, en qualifications et en compétences dans l'hôtellerie marocaine*, Thèse d'État en sciences économiques, Université Hassan II, Facultés des sciences juridiques, économiques et sociales ; Casablanca, 2002, 669 p.

25. L'analyse exposée dans le présent sous-titre s'inspire des idées et écrits de Bouchaïb Abdallaoui, professeur à l'ISIT, Tanger (voir bibliographie).

objets banalisés, techniques vulgarisées...). Dans ce contexte, le brassage des cultures devient par la force des usages répétitifs un phénomène de repli, d'une part, et d'agression, de l'autre, où l'altération des cultures traditionnelles fait du changement social une donnée extérieure subie²⁶. Comment les populations des milieux d'accueil pourraient-elles réagir face à ces facteurs déstabilisants ?

Certes, elles ont besoin d'apports techniques extérieurs, d'activités économiques dynamiques telles que le tourisme pour trouver un nouvel équilibre social (emploi) et économique (revenu).

Mais comment pourraient-elles assimiler cette activité et le modèle culturel et sociétal qu'elle véhicule ? Pour tirer les meilleurs avantages possibles de l'ensemble des assortiments et brassages que suscite le tourisme, il est opportun de saisir les changements opérés dans les styles de vie de la majorité de pays émetteurs caractérisés par l'émergence de nouvelles attitudes telles les suivantes :

- La diminution de l'importance accordée à l'aspect quantitatif des choses : recherche de la qualité, de la sécurité, de l'originalité ;
- La curiosité accrue pour des valeurs immatérielles : environnement, nature, savoir, culture ;
- Le besoin pour l'individu de s'affranchir des normes et des contraintes sociales, en réclamant plus de liberté et souvent d'individualité aussi.

Ces changements peuvent être à la base du développement d'un tourisme alternatif, privilégiant les relations culturelles plutôt que les seuls aspects économiques.

Pour que ce dernier devienne un vécu réel, de rencontre, d'échange et de compréhension, il est nécessaire de privilégier les aspects qualitatifs du tourisme par rapport aux aspects quantitatifs. Ainsi, « les avantages économiques pour autant qu'ils soient réels et significatifs ne sauraient constituer le seul critère d'appréciation de l'encouragement que les États doivent apporter à cette activité²⁷ ».

26. Le changement social ne peut être imposé, téléguidé du dehors. Pour qu'il soit réel et adapté aux besoins des populations locales, il doit constituer une transformation socioculturelle endogène. Voir Thierry Verhelst, « La dynamique culturelle dans le développement » dans *Culture et développement*, n° 4, Bruxelles, 1996, p. 4-13.

27. Méthodologie d'établissements d'application des plans directeurs touristiques tant au plan national que régional, en vue de l'intégration progressive des objectifs énoncés par la déclaration de Manille : étude réalisée par l'OMT, Madrid.

Pour cela, il faudrait :

- Négocier l'amélioration de la qualité des informations diffusées dans les catalogues et guides touristiques publiés par les voyagistes (T.O.) nationaux et internationaux, dans le sens d'une présentation plus complète et moins réductrice de la réalité socioculturelle du pays concerné.
- Encourager le développement de formules touristiques douces (moins d'agressivité et moins de passivité aussi), telles que le tourisme actif, le tourisme de découverte, le tourisme social (tourisme de jeunes), l'écotourisme, les stages d'artisanat... Ces formules permettraient aux touristes de sortir de leur monde pour pénétrer avec respect, et un minimum vital d'empathie, dans l'univers culturel des populations d'accueil. Elles susciteraient sûrement une fusion positive et enrichissante et deviendraient, à la longue, une source de revitalisation et de développement culturels à double sens : visiteurs et accueillants.
- Convier la population d'accueil à regarder le touriste comme un hôte mais pas forcément comme un modèle. La diversité universelle de l'humain n'implique ni asservissement, ni insolence et encore moins le racisme.
- Soutenir toutes formules de tourisme par lesquelles chemine une connaissance plus authentique des identités locales, ainsi que des formes de relations plus équitables entre accueillants et accueillis ; ces formules permettent :
 - d'encourager les contacts spontanés, l'exploration et l'initiation aux problèmes et aux réalisations des pays en développement visités à l'époque actuelle ;
 - de mettre en valeur, non pas la nature sauvage, la misère « pittoresque », mais l'espace de richesse des cultures de l'histoire d'un peuple, ainsi que les aspects positifs de son présent.

Il est clair que l'intégration de l'aspect socioculturel en matière de tourisme ne peut se concevoir que dans le cadre d'une politique d'ensemble qui :

- valorise l'ensemble du territoire et ne se limite pas aux seules zones dites touristiques (centres balnéaires, par exemple).
- intègre le tourisme dans le tissu économique national en le reliant à d'autres activités économiques connexes. En effet, le tourisme ne doit pas être programmé pour lui-même, il n'est qu'une activité d'appoint s'insérant dans les autres secteurs économiques.

- implique la population dans le processus de développement touristique régional (avec contrepartie bien entendu) et la sensibilise à la mise en valeur de son patrimoine culturel et à l'art de le promouvoir.

Enfin, l'interculturel, dans le cadre du tourisme, ne devrait pas être signe de simulation, ni une voie de servitude, et donc de changement sans développement. Le développement d'un brassage culturel égalitaire et positif pour les cultures locales devrait donc chercher un équilibre permanent entre les apports culturels externes et l'identité culturelle des populations d'accueil. Dans le cas contraire, il restera dommageable et pervers pour les cultures des pays en développement, car il est soumis aux programmes d'orientation, aux priorités d'intérêt et aux règles du jeu définies unilatéralement par les pays avancés.

D'où l'idée du développement durable.

3. DES SLOGANS DE LA GUERRE FROIDE AUX ALIBIS DE LA MONDIALISATION : QUE DE BELLES PAROLES... ET APRÈS ?

Alors, si pour les défenseurs d'une écologie humanitaire, la notion de développement durable revêt un caractère de solidarité universelle, de sobriété économique et d'équité sociale, les producteurs et acteurs économiques y voient, quant à eux, une occasion de différer ou de réorienter l'exploitation des réservoirs et des réserves de leur richesse, dans un effort d'ajustement aux besoins de la crise.

En d'autres termes, pour les premiers, le développement passe par une répartition juste des richesses, une (re)distribution équitable des matières premières et une exploitation raisonnable des ressources planétaires. En clair, il s'agit d'une remise en question hyper-rationnelle des consommations maintenues artificiellement sous perfusion par le biais du gaspillage.

Pour les seconds, la solution passe inévitablement par la mondialisation. Car, elle et elle seule, pensent-ils, est capable de stimuler les entreprises et les productions locales en les acculant à la performance par la concurrence. Cette compétition « loyale » est, aux yeux du « mondialisant » convaincu, susceptible d'offrir une large palette de produits aux consommateurs dans un choix où l'appréciation basée sur le rapport « qualité-prix » est un gage de réussite pour la production et le travail sérieux.

Toutefois, les défenseurs de l'environnement souhaitent une gestion raisonnable des matières premières accompagnée d'un usage parcimonieux des ressources rares. Il y faudrait une politique de solidarité mondiale qui n'est pas forcément celle prônée par la mondialisation, ni, à l'opposé, celle défendue par le protectionnisme ou l'écologisme stérile. À ce propos, signalons que la définition du développement²⁸ a déjà connu une remise en question de la part du PNUD, à la fin du siècle dernier, par la proposition de remplacer partiellement l'indice purement économique du PIB (produit intérieur brut) par l'IDH (indice de développement humain).

Ce revirement prouve, à ceux qui doutent encore, que les notions de confort matériel et de bien-être environnemental ne sont pas, loin s'en faut, synonymes. Car être riche dans un contexte de grande pollution est aussi pénible, sinon plus désagréable, que d'être pauvre dans un environnement sain ! Hélas, dans beaucoup de pays du tiers-monde, la pollution et la pauvreté sont souvent jumelées, et c'est là une situation humainement désespérée.

Cela nous pousse à croire que la qualité de l'environnement est dorénavant une donnée fondamentale et précieuse d'un potentiel touristique. Il faudrait, peut-être, s'attendre à voir fleurir des publicités touristiques invitant les partants en vacances et les voyageurs d'agrément à opter pour des séjours de « dépollution touristique » dans des régions où l'environnement est encore sain ! De ce fait, pour les producteurs et les acteurs économiques, l'environnement tend à devenir un créneau porteur. Il est donc légitime de se poser des questions sur ce nouveau slogan et concept de « développement durable ».

De toute évidence, le tourisme, qui tire son attrait de la beauté des sites et de l'authenticité des cultures, ne peut qu'adhérer pleinement à ce nouvel appel à la durabilité, dans l'attente de la prochaine étape. Car rien n'est définitif : en revoyant brièvement le parcours des slogans (ou des modes) liés au tourisme, on ne peut qu'être vigilant mais de manière positive.

À ce propos, il faut avoir présentes à l'esprit les devises brandies périodiquement en moins d'un demi-siècle. Au tourisme moteur de développement des années 1960 succède celui du rapprochement entre les peuples, puis de vecteur de paix des décennies 1970 et 1980, pour atténuer, probablement, les effets ignobles des « guerres chaudes » (Proche-Orient,

28. Voir à ce sujet le rapport sur le développement mondial du PNUD de 1990.

Corée, Vietnam...) et ceux, tout aussi irritants, de la guerre froide. Depuis, on parle, conformément au besoin des circonstances environnementales, du tourisme comme étant une « industrie sans cheminées ».

Le recours à l'alibi de la « durabilité », qui souligne le sérieux de petites actions²⁹ locales, certes louables mais complètement insuffisantes, semble s'adresser plus aux esprits pour les calmer qu'aux problèmes posés par le gigantisme laminant de certaines exploitations ou productions.

Et c'est avec un intérêt légitime qu'il faut s'interroger sur cette succession ordonnée de concepts de toute beauté : est-elle le reflet d'une réalité ayant fait ses preuves sur le terrain ou tout simplement une démarche de marketing touristique où l'appétit de convaincre, pour vendre, est une fin qui justifie les moyens ?

Mais si les pays développés en sont au stade de pouvoir maquiller n'importe quelle réalité pour la rendre séduisante, la recherche tous azimuts a permis à la « tourismologie », dans un domaine où tous les coûts sont permis, de devenir, grâce à l'entêtement salutaire d'une poignée de chercheurs déterminés, une science naissante prometteuse³⁰.

3.1. RISQUE DU MARKETING TOURISTIQUE POUR LA CULTURE ET LA SOCIÉTÉ : AU NOM DU RAPPROCHEMENT ENTRE LES PEUPLES !

Les brochures touristiques élaborées, d'une année à l'autre, par les grands voyagistes (T.O.) de l'Europe et de l'Amérique du Nord accordent encore une grande importance à « la coquille hôtelière », en guise de visualisation du bien-être et du confort des établissements d'accueil que proposent les destinations à commercialiser. En ce début de siècle, caractérisé par des conflits meurtriers, des maladies incurables et des pollutions étouffantes, il est évident que la sécurité, le confort et l'hygiène offerts par le milieu d'accueil constituent à la fois des arguments de vente et des garanties pour les pays et les régions que ces voyagistes proposent à leur clientèle.

29. Les associations et ONG qui militent pour la sauvegarde de l'environnement ou pour le développement durable font du bon travail dans leur majorité. Mais ces actions de fourmis ressemblent à une goutte d'eau dans l'océan qu'alimentent les dégâts du travail titanesque des entreprises géantes.

30. Le congrès de l'AMFORTH (Association mondiale de formation en tourisme et hôtellerie), tenu à Marrakech (Maroc) du 7 au 11 février 2002, a célébré la naissance « officielle » de la « tourismologie » en tant que science devant se consacrer de façon autonome à l'étude et à la recherche en tourisme.

Mais ces arguments demeurent insuffisants aux yeux des promoteurs et doivent impérativement être soutenus par des images d'inspiration exotique, rustique ou même mythologique. Des symboles capables de répondre aux frustrations et refoulements inconscients, aux aspirations et désirs insatisfaits de populations en mal de contacts spontanés. La présentation des aspects géographiques et socioculturels du pays d'accueil a généralement pour but de faire vibrer la corde des motivations conscientes des plus exigeants. Le tout offre un large éventail de possibilités permettant de mieux positionner une destination sur le marché touristique en ciblant la clientèle réelle et potentielle des pays émetteurs. Dans n'importe quel guide, brochure ou dépliant, les expressions emphatiques du genre « pays de contrastes », « population hospitalière » ou encore « dépaysement garanti » surabondent dans une éloquence poétique mais à la rhétorique quelque peu inflationniste. Voici des termes qui fascinent le monde des affaires, mais qui tuent, à petites doses, les fondements d'idéal de fraternité que le tourisme est censé propager, à savoir le rapprochement entre les peuples, le décloisonnement des cultures et, par voie de conséquence, la contribution à l'entente.

C'est pour toutes ces raisons, et d'autres encore, que le dopage du touriste à coup de techniques publicitaires et de produits marketing risque de provoquer chez le citoyen-voyageur « une aliénation touristique » irréversible. Objet d'une pression socioéconomique permanente et cible d'un matraquage médiatique uniforme, le citoyen ordinaire, touriste potentiel, est suffisamment conditionné et préparé à faire les frais d'une « commercialisation hypnotique » où se marient confusément « le leurre et la subjectivité » d'une vérité souvent trop maquillée. Le voyage et le contact avec la réalité du pays d'accueil ne manqueront pas, hypothétiquement, de provoquer des réveils violents chez les plus rétifs, pour ne concrétiser le rêve que des plus dociles.

Dans le premier cas, celui des insatisfaits « purs et durs », les traditionnelles réclamations (signes de démarches civilisées) cèdent assez vite la place à un emportement où les préjugés scellés et autres sentiments de supériorité dissimulés en temps normal ne tardent guère à se manifester à l'égard du personnel de service. Ce dernier, maillon faible et « fusible » philanthrope de la profession, n'a d'autres recours que l'apaisement, avec le sourire, déontologie du métier oblige.

Dans le second cas (celui des dociles), le touriste est déjà comblé à l'idée de se sentir loin de son quotidien et de son milieu de travail. Fort heureusement, l'explosion des associations touristiques et l'intérêt que

portent certaines organisations (organisations non gouvernementales, institutions dépendant de l'ONU, associations à but non lucratif et autres fondations autonomes en plus de l'OMT...) aux voyages pourraient redonner au tourisme sa dimension humaine et sa mission éducative. Il est temps de chercher à atténuer les excès de certaines pratiques de production et de vente, ayant la si fâcheuse tendance à ne plus distinguer entre l'Homme et la marchandise.

C'est probablement ce qui a poussé l'OMT à tirer la sonnette d'alarme, en édictant quelques normes et principes à respecter dans tout acte de planification touristique³¹.

À vrai dire, un voyage réussi atteint ses objectifs nobles lorsqu'il offre l'inattendu plaisant ou la surprise agréable. C'est d'ailleurs pour cette raison que les publicités à fortes doses, le mensonge mis à part, procèdent du lessivage précoce de la découverte et de l'érosion prématurée de la curiosité. Un voyage inoubliable, vision nomade, est celui qui donne envie de rentrer chez soi avec force espoir de refaire le même voyage dans un proche avenir. Dans ce type de tourisme, le visiteur est à la fois content d'être parti et d'être revenu dans son havre de destin quotidien. Il est évident que regretter d'être parti ou, pis encore, de revenir chez soi est preuve d'insatisfaction chronique. Autant dire que cette pause vacancière ou vacante, supposée être récréative ou curative, ne peut qu'aggraver le « mal-être spirituel », le plus souvent engendré par un « bien-être matériel ».

Ne faut-il pas alors admettre que l'enracinement socioculturel paisible et l'ancrage économique adéquat d'un individu dans son milieu habituel soient les seuls facteurs d'équilibre à pouvoir donner à l'errance délassante cette allure de déstabilisation bénie des habitudes, avec en prime une grande satisfaction !

3.2. PLAIDER POUR UN TOURISME HUMANISÉ

ET UN TOURISTE HUMANITAIRE :

PLUS DE TOLÉRANCE ET MOINS DE CONCURRENCE

Les récentes évolutions du tourisme ont démontré que les conditions climatiques, la stabilité politique et le patrimoine socioculturel d'un pays exercent une forte attraction sur les vacanciers, même si jusqu'à présent la

31. Voir à ce propos le *Guide à l'intention des autorités locales : développement durable du tourisme*, Madrid, Publication de l'Organisation mondiale du tourisme, 1999, 223 p.

distribution des touristes de par le monde n'est nullement régie par la qualité de l'offre des pays d'accueil, mais par l'intérêt que porte le voyageur (T.O.) à ces pays.

Après le fameux slogan « je ne veux pas bronzer idiot » de la fin des années 1970, le tourisme culturel, favorisé par les voyages organisés (voyages à forfait), a permis à « l'industrie des loisirs » de mieux traverser la deuxième crise énergétique mondiale (1983). Les augmentations du prix des hydrocarbures et du coût de la vie, l'essor des charters et des voyages en groupes, ont profondément modifié les pratiques et les habitudes des touristes à l'échelle planétaire.

L'une des conséquences immédiates de ces bouleversements rapides et spectaculaires a été la possibilité offerte aux classes à revenus modestes, grâce à la collectivisation des dépenses (voyages en groupes), de pouvoir partir pour des destinations lointaines qui constituaient, jusqu'à une date récente, la « chasse gardée » d'une minorité aisée d'aristocrates, de chercheurs subventionnés et d'explorateurs à sensation, mais fortunés.

Il est bien connu que plus on s'éloigne de la ceinture des pays émetteurs, en l'occurrence les pays développés « envahis » par la modernité, plus le dépaysement est grand. En fait, il est bien dommage (pour ne pas dire aberrant) de constater que certains riverains de belles mers font des milliers de kilomètres pour passer la totalité de leurs vacances à se faire bronzer sur une plage à cocotiers. Heureusement, le besoin ou la mode a peu à peu remis à l'honneur le tourisme culturel. Là aussi, les avis sont divergents.

Pour des spécialistes privilégiant l'aspect écologique, le tourisme balnéaire est moins nocif pour la société d'accueil, tout en reconnaissant qu'il défigure les littoraux et privatise les plages sans apporter à la population locale le minimum de compensations attendues.

D'autres pensent le contraire. À cet effet, certains pays, dont le Maroc, ont choisi le juste milieu, en jouant sur les complémentarités sociospatiales « tourisme balnéaire et tourisme culturel » et sur des combinaisons socio-économiques « tourisme de masse et tourisme d'affaires », dans une classification sociosociale « tourisme de groupe et tourisme individuel ». Le résultat est certes moins brillant au plan du succès, au sens explosif du terme, mais il est probant en termes d'évolution : une progression lente et incorporée. Cette heureuse association entre le tourisme sédentaire et le tourisme itinérant, entre le tourisme à forfait et le tourisme à la carte, va inaugurer et généraliser un mode de production et de distribution entre des régions et des espaces sociologiquement différents et économiquement hétéroclites.

Toutefois, les professionnels des pays du Sud issus de la « période quantitative » du développement touristique (années 1960 et 1970) ont apparemment du mal à suivre de tels rythmes et à assimiler ces changements. La mer bleue écrasée par le soleil, fouettant les sables dorés à cocotiers, continue à hanter leur imaginaire touristique.

De plus, il est intéressant de remarquer que des activités et des espaces, jadis conflictuels (conflits attisés par les grands bazars et grossistes de produits artisanaux), s'acheminent vers des activités d'échanges complémentaires (*cf.* coopératives artisanales). Ces tensions, souvent attisées par les grandes surfaces de vente de souvenirs (les grands bazars), inaugurées le plus souvent par des relations timides et méfiantes au départ entre le touriste et l'artisan local, ont limité les impacts positifs du tourisme sur les classes moyennes et inférieures.

Or, dans tous ces domaines, sans recherche scientifique, point de salut.

4. RECHERCHE EN TOURISME

4.1. DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE PARENT PAUVRE D'UN SECTEUR RICHE

Dire que la recherche en tourisme ne relève point d'une science autonome, c'est faire d'une évidence une découverte. Les chercheurs et écrivains qui s'intéressent au tourisme viennent d'horizons différents (géographie, sociologie, économie, droit, anthropologie...) et se complètent merveilleusement dans cette discipline qui semble vivre pleinement et laborieusement son « adolescence » par des apports de plus en plus pointus et fouillés.

4.1. « TÉOROLOGIE », « TOURISTOLOGIE » OU « TOURISMOLOGIE » ? LE NOM DE LA « CHOSE » !

À première vue, les géographes, les sociologues et les économistes semblent être les plus dynamiques et les mieux impliqués dans la recherche en tourisme. N'empêche, le tourisme constitue un immense carrefour où se croisent les sciences, notamment les sciences sociales et humaines.

Les géographes se délectent de l'appropriation sporadique de l'espace par les touristes ; les sociologues voient dans les visiteurs et les visités des sommes de réaction, d'implication, de rejet ou d'adhésion qui les comblent ; les anthropologues peuvent, au gré de l'aventure des voyages, de l'exotisme,

chavirer à l'imaginaire ; les économistes comprennent l'importance et la spécificité des produits touristiques et les juristes la dualité publique et privée du phénomène³².

Et ce n'est pas pour autant que la recherche touristique constitue une science autonome qui reflète l'importance sociale et économique du tourisme dans le monde.

Dans les pays du Sud où le tourisme est à la fois un secteur récent et hésitant, la recherche touristique n'attire qu'une faible minorité de chercheurs qui passent pour des aventuriers, quand ce n'est pas pour des « hurluberlus ». Et l'on comprend sans peine que la proclamation de l'autonomie, pour ne pas dire de l'indépendance, de cette nouvelle science (*cf.* *tourismologie*), est loin des préoccupations des chercheurs du tiers-monde, tout en constituant un espoir de reconnaissance mondiale d'un domaine de recherche demeuré jusqu'alors mineur. Outre la « *touristologie* », la « *téorologie*³³ » avait sondé les opinions des intéressés (penseurs et chercheurs en tourisme) sans rencontrer d'écho ni, d'ailleurs, de résistance. C'est que les créateurs ou inventeurs de ces concepts nouveaux n'ont pas trop insisté ou milité pour que l'idée s'impose à la communauté des scientifiques en tourisme. Pensaient-ils qu'il était trop tôt pour une nouvelle science en tourisme ?

De toute évidence, si le terme de « *tourismologie* » (ou un autre) arrive un jour à être admis dans le langage pour désigner l'ensemble des recherches qui traitent du tourisme, le chercheur gardera peut-être pour longtemps le titre de son appartenance d'origine : géographe, sociologue, économiste, juriste ou anthropologue...

À vrai dire, pour qu'un chercheur puisse arborer fièrement le futur titre de « *tourismologue* » ou de « *tourismologiste* », il est presque certain que cette nouvelle science devrait faire preuve d'une grande autonomie ; ce qui revient à faire « école et carrière » au sein des universités et des instituts de formation au même titre que les disciplines qui fournissent aujourd'hui au tourisme ses unités de recherche.

32. Jean-Michel Hoerner, *Traité de tourismologie : Pour une nouvelle science touristique*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, coll. « Études », 2002, p. 37.

33. Ce terme dérive du mot grec « *téoros* » qui signifie voyageur. Il existe à l'Université du Québec à Montréal une revue spécialisée dans le tourisme, et ce depuis le printemps de 1982. Elle a été fondée par M. Laplante, J. Stafford et L. Jolin ; elle était la première à parler de « *téorologie* » comme « science du tourisme ».

Toutefois, il a fallu attendre l'audace d'un chercheur français³⁴ pour voir naître officieusement une première session proclamant solennellement l'indépendance de la « tourismologie », avec acte de naissance³⁵ à l'appui. Cette démarche paraît s'inscrire dans une résolution visant à réagir à une levée de boucliers de la part notamment d'un groupe de chercheurs de renommée³⁶ spécialisés dans la recherche en tourisme.

4.2. RECHERCHE EN TOURISME : FAUT-IL AVOIR DES COMPÉTENCES PARTICULIÈRES POUR Y ACCÉDER ?

L'idée d'un tourisme « moteur de développement » a fait beaucoup d'adeptes (et peut-être aussi de victimes) parmi les gouvernements du tiers-monde, non producteurs de pétrole, ayant opté pour l'économie libérale au milieu du siècle dernier. L'amateurisme, dû à la jeunesse du secteur et au balbutiement de la profession, la variété mondiale des politiques touristiques, avec son lot d'incohérences, et la « multinationalité » des partenaires influents (créanciers et décideurs) ont fait apparaître des réalisations, des pratiques et des situations que les recherches et les analyses n'ont pas encore cernées de façon précise et objective. Globalement, le tourisme tiers-mondiste n'a été abordé et étudié, de manière plus ou moins approfondie, que très tardivement (Maroc, Tunisie, Égypte... pour ce qui est des pays du sud de la Méditerranée).

Comparativement aux autres secteurs et branches économiques, le tourisme est le parent pauvre de la recherche. Il présente le paradoxe d'être à la fois très sollicité politiquement (besoins socioéconomiques : emplois et recettes en devises) et très négligé professionnellement (gestion archaïque d'un secteur très sensible). La priorité accordée au tourisme – lorsque priorité il y a – et, par conséquent, à la formation et à la recherche vise des objectifs à dominante financière ; le plus saillant de ces objectifs est l'amélioration des investissements et des recettes, donc de la croissance³⁷.

34. Il s'agit de Jean-Michel Hoerner, auteur d'un ouvrage intitulé *Traité de tourismologie*, *op. cit.*

35. *Ibid.*

36. Voir à ce propos la *Revue Espace* n° 173 de juillet-août 2000 et n° 178 de janvier 2001, citée par Jean Michel-Hoerner dans *Traité de tourismologie*, *op. cit.*, p. 45.

37. Avec la mise en place par le PNUD de l'indice du développement humain (IDH), les politiques qui n'intègrent pas dans leur stratégie de développement des facteurs culturels et environnementaux sont mal cotées. Cet indice relègue les pays concernés au bas des tableaux des classifications de cet organisme onusien ; le Maroc est classé 124^e en 1999, sur les 185 pays concernés (112^e en 2000 sur 170 pays). Ce qui est loin de refléter l'image d'un Maroc tant vantée par la propagande locale.

L'expérience touristique des pays en développement constitue pour le géographe, le sociologue, l'économiste, le juriste et tout chercheur intéressé, un champ d'investigation intéressant qui a la particularité de séduire, dans un premier temps, et de satisfaire ou de décevoir par la suite.

La séduction, voire l'enchantement, vient du fait que les pays étudiés, ou à étudier, n'ont pas encore livré leurs secrets en matière de tourisme, faute d'études et de recherches qualitativement appréciables et quantitativement disponibles. À la faiblesse de la recherche en général s'ajoute la réticence à s'engager dans un secteur peu valorisant pour le chercheur.

La recherche universitaire a très faiblement investi un champ pourtant très riche : rares sont les chercheurs qui consacrent, de façon continue et sur une longue période, l'essentiel ou une large part de leurs investigations aux aspects géographiques, entendez aux implications spatiales de manifestations économiques, sociales et environnementales, d'un secteur complexe dont la dynamique n'a cessé de s'affirmer³⁸.

Il y a de quoi s'inquiéter quand on sait que même dans les pays développés, où le tourisme est en passe de devenir une « nouvelle religion », la recherche en tourisme semble relever d'un effort vain. « Pour un chercheur, il faut comprendre que les vacances apparaissent souvent comme un objet scientifique "léger". Un peu comme un sexologue dans une réunion d'industriels. Et d'ailleurs, on ne fait pas carrière sur un tel thème. Aucune grande institution de recherche n'y consacre quelque énergie³⁹. » Il va sans dire que c'est aux chercheurs dans le domaine du tourisme de relever le défi. Chose qui ne saurait se réaliser sans l'unité de l'action et non l'unité de la pensée : travailler ensemble et penser différemment.

4.3. RECHERCHES UNIVERSITAIRES ET ÉTUDES DES BUREAUX PRIVÉS : PARTENAIRES BÉNÉVOLES NÉGLIGÉS ET BÉNÉFICIAIRES PRIVÉS PRIVILÉGIÉS

La recherche en tourisme dans les pays en développement, tout comme la formation de haut niveau, revêt un caractère accessoire. Dans ces pays en quête d'un hypothétique équilibre sociétal, qui consisterait à soumettre le social au politique par le biais d'un auvent économique de saupoudrage,

38. Jean-Marie Miossec, « Tourismes dans le monde arabe : Méthodes et concepts », dans *Recherches urbaines dans le monde arabo-musulman*, Centres d'études et de recherches URBAMA (Urbanisation du monde arabe), Université de Tours, 1995 ; fascicule de recherches n° 24, p. 97-114.

39. Jean Viard, *op. cit.*, p. 17.

la recherche n'a ni les mêmes fondements ni les mêmes préoccupations que dans les pays du Nord. Car les gouvernants et les privilégiés du tiers-monde sont les premiers à s'opposer à toute tentative politico-économique capable d'enclencher un processus de développement équitable, par peur de rendre le savoir accessible à toutes les couches sociales et de se voir obligés de partager les centres de décisions avec les nouvelles élites du savoir et finir, à la longue, par perdre le pouvoir ! Il s'agit d'un élitisme qui se transmet par héritage et où le nom de famille prime souvent sur le diplôme et autre aptitude professionnelle dans l'octroi d'un poste de responsabilité.

Tableau 2.3

POURCENTAGE ALLOUÉ DU PIB À LA RECHERCHE PAR PAYS

<i>Régions ou pays</i>	<i>Part dans le PIB</i>
Amérique du Nord	2,5 %
Japon et NPE*	2,3 %
Europe occidentale	1,8 %
Océanie	1,5 %
Moyenne mondiale	1,4 %
CEI	1,0 %
Europe centrale / orientale	0,8 %
Chine	0,8 %
Inde et Asie centrale	0,6 %
Afrique subsaharienne	0,3 %
Asie du Sud-Est	0,3 %
Amérique latine	0,3 %
États arabes	0,2 %

* Nouveaux pays émergents.

Source : *État du monde 2001* et UNESCO (citée par *Libération*, quotidien marocain d'expression française, du samedi 3 et dimanche 4 juillet 1999). Au Maroc, le budget alloué à la recherche est passé de 0,3 % en 2000 à 0,7 % en 2001 pour accompagner la réforme lancée par le ministère de l'Enseignement supérieur visant à rendre efficaces et autonomes les universités marocaines.

La majeure partie des études réalisées dans le domaine du tourisme demeure partielle, sectorielle ou introductive : études par branche, par région, par thème. D'autres analyses, plus réduites mais condensées, consistent en des reportages journalistiques (souvent chèrement payés), de rapports

d'organisations spécialisées, de monographies émanant d'organismes publics ou de dossiers d'informations constitués par des multinationales hôtelières opérant dans les pays récepteurs. Les études commandées par certains pays en développement à des bureaux d'études étrangers revêtent, pour la plupart, un aspect de prestige ou, dans d'autres situations, un appui (soutien publicitaire) à la politique mise en place par des instances gouvernementales⁴⁰ en quête de reconnaissance émanant des organismes reconnus mondialement pour leur expertise⁴¹.

Faut-il à ce sujet rappeler que, du fait que les statistiques et les données de base sont fournies par ces mêmes instances à « ladite » expertise, les conclusions et résultats attendus sont presque connus d'avance, parce qu'indirectement suggérés, pour ne pas dire téléguisés.

Aussi est-il nécessaire de signaler que les données statistiques que diffuse l'OMT sont à considérer avec précaution, car elle ne fait que traiter, avec précaution certes, les données collectées et envoyées par ses adhérents et membres affiliés (pays, territoires...). Il faudrait préciser que dans l'esprit de nombreux responsables du tourisme des pays récepteurs du Sud, le gonflement des statistiques touristiques est un bon moyen pour se faire une publicité gratuite par la plus renommée des institutions touristiques du monde⁴².

De plus, les propositions qui découlent de ce genre d'études et qui sont censées aboutir à une meilleure exploitation et à un développement adéquat du secteur, paraissent souvent erronées, pour plusieurs raisons, dont trois méritent d'être citées.

-
40. Il y a aussi des situations d'entente entre bureaux d'études et commanditaires de l'étude donnant lieu à des dessous-de-table consistants.
 41. Au Maroc, on dénombre pas moins d'une trentaine d'études, nationales et régionales, réalisées en majorité par des Bureaux d'études étrangers (voir bibliographie). À notre connaissance, les conclusions et résultats auxquels sont parvenus ces études n'ont fait l'objet d'aucune application remarquable, jusqu'à présent, à l'exception des études des sites et des localités réalisés par les investisseurs eux-mêmes. La dernière étude en date remonte à 1995 : *Étude stratégique d'aménagement touristique*, Groupement URBAPLAN (Suisse) et CIG, EDESA, IIHEM. Dans son étude, ce bureau a classé certaines régions des « sites d'intérêt biologique et écologique » (SIBE), et appelle à leur sauvegarde. En l'an 2000, le ministère du Tourisme lui a commandé une étude de faisabilité sur l'un de ces sites et le fameux bureau a déclaré le site apte à recevoir des équipements balnéaires. Il faut dire que ces SIBE ne sont régis par aucune loi.
 42. Le Maroc avait toujours refusé de comptabiliser ces citoyens travaillant et résidant de façon permanente à l'étranger comme des touristes (près de deux millions de personnes, surtout en Europe). Ce qui a donné une idée différente de ce qui se passe dans d'autres pays. Il paraît que, dorénavant, les RME (résidents marocains à l'étranger) vont figurer dans les statistiques officielles des arrivées touristiques.

Premièrement, en plus des statistiques retouchées, « épurées » ou « dopées » pour des raisons évidentes, les bureaux d'études avaient tendance (par le passé) à vouloir inciter les pays en développement à s'engager sur la voie du libéralisme, par le biais du tourisme. Dans de rares cas aussi, ces bureaux étaient parrainés par des groupes financiers étrangers (ou mixtes) pour préparer le terrain, dans l'éventualité d'un investissement important pour le pays et avantageux pour le promoteur. Ces groupes financiers avaient souvent des relations tacites avec des dirigeants nationaux influents dans le domaine de la planification ; des dirigeants qui s'avéreront par la suite, mais dans des cas isolés tout de même, être des investisseurs touristiques agissant par le biais de l'actionnariat, tout en occupant des postes de haute responsabilité.

Deuxièmement, les conclusions émises sont souvent inspirées des modèles occidentaux (voire calquées sur eux). D'où un décalage flagrant entre les diagnostics et les propositions faites par ces cabinets d'études et la faiblesse ou l'insuffisance des moyens humains et matériels auxquels il est alors fait appel pour améliorer la situation. Et cela sans parler du non-respect des exigences et des délais nécessaires à l'exécution des projets, ni des méfaits d'une défaillance administrative chronique, résultat d'une lourdeur bureaucratique répulsive. Une administration paralysée et paralysante qui doit sa survie à sa solidarité corporatiste en lutte permanente contre l'intégrité et la conscience : leurs bas salaires les forcent à se faire payer autrement. Ces considérations ne font pas seulement retarder les réalisations prévues et conçues par ces bureaux, mais elles contribuent aussi à la déviation ou à l'inachèvement des projets engagés.

Troisièmement, les études et recueils de statistiques émanant des ministères de tutelle et des institutions étatiques nationales ont, généralement, une fâcheuse tendance à privilégier l'optimisme. Les auteurs de ces rapports officiels ou officieux pensent ainsi pouvoir faire de la « bonne publicité touristique » pour leurs pays (et / ou pour le régime en place) en soignant la forme au détriment du contenu. Le recours à la présentation sélective au détriment de l'information objective est destiné à embellir l'image extérieure du pays concerné. Ce qui pose, et de façon sérieuse, le problème de la fiabilité des données officielles et de la crédibilité des instances qui en ont la charge.

Ainsi, en cherchant à influencer la demande par des propos alléchants et des chiffres obligeants, les responsables du tourisme finissent par désorienter le planificateur et dérouter l'investisseur. Les consignes et instructions à connotation nationaliste, qui incitent les employés et les

fonctionnaires de l'État à afficher en toute circonstance la formule routinière qui consiste à faire croire que « tout va bien », sont en réalité des « directives implicites fermes » de haut niveau. Cette « maladie juvénile » des politiques des pays du Sud a fini par faire de l'information ordinaire, voire banale, un secret d'État. En réalité, ce manque de transparence, qui va jusqu'à faire des résultats d'un recensement « des données confidentielles », fait partie d'une stratégie de camouflage des échecs étatiques et constitue, en même temps, un révélateur de l'absence de démocratie.

4.4. INVESTIGATIONS OCCASIONNELLES

ET ÉTUDES OPÉRATIONNELLES :

NI DÉBOIRES, NI GLOIRE OU L'HEURE DE VÉRITÉ

Il n'est pas rare de voir des chercheurs ou des investisseurs intéressés par des informations objectives sur un pays d'Afrique, par exemple, orienter leur investigation vers l'extérieur du pays en question pour être au courant de sa réalité interne.

Pour sa part, le chercheur accrocheur ou obstiné trouve dans cette situation anachronique un créneau idéal où, au plaisir de vérifier des hypothèses et des postulats, se conjugue la satisfaction d'élaborer des méthodes d'analyse adaptées à la complexité de la situation, en vue de dresser des constats objectifs et de dévoiler des réalités touristiques inédites du milieu étudié, ou du moins une partie de celles-ci.

Tout le jeu et l'enjeu consistent à dévoiler par quelque méthode les réalités constamment occultées par les uns (récusation de la transparence) ou insaisissables pour d'autres (absence de stratégie). Les statistiques étant ce qu'elles sont (approximatives, incomplètes ou maquillées...), rarement complètes et objectives, la compétence et l'habileté consistent à recueillir les données disponibles et à en vérifier la véracité, et à construire l'information de façon scientifique (enquêtes, sondages, déductions, estimations, entretiens, observations...) pour combler des « blancs » soigneusement laissés dans la statistique officielle⁴³. C'est à ce niveau, comme nous l'avons signalé tout au début, que l'exercice devient à la fois captivant et entreprenant pour ceux qui connaissent le système de l'intérieur et qui disposent

43. Au Maroc, depuis le début des années 1980, les statistiques ont connu une nette amélioration et portent sur tous les domaines. N'empêche, les agents de certains ministères, y compris celui du tourisme, continuent à prêcher par excès pour ce qui est des réalisations et par défaut pour ce qui est des inconvénients.

de la compétence scientifique appropriée. Pour un chercheur ambitieux, c'est l'occasion de satisfaire sa curiosité et, en même temps, de résoudre un casse-tête décourageant pour le moins persévérant.

Au Maroc, des recherches d'importance inégale (une trentaine de thèses et de diplômes d'études supérieures) ont abordé le tourisme international (rarement le tourisme des nationaux) à des degrés différents. Une thèse d'État⁴⁴ en géographie a étudié de façon très originale le tourisme national ou intérieur au Maroc sous ses multiples facettes.

Dans les pays en développement, on peut dire qu'il y a autant d'expériences et de modèles touristiques⁴⁵ que de pays ouverts au tourisme, à ceci près, cependant, que le tourisme social est, de façon quasi absolue, absent des politiques « touristiques » de ces pays. Cette hétérogénéité, jalonnée d'insuffisances, est à l'origine des difficultés qui empêchent une homogénéisation des pratiques, une standardisation des approches et une concordance des méthodologies appliquées à l'élaboration des statistiques. Elle contribue aussi à la faiblesse ou au tâtonnement, concernant la création des centres et des écoles de formation, comme elle empêche la mise en place d'une politique de promotion avec des objectifs précis, sans parler des occasions ratées quant à l'acquisition de nouvelles méthodes de marketing et de gestion touristiques, capables d'assurer dans de bonnes conditions le fonctionnement, le contrôle et le suivi de la profession. La disparité des objectifs et la multiplicité des intérêts sont à l'origine de ces divergences de vision.

Tout cela a fini par donner lieu à des méthodes et manières de faire assez peu unitaires, malgré les définitions élaborées par l'OMT pour faciliter les démarches et harmoniser les formules de quantification et de mesure ainsi que les méthodes d'analyse et d'évaluation. Les définitions élaborées et les instructions proposées en ce sens par des organisations internationales compétentes ou qualifiées en la matière, pour une meilleure application des modèles et règles universellement unifiés et reconnus, se heurtent encore à des obstacles assez nombreux. Ces derniers, pour rappel, sont de deux types :

44. Il s'agit de la thèse de Mohamed Berriane, *Tourisme national et migrations de loisirs au Maroc*, Université François-Rabelais de Tours, France. Étude géographique, éditée par l'Université Mohamed V, Publications de la Faculté des lettres et sciences humaines, Rabat, série Thèses et mémoires, n° 16, Imprimerie FEDALA, 1992, 516 p.

45. Il en est de même de l'idéologie, de la religion...

- Difficulté de faire des études de terrain de façon rationnelle pour aboutir à des résultats scientifiques du phénomène touristique analysés ;
- Incohérence dans les statistiques que fournissent les organismes nationaux qui en ont la charge (ministère de tutelle, police des frontières, office des changes...).

Si l'on s'accorde à dire que le tourisme est un fait sociologique de plus en plus structurant qui marque ou transforme, selon les cas, les espaces et les sociétés, c'est aussi un domaine où l'information pose un grand nombre de problèmes.

D'une part, de nombreux aspects de cette activité ne sont pas encore bien connus. Par exemple, « on identifie mal la place des résidences secondaires dans le parc des hébergements⁴⁶ », tout comme celle des complexes « touristico-immobiliers », connus sous le nom, très pompeux, d'appart-hôtels⁴⁷ ! Quant aux données relevant de la branche des emplois touristiques, elles sont encore très partielles et ne sont disponibles, la plupart du temps, que dans les pays occidentaux. La saisonnalité de ces emplois est très largement ignorée alors qu'elle constitue une caractéristique primordiale du phénomène touristique. D'autre part, les données statistiques disponibles sont très dépendantes des services officiels ou officieux, collecteurs de données de base et producteurs de l'information touristique finale. Et il n'est pas exceptionnel de constater que ces organismes se défendent (survie oblige) en faisant dire aux chiffres ce qui est souhaitable mais qui est rarement réalisé ou réalisable compte tenu des procédés lourds et des mentalités sclérosées.

Quant aux définitions courantes, elles ne manquent pas, elles non plus, de contradictions, et véhiculent énormément de contresens. C'est ainsi que l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) considère les hommes d'affaires comme des touristes. Or, ces voyageurs à la seule motivation économique et financière sont tout sauf des touristes, puisqu'ils ne répondent guère à la condition qui fait du tourisme un déplacement d'agrément : « le tourisme est un ensemble de relations et de faits constitués par

46. Isabelle Sacareau et Philippe Duhamel, *Le tourisme dans le monde*, Paris, Armand Colin, coll. « Prépas Géographie », 1998, p. 7.

47. Ces termes servent d'alibi à des promoteurs immobiliers pour faire passer des projets immobiliers sous couvert de développement touristique, en profitant des facilités et avantages réservés aux projets purement touristiques.

le déplacement et le séjour de personnes hors de leur lieu de résidence habituelle, pour autant que ce séjour et ce déplacement ne soient pas motivés par une activité lucrative quelconque⁴⁸ ».

Le gouvernement suisse, qui apparemment a le sens des affaires, se limite à une définition de type « passe-partout », en rappelant que « le tourisme est l'ensemble des relations et des phénomènes qui résultent du voyage et du séjour des personnes, le lieu du séjour n'étant ni le lieu du travail ni le domicile principal permanent » (Gouvernement fédéral suisse, 1979).

C'est finalement l'OMT qui franchit le pas pour corriger le tir en affichant haut et fort que « le tourisme est l'activité de personnes qui voyagent en dehors de l'environnement habituel pour une période non supérieure à une année consécutive pour des motifs de loisirs, d'affaires ou autres » (OMT, 1995). Autrement dit, toute personne qui voyage est automatiquement « comptabilisée » touriste ! Et c'est tout simplement le voyage d'autrefois qui se retrouve, par la force des mots, « touristifié » !

4.5. DÉMARCHES PARTICIPATIVES ET MÉTHODES D'INVESTIGATION : ATTITUDE ET APTITUDE DU CHERCHEUR

Dans les pays développés, le tourisme est devenu une activité qui repose sur deux combinaisons logiques :

- « science-expérience », où la recherche (privée et publique) joue un rôle moteur. Elle permet d'améliorer continuellement la situation, en alimentant la gestion et la promotion avec des normes qui concourent à la qualité,
- « création-innovation », où l'imagination donne libre cours au génie de la prospection. C'est à ce niveau que l'esprit et la pensée, libérés de toute contrainte traditionnelle, parviennent à être en avance sur leur temps.

Dans la pratique, ces formules ne sont possibles que lorsque la gestion des ressources humaines, débarrassée des léthargies bureaucratiques (politiques et artisanes...) et libérée des raideurs coutumières (sociales et religieuses) est ancrée dans les esprits. À ce stade, la rationalité pourra

48. W. Hunziker et K. Krepf, *Théorie générale du tourisme*, Berne, Delta et Spes, 1993, cités par Pierre Py dans *Tourisme : un phénomène économique*, Paris, La Documentation française, 1986, p. 11.

trouver sa justification dans la recherche continue de la qualité. Cette harmonie à la fois « scientifique, technique et artistique » s'alimente du fruit d'une série d'actions que l'on peut regrouper en quatre catégories :

- observation, investigation et prospection, qui permettent non seulement d'aller au devant des besoins, mais aussi d'ouvrir d'autres perspectives d'action et de gestion dans les diverses branches de l'hôtellerie et du tourisme ;
- évaluation, contrôle et suivi, sans lesquels la correction, la réorientation et la relance des actions mal engagées risquent de passer, au bout d'un certain temps, de la phase d'erreurs conjoncturelles à celle d'incompétences structurelles ;
- correction, consolidation et développement correspondent au stade de maturité d'une activité planifiée en hôtellerie ou d'un développement intégré du tourisme ;
- promotion, commercialisation et fidélisation qui constituent l'objectif escompté de toute action d'aménagement et de développement touristiques.

Ce sont là, à notre avis, des pratiques fonctionnelles et commodes pour qui veut se lancer dans un management prospectif. Ces initiatives font appel à la participation de tous les indicateurs et acteurs du tourisme. Dans les pays en développement, ce dernier, par ses allures mi-modernes (moyens d'hébergement mal équipés et bas de gamme), mi-informelles (hébergement chez l'habitant, restauration de fortune, camping sauvage...) et modernes (établissements de grand standing, grandes firmes nationales et multinationales), est d'une complexité étonnante. Il y subsiste de nombreuses zones d'ombre, n'en déplaise à ceux qui croient que le dossier de la recherche touristique est clos, du moment qu'ils ont fait une grande recherche dans ce domaine.

Les réticences aiguës des autorités locales, envers des recherches dans des domaines pour lesquels elles n'ont que des données disparates (délinquance, prostitution, mendicité) ou seulement des repères flous (espionnage, drogue, émigration clandestine...), prouvent que la recherche dans les pays du Sud ne fait que commencer. Ces recherches, qui fouinent et fouillent dans la vie intime des groupes, des familles ou des individus (revenus et dépenses des foyers, frustrations et satisfactions des jeunes, difficultés liées au logement et au transport, divers usages de moyens d'hébergement...), ont curieusement de quoi déranger l'Autorité.

La déception est souvent la conséquence d'un désenchantement fâcheux. Elle intervient dans des cas où les données disponibles, en quantité et en qualité, sont inversement proportionnelles à la taille de la bureaucratie. Au fur et à mesure que les impasses se multiplient, l'incertitude s'amplifie et le découragement se fait dissuasif. Ces écueils sont ressentis comme un revers, lorsque des paramètres politiques et/ou des facteurs socioculturels sont maladroitement abordés. Il arrive que ces imprévus réagissent en chaîne de manière négative en paralysant les réseaux classiques de communication et déclenchent une sorte d'alerte notoire au sein des services administratifs possesseurs de l'information. Ils se montrent alors imperméables à toute tentative de prospection ou de sondage. Ce type de contrecoup est fréquemment rencontré dans les pays à régime fort. Dans d'autres cas, il est imputé au mauvais concours de circonstances où « l'opacité » de la société étudiée conjuguée à « l'imprudence » du chercheur enthousiaste, issu des nations développées ou y ayant fait une formation de haut niveau, débouchent sur une obstruction. Il en résulte souvent quatre cas de figures.

- C'est ainsi que des érudits habitués à la fiabilité et à la disponibilité des données, à la diversité et à l'abondance des sources d'information, se voient acculés à apprendre (ou à réapprendre) à recourir aux réseaux informels d'information. L'adaptation ou l'accommodation impose à l'intéressé une double attitude où il est primordial de se laisser adopter, momentanément, par le nouveau contexte, et de l'adopter soi-même, au profit de sa mission de recherche. Le plus étonnant est que ces fonceurs arrivent à garder une attitude neutre à l'égard des régimes peu fréquentables qui excellent dans l'art de la récupération, certes onéreuse, des intellectuels.
- En deuxième lieu, il n'est pas rare de voir des personnes d'un niveau d'instruction irréprochable, mais ne disposant pas de suffisamment de souplesse alternative ou, disons-le franchement, de « délicatesse » circonstancielle, se heurter à des blocages qui les poussent à prendre leurs distances sans toutefois abandonner. Ils persévèrent et finissent, le plus souvent, par effectuer une étude sur leur thème à distance, à défaut de pouvoir l'approcher et de pénétrer sa structure spatiale et sociale pour l'analyser de l'intérieur.
- Malheureusement, un genre de rigorisme scientifique ou de puritanisme moral empêche un grand nombre de chercheurs vaillants de s'intégrer, momentanément, au « système » d'accueil, afin de créer les conditions de symbiose minimales entre le thème de recherche, le milieu d'investigation et eux-mêmes, en vue d'approfondir leur analyse et réussir leur étude. C'est souvent une réaction consciente –

ou, plus rarement, inconsciente –, par opposition à l'idéologie du régime en place. Adeptes d'une attitude qui relève du « militantisme » dans la recherche, ils n'hésitent pas à qualifier de « traverstie » toute souplesse dictée par la circonstance ou imposée par la conjoncture. Pourtant, rien ne les empêche, une fois leurs travaux finis, de mettre l'accent sur les défaillances, les fraudes et les exactions, s'il y a lieu, du système. Une telle mention a plus d'effets positifs, à notre avis, sur le milieu étudié que l'attitude du refus passif ou celle de « la chaise vide ».

- Évidemment, à l'opposé de ces savants, incorruptibles pour cause de principes constants ou de convictions inviolables, il est des doctes prétentieux ou des instruits arrivistes qui ne demandent qu'à servir le système et à se servir de lui, indifféremment de sa crédibilité et de sa fiabilité, pourvu que la « collaboration » rapporte. Aux yeux de ces « marchands de la recherche », la fin justifie les moyens. Seule compte la contrepartie de leur obéissance pour améliorer leur position sociale ou leur situation matérielle, ou les deux.

Pourtant, personne ne nie le fait que le chercheur qui penserait pouvoir étudier la réalité touristique d'un pays (ou toute autre réalité) en se tenant à l'écart des systèmes et des valeurs qui régissent les sociétés concernées, ou qui écrasent ces dernières, pour dire les choses comme elles sont, le changement de milieu et la complexité des sociétés traditionnelles ne tardent pas à dresser moult obstacles et contraintes devant son élan.

Quant à la recherche « autochtone » dans les pays en développement, elle est encore jeune du fait que le tourisme lui-même y est très récent. À cela s'ajoute l'insuffisance des moyens et des conditions requises pour un travail de qualité (absence de laboratoires de recherche, insuffisance d'enseignement universitaire spécialisé, inexistence d'aides à la recherche...).

Or, il semble que ce retard, ou cette négligence, touche, toute proportion gardée, également les pays développés, pourtant connus pour l'ancienneté et la solidité de leur développement touristique. « Les implications spatiales des phénomènes liés au tourisme sont si considérables et évidentes qu'on est surpris des réticences, voire du dédain, longtemps manifestés par les géographes. Nombreux, et des meilleurs, étaient encore dans les années 1960 ceux qui tenaient le tourisme pour un thème mineur, presque marginal, de la recherche géographique⁴⁹. »

49 Yvette Barbaza, *Le paysage humain de la Costa Brava*, Paris, Armand colin, 1966, citée par Mohamed Berriane dans *Tourisme national et migrations de loisirs au Maroc*, op. cit., p. 11.

Mais ne faut-il pas voir dans ces réticences une attitude significative de la situation du tourisme du tiers-monde où le fait touristique n'est pas encore entré dans les mœurs. Le tourisme demeure un domaine apprécié uniquement pour ses valeurs matérielles (apport économique, création d'emplois) et non pour ses agréments sociaux et sociétaux (récréation et satisfaction sociales, plaisir et bien-être procurés par les vacances). Car ces charmes et agréments, presque réservés aux citoyens des pays émetteurs, sont souvent mal vus par une minorité de censeurs qui font de la frustration sociale une pudeur spirituelle écrasante.

4.6. RECHERCHE EN TOURISME AU MAGHREB : ACTIVITÉ MÉCONNUE D'UN SECTEUR ÉCONOMIQUE ÉMERGENT ET FLUCTUANT

Au Maghreb, le niveau de développement social et économique, la différence de régimes, l'ouverture précoce ou tardive de ces pays au libéralisme sont autant de facteurs qui déterminent l'échec ou la réussite des politiques touristiques. Il va de soi que ces considérations n'ont de sens que dans un contexte de stabilité politique.

La géographie du tourisme ne repose pas encore sur une base conceptuelle et théorique solide. Dans une certaine mesure, cela résulte de la relative nouveauté du tourisme comme domaine de recherche. Bien que les géographes aient commencé à s'intéresser à ce sujet il y a plus de cinquante ans, il a fallu attendre le début des années 1960 en Europe, et plus tard aux États-Unis et ailleurs, pour que des travaux consacrés au tourisme commencent à être fréquemment l'objet de publication (Pearce, 1979). De plus, il n'y a pas eu d'effort soutenu de recherche dans ce domaine : une bonne partie des travaux publiés ont été menés par des personnes dont l'intérêt pour le tourisme n'était que passager et qui, après avoir réalisé deux ou trois documents de recherche, à caractère généralement monographique, retournaient à leur branche disciplinaire plus classique et mieux acceptée ou s'en allaient vers de nouveaux domaines.

Douglas Pearce, *Géographie du tourisme*, Paris, Nathan, 1993, p. 9.

Dans le « monde en développement », les thèmes déblayés par les premières investigations de la période coloniale ont fini par ériger des méthodes et des disciplines de recherche en « école classique ». En géographie, l'École du Maghreb est restée très longtemps dominante, en France. Mais sur quelque 1550 thèses en géographie (thèses de troisième cycle, nouveaux doctorats et thèses d'État) présentées entre 1968 et

1990⁵⁰, on dénombre à peine une vingtaine de recherches portant spécialement sur le tourisme, et une trentaine de travaux qui se satisfont d'aborder, dans une section ou un chapitre, quelques aspects du tourisme. On note aussi que le Maroc est le plus étudié (58 % des travaux recensés); en deuxième position viennent l'Algérie (21,5 %) et la Tunisie (20,5 %)⁵¹.

Au Maghreb, les études sérieuses sur le tourisme ne datent que de la fin des années 1970. Ceux qui se sont lancés dans cette voie ont subi la loi de la sélection due à des contraintes, ou à des atouts et autres possibilités inhérentes au secteur ou au chercheur lui-même. Il arrive que ce dernier pêche par excès de zèle en se fiant plus à sa propre vision du milieu « sociétal » dont il est issu qu'à une analyse scientifique de celui-ci, et se croit, naïvement, spécialiste « sur titre » ou par affiliation du couple « thème-milieu » de recherche du fait de son appartenance à l'environnement étudié.

Mais, en pratique, et dans la plupart des cas, l'inverse est vrai. La pesanteur culturelle ou le « conditionnement idéologique » instaurent une sorte d'autocensure « refoulée », empêchant bon nombre d'universitaires de qualité d'aller jusqu'au bout de leurs pensées, sans parler de ceux qui se prêtent au jeu des recherches téléguidées ou commanditées pour légitimer telle action ou telle autre activité. Sclérose idéologique et pesanteur culturelle, nouveauté du thème et manque de données, tout cela explique en partie la rareté des études et des travaux menés par les chercheurs nationaux sur le tourisme dans leur pays ou leur région, et, en même temps, le caractère répétitif ou monographique de certains travaux de recherche. Dans le cas du Maroc, un chercheur spécialisé dans le domaine a écrit récemment que :

[...] si le tourisme, en tant que sujet d'étude, a été longtemps considéré par les géographes français comme un sujet « frivole », ne suscitant que réserve et méfiance, il a été pour nous encore plus difficile de faire admettre l'utilité de ce thème au sein de la communauté géographique marocaine naissante [...] L'étude du tourisme au Maroc et dans les pays du Tiers-monde en général, ne se justifie à la rigueur que si l'objet de la recherche se limitait au tourisme international⁵².

-
50. Exploitation des données informatisées du centre de documentation d'URBAMA (Urbanisation du monde arabe) et concernant la géographie urbaine, par Jean-François Troin, Université de Tours, France.
 51. Jean-François Troin, « Thèmes et lieux de recherches chez les chercheurs français et francophones en géographie urbaine au Maghreb », dans *Recherches urbaines dans le monde arabomusulman*, Tours, URBAMA, Institut de géographie, Université François-Rabelais, 1995. (Il s'agit uniquement de thèses de géographie soutenues en France.)
 52. Mohamed Berriane, *Tourisme national et migration de loisirs au Maroc : étude géographique*, op. cit., p. 11.

Allusion est faite ici au tourisme intérieur naissant, complètement négligé par la planification et par la recherche. Et pourtant, la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte, le Liban... et principalement le Maroc font partie des pays arabo-méditerranéens où les nationaux de différentes formations et couches sociales s'intéressent, de plus en plus, à ces pratiques valorisantes au plan social et récréatives au plan moral, dans des sociétés où l'extrémisme religieux grignote fortement et progressivement du terrain. Cela ne signifie pas que le tourisme des nationaux soit absent dans les autres pays arabo-musulmans.

Avec les pétrodollars et les transferts des émigrés, les recettes touristiques constituent la principale source de revenus extérieurs des pays du monde arabe. L'importance des classes moyennes citadines a très tôt généré un mode de vie où les loisirs occupent une place centrale, qu'il s'agisse de loisirs d'intérieur, d'extérieur ou mixtes. La persistance de solidarités familiales, maintenues de la campagne à la ville, de la tribu au quartier, et la tradition de mobilité sur de grandes distances, favorisent les déplacements pour des raisons autres que le travail, c'est-à-dire le tourisme⁵³.

Cet avis est nuancé par l'un des rares sociologues marocains qui s'intéressent au tourisme. Il évoque quatre raisons ou facteurs qui démontrent que le tourisme social existait sous une forme traditionnelle dans les sociétés arabes avant l'arrivée des Européens considérés, à tort ou à raison, comme les premiers agents propagateurs du tourisme, en général, et du tourisme populaire ou social, en particulier :

- Le loisir ne se réduit pas à une mode occidentale ou une création du capitalisme, il est dans les sociétés arabes, comme partout, la partie la plus étendue et la plus attractive du temps libéré par la métamorphose universelle du travail moderne. Il en est ainsi dans le passage du travail traditionnel au travail moderne, à la ville comme à la campagne, dans les sociétés arabes depuis la fin du siècle dernier.
- Avec l'introduction et l'émergence de ce travail moderne, les pauses du travail traditionnel caractérisées par les rites et les fêtes religieuses se sont métamorphosées et se sont accrues d'un ensemble d'activités indépendantes et d'une toute autre signification pour l'expression individuelle ou collective de l'individualité masculine ou féminine à tout âge et de toute catégorie sociale.

53. Jean-Marie Miossec, « Tourisimes dans le monde arabe : Méthodes et concepts », *op. cit.*, p. 97-114.

- Ces pratiques de loisir malgré leur croissante diversité ont une très forte unité axiologique à trois termes : elles valorisent l'expression de soi par le corps et l'esprit, la relation affective avec l'autre, la symbiose avec la nature (extérieure et intérieure). Cette unité se fait dans l'ambiguïté, tant ces valeurs sont proches de contre-valeurs sociales (drogues, délinquance), mais elles changent aussi en profondeur l'équilibre général des relations entre les sujets sociaux (individualités) et l'ensemble des institutions sociales de notre époque (J. Dumazedier).
- Il n'est donc pas étonnant que ces valeurs de loisirs entrent dans de nouvelles interactions avec les valeurs religieuses. Il en est ainsi pour les valeurs de l'Islam comme pour toutes les autres valeurs religieuses. Ces dernières ne disparaissent pas comme on l'a cru naïvement à l'ère scientifique du XIX^{ème} siècle européen. Elles se transforment et exercent alors une réelle influence sur les valeurs du loisir moderne dans un néo-islamisme qui se cherche⁵⁴.

Mais il faut rappeler que la manne pétrolière a fait des pays producteurs de cette énergie des « centres émetteurs particuliers ». Moins attirés par leurs propres pays (souvent désertiques à l'exception de l'Algérie), ces nouveaux touristes, grâce à la disponibilité des devises fortes, vont à l'assaut des pays développés où les conditions de l'anonymat et les possibilités de dévouements extrêmes, et coûteux aussi, sont possibles.

D'un autre côté, étant donné l'ampleur que ne cessent de prendre, d'une année à l'autre, le chômage des diplômés et la stagnation inquiétante du tourisme, à cause des turbulences et violences qui affectent le pourtour de la Méditerranée d'abord et le reste du monde ensuite, les recherches s'orientent vers des domaines où les possibilités de recrutement sont encore réelles ou possibles ; d'autres encore, séduits par la mode, sont à l'affût des thèmes d'actualité (intégrisme, émigration, urbanisation, environnement...).

Dans les disciplines juridiques et économiques, le tourisme occupe toujours une place marginale. En consultant un répertoire⁵⁵ des mémoires et thèses soutenus sur le Maroc, en France, de 1900 à 1991, soit quelques 1 400 études, on est frappé par la rareté des recherches effectuées sur le tourisme en général et la quasi-absence des études sur le tourisme social :

54. Aziz El Ouarti, « Pratiques religieuses et pratiques du loisir dans les pays arabes d'hier et d'aujourd'hui : la version néo-islamique », dans G. Pronovost, C. Attias-Donfut et N. Samuel (dir.), *Temps libre et modernité : Mélanges en l'honneur de Joffre Dumazedier*, Sainte-Foy et Paris, Presses de l'Université du Québec et L'Harmattan, 1993, p. 187-206.

55. Mohamed Chafi, *Un siècle de recherche sur le Maroc : Répertoire (droit et sciences économiques)*, Marrakech, Publications universitaires du Maghreb, 1991.

Économie	581	soit 42,1 %
Droit	559	soit 40,6 %
Politique	224	soit 16,2 %
Tourisme	015	soit 1,1 % ⁵⁶

C'est d'ailleurs pour ces raisons que les échanges socioculturels dans le cadre des institutions universitaires et de recherche, entre le Nord et le Sud, constituent des opportunités et des laboratoires où s'élaborent, s'affrontent et se complètent les analyses et s'améliorent les idées. Malheureusement, ces forums où s'estompent les préjugés, les partis pris et les pesanteurs de toutes sortes, sont encore inaccessibles à bon nombre de chercheurs du tiers-monde. Faut-il alors espérer qu'un jour l'Internet arrivera à combler ce fossé ?

C'est un lieu commun que de dire qu'en se frottant les unes aux autres, les opinions subjectives se remettent en question et finissent, à la longue, par s'autocorriger, en se confrontant à la réalité. C'est aussi grâce aux échanges socioculturels et aux recherches scientifiques que les œillères d'un grand nombre de chercheurs commencent à tomber de façon progressive ; car c'est en cherchant constamment à compléter son capital de connaissances par un apport rationnel des expériences d'autrui que le chercheur accède à la seule richesse de ce monde qui n'est jamais menacée par la faillite : le savoir. N'est-ce pas là le fondement du tourisme aristocratique des siècles derniers : « les voyages forment la jeunesse » ? Avec l'avènement des grands explorateurs, le voyage (aujourd'hui devenu tourisme !) était synonyme de grande recherche (*cf.* Darwin, Marco Polo, Ibn Batouta...).

Mais comment faire, de nos jours, dans un monde où les citoyens des nations riches et démocratiques ont la possibilité ou le privilège, pour ne pas dire le droit de voyager, alors que ceux des pays du Sud vivent de plus en plus dans leur pays comme des consignés à « territoire surveillé » ?

56. Ce pourcentage exclut les thèses et mémoires soutenus au Maroc. L'Institut supérieur international du tourisme de Tanger est le seul établissement spécialisé dans la formation touristique de niveau supérieur ; il délivre un diplôme de type Bac + 4, avec un mémoire de fin d'études qui traite obligatoirement d'un thème à caractère touristique.

5. DE LA FORMATION HÔTELIÈRE ET TOURISTIQUE : 5.1. FORMER POUR ADAPTER OU « CONDITIONNER » POUR SERVIR⁵⁷ ?

Chaque fois qu'il est question de bilan ou de simple évaluation de l'instruction, en général, et de la formation hôtelière et touristique, en particulier, les avis, même les plus avisés, divergent. Peu satisfaisante dans l'ensemble, la formation hôtelière et touristique a le mérite d'exister, malgré ses nombreuses contraintes et difficultés.

Aussi faut-il dire d'emblée que les rares pays du Sud qui ont réussi à s'affirmer dans ce domaine ont développé des systèmes de formation avec des conceptions « personnalisées ». Les observateurs avertis pensent que le secret de cette percée réside dans une conception cognitive, fécondée par un apport savamment dosé du savoir international, de la technique et de la pratique, le tout greffé sur un support socioculturel endogène, ouvert aux contributions et échanges intersectoriels.

5.1. FORMER OU TRANSFORMER : STANDARDISATION DE LA FORMATION OU ADAPTATION DU SAVOIR-FAIRE ?

Contrairement à l'instruction scolaire, à l'enseignement universitaire ou à l'apprentissage professionnel dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie ou de la technologie, la formation touristique a la dure et noble tâche à la fois de préparer des hommes et des femmes à « être au service des autres, sans être leurs serviteurs⁵⁸ ».

Plus que dans n'importe quel autre enseignement, celui du tourisme exige d'un apprenant, en plus du savoir-faire et du savoir tout court, d'accéder au savoir-être, universellement admis. Un savoir-être jaugé à l'aune du savoir-vivre, qui découle lui aussi d'un mode de vie propre aux pays occidentaux, fondateurs et dépositaires de ces manières d'être dites civilisées. Ce qui consiste en quelque sorte à enfileur un comportement, comme on enfile ces tenues et uniformes qui vont avec et qui sont conçus par les spécialistes du tourisme et de l'hôtellerie. Il s'agit d'une accommodation vestimentaire et comportementale censée répondre aux besoins et aux exigences de la profession. Cette sollicitation peut paraître banale dans un

57. Ce sous-titre est extrait d'un article intitulé « Formation en tourisme et culture dans les pays en développement », dans *Téoros international* (Revue de recherche sur la formation en tourisme), vol. 1, n° 1, 1993, p. 58-64.

58. José Seydoux, *Accueil d'aujourd'hui et de demain*, Denges, Delta et Spes, 1984.

pays développé, où le mode de vie, le développement et la démocratisation des loisirs font que l'enfant est tôt imprégné d'une culture touristique. Par contre, dans de nombreux pays en développement, le poids de la tradition et du système tribal, la hiérarchie dans le clan ou dans la famille, le poids de l'informel ou de la « débrouille » et la vie au rythme des cycles biogéographiques font que toute « réhabilitation » du comportement n'est possible qu'au prix de traumatismes ou de frustrations, à moins d'une pédagogie miraculeuse. Bien entendu, et heureusement d'ailleurs, il existe des exceptions, et donc des aptitudes à pouvoir s'adapter. Il n'est pas rare d'ailleurs de voir dans les hôtels de renommée le personnel exhiber le costume traditionnel. Pour les uns, c'est un signe d'intégration à la culture locale ; pour d'autres, c'est plutôt une touche exotique du marketing touristique.

Qu'advient-il alors du comportement originel, fruit d'une somme d'éducatrices et d'expériences, d'idéologies et de croyances, d'aspirations et de sentiments ?

Comme partout dans le monde, il y aura toujours d'un côté les conservateurs orthodoxes pour défendre l'authenticité et, de l'autre, les « évolutionnistes » novateurs pour acclamer l'émancipation !

Mais gardons-nous de tout jugement de valeur, de surcroît hâtif. Nous sommes obligé, une fois de plus, de rappeler que dans les pays du tiers-monde, les mutations sociales lentes et les changements sociétaux brusques sont le fait de plusieurs agents socioéconomiques : école, télévision, exode, urbanisation, etc. (voir plus haut). L'exemple de certains pays producteurs de pétrole, où le tourisme est à peine présent, et où les mutations sont rapides, est à cet égard éloquent. Qu'il nous soit permis, en tant qu'acteur et sujet du tiers-monde, de faire une remarque, au risque de surprendre ou de choquer : il n'y a, à vrai dire, que le sous-développement, pour ne pas dire la pauvreté, qui cohabite avec certaines traditions sans les altérer.

Mais est-ce là une raison valable pour se tenir à l'écart du progrès ? Encore faut-il pouvoir se mettre à l'abri d'une évolution universelle qui n'épargne aucun pays ni peuple, y compris les Inuits du pôle Nord, les Indiens d'Amazonie, les Pygmées d'Afrique et les Aborigènes d'Australie. Il y a donc urgence à faire un choix : s'adapter avec conscience ou subir avec contrainte.

Dans l'esprit des jeunes, souvent mal informés et peu formés, tradition rime avec sous-développement, quand ils ne font pas de ces deux termes, pourtant fort distincts, des synonymes. Avec l'effondrement des

idéologies et systèmes socialo-communistes, les valeurs occidentales ont davantage de chances de briller et d'éblouir le Sud. Le nouvel ordre économique mondial proclamé par les grandes puissances n'est qu'un prélude à un « ordre socioculturel mondial standardisé ». C'est pourquoi aujourd'hui, plus que par le passé, tout développement qui se veut rationnel, viable et surtout humain, « suppose que chaque individu et chaque peuple aient la possibilité de s'informer, d'apprendre et de communiquer son expérience⁵⁹ ». Si l'on admet que « la liberté culturelle de l'individu n'est pas absolue⁶⁰ » et que celui-ci « peut participer à plusieurs cultures⁶¹ », le tourisme constitue à cette fin un terrain idéal et une activité propice au brassage des cultures ; c'est aussi une tribune accessible et efficace pour une diffusion internationale de la culture des pays en développement. Pour ce faire, le recours à une planification intégrée du tourisme et à une formation touristique adaptée est indispensable, et les deux actions sont indissociables.

Partant de ces considérations, la formation en tourisme est loin d'être un simple fait de maîtrise d'une technique, d'une langue⁶² ou d'une accumulation de connaissances. Il ne fait pas de doute que c'est un domaine où l'aptitude morale, la capacité d'adaptation, l'esprit de créativité, le mobile de motivation et le sens des relations humaines jouent un rôle primordial.

Faut-il donc conclure que les candidats aux écoles d'hôtellerie ou de tourisme doivent avoir une prédisposition particulière pour accéder à la formation en question ? Plutôt que de parler de prédisposition, il vaudrait mieux privilégier les notions de motivation et d'adaptation en misant sur la compétence du formateur, l'aptitude de la jeunesse et la capacité de la formation à faire évoluer les individus dans le bon sens.

59. D'après une note de l'OMT, de sa sixième session tenue à Sofia, en septembre 1985. Pour plus de détails, voir le rapport intitulé *Rôle de l'État dans la sauvegarde et la promotion de la culture comme facteur de développement touristique et dans la mise en valeur du patrimoine national de sites et de monuments à des fins touristiques*.

60. OMT, *Rôle de l'État dans la sauvegarde et la promotion de la culture comme facteur de développement touristique et dans la mise en valeur du patrimoine national de sites et de monuments à des fins touristiques*, op. cit.

61. *Ibid.*

62. Il est à signaler que la langue d'enseignement en Afrique pose des problèmes aux responsables de l'éducation et de la pédagogie. Dans la presque totalité des pays africains, la langue maternelle n'est pas celle de l'enseignement. L'exemple du Maghreb est à cet effet édifiant : les deux langues maternelles étant l'arabe dialectal ou le berbère, la langue officielle de l'enseignement est l'arabe classique. Le français arrive en troisième position et constitue, cependant, la langue de formation des principales matières scientifiques et techniques.

5.2. LA FORMATION ENTRE MODERNITÉ ET IDENTITÉ DANS LE TIERS-MONDE : OU COMMENT S'OUVRIR SANS SOUFFRIR

Le raisonnement qui précède semble vouloir dire que la formation hôtelière et touristique a le devoir de former et la possibilité de « transformer » sans déstabiliser, pour aboutir à une adéquation par adhésion. Ces propos comportent un risque de malentendu ; tâchons de l'écartier : la transformation ne doit en aucun cas être perçue comme une opération d'acculturation. Il s'agit de préférence d'une adhésion consciente et d'une acquisition valorisante visant la réalisation d'une symbiose entre la « culture originelle », d'un côté, et la « culture savante » et le « savoir-faire », de l'autre. Le but recherché est sain : éviter que l'apport de la formation moderne n'occulte, d'une façon ou d'une autre, l'acquis culturel de la personne destinée à un emploi touristique. Car le vécu culturel (ou spirituel) peut constituer un substratum rigide et imperméable sur lequel viennent se briser toute initiative dépourvue de psychologie adéquate et tout enseignement démuné de pédagogie appropriée. Ce qui ne manquera pas de donner lieu à des blocages.

En fait, il serait vain, à notre avis, de chercher à discuter des relations réelles ou possibles entre la culture et la formation en tourisme sans les situer dans leur contexte social, économique et politique au niveau international. Passant déjà pour être compliquées et complexes en pays développés, ces relations nous invitent à une approche prudente lorsqu'il est question des pays en développement.

Délibérément, nous avons omis dans ce volet de parler des facteurs favorables au progrès et au développement du tourisme pour ne mettre l'accent que sur les contraintes à prendre en compte dans l'espoir d'une réorganisation du secteur touristique et, partant, de la formation.

En effet, la création des premiers centres, écoles hôtelières et instituts de tourisme est à placer dans le contexte économique général de chaque pays. De plus, le tourisme, phénomène nouveau dans ces pays, a été soumis à rude épreuve : manque d'expérience, actions hâtives et solutions circonstancielles imposées par différentes crises locales et internationales. Le recours à l'importation du personnel et à des modèles étrangers d'un côté, et de l'autre, à la formation sur le tas des nationaux et à des actions de « bricolage », autorisées et encouragées par l'absence d'une réglementation étoffée de la profession touristique, n'ont pas manqué de susciter des controverses : sentiment de ségrégation et de dévalorisation sociale du métier aux yeux des jeunes soucieux avant tout du changement de leur statut social.

L'insuffisance de formateurs spécialisés et l'absence de branches universitaires d'enseignement et de recherche sur le tourisme avaient privé la formation naissante de soutiens et de moyens d'échange indispensables à sa vulgarisation, à sa valorisation et donc à son épanouissement (revues et manuels spécialisés, thèses, mémoires, etc.).

Par ailleurs, les pays qui ont surmonté difficultés et problèmes ont sûrement bénéficié de circonstances favorables :

- la proximité des pays émetteurs a engendré des émissions touristiques et des échanges commerciaux qui revêtent un caractère privilégié et stimulant ;
- le libéralisme économique a facilité la circulation des biens, des personnes et surtout des idées, vers les pays dits modérés ;
- l'existence d'une élite, formée au temps de la colonisation et rodée aux pratiques de la gestion de l'économie moderne, a facilité et favorisé l'introduction et le développement du tourisme ;
- la stabilité politique de quelques rares pays (Maroc, Tunisie, Sénégal...) a un impact considérable sur l'investissement, l'épargne, la sécurité et, par voie de conséquence, sur la formation.

Au terme de ce deuxième chapitre et une fois de plus, notre réflexion nous amène à rejeter tout « identitisme » qui se réclame d'une quelconque pureté ainsi que toute mondialisation qui ne fait pas d'exception. Faut-il alors rappeler que « la culture constitue une dimension fondamentale du processus de développement et contribue à renforcer l'indépendance, la souveraineté et l'identité des nations⁶³ » ? C'est aussi dans cette perspective que la promotion, la sensibilisation et la formation en tourisme doivent mettre l'accent sur les deux aspects fondamentaux d'un potentiel touristique, la nature et la culture. Le tourisme doit insister suffisamment sur la qualité des rapports humains en faisant de la dimension humaine et de la valeur sociale de sa mission les fondements de son développement durable.

Si l'on admet que la science est neutre dans son essence – abstraction faite de l'usage qu'on en fait –, la problématique actuelle de notre planète repose sur une trilogie : développement, environnement, culture. Cette dernière se confond souvent avec l'identité d'une région, d'une minorité ou d'un peuple, qu'il soit riche ou pauvre. Mais il est presque admis que « la tradition est toujours celle du tiers-monde et la modernité celle de

63. Allal Sinaceur, « L'identité comme phénomène socioculturel », dans *Économie et traditions*, Actes du colloque « Économie et culture », Casablanca, Wallada, 1992, p. 77-90.

l'Occident⁶⁴ ». Le Japon est peut-être le seul pays à affirmer « une voie qu'il revendique comme proprement sienne et qui dissocie, dans le mouvement de la modernité, ce qu'il récuse comme occidentalisation et ce qu'il prône comme modernisation⁶⁵ ».

Comprenons par là que la modernisation est une réussite qui cohabite avec la tradition ou vice versa ; une hypothèse qui demande à être vérifiée... avec le temps. En attendant, le fossé ne cesse de s'élargir entre les pays développés et le reste du monde. Et plus l'écart se creuse, plus les appétences de brûler les étapes se font pressantes dans le Sud. Car « la pensée occidentale a, depuis la Renaissance, fait de l'évolution accélérée la loi et souvent l'idéal de l'histoire⁶⁶ ». Or, aux performances incessamment améliorées du Nord s'opposent les tâtonnements indéfiniment provisoires du Sud; et cette situation va en s'aggravant, malgré l'existence de quelques heureuses exceptions.

En abordant dans le chapitre qui suit la dimension du patrimoine social et culturel de la Méditerranée, nous pourrions saisir tout l'intérêt qu'il y a à ne pas se désolidariser de la marche mondiale vers le progrès et, en même temps, à ne pas piétiner, par mégarde, nos précieux acquis du passé.

64. Mouloud Mammeri, « Aventures et avatars de la modernité en pays du tiers-monde », dans Tassadit Yacine, *Traditions et modernité dans les sociétés berbères*, Paris, Awal, 1989, p. 8-23.

65. Allal Sinaceur, « L'identité comme phénomène socioculturel », *op. cit.*

66. *Ibid.*

3

Chapitre

Histoire d'une explosion touristique

**De la Méditerranée
des peuples
à une mer de touristes !**

Que signifie, pour un jeune, le fait d'être méditerranéen en ce début du XXI^e siècle ? Apparemment pas grand-chose. Car l'appartenance à la Méditerranée, autrefois fondée sur l'ampleur et la grandeur de son rayonnement géopolitique, a vraisemblablement cédé la place à des appartenances où la recherche des identités étroites a contribué à son implosion, voire à son explosion par moments et par endroit.

La Méditerranée n'existe pas ! Provocation ? Non. Constat : la plupart des organisations internationales et le Département d'État américain ne la reconnaissent pas comme ensemble régional. Il a fallu attendre que les Quinze de l'Union européenne et douze PTM, Pays tiers méditerranéens (devenus PPM, Pays partenaires méditerranéens) réunis à la Conférence de Barcelone en novembre 1995, mettent en route le Processus euro-méditerranéen pour que le Bassin devienne juridiquement une réalité géopolitique¹.

Les coalitions géopolitiques structurelles du Nord, très imposantes en comparaison des tentatives d'alliances conjoncturelles du Sud, font que la Méditerranée est, en quelque sorte, le reflet en miniature des relations Nord-Sud.

À l'Est, le conflit du Proche-Orient est devenu avec le temps, malheureusement, l'un des éléments phares de la Méditerranée, avant même le tourisme, qui fait connaître cet espace de rêve, de trêve et de violence aussi.

Mais vu l'ampleur des apports scientifiques et techniques, et la qualité des productions culturelles et artistiques du passé, la Méditerranée exerce une forte attraction et fascination sur les nations du monde. « Dans l'imaginaire collectif, de la Méditerranée émane encore un magnétisme exotique et mystérieux qui rend irréfrenable l'instinct primordial de liberté de vivre². » C'est à se demander si le tourisme, tant vanté pour ses qualités de « vecteur de paix » et abondamment qualifié de facteur de « rapprochement entre les peuples », a encore quelques chances de tenir ses promesses ? A-t-il encore un rôle à jouer, aux plans social et politique, pour calmer les élans d'hégémonie ou de folie animés par des extrémismes de tout bord ?

Bien malin qui peut se contenter de répondre par un oui ou par un non concluant.

1. Paul Balta, *Méditerranée : Défis et enjeux*, Paris, L'Harmattan, coll. « Les cahiers de Confluences », 2000, p. 5.
2. Agostino Spataro, *Le tourisme en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 53.

1. MER FERMÉE ET ESPACE OUVERT : 1. LA MÉDITERRANÉE OU LA MÈRE DES CIVILISATIONS ?

Jadis espace révélateur des religions célestes, domaine de convergence des cultures, aire de rencontres des peuples grâce à sa position qui fait la jonction entre les continents, la Méditerranée est aujourd'hui en passe de devenir un « bassin-frontière », un lieu de divergences, une ligne de démarcation et, peut-être, un pôle d'éclatement, qui renvoie dos à dos les cultures, les religions et les politiques. Ce « non-lieu » du dialogue³ entre les ethnies et les religions d'un côté, et entre les riches et les pauvres, de l'autre, laisse la porte ouverte à tous les excès et fait de l'extrémisme l'ultime recours de reconnaissance ou de vengeance. Une alternative, cantonnée dans un cercle vicieux, qui ne cesse d'attiser rivalités et pugnalités.

Pour commencer, afin d'éviter tout malentendu, disons que la culture méditerranéenne s'inscrit dans un long processus historique, sinon unique, du moins particulier. De ce fait, elle ne se limite pas au seul contexte du voisinage géophysique de la mer Méditerranée ni d'ailleurs à une définition en termes de quotités et autres composantes matérielles quantifiables de la spatialité.

C'est pourquoi, au plan qualitatif, il va falloir transcender, avec énormément de précautions et beaucoup de nuances, une série de clichés ou stéréotypes où se mêlent apparences et réalités, ainsi que préjugés et vérités. Ne laisse-t-on pas sous-entendre que la Culture méditerranéenne (avec un grand C, pour désigner la somme des cultures régionales) n'échappe point à l'image de la Culture que le monde se fait du Méditerranéen : « un citoyen qui s'exprime autant, sinon plus, par le geste que par la parole et qui agit d'abord et réfléchit après » ? Entendons par cette insinuation que le Méditerranéen est à l'opposé de son homologue nordique (probablement auteur de cette trouvaille) qui, lui, réfléchit longuement avant d'agir. Évidemment, entre la froideur des uns, surtout lorsque leurs intérêts ne sont pas mis en jeu, et l'ébullition des autres, pour des raisons valables ou déraisonnables, l'indifférence stratégique et l'interférence idéologique demandent à la victime et au bourreau de se serrer la main publiquement et les coudes politiquement pour prouver la bonne foi de leur tolérance et de leur conscience !

3. Le dialogue euro-méditerranéen engagé entre l'Union européenne et les PSEM (pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée) est trop dominé par le politique. L'intellectuel et l'ONG, invités très souvent à participer aux discussions sur la Méditerranée, n'ont pas encore atteint le niveau requis pour agir en groupe de pression et faire entendre leur voix. Cette absence d'entente est due, il faut le dire clairement, au fait que bon nombre d'entre eux jouent discrètement aux portes-parole de leur gouvernement respectif.

La théorie du « climat façonneur du comportement⁴ », que nous contestons avec vigueur, trouve là sûrement quelques-uns de ses justificatifs et fondements. Et de là à dire que le Méditerranéen est peu enclin à l'esprit cartésien et qu'il est rebelle à la rigueur du taylorisme, il n'y a qu'un pas.

C'est probablement un stéréotype de plus. Mais il vaut mieux le dire pour que nous, Méditerranéens, nous puissions porter un regard contemplatif sur nous-mêmes et puissions aussi faire une rétrospection futuriste.

Comme quoi, il va falloir espérer pouvoir approcher et saisir les fondements sociaux endogènes et les apports historiques exogènes des différents courants et composantes de la culture contemporaine en Méditerranée hors des schémas préconçus, pour tenter de comprendre. Et comprendre à partir d'un poste d'observation, bien évidemment, situé au cœur de la Méditerranée, mais dans une vision qui exprime clairement les inquiétudes et les aspirations de la rive sud !

1.1. MÉDITERRANÉE UNIQUE ET TROIS MERS POUR QUI SAIT VOIR : ENTRE PROFITS ET CONFLITS, UN PATRIMOINE EN SURSIS !

La Méditerranée, mer intérieure de 2,9 millions de kilomètres carrés, est bordée de 30 000 kilomètres de côtes d'importance inégale. Les plus aérées et accessibles font de plus en plus l'objet d'une forte pression démographique et urbaine (exode rural et urbanisation rampante), que ne cessent d'alimenter les différentes activités socioéconomiques (activités industrielles, touristiques et portuaires). Celles-ci trouvent sur l'espace littoral des équipements adéquats, des débouchés sur l'extérieur et une main-d'œuvre qualifiée et disponible.

Malgré les contraintes et les difficultés du moment, le brassage des populations et des cultures continue, certes avec moins d'intensité que par le passé, à agiter les rivages de notre « mer-mère ». Ce nouveau brassage (migration, tourisme, exil, exode...), apparemment plus tumultueux et moins spontané que par le passé, est à la fois un puissant catalyseur pour l'enrichissement des cultures et des savoirs, sans parler de son effet bénéfique sur la production, mais il est aussi, et ce depuis un certain temps, malheureusement, un détonateur de conflits à retardement. Ces conflits paraissent très souvent insensés pour qui veut user de la raison ou de la

4. Cf. la théorie dite des climats de Montesquieu (1689-1755), moraliste, philosophe et penseur français.

logique dans ses réflexions. Ces effervescences et débordements, pouvant déboucher sur des violences, sont dans leur majorité motivés par des revendications territoriales ou identitaires à connotation ethnique, culturelle ou religieuse.

Après la période de la colonisation, un certain nombre de conflits ont éclaté en Méditerranée ou dans son voisinage immédiat. Les solutions préconisées par la communauté internationale ou sa passivité devant les infractions majeures au droit international ont provoqué une exaspération des opinions publiques. Cette exaspération s'est trop souvent traduite par des involutions identitaires qui entretiennent la violence⁵.

La politique de deux poids deux mesures des puissances internationales qui peinent à justifier et à soutenir la raison du plus fort est sans doute le pire moyen qui soit ; elle mine une région où la guerre classique est improbable, mais qui se prête à toutes les expériences et possibilités de conflats sourdes. Le tourisme en sera sûrement et durement touché !

Pour tenter de comprendre, il est intéressant de rappeler qu'en plus des facteurs endogènes (mosaïque religieuse, diversité ethnique et pluralité culturelle propres à la Méditerranée) s'ajoutent des considérations géopolitiques exogènes (intérêts des multinationales et des puissances étrangères à la région) qui tendent, malheureusement, à rendre encore un peu plus complexe une situation déjà très compliquée en elle-même.

Nul ne peut dire combien durera cette situation aberrante où les riverains européens de la Méditerranée sont écartés de la gestion géopolitique de cet espace largement dominé par les États-Unis, pourtant situés à plusieurs milliers de kilomètres. Si du temps de la guerre froide, cette situation pouvait s'expliquer, il n'en est plus de même aujourd'hui alors que la menace soviétique a disparu. Trop occupée à réaliser l'Union de ses pays membres et à préparer l'intégration de l'Europe centrale dans ses rangs, l'Union européenne s'obstine à ne voir dans la Méditerranée qu'un problème sécuritaire dont l'importance est exclusivement fonction des flux migratoires qui pourraient menacer son identité.

Georges Corm, *La Méditerranée, espace de conflits, espace de rêve*, p. 9.

Ce constat s'explique, et explique à la fois le rôle géopolitique de la « centralité » géographique de ce bassin qui permet la communication entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, mais aussi entre deux principaux océans :

5. Georges Corm, *La Méditerranée, espace de conflit, espace de rêve*, Paris, L'Harmattan, 2001, quatrième de couverture.

l'Atlantique et le Pacifique. Ce qui en fait un couloir précieux pour la navigation maritime et le transit des marchandises (essentiellement le pétrole). Et malgré l'image saillante d'une grande région touristique, la Méditerranée a, vue sous l'angle militaro-sécuritaire, l'allure d'une base militaire internationale, à la fois fluide et flottante. À l'image de ses façades continentales, elle offre à l'analyse trois rives touristiques fortement inégales.

**1.2. PREMIER FOYER TOURISTIQUE DU MONDE :
EXODE SAISONNIER DES RICHES
ET ACCUEIL OCCASIONNEL DES PAUVRES**

Les principaux États riverains de la Méditerranée comptent aujourd'hui près de 400 millions d'habitants (386 millions en 1990) pour une superficie globale de 8,7 millions de kilomètres carrés, ce qui correspond à une densité moyenne de 44 habitants au kilomètre carré (voir tableau ci-après). Les projections démographiques prévoient, pour l'an 2010, une croissance de la population de l'ordre de 22 %, soit une augmentation de 104 millions d'individus en l'espace de trente ans (490 millions d'âmes). Mais il faut signaler que cette augmentation sera due, en grande partie, à la dynamique démographique « nataliste » des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM).

Le bassin méditerranéen constitue la première destination touristique internationale. Il reçoit, bon an mal an, entre 170 et 180 millions de touristes internationaux. Soit environ un tiers des flux touristiques enregistrés dans le monde (non compris le tourisme national). Pourtant, mis à part trois pays latins (Espagne, France et Italie : 135,6 millions d'arrivées en 1996) qui drainent les trois quarts des arrivées du tourisme international, la majorité des pays de cette contrée (surtout ceux du Sud, du Maroc à l'Égypte, avec moins de 15 millions de touristes) n'en tirent pas encore tous les bénéfices possibles.

Tableau 3.1

**ARRIVÉES ET RECETTES PAR RÉGION TOURISTIQUE
EN MÉDITERRANÉE (1996)**

<i>Région</i>	<i>Arrivées (*000)</i>	<i>% dans région</i>	<i>Recettes (M \$US)</i>	<i>% dans région</i>
Rive nord	149 738	86,2	91 706	82,6
Rive sud	10 946	6,2	6 045	5,3
Rive est	13 375	7,5	12 853	11,4

Source : A. Spataro, *Le tourisme en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Sur le plan touristique, la Méditerranée est souvent perçue comme un mythe.

Sur l'immense passé de la Méditerranée, le plus beau des témoignages est celui de la mer elle-même. Il faut le dire, le redire. Il faut la voir, la revoir. Bien sûr, elle n'explique pas tout, à elle seule, d'un passé compliqué, construit par les hommes avec plus ou moins de logique, de caprice ou d'aberrance. Mais elle resitue patiemment les expériences du passé, leur redonne les prémices de la vie, les place sous un ciel, dans un paysage que nous pouvons voir de nos propres yeux, analogues à ceux de jadis. Un moment d'attention ou d'illusion : tout semble revivre⁶.

Et elle en tire un profit certain.

Le miracle touristique méditerranéen plonge dans l'horizon et la culture de la Méditerranée. La géographie ne déchiffre qu'une partie du miracle, les autres clés se trouvent sur les routes qui se sont entrecroisées depuis plus de dix mille ans et que les voyageurs de l'histoire ont tracées pour le bonheur des touristes modernes : la route de l'ambre, celle du sel et de l'huile, celle du vin et de la soie, celle des épices et des savoirs⁷.

Mais il n'est pas exclu que le revers de la médaille ne présente une face moins brillante.

Parce qu'elle répond adéquatement aux critères climatiques, aux critères de distances et de structures d'accueil, la Méditerranée est sûrement le plan d'eau vers où convergent les plus importants flux touristiques au monde. Et il y a bien dix ou quinze ans que le commandant Cousteau a établi que le taux de pollution de cette mer intérieure avait atteint un point de non-retour, qu'il n'était plus envisageable de reconstituer l'intégrité écologique de la Méditerranée, qui n'est pourtant pas un plan de quelques dizaines d'hectares carrés. De l'avis de plusieurs spécialistes, cette mer est devenue « un dépotoir à ciel ouvert⁸ ».

Est-ce à dire que le voyage d'antan a fait la gloire de la Méditerranée et le tourisme « contemporain » en a fait un dépotoir. De là à se poser des questions sur le sens du progrès, il n'y a qu'un pas, et il est vite franchi pour (et par) les adeptes d'un développement plus humain et plus doux.

6. Fernand Braudel, *Les mémoires de la Méditerranée*, Paris, Fallois, 1998.

7. Robert Lanquar, *Les enjeux du tourisme méditerranéen dans le cadre d'un développement durable*, Actes de la conférence euro-méditerranéenne sur le tourisme dans le développement durable, Hyères-les-Palmiers, France, 1993, p. 13-27.

8. Roger Nadeau, « Tourisme et environnement », dans N. Cazalais, R. Nadeau et G. Beaudet (dir.), *L'espace touristique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 61-131.

Pour une population de plus 400 millions d'habitants, le tourisme offre quelque 5 millions d'emplois, soit un emploi pour 80 habitants environ. Ce qui n'est pas du tout négligeable, même s'il faut rappeler que l'emploi touristique en Méditerranée souffre d'une saisonnalité tranchée. Avec aussi, ou surtout, des recettes de l'ordre de 100 milliards de dollars américains (soit, en théorie, 250 \$US par habitant et par an), le tourisme constitue une manne économique insoupçonnable pour les pays non producteurs de pétrole. C'est à la fois une source de devises autonome et une économie d'appoint appréciable, mais vulnérable. Un grand atout à risques pour les États qui chercheraient à en faire le principal levier de leur économie nationale.

Faut-il alors craindre que le bassin méditerranéen ne soit en passe de subir les méfaits de son succès et de son rayonnement touristique, et que les pays riverains en pâtissent un jour ? Ou au contraire, faudrait-il admettre que le boom touristique que connaît la région est une aubaine économique et une occasion historique pour la revalorisation de la nature et de la culture des sociétés et des peuples qui y vivent et qui en vivent ?

Des cris d'alarme ont surgi dès la fin des années 1970. Des journalistes ont parlé d'une « Méditerranée, mer morte de deux millions et demi de kilomètres carrés » et posé la question « comment sauver ce qui peut l'être encore pour éviter que dans quelques décennies, le littoral ne soit plus qu'un immense mur de béton et la mer un cocktail toxique » ? En 1988, le conseil de l'Europe lançait un cri d'alarme auprès des gouvernements et des collectivités territoriales concernés : sortir des intérêts immédiats et avoir le courage de faire des choix écologiques à long terme, tant qu'ils sont encore possibles.

Robert Lanquar, « Les enjeux du tourisme méditerranéen dans le cadre d'un développement durable », dans *Le tourisme méditerranéen dans le développement durable*, Actes de la conférence euro-méditerranéenne sur le tourisme dans le développement durable, Hyères-Les-Palmiers, septembre 1993, p. 13.

Le présent texte ne prétend pas répondre à ces questions par des affirmations ou par des négations absolues. Il se propose, simplement, d'attirer l'attention du lecteur sur la plus merveilleuse des dimensions de l'environnement touristique, à savoir le patrimoine socioculturel et historique de l'un des plus prestigieux foyers civilisationnels du monde.

L'objectif de cette analyse est de mettre l'accent sur la dimension culturelle et touristique de l'environnement méditerranéen qu'on a tendance à oublier à l'heure où la globalisation tente d'imposer une culture standard aux peuples de la planète.

2. MYTHE ET RÉALITÉ DU TOURISME EN MÉDITERRANÉE : 2.1. ATOUS DES HÉRITAGES ET CONFLITS DE VOISINAGE

Délimitée, approximativement, par les parallèles 30° et 45° de latitude nord et, en longitude par les méridiens 6° ouest et 40° est, la Méditerranée fait la jonction de trois continents (Afrique, Asie et Europe) et de trois religions célestes (judaïsme, christianisme et islam).

Berceau de la civilisation, la Méditerranée a toujours constitué, et constitue encore de nos jours, un espace de mobilités et d'échanges intenses, de contacts et de communications plus ou moins fluides. Le brassage permanent des populations est à la fois un puissant catalyseur pour l'enrichissement des cultures et des croyances diverses, et un détonateur à retardement des conflits politico-idéologiques, sous couvert de revendications économiques ou territoriales, alors qu'en réalité ces débordements ont des connotations ethniques, culturelles ou religieuses. Ces facteurs tendent plus de nos jours, malheureusement, à allumer des foyers de tension qu'à opérer un rapprochement entre les nations, tant souhaité par le tourisme.

2.1. HISTOIRE ET CIVILISATION MÉDITERRANÉENNES :

LE TOURISME À L'ASSAUT D'UN ENVIRONNEMENT EXCEPTIONNEL

Aujourd'hui, la Méditerranée ressemble à un musée à ciel ouvert ; mais à l'instar d'une bougie qui éclaire son entourage tout en ayant tendance à se consumer. L'héritage historique, universel et polyvalent, des civilisations anciennes, considérées comme initiatrices de l'humanité dans les domaines du savoir ou des savoirs (civilisations mésopotamiennes et pharaoniques, gréco-romaines, judéo-chrétiennes, arabo-musulmanes et négro-berbères...), prouve, si besoin était, que le bassin méditerranéen n'est pas seulement le berceau des religions célestes, mais aussi un grand foyer d'éclosion des sciences, des lettres et des arts. Les premières écritures, les premières théories de mathématiques, de géométrie et d'astronomie, de médecine et d'alchimie, ont vu le jour à l'ombre des oliviers ou des palmiers des deux rives. Qui n'a pas lu ou entendu parler d'Hammourabi, de Cléopâtre et de Ramsès ou, plus près de nous, d'Euclide, de Pythagore, de Thalès ou de Socrate... pour ne citer que les plus célèbres.

Les échanges entre le milieu et l'homme et entre les hommes eux-mêmes ont fait de cette région un « Empire invisible et unique dont la grandeur sans décadence perdure jusqu'à nous⁹ ».

9. Michel Serres, « La Méditerranée et le savoir », dans *La Méditerranée économique*, Paris, Economica, publication du CEFI, 1992, p. 5.

De tout temps, les religions ont tantôt servi de stimulant ou de vecteur de la science, tantôt de frein ou de censure à la création artistique, à l'indépendance de l'esprit et à la liberté de la pensée. Le judaïsme est propagé par des pasteurs semi-nomades originaires de Mésopotamie vers le II^e siècle avant J.-C. Dans la Palestine occupée par les Romains est née une nouvelle religion, le christianisme, qui marque le début de l'ère chrétienne. L'islam, dernier-né des religions célestes, est apparu à la fin du VI^e siècle et marque le début de l'Hégire¹⁰. Dès le VIII^e siècle, les musulmans ont pu traduire et transférer en Europe la pensée et le savoir grecs ; les Européens vont faire de même en direction de l'Amérique à partir du XVI^e siècle. Les noms d'Avicenne, d'Averroès, d'Al Idrissi, et ceux de Copernic, de Galilée, de Vinci, sont immortalisés grâce à leur talent d'hommes exceptionnels, à leur contribution à la progression et à la vulgarisation de la science.

Après le déclin de l'Empire islamique, la Renaissance va porter le flambeau du savoir. Aidée dans sa mission par la découverte du Nouveau-Monde, elle déplacera involontairement le centre du savoir et d'intérêt vers le nord-ouest de l'Europe et, de là, vers les Amériques, plongeant ainsi la Méditerranée dans un obscurantisme où l'extrémisme idéologique le dispute à l'extrémisme spirituel. Un duel dans la région a du mal à se défaire de façon définitive. Mais si les Méditerranéens sont peu enclins à l'esprit cartésien, encore moins à la rigueur du taylorisme, force est de constater que l'Homme et l'Espace méditerranéens ont su conserver leur authenticité et leur identité, leurs valeurs et leurs spécificités. Cette constance défensive est due à l'ampleur et à la qualité des apports scientifiques et techniques, des productions culturelles et artistiques du passé, qui ont toujours consigné au présent un héritage tellement dense que les générations actuelles semblent être dans l'incapacité d'en assumer leur rôle d'héritiers. Car, pour sa continuité, tout héritage a besoin de protection, de sauvegarde, et surtout de conscience. Le Méditerranéen tire, certes, sa gloire et sa fierté de cet héritage – pour ne pas dire de cette hérédité – mais que fait-il, en vérité, pour le préserver avant d'en espérer une quelconque amélioration ?

Le développement du tourisme n'est, en fait, qu'une réponse adéquate et une conséquence logique de l'évolution sociale et historique de peuples chaleureux et accueillants, impulsifs et expressifs aussi, au point de constituer un amalgame d'hospitalité et de violence.

10. L'Hégire, du nom arabe *Al Hijra* (l'exode), correspond à la date de l'émigration du prophète Mohamed de la Mecque à Médine en 622, et marque le début de l'ère musulmane. En 2002 de l'ère chrétienne, l'an musulman correspond à 1423 et l'ère judaïque à 5762. Les associations berbères du Maghreb ont fêté le 13 janvier 2002, leur nouvel an 2952.

Le tourisme a le mérite d'offrir, occasionnellement, à ces hommes et ces femmes le cadre et la possibilité d'exprimer leurs dons et de perpétuer leurs coutumes. De plus, il constitue une activité à la fois fructueuse et valorisante pour la nature et la culture. Bien entendu, l'excès ou le mauvais usage de l'activité touristique comporte des risques énormes, allant de la déstructuration géographique des sites à l'acculturation des sociétés.

2.2. VOYAGE D'HIER ET TOURISME D'AUJOURD'HUI : LE TOURISME, PHÉNOMÈNE NOUVEAU OU RENOUVEAU D'UN FAIT DU PASSÉ ?

Pour tenter de comprendre les raisons de la réussite du tourisme dans certains pays riverains du bassin méditerranéen, mais aussi sa stagnation chez les uns et, inévitablement, son échec chez d'autres, il faudra peut-être oser poser des questions qui paraissent, au premier abord, sans relations avec un secteur qui passe pour être l'enfant gâté de la société industrielle.

Alors, jusqu'où faut-il reculer dans le temps pour chercher (ou rechercher) les racines touristiques des vacances, des villégiatures et des loisirs au plan historique et culturel ?

Jusqu'où, également, faut-il pénétrer dans l'arrière-pays de ce premier lac touristique du monde, pour délimiter l'aire de l'influence ou de l'interférence de la Méditerranée touristique ?

Faut-il donc se limiter aux pays ayant une façade maritime, dans cette réflexion qui porte sur le contexte historique et culturel du tourisme en Méditerranée ? Dans quelle mesure la Jordanie, la Bulgarie ou le Portugal échappent-ils aux influences climatiques, économiques, historiques et culturelles de l'aire méditerranéenne ?

Est-il raisonnable de ne considérer la « méditerranéité » d'un pays que sur le critère de voisinage géographique effectif avec la mer ?

Voilà des interrogations auxquelles il n'est pas aisé d'apporter des réponses franches, mais seulement des éléments de réflexion. En soulevant ces questions, nous espérons participer au débat sur cette zone du monde en effervescence continue, avec l'espoir de voir naître une opinion pacifiste et majoritaire dans et hors de la région.

Pour commencer, il faut rappeler que certains auteurs pensent que « la villégiature n'est pas née d'hier. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur du mouvement, son extension progressive à l'ensemble de l'humanité.

Longtemps limitée aux privilégiés de la fortune, elle est devenue, par les dizaines de millions d'individus qu'elle touche, l'un des faits essentiels de la géographie humaine¹¹ ». Cet avis n'est pas partagé par tous les chercheurs qui s'intéressent au tourisme :

Parce que certains définissent le tourisme comme un déplacement à des fins de loisir, on attribue aux Jeux Olympiques en Grèce le titre de voyages touristiques. Ces considérations sont sans fondement car ces Jeux ne relevaient pas de la sphère du loisir ou du temps libre (réalité ignorée à cette époque) mais de celle de la religion et du sacré. Les Jeux Olympiques traditionnels étaient un rituel de fraternité humaine, une trêve dans les activités guerrières, une cérémonie de resserrement des liens sociaux. Ces jeux ne deviendront des sports qu'à la fin du XIX^e siècle quand Coubertin les ressuscitera. Ils seront alors dominés par des valeurs de la société industrielle : compétition, performance, application de la science au développement du corps, etc.¹².

Pourtant, du temps de la Grèce antique, la compétition, la performance et l'application de la science au développement du corps étaient présentes dans ces jeux. C'était aussi chose courante dans les arènes romaines. Il y a fort à parier que des potions vivifiantes, pour ne pas dire dopantes, destinées à stimuler le corps des athlètes, circulaient déjà à l'époque¹³.

Ces deux visions diamétralement opposées illustrent bien les différentes facettes du tourisme qui se présente comme un miroir aux alouettes.

Les opinions qui opèrent une coupure nette entre les civilisations industrielles et celles du passé semblent raisonner avec un détachement socioculturel et un désintéressement historique propres au Nouveau-Monde, alors que les héritiers de la culture méditerranéenne persistent à vouloir reconnaître à leurs ancêtres, même très lointains, certaines valeurs et qualités que les temps modernes ont, semble-t-il, révolutionnées.

S'il est admis que les peuples primitifs avaient leur temps de loisirs (abstraction faite de la nature de ces derniers), l'antiquité méditerranéenne se détache nettement dans ce domaine par ses modes de vie, ses types d'urbanisme, ses manifestations culturelles et ses rapports sociaux ; en

11. Louis Burnet, *Villégiatures et tourisme sur les côtes de France*, Paris, Hachette, coll. « Librairie Hachette », 1963, p. 11.

12. Marc Laplante, *L'expérience touristique contemporaine : Fondements sociaux et culturels*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 11.

13. Déjà en 175, le médecin Galien met en garde la population contre l'utilisation du cannabis dans les pâtisseries, car cette herbe aurait « la vertu de blesser le cerveau quand on en prend trop ». D'après l'INSERM (Institut national français de la santé et de la recherche), cité par l'Opinion (quotidien marocain de langue française) du 29 novembre 2001, p. 9.

témoignent les demeures de plaisance dont les vestiges parsèment encore les environs d'Athènes, de Rome, de la Côte d'Azur et de la Méditerranée orientale. « Des villes climatiques, telle Pompéi, ont même pu naître¹⁴. » Les ruines et sites gréco-romains ont précieusement sauvé les preuves tangibles qui témoignent de la fréquence et de la popularité des « activités mères » des loisirs modernes : forums, arènes, amphithéâtres, thermes et jardins pour promenades (*cf.* les palais de l'Andalousie).

Les archéologues attestent aujourd'hui, avec preuves matérielles à l'appui, que le pourtour de la Méditerranée regorge de ces témoignages muets (témoignage de la pierre). Sans oublier que tous les quatre ans, la semaine des Jeux olympiques réunit des foules pour célébrer la plus ancienne des fêtes sportives connues de l'histoire de l'humanité et de la vie grecque. Ni que « dans la Rome impériale, les jours obligatoirement fériés occupaient plus de la moitié de l'année¹⁵ » ! Il est, effectivement, très difficile de nier le rôle joué par les peuples méditerranéens, des civilisations antiques à la Renaissance, dans l'émergence et le développement des premières formes de loisirs à l'échelle régionale, à moins que l'archéologie ne nous réserve, à l'avenir, d'étonnantes surprises. Celles-ci pourraient venir d'Amérique latine et andine (civilisations des Aztèques, des Mayas, des Incas...) ou de la Chine, à l'autre bout du monde. « Chez les Romains, la civilisation fut plus civile que religieuse. La classe supérieure a inventé une forme de tourisme qui perdure aujourd'hui : la villégiature, c'est-à-dire le départ du lieu de travail pour un séjour dans un autre lieu davantage propice aux plaisirs et au repos¹⁶. » Et l'on peut dire que l'explosion actuelle du tourisme n'est en fin de compte qu'une renaissance actualisée ! Car, à ce qu'il paraît, du temps des Romains, la notion du tourisme culturel et du guide touristique existait déjà. « Certains Romains appartenant à l'élite se rendent, par plaisir, en Grèce ou en Égypte (c'est le cas de Cicéron) et utilisent déjà des ouvrages appelés "périégèses", qui leurs indiquent et leurs présentent les œuvres d'art et les sites incontournables¹⁷. »

Au Moyen-Âge, l'insécurité engendrée par les invasions barbares va mettre fin à la pratique des loisirs développés et perfectionnés par les Grecs et les Romains. Certains historiens du tourisme ont évoqué les pèlerinages (la Mecque en « Arabie », Saint-Jacques de Compostelle en « Espagne »...),

14. Louis Burnet, *op. cit.*, p. 11.

15. Gilbert Sigaux, *Histoire du tourisme et des vacances*, Genève, Éditions Rencontres, Edito-Service, 1965, p. 11.

16. Marc Laplante, *op. cit.*, p. 11.

17. Pascal Cuvelier, *Anciennes et nouvelles formes de tourisme*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 21.

comme s'il fallait à tout prix trouver à ces siècles obscurs quelques éléments qui contrastent avec la cruauté des actes. « Grands faits culturels de ces siècles par ailleurs assez mouvementés où germent les bases de la société moderne, les pèlerinages vont revaloriser l'itinérance dans des sociétés fort immobiles géographiquement. On s'en souviendra quand apparaîtront les premiers touristes¹⁸. » Mais si l'on se réfère aux violences engendrées par les Croisades, les conflits religieux, les invasions barbares et les exodes qui en avaient résulté, le Moyen-Âge porte bien son nom.

À l'est et au sud de la Méditerranée, l'avènement de l'islam a permis à des peuples, en majorité bédouins ou ruraux, par l'entremise d'une élite de savants exceptionnels, de découvrir la civilisation grecque et d'y puiser les éléments d'inspiration favorables au développement et à l'expansion de la civilisation arabo-musulmane. Les Omeyyades vont réhabiliter les foires de poésies dont l'origine remonte à l'époque préislamique en Arabie (exemple : Souq Okadh, sorte de foire de la poésie). Al Mamoun, fils du célèbre Haroun Al Rachid¹⁹, fit construire la Maison de la Sagesse à Bagdad. Les premières universités firent leur apparition à Fès (la Qaraouiyyine), au Caire (Al Azhar)...

Au Maghreb, la conquête de l'Espagne a ouvert d'immenses perspectives au commerce, aux voyages et aux loisirs. Les palais et les jardins andalous (Séville, Cordoue, Grenade...) laissent deviner, de nos jours, ce qu'étaient les veillées, les distractions et les « nuits chaudes » des communautés musulmanes de l'Espagne.

La Renaissance va poser les premiers jalons et les bases des temps modernes, même si l'évolution pouvait paraître, en notre siècle de vitesse, assez lente. L'Italie a été le premier pays où, dès le XV^e siècle, certains hommes ont voulu « renaître », en manifestant leur volonté de rompre avec le Moyen-Âge. L'arrivée des matériaux précieux de l'Amérique va transformer la société féodale et inaugurer l'ère des révolutions : d'abord sociales et artistiques et, ensuite, techniques. Malheureusement, à cette époque, la Méditerranée allait cesser d'être une mer de contacts et d'échanges socioculturels pour devenir une zone d'affrontements entre le Nord et le Sud, et entre l'Est et l'Ouest.

Les auteurs qui avaient préconisé que le tourisme était un moyen de rapprochement entre les peuples, ou que c'était un vecteur de paix, auraient péché par excès. Aujourd'hui, les théologies rigides et les idéologies stériles

18. Marc Laplante, *op. cit.*, p. 12.

19. Haroun Al Rachid (766-809), d'origine perse, est le plus célèbre des Califes de la dynastie abbasside en Irak.

ne laissent à la tolérance qu'une petite marge de manœuvre au détriment de l'indulgence et de l'hospitalité qui ont tissé, des siècles durant, la gloire et l'histoire de la Méditerranée.

3. MOUVEMENTS MIGRATOIRES CONTEMPORAINS : MIGRATIONS DE LOISIRS ET MIGRATIONS DE TRAVAIL EN MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE

Au XX^e siècle, surtout avec la fin de l'ère coloniale et l'explosion du tourisme de masse (années 1950 et 1960), les migrations définitives ou saisonnières, les déplacements périodiques ou occasionnels, ont essentiellement pour but le travail ou le tourisme, l'exil ou la coopération, sans parler de quelques vrais ou faux réfugiés à la recherche d'un hypothétique asile politique.

Ces migrations de tribus entières, de familles ou d'individus poussés par la pauvreté ou la richesse, par la curiosité ou le besoin ou tout simplement par le destin, forment un chassé-croisé impressionnant : chacun rêve du pays de l'autre !

Cependant, sur les lieux d'accueil, les relations sociales, les rapports professionnels et les contacts circonstanciels ou occasionnels entre populations locales et immigrés ou visiteurs, varient d'un pays à l'autre, voire d'une région à l'autre dans un même pays. Cela se traduit par des cohabitations exemplaires en certains endroits et par des conflits violents dans d'autres.

Mais depuis deux décennies environ, des idées obscurantistes, cherchant à établir une corrélation factice entre la crise économique des pays développés et la présence d'une immigration multiraciale, ont relativement nui à la cohabitation des cultures.

Étant donné que les principaux pays émetteurs de touristes vers le Maghreb sont ceux-là mêmes qui abritent une forte émigration maghrébine, il est tout à fait normal d'intégrer, dans cet essai sur la problématique du tourisme dans les pays en développement, les mouvements migratoires dans les deux sens, nord-sud et sud-nord. Car là où le racisme n'a pas pignon sur rue, les rapports entre différentes ethnies et cultures restent teintés de prudence, voire de méfiance. Ces attitudes, n'en déplaise aux idéalistes fervents de la cause humaine, ne sont pas exemptes d'influences négatives sur la distribution et le comportement des touristes. Cela dit, il existe, fort heureusement, des pays et des régions où la cohabitation et l'insertion des immigrés se font en douceur.

Il faut bien dire qu'une bonne partie de ces précautions découlent le plus souvent d'excellentes intentions. En effet, elles visent innocemment, par des précautions inappropriées, à éviter de provoquer l'immigrant ou de heurter sa susceptibilité. Qualifier de noir, d'arabe ou de juif une personne, même avec respect et égard pour son appartenance, est devenu chose osée ou du moins problématique. À cause des références ségrégationnistes et des perceptions discriminatoires que le racisme latent et la xénophobie exprimée ont assigné à ces termes, la vigilance impose aux plus tolérants une surveillance de leur langage. Pourtant, en évacuant par précaution des discussions ces vérités, on finit par occulter la réalité culturelle ou confessionnelle des groupes. Il en résulte, comme il fallait s'y attendre, des « retours de manivelles sociologiques » assez douloureux.

Cette situation, déjà complexe par essence, est aggravée, depuis le début des années 1990, par la montée fulgurante des violences religieuses au Sud et la progression inquiétante des idéologies racistes au Nord. Les deux intolérances semblent s'exciter mutuellement au détriment de l'entendement humain et altruiste. Des extrémismes peu ouverts au dialogue, parce que convaincus, a priori, de la « justesse » de leur cause ou de la véracité de leur croyance, cherchent, en usant souvent de violence, à vaincre (jamais ou rarement à convaincre) l'adversaire qu'ils qualifient outrageusement d'envahisseur ou d'ennemi, d'impur ou de mécréant. Cet antagoniste n'est rien d'autre qu'un être humain coupable, aux yeux de tout extrémiste, d'appartenir à une autre ethnie ou à une autre couleur, d'avoir une autre langue ou une autre foi ; dans tous les cas, il est coupable d'être différent.

Et rappeler que la Méditerranée a, par le passé, fondé sa civilisation, sa richesse et sa gloire sur l'unité des différences ethniques, sur la loyauté des concurrences économiques et sur l'osmose des interférences socio-culturelles, c'est reconnaître que l'homme méditerranéen a, d'une certaine manière, régressé.

Le tourisme cherche, aujourd'hui, à tirer profit des héritages matériels de ce passé (espace, patrimoine...), mais il peine à remettre à l'honneur les considérations philosophiques qui s'y rattachent.

Animé par des comportements psychosociologiques particuliers et véhiculant des pratiques socioculturelles différentes, l'immigré du Nord, ou l'émigré du Sud, ne laisse personne indifférent. De toute évidence, ce mélange, bénéfique pour les uns, est préjudiciable à d'autres.

Sur la rive nord, deux courants animent ou agitent la scène politique, participent à la restructuration de l'arsenal juridique et ne tardent pas à

influencer d'une façon ou d'une autre les rouages économiques de certains pays (France, Belgique, Allemagne, Hollande et, plus récemment, Italie et Espagne).

Au Maghreb, les divergences politiques des États membres²⁰ de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et les conditions de vie de plus en plus difficiles (parfois pitoyables) des populations semblent militer en faveur d'un exode massif et progressif vers le Nord. La contrainte des visas ne favorise, pour le moment, que la fuite des cerveaux et rend très difficile, sans pouvoir la limiter, celle de la main-d'œuvre.

Les populations maghrébines restent toutefois habitées par deux sentiments profondément contradictoires. Ceux-ci se combinent (ou se métamorphosent) en une attitude de « rejet-adhésion » de la culture locale, qui font que l'individu se trouve tiraillé, de façon consciente ou non, entre deux éléments :

- D'une part, une forte envie d'accéder à la modernité, certes source d'acculturation, mais susceptible d'offrir des conditions de vie meilleures. La désillusion ou le doute quant aux capacités des États à répondre à la quête des jeunes gagne du terrain d'année en année dans les pays du Sud. Elle pousse les plus résolus à chercher à émigrer par tous les moyens possibles vers l'Occident. Dans le cas du Maghreb, il s'agirait plutôt d'une fuite de conditions politiques très pesantes que d'une recherche d'occasions d'enrichissement. Car ce ne sont pas toujours les plus démunis qui fuient (puisqu'il faut payer très cher les passeurs), mais les plus sensibles aux contraintes et aberrations des politiques exclusives de « dressage » où se mêlent idéologie répressive et religion claustrale dans un cocktail d'interdits privatifs. Ces contextes politiques de la marche au clairon sont insupportables du moment qu'ils exigent du citoyen une double soumission : une observance décrétée par les mises en garde de religieux, certes pieux mais fossiles, mus par un conservatisme primitif, et une subordination décrétée par des politiques momifiés, souvent animés par un salafisme²¹ primaire. Le tout s'inscrit dans un état d'attente politique pétrifié et d'autisme théologique figé, où se mêlent des intérêts non avoués et des hypocrisies bien tolérées.

20. Les membres signataires du traité de l'Union du Maghreb arabe à Marrakech en 1989 sont la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye.

21. Vision politique qui prêche le retour aux sources et un respect plus ou moins figé des traditions, sur le plan des comportements. Cela donne lieu à des contradictions où les prêcheurs de ces idées se confrontent, eux-mêmes, à des contradictions les obligeant à avoir des attitudes hypocrites pour concilier leur vie privée avec leur vie publique.

- D'autre part, une aspiration à l'authenticité, certes garante de la sauvegarde des traditions et des identités, mais aux perspectives d'avenir limitées. Les plus démunis, faute de projets prometteurs ou d'alternatives engageantes, trouvent dans le raisonnement spirituel un refuge de consolation et de valorisation. D'autres, avides de pouvoir, mais s'en trouvant écartés pour une raison ou pour une autre, découvrent dans les factions puritaines de la religion des recrues d'une foi poussée à l'extrême. Ils en font des groupes de pression et, plus tard, une armée de salut pour engager la lutte, avec l'espoir de prendre un jour leur revanche sur les régimes en place. Et pourquoi pas la vengeance en cas de victoire écrasante ?

À la lumière de ce raisonnement un peu corsé, il va falloir se poser une question : quelle idée le citoyen européen, touriste potentiel pour les pays de la rive sud, se fait-il de nos sociétés ?

3.1. FLUX TOURISTIQUE ET MOUVEMENTS MIGRATOIRES : PARADOXE ET REFLETS DES RELATIONS ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES

Sur le plan touristique, la situation est, le moins qu'on puisse dire, paradoxale. À l'heure où le tourisme constitue une manne de devises très appréciable pour les pays latins d'Europe, les pays du Maghreb doivent faire face à des conjonctures peu favorables.

Selon les statistiques de l'OMT, près de 200 millions de touristes, dont un peu moins des trois quarts étrangers à la région, ont séjourné sur le rivage méditerranéen. Les pays riverains de la Méditerranée situés au sud n'en ont accueilli que près de 5 % (soit environ une dizaine de millions de touristes), alors que la France, l'Espagne et l'Italie ont drainé près de 75 % des flux touristiques à destination de la Méditerranée, pour l'année 1999.

Les pays traditionnellement touristiques (Maroc et Tunisie) ont développé une industrie touristique satisfaisante. Celle-ci est devenue un secteur d'appoint fondamental (apport en devises, création d'emplois, organisation de l'espace et formation...). Dès lors, les migrations nord-sud et sud-nord posent un dilemme, même si, une fois de plus, les rapports de force jouent en faveur des économies puissantes. Au moment où les pays de l'UE (Union européenne) verrouillent de plus en plus leurs frontières, sans distinction aucune entre le touriste maghrébin et l'émigrant à

Tableau 3.2**PRINCIPAUX INDICATEURS TOURISTIQUES DES PAYS MÉDITERRANÉENS, 1998**

<i>Pays</i>	<i>Lits (^{'000})</i>	<i>Arrivées (^{'000})</i>	<i>Recettes (^{'000})</i>	<i>% dans PIB</i>	<i>% sur export</i>	<i>Dépense (M \$US)</i>
Espagne	1 132,3	41 295	28 428	4,80	27,80	4 540
France	1 193,3	61 500	28 241	3,80	9,60	19 328
Italie	1 724,1	32 853	27 349	2,20	10,90	12 419
Grèce	535,8	8 987	3 660	2,90	31,01	1 322
Sous-total	4 585,5	144 635	87 678	–	–	34 609
Albanie	5,8	38	8	0,60	n. d.	5
Croatie	205,2	2 649	2 100	11,60	34,20	771
Slovénie	33,8	832	1 210	7,40	13,00	413
Malte	37,3	1.054	618	17,50	35,90	184
Chypre	78,4	2 005	1 860	21,10	145,20	293
Turquie	276,3	7 966	6 000	3,20	27,70	912
Syrie	31,3	888	1 478	–	36,90	*398
Liban	16,4	419	715	6,60	70,30	–
Israël	75,1	2 097	2 800	2,90	13,20	3 148
Égypte	128,9	3 675	3 200	4,70	87,40	1 278
Libye	15,5	88	6	–	0,06	212
Tunisie	161,4	3 885	1 436	7,30	26,00	*251
Algérie	63,4	605	16	0,03	0,10	*135
Maroc	122,9	2 693	1 387	3,80	21,30	*302
TOTAL	5837,2	173 529	110 512	–	–	42 911

Source : DATACIT et OMT, 1997, d'après Agostino Spataro.

la recherche d'un travail, par l'instauration de visas, les pays de la rive sud (excepté l'Algérie) continuent à financer des campagnes publicitaires coûteuses pour attirer le maximum de touristes²².

Entrons dans le vif du sujet : la réciprocité de l'instauration des visas paraît, à première vue, la réponse adéquate à l'attitude peu avenante, dit-on, des pays d'Europe. Toutefois, cette réplique ne fait pas l'unanimité. Elle constituerait, pour le Maroc et la Tunisie, un embargo économique partiel, de surcroît autodécidé.

22. Il ne s'agit pas ici d'un reproche, mais simplement d'un constat qui demande à être analysé objectivement, sans réaction hâtive, loin de ces sursauts idéologiques qui ressemblent, en d'autres circonstances, à des sauts dans le vide.

Le choix est certes embarrassant, mais il faut trancher : faut-il sauver la face ou sauver l'économie ? En d'autres termes, faut-il réagir dans la pure tradition de l'honneur ou agir selon les normes de la diplomatie et les principes de l'intérêt socioéconomique de la nation ? Prenons le cas de l'Algérie qui, l'honneur l'ayant emporté sur les considérations économiques dans cette « affaire », a instauré le visa pour les citoyens de l'UE (Union européenne). Certains pensent que l'enjeu est dans ce cas différent, et que le jeu est faussé par l'existence d'une rente pétrolière qui alimente en permanence les réserves du pays en devises. De plus, l'Algérie n'a jamais joué la carte du tourisme international dans ses stratégies de développement.

C'est un faux problème, pensent la majorité des Maghrébins. Ces derniers font remarquer que l'honneur d'une nation consisterait, en toute objectivité, à stopper l'émigration par l'amélioration des conditions de vie des citoyens, la démocratisation des systèmes politiques et la re-dynamisation de l'UMA (Union du Maghreb arabe), en réponse à plusieurs interpellations du moment. D'un côté, il y a l'exode massif de populations d'origines socioculturelles différentes, allant de l'intellectuel à l'ouvrier en passant par l'étudiant ; de l'autre, il y a l'établissement des visas et la propagande xénophobe orchestrée par l'extrême droite en Europe, une xénophobie que certaines « gauches » progressistes commencent à approuver en périodes électorales.

Quelques utopistes diront que ces critiques font partie d'une démarche qui chercherait à faire plier les États maghrébins aux exigences de l'Europe quant à l'arrêt de l'émigration. À vrai dire, la réalité est autre : imaginons que les pays du Nord de la Méditerranée ouvrent sans restriction leurs frontières devant l'émigration maghrébine. Que se passerait-il ? La réponse est tellement évidente qu'il n'est pas besoin de la « re-préciser ». Ce constat amer soulève bon nombre de questions et accuse les carences constatées au Maghreb dans les domaines du développement, de la justice sociale, de la démocratie, des droits de l'homme, de la distribution des richesses, de l'emploi et de l'égalité des chances. Des questions auxquelles nous ne pouvons guère répondre dans le cadre de cet essai, par manque d'espace.

Ces contraintes et problèmes ont-ils des influences sur l'activité touristique ? À l'évidence oui. Car il est sûr que, dorénavant, les abus et dépassements se rapportant à l'environnement et aux droits de l'homme figurent en bonne place dans les préoccupations des touristes. On assiste, depuis bientôt une décennie, à l'émergence d'une clientèle qui refuse, par principe, de financer tel État pollueur ou tel régime militaire ou tyrannique.

3.2. DE L'IMPORTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

À L'INSTAURATION DES VISAS :

DE LA POLITIQUE DES BESOINS AU BESOIN DE LA POLITIQUE

Pour mieux comprendre les contraintes et les atouts des migrations (émigration, immigration, tourisme...) en Méditerranée occidentale, il est indispensable de revenir cinquante ans en arrière. Le milieu du XX^e siècle est effectivement particulier à plusieurs égards.

L'Europe, détruite par la guerre (1940-1945), avait besoin de fonds, de cerveaux et de bras pour sa reconstruction. Le plan Marshall avait fourni l'essentiel du financement (85 % d'aides et 15 % de crédits à long terme) ; la matière grise (cadres, ingénieurs, décideurs...) avait été, quant à elle, recrutée localement, alors que les pays limitrophes pauvres à l'époque (Portugal, Espagne...), et les anciennes colonies (logiquement les plus proches, celles du Maghreb) avaient fourni le gros de la main-d'œuvre, pour l'exécution de corvées et travaux récusés par l'ouvrier local. Le vieux continent allait connaître un décollage économique sans précédent. Les Maghrébins, parmi tant d'autres, qui partaient y travailler (1950-1980), constituaient une force « brute », à l'image des matières premières exportées d'Afrique et d'ailleurs vers une Europe en pleine croissance économique. Une Europe séduisante par son décollage économique et accueillante par sa démocratie.

Le Maghreb, au sens géographique du terme, Maroc, Algérie et Tunisie²³, avait constitué le principal « gisement » africain de cette main-d'œuvre docile et bon marché. À l'inverse, l'Europe exportait vers les pays du Sud des produits finis et des hommes instruits (coopérants) ou riches (touristes), du moins en apparence. De ces échanges, qualitativement et quantitativement inégaux, étaient nés des clichés et des sentiments de supériorité fécondés et consolidés en partie par des préjugés hérités de la période coloniale. Il suffit de replonger dans quelques écrits de cette époque pour découvrir des horreurs cérébrales, sous forme d'essais intellectuels d'un genre particulier : « l'indigène nord-Africain, dont les activités supérieures et corticales sont peu évoluées, est un être primitif dont la vie essentiellement instinctive, est surtout réglée par son diencéphale²⁴ ». Et

23. L'UMA (Union du Maghreb arabe), étant le Maghreb géopolitique, comprend en plus des trois pays déjà cités la Libye et la Mauritanie.

24. A. Porot, *Notes de psychiatrie musulmane*, 1936, AMP, tome 9, p. 337-384 cité par Abdelhaq Mouhtaj, « Jeunes issus de l'immigration, identité culturelle et tourisme », *Le tourisme des jeunes*, Marrakech, Publications du Centre sur les cultures maghrébines et l'Université Casdi Ayyad, 2001, p. 23-37.

l'auteur d'ajouter que « la vie affective du nord-Africain est réduite au minimum et tourne dans le cercle restreint des instincts élémentaires²⁵ ». Le pseudo-scientifique n'a nullement hésité à froisser le civisme et la science, en agressant doublement le colonisé, dans sa chair et dans son âme, pour « légitimer » un dessein colonial éphémère.

Alors que l'Européen se surclassait dans son sentiment de citoyen cultivé et civilisé, l'immigré, lui, sans instruction ni repères dans son nouvel environnement, acceptait ou supportait de figurer en bas de l'échelle des classes sociales des pays d'accueil. Mais, paradoxalement, et sur le plan purement matériel, il s'était retrouvé propulsé au rang des classes moyennes (régions des plaines) et des classes aisées (régions périphériques et déshéritées) de son pays d'origine. Cette promotion de l'émigré maghrébin dans son pays d'origine était sûrement d'une grande consolation pour l'immigré corvéable qu'il incarnait dans le pays d'accueil, en Europe.

La génération d'émigrés de la première moitié du XX^e siècle s'est sacrifiée corps et âme pour les deux rives : elle avait combattu lors des guerres euro-méditerranéennes : guerre civile d'Espagne, 1936 ; deuxième Guerre mondiale, 1939-1945²⁶, en plus des guerres coloniales (cas de l'Indochine). Par la suite, dans la seconde moitié de ce siècle, ces mêmes hommes et d'autres encore ont participé activement à la reconstruction de l'Europe. Ces vagues successives d'émigrés avaient aussi contribué à l'amélioration de la situation économique du Maghreb, en y injectant des capitaux en devises et des marchandises, sans parler des effets bénéfiques que cet exil massif avait eu sur le tandem « démographie-chômage », à une époque où l'accroissement démographique, au Maghreb, figurait parmi les plus élevés du monde (4,5 % environ au début des années 1960).

La deuxième génération, ou la « génération à double culture », n'est apparemment pas prête à concéder ses droits ou à supporter d'autres sacrifices. Alors qu'elle attend une reconnaissance honorable pour services rendus à la nation d'adoption par les parents (indistinctement de la nationalité d'origine, de la couleur ou de la religion des concernés...), elle se trouve, contre toute attente, victime d'une marginalisation qui l'accule à vivre en marge de la société, dans les ghettos des périphéries des grandes métropoles. Cette jeunesse, en mal d'identité et d'unité, a parfois fréquenté l'école jusqu'à des niveaux qui « agitent la conscience sans permettre sa

25. Abdelhaq Mouhtaj, *op. cit.*, p. 23-37.

26. Lors de ces guerres « coloniales » insensées, des hommes ont choisi de défendre les colons, en se résignant à combattre leurs compatriotes.

prise ». Des niveaux qui ne permettent pas de percer dans une société faite de compétition et de concurrence, mais tout juste de se rendre compte des difficultés, des contrariétés et des problèmes qui ont jalonné l'itinéraire de ses prédécesseurs, du départ (pays d'origine) à l'arrivée (pays d'accueil). Partagée entre deux cultures, tiraillée entre deux éducations et brouillés par deux modes de vie presque opposés, la deuxième génération (plus que la troisième) fait l'objet d'un double rejet et se trouve à l'angle mort entre la famille et la société.

D'un côté, les familles traditionnelles d'immigrés ne tolèrent guère de voir leurs enfants assimiler ou simplement s'inspirer de la culture européenne, pour cause de religion, d'honneur ou de mœurs. De l'autre, on assiste, dans les pays de forte immigration, à deux discours dissemblables, voire opposés. L'extrême droite a ouvertement fait de la politique de l'immigration son cheval de bataille, aidée en cela par la crise et le chômage ; elle brandit d'une manière démesurée le spectre d'une invasion sudiste²⁷.

Les discours racistes²⁸ s'abstiennent difficilement de recourir à une « idéologie obscure » bien connue, pour ne pas réveiller les souvenirs d'un passé proche que l'Europe unifiée veut enterrer à jamais. La gauche, ou du moins une bonne partie de celle-ci, prône l'intégration et la naturalisation des immigrés dont la situation administrative est régulière. Une chose est claire, à gauche comme à droite, au niveau du discours, tout le monde plaide pour l'arrêt de nouvelles immigrations. Nonobstant ces considérations, l'Europe, tout comme le reste de l'Occident, demande aux citoyens du Maghreb de s'ouvrir à leur culture et au tourisme. Mais la réalité démographique et économique des deux rives semble faire fi de ces positions et propositions. Au Nord, la croissance économique et le déficit démographique, et, au Sud, la crise économique et la jeunesse de la population ne cessent de lancer des défis à la politique de l'émigration de l'UE !

Un troisième courant s'oppose à ceux qui prêchent le départ des immigrés et à ceux qui préconisent leur intégration : c'est celui des États maghrébins qui, pour des raisons économiques évidentes, refusent et l'expulsion et l'intégration.

27. Un certain nombre d'événements rapportés par la presse, et mettant en scène des Maghrébins ont, au début des années 1990, apporté un peu plus d'eau au moulin des intolérances.

28. Faut-il penser que le racisme est présent chez l'homme de la même façon que le cholestérol ? Au-delà d'une certaine dose, il devient corrosif pour son porteur et très blessant pour ses victimes. Toutefois, un bon raciste n'existe que dans le lexique du racisme lui-même.

Alors, peut-on espérer rendre au voyage sa noblesse spirituelle et sa richesse matérielle qui consistent en un mouvement de liberté, instructeur des voyageurs (touristes) et éveilleur des peuples (populations locales), sans heurts dus aux préjugés ni leurres liés aux gains ? Car, selon la destination et le sens des mouvements, du Nord au Sud ou vice versa, le voyage revêt malheureusement une connotation prédéfinie : voyage d'agrément et voyage d'impécuniosité. Ces deux types présumés de déplacement n'ont pas la même signification pour l'observateur ni la même sensation pour le voyageur.

Le voyage, l'une des précieuses acquisitions des sociétés démocratiques, implique forcément un état de choc : il demande un arrachement, plus ou moins conscient, plus ou moins accepté, à l'habitude et au quotidien, à la sécurité de l'espace connu et dûment identifié, par voie de comparaison, à d'autres conceptions du monde et, par conséquent, à une remise en question, sinon à une mise en doute, de leurs propres conceptions et valeurs. Le voyage est ainsi une invitation au partage des expériences, des étonnements, des façons de sentir et de faire. Partage aussi des espaces²⁹.

Il n'en demeure pas moins que ce voyage, vécu et vu du Nord, qui symbolise à la fois la maturité de la démocratie et du développement en est encore au stade du rêve ou du cauchemar pour les peuples et nations des pays en développement.

Et l'on comprend que le tourisme en général, et le tourisme social en particulier, mis en place par les pays développés débarrasse la jeunesse de ses frustrations à l'égard des loisirs, grâce à la démocratisation généralisée des voyages de durées et de distances moyennes ou courtes.

Pour les jeunes de la rive sud de la Méditerranée, cette mer longtemps considérée comme une aire de mobilité, d'accueil et d'hospitalité vit aujourd'hui des effervescences politiques, ethniques et religieuses peu favorables à l'échange culturel et au développement touristique intra- et interrégional dans les PSEM (pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée).

Faut-il parler d'un mal d'appartenance, d'un héritage mal géré, d'un recul de l'éthique ou d'une faillite de la tolérance ? Ou tout simplement de la victoire de la matière sur les autres valeurs humaines, sociales et culturelles ?

29. Normand Cazalais, « L'espace touristique québécois contemporain », dans *L'espace touristique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 7.

3.3. ADVERSAIRES ET PARTISANS DE L'IMMIGRATION : DES INTÉRÊTS CONTRADICTOIRES FACE À LA POLITISATION D'UN PHÉNOMÈNE

Quatre acteurs occupent le devant de la scène politique au détriment de l'immigré lui-même, sujet et acteur, concerné en premier lieu :

- Les xénophobes, qui imputent l'aggravation du chômage à la présence des immigrés et n'hésitent plus à faire le parallèle entre l'importance du chômage et celle du nombre d'immigrés vivant en Europe.
- Les xénophiles constituent deux courants : le premier s'inspire de l'humanisme et défend le principe de la diversité culturelle et de la tradition d'accueil de certains pays, notamment la France ; le second, conscient du déficit démographique grave qui menace l'Europe occidentale, tient un discours des plus lucides : l'intégration et la naturalisation des Maghrébins, connus pour leur natalité élevée, permettraient à chaque pays de gagner à sa cause une population imprégnée de la culture latino-européenne. Cela constitue à leurs yeux la meilleure façon de rendre service, conjointement, à l'immigration et à l'Europe.
- Les États et les familles des émigrés, au Maghreb, voient d'un mauvais œil la naturalisation et condamnent fermement les expulsions. Car dans les deux cas (expulsion ou naturalisation), les économies des pays du Sud méditerranéen se trouveraient privées d'une source de devises appréciable, comme cesseraient d'en bénéficier des circuits économiques et commerciaux, dont le tourisme, qui en dépendent aujourd'hui. Pour beaucoup de familles du Maghreb, ce serait surtout la perte d'une possibilité de recours (accueil pendant les vacances, point de chute ou d'exil en cas de contraintes extrêmes, hébergement pour études d'un frère ou d'un proche...).
- Les patrons des moyennes et petites entreprises préfèrent le statu quo et apprécient à sa juste valeur le service souple et bon marché d'une main-d'œuvre clandestine (*cf.* les événements d'El Ejido en Espagne en 2000). Même les services publics de certains pays ont, paraît-il, fait appel aux clandestins pour honorer à temps des contrats de dimension internationale (Jeux olympiques d'Albertville et de Barcelone, exposition de Séville...).

Quant aux immigrés eux-mêmes, du fait qu'ils sont coupés de leur culture d'origine et exclus des décisions politiques locales et du vote, ils continuent à alimenter les campagnes électorales, les débats politiques,

les caisses et les budgets des uns et des autres, en tant qu'acteurs économiques et spectateurs politiques. Un adage populaire nous rappelle l'équivalent de cette situation :

- « Où te situes-tu aveugle ? »
- « Au milieu des ténèbres ! » répond-il.

Pour les habitants du premier monde – pour ce monde de plus en plus cosmopolite et extraterritorial des hommes d'affaires, des professionnels de la culture ou des universitaires mondiaux –, les barrières sont aplanies, alors que les frontières sont peu à peu démantelées pour laisser passer les distractions, le capital et la finance du monde. Pour les habitants du deuxième monde, les murs dressés par les contrôles de l'immigration, les droits de séjour et les politiques de répression de la délinquance sont de jour en jour plus élevés ; les fossés qui les séparent des lieux de leur désir et de leur salut sont de plus en plus profonds, et tous les ponts qu'ils tentent de passer se révèlent dès leur première tentative aussi infranchissables que des ponts-levis. Les premiers voyagent quand ils le souhaitent et en éprouvent beaucoup de plaisir [...] ; on le leur demande comme une faveur, on les paye pour voyager, et quand ils le font, ils sont accueillis à bras ouverts et avec force sourires. Les seconds voyagent discrètement, souvent dans l'illégalité, et payent pour l'entrepont bondé d'un bateau puant et en piteux état parfois plus que les autres pour jouir du luxe de la classe affaire. Ils sont accueillis avec des froncements de sourcils, et les plus malchanceux sont arrêtés dès leur arrivée et aussitôt expulsés.

Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, 1999, p. 136-137.

4. DU TOURISME ET DE L'EXTRÉMISME EN MÉDITERRANÉE : LES DEUX FACES DE LA MÉDAILLE !

La Méditerranée est, depuis la plus haute antiquité, un espace de rêve ; bien plus, le lieu des mythes fondateurs qui naissent sur une rive, se transforment sur l'autre, après des pérégrinations complexes, des cheminements culturels souterrains. C'est donc, presque par essence, un lieu d'échange dont la matrice est celle du rêve et du mythe. Au confluent du désert, surmontées de montagnes escarpées ou à l'embouchure de plaines fluviales, ses rives appellent aux voyages croisés ; elles attirent immanquablement vers l'autre installé sur la rive voisine ou d'en face, distante de quelques journées autrefois, de quelques heures aujourd'hui³⁰.

30. Georges Corm, *La Méditerranée, espace de rêve, espace de conflits*, op. cit., p. 255.

Dans l'état actuel des choses, la Méditerranée semble dépendre de tout le monde sans appartenir à personne. Pourtant ce n'est là qu'une fausse impression : elle est à la merci de ceux qui brandissent « démocratiquement » leur force et font « ardemment » étalage de leur puissance. Cette autre façon de rapprochement entre les peuples prouve que la paix et les droits de l'homme sont au bout des canons...

4.1. MÉDITERRANÉE TOURISTIQUE ET / OU « TOUT RISQUE » ? VOYAGE LIBRE DES NORDISTES ET BLOCAGE SCÉLÉ DES SUDISTES

Les PSEM (pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée) ont développé par le passé (seconde moitié du XX^e siècle) des politiques socioéconomiques peu homogènes. Nous pensons pouvoir retenir deux raisons à cela : la production ou non du pétrole et l'adoption ou non de l'idéologie marxiste.

Avant de revenir sur ces deux points, il nous semble utile de rappeler que toute la rive sud de la Méditerranée est dans sa majorité habitée par des populations arabes, de confession en majorité musulmane. En théorie, tous les éléments nécessaires pour une unité d'ordre socioculturel sont réunis. Or, il n'en est rien. Du Maroc à la Syrie, les discours unitaires et de soutien à la cause palestinienne fusent de toutes parts et sont, apparemment ni plus ni moins, destinés à une consommation idéologique nationale locale. Ces discours contrastent fortement avec les déchirements et les conflits ouverts ou sourds qui secouent ces États sur leurs flancs (frontaliers). Des conflits souvent créés de toutes pièces pour détourner les regards des problèmes intérieurs et occuper les militaires. Ces derniers sont à la fois une menace et un appui pour ces régimes sans partage. De ce fait l'arabité de la Méditerranée est une grande quantité qui ne compte pas ou très peu³¹.

Du temps de la guerre froide, les États du Sud, par leur affiliation à l'un des affidés de l'Est ou de l'Occident, se présentaient telles les cases d'un jeu de dames (jamais deux cases consécutives de la même couleur... « politique »). Si le dérapage de la Tunisie du temps de Ben Salah a été vite maté, la période nassérienne en Égypte a par contre donné des sueurs froides aux modélistes de la guerre froide et de la géopolitique de la Méditerranée.

31. Pour preuve, on parle de dialogue « euro-méditerranéen » comme si la Méditerranée ne compte que face ou grâce à l'Europe.

Tableau 3.3**ALLIANCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DES PAYS DU SUD
DE LA MÉDITERRANÉE À LA VEILLE DE LA CHUTE DU MUR DE BERLIN**

<i>Pays</i>	<i>Maroc</i>	<i>Algérie</i>	<i>Tunisie</i>	<i>Libye</i>	<i>Égypte</i>
Entente	Occident	Bloc Est	Occident	Bloc Est	Occident
Pétrole*	Non	Oui	+ ou –	Oui	+ ou –
Tourisme*	Oui	Non*	Oui	Non*	Oui

* Seuls les cas saillants sont pris en considération.

Toutefois, le tourisme a connu un développement satisfaisant entre 1960 et 1990 pour l'ensemble de la rive sud. Au-delà de cette date, des événements indésirables, qui ont secoué les deux rives (disons même les trois, pour être exact), ont changé la donne de certains pays et, partant, de certaines destinations.

Tableau 3.4**IMPACTS DU TOURISME SUR LES PAYS DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE – 1990**

<i>Pays</i>	<i>Impact économique en % PIB</i>	<i>Couverture du déficit commercial par le tourisme</i>
Maroc	5,1 %	53 %
Algérie	1,7 %	70 %
Tunisie	7,1 %	65 %
Libye	–	–
Égypte	7,1 %	34 %

Source : Robert Lanquar, « Les enjeux du tourisme méditerranéen dans le cadre d'un développement durable », dans *Le tourisme méditerranéen dans le développement durable*, Actes de la conférence euro-méditerranéenne sur le tourisme dans le développement durable, Hyères-Les-Palmiers, septembre 1993, p. 22.

**4.2. DEUX « ÉCOLES » MAGHRÉBINES : TOURISME DE MASSE
EN TUNISIE ET TOURISME DE « LUXE » AU MAROC ?**

La similitude entre les planifications marocaine et tunisienne relève d'une ressemblance frappante (voir les tableaux ci-après), alors que les résultats sont diamétralement opposés. Le choix du tourisme comme moteur du développement s'est fait au milieu des années 1960, par étapes d'essai

et d'ajustement. Les administrations chargées du secteur touristique avaient besoin de formation et de rodage avant d'atteindre la vitesse de croisière.

Le Maroc a classé l'agriculture en tête des priorités économiques et le tourisme en deuxième position, en privilégiant un tourisme haut de gamme. À la différence de la Tunisie, les crises observées dans d'autres secteurs au Maroc ont violemment secoué le secteur touristique et hôtelier, notamment durant la décennie 1970 (récupération du Sahara marocain, 1975 ; chute des prix des phosphates, 1976). Ce qui explique en partie la mise en place d'un Plan d'ajustement structurel « PAS » en 1983 et, comme il fallait s'y attendre, une campagne de privatisation à partir de 1992.

Tableau 3.5

APERÇU SUR LE PLANIFICATION TOURISTIQUE AU MAROC – 1965-1992

<i>Projections et objectifs fixés par plan</i>				
<i>Plans</i>	<i>Investissement (M DH*)</i>	<i>Capacités (en lits)</i>	<i>Arrivées de touristes</i>	<i>Recettes (M)</i>
1965-1967	384,0 DH	20 000	700 000	–
1968-1972	760,0 DH	30 797	1 150 000	555,0 DH
1973-1977	1 339,0 DH	50 000	9 344 000	8 058,0 DH
1978-1980	726,6 DH	19 000	5 212 000	5 774,0 DH
1981-1985	1 643,0 DH	32 000	10 625 000	16 554,0 DH
1988-1992	6 570,0 DH	40 000	11 503 100	47 230,0 DH
1965-1992	11 422,6 DH	191 797	38 524 100	78 471,0 DH
<i>Réalisations par plan</i>				
1965-1967	337,0 DH	7 000,0	558 000	1 111,0 DH
1968-1972	406,0 DH	17 554,0	1 113 000	2 467,0 DH
1973-1977	553,4 DH	15 625,0	6 881 000	4 981,0 DH
1978-1980	432,6 DH	11 400,0	4 633 000	5 120,0 DH
1981-1985	1 168,0 DH	13 119,0	7 754 869	18 300,0 DH
1988-1992	3 560,0 DH	18 965,0	14 833 397	47 966,0 DH
1965-1992	6 457,0 DH	83 663,0	35 773 266	77 514,0 DH

* 10 DH (dirham marocain) = environ 1 \$US (en 1999).

Sources : Ministère du Tourisme et ministère du Plan, Maroc.

En Tunisie, les planificateurs ont fait de même en empruntant une voie différente. En effet, ce pays de 165 000 kilomètres carrés (710 000 pour le Maroc) et une population de 9 millions d'habitants (30 millions au Maroc) a opté tôt pour un tourisme de masse.

Tableau 3.6

APERÇU SUR LE PLANIFICATION TOURISTIQUE EN TUNISIE – 1962-1996

<i>Projections et objectifs fixés par plan</i>				
<i>Plans</i>	<i>Investissement (M DT*)</i>	<i>Capacités (en lits)</i>	<i>Arrivées de touristes</i>	<i>Recettes (M)</i>
1962-1964	–	16 000 ?	260 000 ?	–
1965-1968	10,6 DT	19 000	280 000	7,2 DT
1969-1972	60,0 DT	42 000	450 000	14,0 DT
1973-1976	100,0 DT	34 505	4 471 000	389,2 DT
1977-1981	117,0 DT	18 000	–	–
1982-1986	450,0 DT	30 000	8 300 000	2 536,0 DT
1987-1991	370,0 DT	19 000	–	3 138,0 DT
1992-1996	1 000,0 DT	35 000	–	3 995,0 DT
1962-1996	2 117,0 DT	197 505	–	–
<i>Réalisations par plan</i>				
1962-1964	–	7 600	136 000	11,0 DT
1965-1968	49,8 DT	23 000	1 078 408	60,4 DT
1969-1972	47,2 DT	46 000	2 390 460	179,9 DT
1973-1976	46,0 DT	19 180	3 538 000	413,3 DT
1977-1981	102,9 DT	10 552	7 300 000	1 083,4 DT
1982-1986	372,0 DT	18 441	7 878 697	1 888,0 DT
1987-1991	432,0 DT	24 520	14 993 132	3 995,0 DT
1992-1996	1 844,0 DT	49 000	–	3 995,0 DT
1962-1996	2 893,9 DT	198 293	–	11 626,0 DT

* 1 DT (dinar tunisien) = environ 1 \$US.

Source : Ministère du Tourisme tunisien.

Moins touché par les crises politico-maghrébines, la Tunisie, soumise à un régime fort, a su faire du tourisme le fer de lance de son économie. Reste que ce succès du tourisme tunisien, de l'avis de certains observateurs, est hypothéqué par « une mainmise » des voyagistes (T.O.) sur le système de réservations et de distribution des flux touristiques. Mais n'est-ce pas

là une intégration réussie qui répond clairement aux exigences de la mondialisation ? Car, à y regarder de près, le Maroc n'avance qu'à petits pas dans la voie de la globalisation pour ménager les courants conservateurs ou traditionnels et la minorité des ultra-libéraux très entreprenants et dynamiques.

Tableau 3.7

PLACE DU MAROC ET DE LA TUNISIE PARMIS LES 60 PAYS TOURISTIQUES DU MONDE EN 1980 ET 1997

<i>Année 1980</i>	<i>Arrivées* en millions</i>	<i>Rang mondial</i>	<i>Recettes M \$US</i>	<i>Rang mondial</i>
Maroc	1,425	34	397	39
Tunisie	1,602	32	601	35
<i>Année 1997</i>	<i>Arrivées* en millions</i>	<i>Rang en 1980</i>	<i>Recettes en M \$US</i>	<i>Rang en 1997</i>
Maroc	3,072	38	1 443	49
Tunisie	4,263	30	1 423	50

* Y compris les résidents (travailleurs permanents) des deux pays à l'étranger.
Source : OMT, Madrid ; Annuaire des statistiques du tourisme.

Ce tableau révèle deux politiques touristiques différentes. Si la Tunisie a opté tôt pour un tourisme de masse, le Maroc, au prix d'énormes sacrifices financiers, a préféré privilégier un tourisme de luxe. Ce qui explique qu'avec un million et quart de touristes de plus que le Maroc en 1997 la Tunisie (34^e rang au plan mondial) se retrouve avec moins de recettes en devises que le Maroc et se place au 50^e rang juste derrière le Maroc (49^e rang).

Mais, pour les trois dernières années, soit 1997, 1998 et 1999, les choses commencent à se clarifier. Les observateurs pensent que la Tunisie est installée, de façon irréversible dans un tourisme de quantité, alors que le Maroc a du mal à se maintenir dans une image touristique qui oscille entre un tourisme « haut de gamme » pour l'essentiel et un tourisme ordinaire qu'imposent les périodes de crises.

Tableau 3.8**ARRIVÉES ET NUITÉES TOURISTIQUES DES NON-RÉSIDENTS
AU MAROC ET EN TUNISIE**

Années	Maroc			Tunisie		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Arrivées	1 823 448	2 001 346	2 353 658	4 263 523	4 717 705	4 831 658
Nuitées	10 908 443	11 981 473	13 063 821	27 684 239	28 787 502	33 150 730
DMS	6,0	6,0	5,5	6,5	6,1	6,8

Source : *La vie touristique*, n° 649, du 31 août 2000, p. 6-7.

Pour compléter ce tableau et le rendre intelligible, il faut faire appel aux recettes et à la capacité d'hébergement. Les chiffres de 1999 donnent pour le Maroc 18,8 milliards de dirhams, soit environ 1,90 milliard de dollars pour un peu moins de 100 000 lits. La Tunisie enregistre pour la même année 1 950 dinars, soit 1,95 milliard de dollars, pour une capacité record de 191 000 lits ! « Que peut-on conclure sinon que le tourisme a certes drainé d'importants investissements pour une clientèle de masse, qui peuvent être assimilés à du gâchis, sans compter ce beau monde qui durant "son" séjour "s'arrose" de produits subventionnés par la caisse de compensations des prix³². » S'il est vrai que cet équipement important n'est pas assez rentabilisé, ce raisonnement ne tient pas, puisque la Tunisie compte 10 millions d'habitants contre 30 millions pour le Maroc, sans parler des occasions de travail qu'offrent près de 200 000 lits.

De toute façon, les gouvernements des deux pays sont appelés à renoncer à exercer des contrôles lourds sur les différentes activités sociales et économiques, quitte à laisser échapper à leur tutelle politique, et donc à leur emprise sur l'appareil juridico-financier, les mécanismes de fonctionnement de l'économie. Ils sont conscients du fait que l'établissement d'un véritable libre-échange s'accompagne d'un élan démocratique capable de freiner le modelage administratif téléguidé de l'appareil politique par (et pour le profit) des gouvernants et des élites. Or, sans ce modelage du social et ce téléguidage du politique, les intérêts socioéconomiques particuliers seraient mis à rude épreuve par la concurrence loyale.

32. D'après un article non signé paru dans *La vie touristique*, n° 649 du 31 août 2000, p. 6-7.

4.3. QUEL TOURISME AU MAGHREB ?

UNE RÉGION À LA RECHERCHE DE SA VOIE TOURISTIQUE

Si au début des années 1960 et 1970, les critiques, qu'elles soient positives ou négatives, manquaient de consistance, en raison de la jeunesse du secteur, de l'insuffisance des statistiques, de la mise en place des équipements d'inauguration de cette politique (hébergement, transport, infrastructure...) et de l'organisation naissante des services de base (formation, gestion, emploi, accueil), il en va autrement à présent. Aujourd'hui, ayant suffisamment de recul (trente ans d'expérience : de pratiques, d'études et de recherches), les outils de mesure, d'analyse et d'appréciation sont rodés, fiables et précis. Ce qui n'empêche pas les statistiques de demeurer une matière plastique, « malaxable » à volonté, par le jeu des sélections et regroupements (occultation de certains faits négatifs et exhibition d'autres, positifs), afin de leur faire dire ce que souhaitent voir les responsables sur le terrain sans pouvoir le réaliser.

Dans le domaine du tourisme, le constat est peu flatteur pour les pays du tiers-monde. Nous dirons que le tourisme, dans des cas heureusement rares, fait cohabiter, le temps d'une évasion vacancière, des « hôtes instruits et libres » et des « laborieux opprimés et ignorants ». Et, si le régime politique d'un pays d'accueil entraîne une désaffection du tourisme étranger, c'est souvent à cause de l'insécurité, et très rarement à cause d'un boycott pour cause d'atteinte aux libertés et aux droits de l'homme.

Au plan économique, « l'investisseur qui a contracté un engagement envers la société locale demande aussi que son investissement soit entouré de toutes les garanties nécessaires. Il exige un climat d'investissement sûr, ce qui limite considérablement, pour le pays d'accueil, le nombre de politiques de développement parmi lesquelles il peut choisir³³ ». Dans ce cas, l'indépendance politique des pays considérés ne s'exerce que sur les populations locales, comme s'il fallait les contraindre à respecter les directives d'une politique dictée par les puissances de tutelle et les créanciers internationaux. Et l'on a l'impression que dans certains pays la population locale est réduite à un esclavage « doux » où tout le fruit du travail national est destiné à couvrir seulement le service de la dette extérieure.

Dans cet ordre d'idées, le développement du tourisme ne fait qu'aggraver la situation des pays économiquement en retard.

33. T. Hoivik et T. Heiberg, « *Tourisme entre le centre et la périphérie et l'autodépendance* » cités par C. Pluss et P. Aisner dans *La ruée vers le soleil*, Paris, L'Harmattan, 1983, p. 243.

L'implantation des structures touristiques conditionne un développement à l'occidentale ; tout comme le touriste lui-même est porteur de ce modèle de développement, cette conception appropriation européenne du monde rendra possible un mouvement touristique de cette envergure, de l'Occident vers des destinations lointaines³⁴.

Cependant, il ne faut pas oublier que le touriste contribue au transfert de devises touristiques des pays du Nord vers ceux du Sud, sans compter l'ensemble des activités qu'il anime par sa sollicitation de services ou produits ! Car, au-delà de quelques critiques, souvent acerbes, il faut reconnaître que le tourisme est devenu pour bon nombre de pays un facteur économique d'appoint qui contribue fortement à l'équilibre budgétaire du pays et à l'épanouissement de l'emploi.

Évidemment l'aspect économique du tourisme avait pris trop de place par le passé, c'est-à-dire durant les années 1960 et 1970, où tout le monde, à quelques exceptions près, croyait fermement en sa puissance, comme multiplicateur des facteurs de développement socioéconomique et comme fondateur des processus de réorganisation sociogéographique.

Comme le souligne M.K. Sureh, responsable d'une association de défense des populations face au tourisme, ce dernier est porteur de déstabilisation. Le tourisme rend fragile et dépendante l'économie des sociétés traditionnelles.

Le problème posé aux hôtes est simple : ils auront abandonné leurs terres et leurs outils de travail pour s'investir dans le tourisme et tout le pays aura à en souffrir dès que se déclenchera une nouvelle guerre du Golfe ou une épidémie. Nous aurons transformé les processus économiques existants en une monoculture pour découvrir que cette monoculture n'est pas viable³⁵.

Dans cette effervescence tranquille de la Méditerranée, la rive nord, euro-chrétienne relativement riche, et la rive sud, arabo-musulmane manifestement pauvre, se regardent en « chiens de faïence » de part et d'autre d'un lac qui symbolise de plus en plus la coupure. De ce fait, miser sur le tout-tourisme revient à se ligoter devant l'avenir en se croyant, par aliénation économique, libre de ses actes. La dépendance est en passe, n'en déplaise aux inconditionnels de la mondialisation et de sa mère nourricière la privatisation, de prendre en otage l'avenir des peuples et pays de la région. Au vu des apports, inégalement importants, en pétrodollars, en

34. Pierre Py, *Le tourisme : un phénomène économique*, Paris, La Découverte française, 1992.

35. Dora Valayer, « Pour une révolution du tourisme », *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.

narcodollars, en « émigrodollars » et en « tourismodollars » qui alimentent les économies des PSEM (pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée), cette dépendance a encore de beaux jours devant elle.

Alors quittons ce champ exagérément politisé et tâchons de comprendre le fondement des relations compliquées et complexes qui se tissent entre le tourisme, l'espace et la culture.

4

Chapitre

**Relations entre
« espaces culturels »
et « espaces
touristiques »**

**Rivalité ou
complémentarité ?**

Si la perception de l'espace et la notion d'environnement diffèrent d'un peuple à l'autre, force est de constater que savants et chercheurs alimentent, eux aussi, des polémiques où théories et définitions prennent souvent l'allure de communiqués de batailles scientifiques. Des luttes de bon augure puisqu'elles permettent à toutes les sciences, et particulièrement aux sciences sociales et humaines, d'avancer.

De ce fait, le déviationnisme, courant chez le grand public, est en quelque sorte excusable, et celui pratiqué par les politiques est, dans une moindre mesure, compréhensible. En revanche, lorsqu'il émane d'un membre de la communauté des intellectuels ou des scientifiques, il suscite bien des interrogations. Car, entre l'erreur d'analyse, fréquente jusque dans les hautes sphères de la science (l'erreur est humaine), et la volonté de se distinguer par le maquillage de la réalité par des études orientées à des fins politiques ou commerciales, il y a un énorme fossé que seuls les inconscients tentent de justifier en y enterrant la crédibilité de l'intellectuel et la déontologie de la recherche.

De nos jours, grâce à la maîtrise de la science, une hyper-maîtrise que reflètent avec force détails les manipulations génétiques, les essais nucléaires et la conquête de l'espace, l'Homme est incontestablement devenu un génie et en même temps un être redoutable pour ses semblables et pour son environnement. Le résultat du contrôle absolu du domaine de la science et de ses dérivées technologiques par un groupe humain restreint, l'assimilation de leur fonctionnement et leur exploitation pour des fins financières et des intérêts privés constituent la base d'un « savoir » scientifique, à la fois étonnant et menaçant.

1. SOCIÉTÉS TRADITIONNELLES ET ESPACES CULTURELS : L'HOMME, LA CULTURE ET LA NATURE OU L'HARMONIE FRAGILE

L'analyse historique des révolutions, des évolutions et /ou des continuités des différents continents et régions du globe permettent, par voie de comparaison, de connaître les étapes de développement des nations. L'écriture, tout comme la pierre taillée ou sculptée, raconte l'histoire racinaire de notre présent au passé. Si, de nos jours, l'écriture permet d'enseigner et de consigner les valeurs socioculturelles d'un pays, d'une région ou d'un continent (donc de un ou plusieurs peuples), seul l'espace grâce aux objets façonnés qui le composent a précieusement conservé les œuvres et les arts

(porteurs de messages et de valeurs culturelles) des sociétés et civilisations du passé (monuments et sites archéologiques, gravures rupestres, objets d'art et d'artisanat anciens...).

Et c'est là l'un des objets du tourisme culturel.

***1.1. HÉRITAGE CULTUREL ET USAGE SOCIAL D'UN MILIEU :
CULTURE ET PATRIMOINE, LE DROIT À LA MÉMOIRE
ET À LA CONTINUITÉ***

Depuis des temps immémoriaux, l'être humain a toujours cherché à établir des repères, des marques, des limites et des interdits spatiaux régis par des croyances et des coutumes transmises de génération en génération. Spirituels ou matériels (très souvent mythiques, mythologiques ou superstitieux), ces canevas de valeurs, de signes et de sémiotiques ont tissé les relations humaines, codifié les rapports socioculturels et régulé les échanges socioéconomiques d'abord entre les individus d'une même société et plus tard, grâce à l'avancée des sciences et des découvertes, entre les peuples de différents pays et régions.

Il n'est donc pas étonnant de constater que, dans toute société traditionnelle, l'organisation de l'espace est le reflet de son organisation sociale ; c'est le résultat de l'expérience et de l'imagination collectives, des contacts et des échanges interculturels qui se sont produits avec ou sans violence.

Cependant, il est à noter qu'il existe un seuil au-delà duquel tout apport extérieur peut passer d'un statut de facteur enrichissant pour une culture à celui d'agent destructeur. Heureusement, l'histoire, l'archéologie et l'ethnologie ont prouvé que, même si, pour une raison ou pour une autre, une société est amenée à disparaître ou à délaisser sa culture, l'espace, lui, du fait de son étonnante résistance aux épreuves, portera pour longtemps, si ce n'est pour toujours, les marques, les traces et les empreintes d'avant l'acculturation ou la disparition, (*cf.* la vallée du Nil pharaonique, l'Amérique andine, la Mésopotamie, la Grèce antique... ou, plus proche de nous, les ruines des villes romaines...).

C'est ainsi que l'être humain a su et pu établir une dialectique tantôt logique et scientifique, tantôt mythique et utopique, entre lui et son environnement, et, par la même occasion, entre les différents groupes de la société (*cf.* le système tribal ou communautaire).

En vérité, la nature a été la première école de l'Homme ; en cultivant la terre, il s'est cultivé lui-même ; en se frottant aux autres et en agencant l'espace, il a appris à organiser la société et la reproduction de celle-ci au cours de l'histoire. Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, que le mot culture dans les langues latines a deux significations, un sens agronomique, en rapport avec l'action de cultiver la terre et un sociologique où « la culture est ce qui est acquis par opposition à ce qui est inné, naturel chez l'homme (croyances, coutumes, art, morale...) ; en somme la manière de penser et d'agir ou la façon de sentir et de réagir¹ ».

La nature vierge était à la fois source de tous les dangers et école de formation, d'éducation et d'instruction pour l'Homme primitif. En le menaçant de façon permanente, elle l'a, en fin de compte, initié à tous les arts et savoirs, à commencer par ceux indispensables à la lutte quotidienne pour sa survie.

L'interpénétration culturelle due aux premiers contacts des groupes humains (voyages, invasions, guerres, exodes, alliances...) a développé chez l'Homme le sens de l'observation (curiosité, besoin d'apprentissage, nécessité de comparaison), de l'analyse (instinct de sécurité ou attrait du profit) et de la recherche (esprit de découverte et besoin d'évolution). Au début, la domestication des animaux sauvages a fait de l'Homme un admirable sage. Par la suite, avec la domination de la nature, et des découvertes et inventions modestes, mais ingénieuses en leur temps, l'Homme s'est hissé au rang d'illustre savant (*cf.* invention de l'écriture, de la roue et la découverte du feu et du fer...).

L'Homme n'est en fin de compte qu'un mélange de faiblesse et de puissance ! N'a-t-il pas créé des symboles, des statues, voire des dieux « matériels » ou « légendaires », pour venir ensuite leur demander protection et bénédiction ? Matérialiste dans son essence, il n'en demeure pas moins idéaliste dans son âme. « La misère de l'Homme est qu'il est égoïste toujours et de manière dominante, mais sa grandeur est qu'il ne se résigne pas à l'être totalement². » Adeptes du surnaturel, l'Homme a fini par découvrir la science en pratiquant la magie ; en maîtrisant la science, il retrouve curieusement ses instincts de magicien, et n'en finit pas de menacer sa propre existence. N'a-t-on pas dit que la science est une magie réussie et que la magie est une science qui a échoué ?

1. Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, Tome 1, 2^e éd., Montréal, HMH, 1974.
2. André Comte-Sponville, cité par Bruno Bardelet dans *Le marketing de l'humanitaire et du caritatif : donner, ça coule de source*, Paris, Les Presses du Management, 1995.

Aujourd'hui encore, en Afrique, certains peuples semblent être les héritiers et gardiens de cette culture qualifiée, par pudeur, d'archaïque. C'étaient les « sauvages » de la période coloniale, « les primitifs » des explorateurs du temps des grandes découvertes.

Mais, ironie du sort, on assiste de nos jours, un peu partout en Occident, à une renaissance des actes et des comportements, dit-on, libérateurs ou émancipateurs qui trouvent leur origine lointaine dans ces pratiques primitives : coloration de la peau et percing, dessins et tatouages excessifs, cheveux tressés ou colorés, nudisme ou naturalisme sur les plages, masques insolites et déguisements des bals masqués... Bref, tout ce qui se faisait, et se fait encore en Afrique, de façon spontanée et qui relève du « don de rien au rien³ » est aujourd'hui récupéré sous des formes et des termes retentissants par la modernité ; celle-ci s'approprie les pratiques des « anciens sauvages » et les fait siennes après les avoir soumis au traitement d'une technologie doublée d'un marketing qui habille et déshabille au prix fort. Le pire est peut-être à venir, si par mégarde outrancière, ces plagiat en viennent à être consignés en marques déposées !

Décidément ces pratiques cessent d'être « farouches », comme par miracle, dès lors qu'elles quittent leur aire de déploiement originel à l'action bénévole pour se découvrir des qualités dulcifiées dans leur nouvel espace à la démarche ouvertement marchande !

Puissent ces pays « laïcs, civilisés, modernes et développés » se souvenir de l'époque, très récente sur l'échelle historique, où le militaire, souvent talonné par le missionnaire, avait réprimé dans le sang ces « sauvageries » au nom de la civilisation.

À la suite des indépendances obtenues par une majorité des pays du tiers-monde au siècle dernier, on a fini par abandonner l'idée de « sauvages » pour lui substituer celle de « pays sous-développés », pour en arriver, à présent par une sorte de retenue ou de civilité, à la notion de « pays en développement », comme s'il fallait rassurer le futur touriste et consoler l'ultérieur accueilliste.

Mimoun Hillali, « J'ai mal à mon Afrique », texte inédit.

1.2. DE LA DIFFICULTÉ DE DÉFINIR UN ESPACE TOURISTIQUE : RÉVÉLATION PAR USAGE OU VOCATION PAR ESSENCE ?

Les espaces socioéconomiques se définissent par la concentration, par la densité et / ou par l'intensité de leurs activités (aspects quantitatifs) ou par la particularité de leur rentabilité, de leur technicité et de leur fonction-

3. Jean Duvignaud, *Le don de rien*, Paris, Stock, 1977, p. 303.

nement (aspects qualitatifs), lorsqu'ils sont réellement exploités (espaces industriels, espaces agricoles, espaces urbains, espaces touristiques...) ou par leurs vocations et leurs potentiels, lorsque leur mise en valeur est différée. Il est rare d'ailleurs de qualifier un espace de culturel, au sens sociologique du terme, en dehors d'une pratique animée par ses occupants ou par un groupe d'intérêts, même si la notion d'espaces naturels, en ce début du XXI^e siècle, nous paraît inopérante.

Et si un espace est « multifonctionnel », l'activité dominante, en termes de quantité, ou la plus rentable économiquement, finit par s'imposer et imposer son label à la région ou à l'aire de déploiement de cette dernière. Dans certains cas, une relative ambiguïté subsiste. Il s'agit notamment des cas où le tourisme occupe le devant de la scène au détriment des activités quantitativement saillantes ou financièrement, mais discrètement, rentables.

La définition de l'espace touristique relève donc de deux approches, l'une concrète et l'autre abstraite.

Il y a d'abord les espaces exploités par les producteurs ou conquis par les consommateurs, et qui sont dotés d'équipements structurants propres aux pratiques élémentaires du tourisme (hébergement, restauration, transport...). Ces espaces sont généralement soutenus par des réalisations auxiliaires et des services annexes, qui répondent aux besoins d'activités complémentaires ou accessoires (divers centres d'animation et lieux de sport, commerces de produits vacanciers et de souvenirs...). Viennent ensuite les espaces potentiellement touristiques, en attente ou en instance d'aménagement. Là, le touriste ne fait que passer pour aller d'une station à l'autre ou pour admirer la beauté de un ou plusieurs paysages et sites, tout comme les œuvres et objets d'art. Avec l'émergence et le développement de la « conscience environnementale », des espaces exceptionnels, fragiles ou sensibles, ont fait l'objet de protection nationale (parcs, réserves) ou de sauvegarde internationale (Action de l'UNESCO, *cf.* le Ksar Ait Ben Haddou à Ouarzazate et la Médina de Fès classés patrimoine mondial ou la place Djemaa el-Fna à Marrakech, classée patrimoine oral de l'humanité).

Dans le cas des stations de séjour, il s'agit d'espaces occupés (stations balnéaires et de ski, villes et agglomérations touristiques...). Quant aux intervalles de passage, ils correspondent aux espaces parcourus, qui permettent le transit entre une étape et une autre. Dans tous les cas, un espace touristique est un lieu capable de stimuler la mémoire (tourisme culturel), le regard (panoramas et autres beautés naturelles ou artistiques),

le corps (sport ou repos), et peut-être aussi un espace capable d'offrir aux visiteurs d'autres types de dépaysement à sensation spirituelle ou morale (pèlerinage, méditation, prière...).

Est-ce à dire que tout espace qui ne répond pas à ces critères et définitions relèverait des « bad-lands » du tourisme et se classerait dans la catégorie des espaces « fades » et sans intérêt touristique ? Oui, si on se limite au fait que « les voyageurs ont imposé aux lieux un regard paysagé⁴ » et que le tourisme, né d'une forte implosion de libertés, commence à entrer dans une ère de normalisation des visions et des opinions, auquel cas le regard paysagé « est devenu un nouvel acteur local exigeant, nourri de signes identitaires récoltés sur place, mais organisé par l'œil et la culture du passant⁵ ». Soyons prudents et gardons-nous de porter des jugements hâtifs sur tel ou tel espace ! Car c'est l'œil, à travers son hublot culturel, certes, mais aussi à travers une masse de frustrations et d'aspirations, qui apprécie, juge et évalue le paysage. En fait, l'accueillant et « l'accueilli » se regardent, s'observent et s'apprécient ou se méprisent à travers des visions socioculturellement « paysagées » brutes ou amendées avec une distinction de taille : l'une est originelle et l'autre est déjà de dimension universelle.

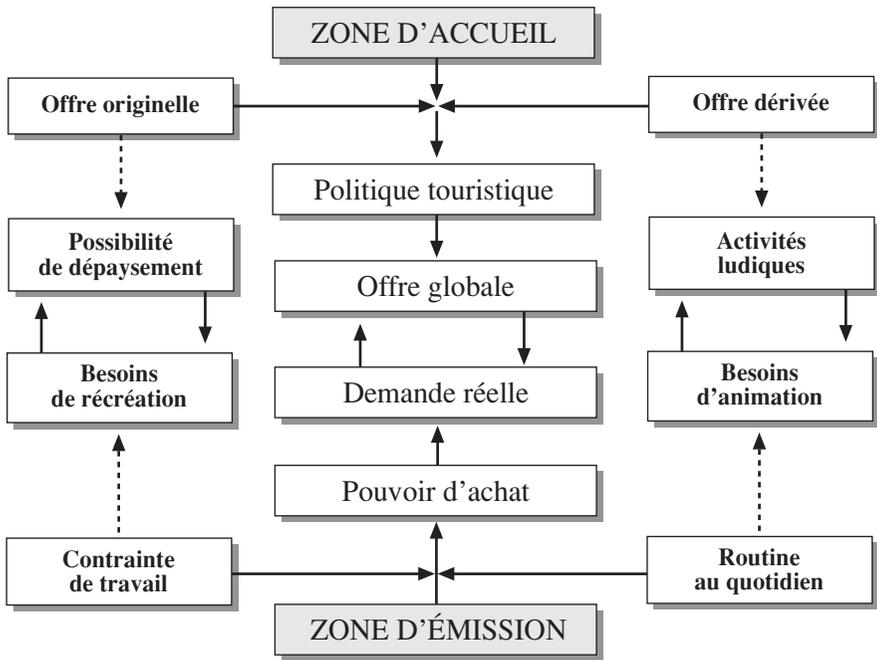
Il est incontestable que ce qui est insipide pour un Targui⁶ vivant dans une oasis sahélienne ne l'est sûrement pas pour un habitant de la Suisse, et moins encore pour un citoyen canadien ou scandinave. Le contraire est vrai aussi. Le quotidien d'une personne, même si elle vit dans un contexte des mille et une nuits, finit inévitablement par sécréter lassitude et routine. Le paradis, rêve divin et aspiration suprême des croyants, a sans doute ses délicieuses routines !

Généralement, l'être humain est attiré par ce dont il ne dispose pas ou ce qu'il ne possède pas. C'est ce qui explique en partie cette forte envie de changement et de dépaysement qui hante l'Homme, amateur d'errance par son origine nomade et sédentaire par son évolution socioéconomique. Tout être humain serait un rêveur spirituel doublé d'un vagabond existentiel, donc touriste potentiel, du moins dans le Nord où le développement (plein emploi) offre à la majorité des revenus consistants et des voyages tentants ; deux facteurs qui augmentent et attisent l'envie de partir. Et l'on

4. Jean Viard, *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, Aube, La Tour-d'Aigues, Aube, 2000, p. 13.

5. *Ibid.*

6. Pluriel : Touareg.

Figure 4.1**RELATIONS APPARENTES ENTRE LA ZONE D'ACCUEIL
ET LA ZONE D'ÉMISSION**

comprend que « tout ce que l'on n'a pas l'habitude de voir, tout ce qui peut être mis en scène, ancien ou moderne, tout ce qui est insolite ou intrigant, devient aujourd'hui une curiosité digne d'intérêt. [...] Les limites dans ce domaine sont celles de l'imagination et la capacité à mettre en scène l'objet⁷ ».

Il y a fort à parier que la commercialisation de l'aventure planifiée et de l'inconfort provocant mais revigorant, voire du risque calculé, est pour bientôt.

N'a-t-on pas déjà tenté de vendre la Lune ? Et c'est fait !

Mais dans le tiers-monde, les mauvaises langues diront que tout candidat au voyage est potentiellement un « émigrant économique », un fuyard de sa

7. Commission générale du Plan, *Réinventer les vacances : la nouvelle galaxie du tourisme*, Paris, Direction du tourisme, 1998.

condition économique locale ou de sa situation politique nationale. L'envie de partir, qui constitue une valeur dans les pays du Nord, revêt, de la façon la plus paradoxale qui soit, une grave accusation envers et pour le Sud.

2. TRADITION, PATRIMOINE ET LEGS DU PASSÉ : DES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT OU DES VALEURS INESTIMABLES ?

Personne ne peut aborder la dimension socioculturelle d'une société sans se référer à sa culture, considérée comme mère légitime des valeurs et mérites sociaux, comme reflet des styles et des symboles artistiques, ainsi que comme havre des intellections et conceptions qui individualisent les identités et différencient les patrimoines des diverses et multiples cultures qui tissent le canevas socio-humain de notre planète. Si l'on part de l'idée que la Culture est un contexte social de relations sociables, éthique ou moral, où s'affrontent, se développent ou se figent les facultés de penser, un champ social où se complètent ou se comparent les manières d'être, les possibilités de créer et les façons d'agir, dans un système « sociétal » plus ou moins organisé et normalisé, alors la Culture est à la fois le miroir sociologique, le repère historique et la dynamique dialectique des différentes étapes de l'évolution de plusieurs sociétés dans le temps et dans l'espace.

Quatre cultures coexistent dans les pays européens : culture anthropologique, culture humaniste, culture scientifique et culture de masse. Peu d'individus possèdent les quatre, car elles n'ont entre elles que de faibles connexions. Elles sont d'ailleurs excluantes, même s'il est exact de dire que la culture actuelle c'est la somme des quatre⁸.

2.1. APPROCHE SOCIALE ET HISTORIQUE : GUERRE DE CLAN, LUTTE DE CLASSES, PUIS CONFLITS CIVILISATIONNELS ?

Pour une meilleure compréhension de cette approche quelque peu philosophique de la culture, rappelons que « la culture contribue à constituer une société ou collectivité de deux façons : d'une manière objective et d'une manière symbolique⁹ ».

- L'objectivité socioculturelle d'une société est en réalité basée sur le tissage de relations ethnosociologiques qui paraissent subjectives aux yeux d'un observateur extérieur, surtout s'il est adepte de la

8. Ignacio Ramonet, *Géopolitique du chaos*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Actuel », 1999, p. 204.

9. Marc Laplante, « Cours de sociologie de tourisme », Montréal, Université du Québec à Montréal, 1994.

logique moderniste ou « scientifique », faisant de la productivité et de l'évolution accélérée des modes et des moyens de production la raison d'être d'un système et la source de sa viabilité. Cette vision « matérialiste » semble plaider, sous couvert de l'amélioration des conditions des peuples « arriérés », en faveur d'un développement à l'occidentale, donc d'une standardisation de la Culture. Certains ont déjà trouvé des anecdotes pour prévenir le pire. C'est le cas de la célèbre citation qui rappelle que « la culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié¹⁰ » ou encore « la culture, c'est ce qui reste d'inexpliqué quand on a tout expliqué¹¹ ». Avec la mondialisation, ne faut-il pas, tout simplement, inverser ces visions et dire que la culture c'est ce qu'on ne perd jamais même lorsqu'il ne reste plus rien ? « Si les groupes fixent tous leur culture et les conditions de leur reproduction sociale dans la pierre ou le sol, si “les groupes imitent la passivité de la matière inerte”, cela ne signifie-t-il pas que le vrai problème n'est pas celui de la mémoire, mais celui de l'oubli¹². »

- Dans les sociétés traditionnelles la vie du groupe est régie par une panoplie de coutumes et de rites codés grâce à un système de symboles, souvent frappés de sacralité pour imposer leur respect. Le rite préside aux festivités de toute sorte, la coutume assure la continuité de la cohésion sociale et le symbole régleme les relations et les croyances en leur servant de repères géographiques et sociologiques.

Car la coutume, fille unique de la culture traditionnelle, est par définition « continuité normative ». C'est l'ouverture sur les siens et la résistance aux autres. La culture traditionnelle est un ultime recours au passé pour tenter d'appivoiser le présent. La religion, quant à elle, se veut être hors temps pour se dégager de toute contrainte matérielle afin de pouvoir expliquer les incertitudes du passé, gérer les contradictions du présent et promettre l'éternité du futur. Un rôle que lui conteste avec force la science. Car, contrairement à la religion qui « suppose et impose » aux yeux de la logique, la science démontre et s'impose. Il n'y a, à vrai dire, que la politique, grâce à son arme idéologique, qui ne se préoccupe nullement des contradictions quant à sa volonté éternelle de chercher à concilier ces trois domaines pour créer une dynamique où la démagogie le dispute au pragmatisme.

10. Edouard Herriot, cité par Joël Bonnemaison dans *La géographie culturelle*, Paris, Publication du CTHS, 2000, p. 82.

11. Joël Bonnemaison, *La géographie culturelle*, Paris, Publication du CTHS, 2000, p. 65.

12. Jean Duvignaud, *op. cit.*, p. 92.

Aussi est-il nécessaire de rappeler que :

La culture constitue une dimension fondamentale du processus de développement et contribue à renforcer l'indépendance, la souveraineté et l'identité des nations. La croissance a souvent été conçue en termes quantitatifs, sans que soit prise en compte sa nécessaire dimension qualitative, c'est-à-dire la satisfaction des aspirations spirituelles et culturelles de l'être humain¹³.

D'un autre côté, les sociétés traditionnelles, du fait de la généralisation des développements à propension purement économique, avaient tendance à vivre une double frustration que le tourisme soumet à un examen microscopique.

Au plan national, elles passent pour être des laissées-pour-compte, dans un dualisme socioéconomique où le secteur moderne semble se nourrir de l'ignorance et de l'indigence du secteur traditionnel (main-d'œuvre bon marché, disponibilité des matières premières, enseignement sélectif, main basse de l'élite sur l'appareil politico-économique...). Dans bien des cas, le tourisme ne se gêne d'aucune façon à s'insérer dans ce contexte de disgrâce pour satisfaire son ego de bon vivant ou de profiteur d'une mal-vie exotique.

Au plan international, les nations où subsistent des sociétés profondément traditionnelles (Afrique, Asie, Australie-Pacifique, Amérique latine, soit environ les trois quarts de l'humanité) occupent une place périphérique et sont stratifiées et désignées par des expressions pompeuses (ou bonus) comme : dragons d'Asie, pays émergents, pays en restructuration, pays en développement ; ce qui n'empêche pas l'audace de quelques-uns à les qualifier dans leur majorité d'arriérées ! À croire que « tradition authentique » et sous-développement sont synonymes ! Pourtant, les citoyens des nations développées vont de plus en plus à l'assaut des espaces culturellement traditionnels pour fuir occasionnellement la pression déprimante du mode de vie urbain et pour échapper momentanément à la routine dépressive du modernisme et du confort matériel secrété par le développement.

L'objectif, ici, n'est pas de débattre de ces points de vue, qui servent d'intromission à démontrer, si besoin était, que la culture d'une nation ou d'une société constitue la référence de sa pensée doctrinale et l'essence de sa production patrimoniale. Or, si rien de culturel n'est héréditaire et que tout est héritage, la grandeur socialement culturelle et la dimension chronologiquement historique des fonctions sociales, des monuments

13. Organisation mondiale de tourisme (OMT). Note du Secrétaire général à la sixième session de l'Assemblée générale, Sofia, 17-26 septembre 1985.

historiques, des objets d'art et des symboles immatériels d'un patrimoine, sont des repères commémoratifs du passé et des témoins vivants de ce passé qui s'exprime à travers le présent. De ce fait, ils constituent le trait d'union entre l'accumulation passive et l'aspiration future de la mémoire collective. Ils servent, aux nations qui ont un grand respect pour leur culture et leur patrimoine, de signaux balisant les voies qui mènent vers l'avenir. Ce respect résulte, sans nulle doute, d'une prise de conscience que les valeurs socioculturelles font de la différence et de la diversité une richesse inestimable et une école pour l'enseignement de la tolérance.

Le tourisme l'a-t-il bien compris ?

2.2. LE PATRIMOINE, TÉMOIN SECRET ET MÉMOIRE EXPRESSIVE : PRODUIT EN SURSIS OU RESSOURCE DE VIE ?

En faisant appel aux définitions élémentaires, nous constatons qu'une grande partie du patrimoine socioculturel historique a des valeurs intrinsèques immatérielles, par opposition aux valeurs marchandes utilisées par les canaux du commerce et du négoce dans le cas des productions touristiques. Voyons ce que disent les définitions littéraires.

Le patrimoine est considéré comme un ensemble de biens de familles que l'on a hérités des ascendants ou l'ensemble des droits et des charges d'une personne appréciables en argent. C'est aussi ce qui est considéré comme un bien propre, comme une propriété transmise par les ancêtres¹⁴. Enfin le patrimoine héréditaire de l'individu est l'ensemble des caractères hérités.

Cette définition littéraire renvoie aussi à « fortune et héritage », ce qui introduit de façon implicite la notion de valeur et de temps. Ce couple « valeur-temps » est, dans le cas du patrimoine, une alliance sacrée : plus un objet patrimonial est ancien, plus sa valeur « sociale, culturelle et historique » est grande. Sacralisé par sa longévité, il devient prohibé au négoce et à la spéculation. Et l'on peut dire qu'il n'a plus de valeur matérielle.

Malheureusement, c'est à ce moment que les biens patrimoniaux commencent à séduire et à faire l'objet de toutes les convoitises pécuniaires et deviennent la cible préférée des chasseurs riches des œuvres artistiques rares ou de qualité¹⁵.

14. D'après le *Petit Robert*, Paris, 1996.

15. Cf. le pillage des sites et des tombes préhistoriques ou antiques et le vol des tableaux de grands maîtres.

Le tourisme a commencé à créer son propre patrimoine avec des concepts qui relèvent plus de l'économique que du culturel (certains établissements hôteliers des grandes villes comme Paris et Londres ou de régions touristiques, comme la Côte d'Azur ou Miami). Il est évident que le patrimoine peut se présenter comme un potentiel ou comme un produit, ou encore comme une ressource pour l'industrie touristique. Le problème ne réside point dans telle appellation ou telle autre, mais plutôt dans la façon dont ce produit est exploité (approche négative) ou mis en valeur (approche positive). Si la culture est l'âme spirituelle d'une société, le patrimoine en est le souffle tangible ; à ce titre, il est particulier à plusieurs égards.

Dans le domaine du tourisme, l'exploitation excessive et la mise en valeur vont de pair. Car les visites à caractère répétitif, les penchants du touriste culturel et les excès du visiteur collectionneur (envie de voir de près, de toucher, voire de posséder) ne manquent pas d'entraîner des détériorations ou des disparitions très dommageables au patrimoine.

En outre, des divergences notables entre les centres d'intérêt des différents opérateurs et acteurs tendent à disperser les efforts de sauvegarde, de restauration et de mise en valeur. Les aspirations sociospirituelles des uns et les motivations politico-idéologiques des autres, en plus des exigences esthétiques et des enjeux financiers, ont sérieusement limité les retombées et les bienfaits d'une politique de coordination entre différentes autorités de tutelle (collectivités locales, ministère des Affaires culturelles, ministère des Affaires religieuses ou « Habous », ministère du Tourisme, parties civiles, « associations et groupes de recherches »...). Objectifs divergents et besoins matériels pressants font du patrimoine un champ de spéculation et de rentabilité avec tout ce que cela sous-entend comme anarchie, pillage ou négligence.

Alors, il est juste temps, dans le cas du Maroc, de faire le point pour encourager les bonnes volontés et les meilleures méthodes, en les faisant connaître à toutes fins utiles. Ce qui revient également à dénoncer les atteintes et les excès, quelle que soit leur origine ou leur destination.

L'objectif, ici, n'est pas de faire un quelconque bilan, mais plutôt de montrer les différents moyens ou possibilités d'aborder la question patrimoniale dans le cadre d'une étude sur le tourisme.

Tout d'abord, il est urgent de faire une distinction entre deux types de patrimoine :

- Le premier revêt un caractère « sacro-saint » et passe pour être intangible et inviolable. Il constitue la mémoire identitaire de tout un peuple et de sa culture (gravures rupestres, sites et objets archéologiques, monuments historiques, œuvres d'art historiques...). Ce type de patrimoine doit impérativement faire l'objet d'une protection rigoureuse en étant déclaré inaliénable, indivisible et inaltérable.
- Le second type de patrimoine est parfois de production contemporaine. Il se distingue du premier par sa reproduction dans le temps et sa multiplicité dans l'espace, par son évolution et sa « médiation » (peintures et sculptures modernes, objets d'art moderne et d'artisanat, films, livres, théâtres...). Il est à rappeler que la viabilité et la continuité de ces œuvres artistiques ou esthétiques sont étroitement liées à leur valeur marchande, ce qui leur confère un caractère de patrimoine transférable, commercialisable et exportable.

Ces deux types de patrimoine sont couramment déterminés par des caractères ou valeurs, au nombre de six : spirituel, culturel, historique, esthétique, récréatif et biogéographique (voir le tableau 4.1).

Avant d'exposer les cas précités, il convient de rappeler que dans les pays qui témoignent d'un grand amour et de respect pour leur patrimoine, ce dernier fait l'objet d'une classification minutieuse de ses différentes composantes, par région et par thème. Cette classification est soutenue par une législation étoffée visant à protéger le patrimoine inaliénable et à réglementer celui qui ne vit ou ne survit que grâce à sa valeur marchande. Même s'il est choquant, à première vue, de faire de certains de ses éléments une œuvre commerciale, il convient de souligner que le patrimoine n'est jamais un produit de consommation. De création endogène ou exogène, un patrimoine se doit de survivre à toutes les épreuves, même (s'il le faut) en dehors de son territoire national (cas des œuvres d'art en cas de guerre). Ce qui importe, avant toute autre considération, c'est la pérennité du bien patrimonial et de son identité originelle. À titre d'exemple, la destruction massive de certains édifices et bâtisses de la période internationale de Tanger, sous la pression de capitaux immobiliers générés par une économie souterraine à la recherche d'une légitimité financière, ignorant jusqu'à la moindre valeur spirituelle ou historique d'un monument, est un « forfait patrimonial ». La majorité des citoyens assiste avec conscience et impuissance aux destructions opérées par des promoteurs touristiques et immobiliers, à l'anéantissement de la mémoire culturelle d'une communauté et du legs historique d'une ville, au nom, ô euphémisme, du développement.

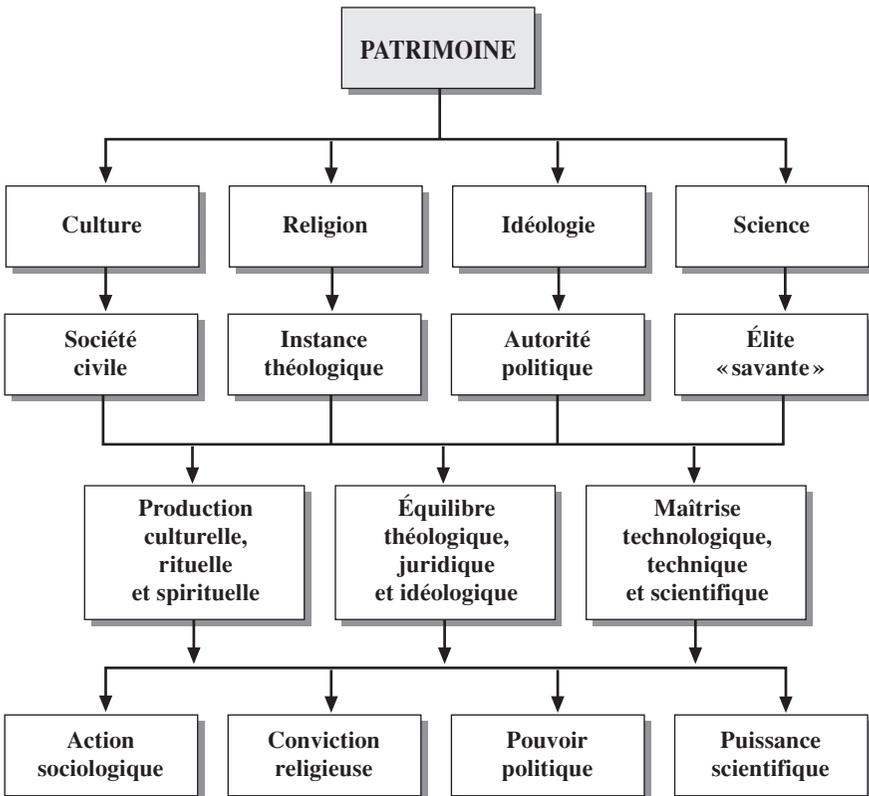
2.3. CONCILIER HÉRITAGE PATRIMONIAL ET ACTIVITÉ SOCIOTOURISTIQUE : DES VACANCES AUTREMENT

Le patrimoine est le résultat tangible d'un processus de développement par accumulation où la culture, la religion et l'idéologie s'allient ou s'affrontent pour le contrôle et la normalisation des comportements et des relations entre individus ou groupes d'individus dans n'importe quelle société humaine (savoir et pouvoir).

Toutefois, une production patrimoniale dépourvue de références ou d'influences spirituelles, même chez des peuples ou sociétés animistes, est très rare, voire inexistante.

Figure 4.2

REPRODUCTION SPATIALE ET TEMPORELLE DU PATRIMOINE



La spiritualité apparaît, dans ce schéma, comme un élément fécondant de toute production patrimoniale. Aussi, il n'est pas étonnant de constater que les pays qui ont tenté de « matérialiser » la culture en la privant de ses racines religieuses ou culturelles (*cf.* communisme) ont subi des échecs dont les séquelles ne sont pas près de s'effacer. Les pays laïcs sont à distinguer du reste, car ils n'ont jamais cherché à éliminer l'acte spirituel de leur société (France, Belgique, Suisse, Angleterre...). Ils ont seulement, lors des grandes effervescences révolutionnaires, opéré une séparation entre la politique (l'État) et la religion (l'Église). À croire que le positivisme est un état d'âme qui dérive de la divine bénédiction du Seigneur.

De ce fait, « le patrimoine apparaît donc comme le champ de la continuité d'hier à demain¹⁶ ». Ce capital historique peut être divisé en deux grandes catégories, le patrimoine traditionnel et le patrimoine moderne. Dans les pays en développement, le patrimoine traditionnel est en grande partie de type endogène. Cette remarque est plus valable pour les pays enclavés, ayant une configuration continentale, c'est-à-dire sans façade maritime. Dans le bassin méditerranéen, la mer a permis très tôt à des pays dotés d'une situation stratégique, comme le Maghreb, l'Europe latine et le Proche-Orient, de s'ouvrir aux influences des différents peuples riverains et des civilisations lointaines.

Quant au patrimoine moderne, il résulte du mariage plus ou moins réussi entre les données du passé et celles du présent. Ce qui n'a pas manqué de donner lieu à des évolutions tantôt réjouissantes, tantôt regrettables, allant de l'intégration harmonieuse et enrichissante à l'acculturation aliénante et frustrante. Le tourisme, tout comme la colonisation, a tantôt aidé à la mise en valeur du patrimoine de certains peuples, tantôt contribué à son déclin, voire à sa dégradation irrévocable.

2.4. SACRALISATION OU COMMERCIALISATION DU PATRIMOINE : DU SCEAU HISTORIQUE AU CRÉNEAU ÉCONOMIQUE

Quels sont les paramètres à connaître de façon impérative pour aboutir à l'analyse la plus objective possible, susceptible de servir, par la suite, de modèle pour rationaliser l'exploitation, la mise en valeur et en même temps la préservation du patrimoine par et pour le tourisme ? Le tableau de la page suivante tente de résumer de manière synoptique les idées traitées dans ce passage.

16. Marc Laplante, *op. cit.*, 1994.

Tableau 4.1**CLASSIFICATION DU PATRIMOINE EN FONCTION DE SES RELATIONS
AVEC LE TOURISME**

Patrimoine à caractère spirituel		
<i>Sens</i>	<i>Usage</i>	<i>Apport</i>
Sacré, rituel ouvert ou fermé aux non-croyants ou pratiquants	Pèlerinage, méditation, initiation, stages, séminaires et études	Équilibre psychologique, paix morale, satisfaction spirituelle et espoir
Patrimoine à caractère historique		
<i>Sens</i>	<i>Usage</i>	<i>Apport</i>
Respect de la mémoire, mémorable, instructif et chronologique	Circuit, visite, excursion, exposition, études et recherches	Instruction, information et connaissances des époques et des civilisations
Patrimoine à caractère culturel		
<i>Sens</i>	<i>Usage</i>	<i>Apport</i>
Instructif, éducatif, dépaysant et plaisant, comparatif	Tourisme culturel, circuit, visite, séjour, études et recherches	Culture générale, correction des préjugés, amélioration du goût
Patrimoine à caractère esthétique		
<i>Sens</i>	<i>Usage</i>	<i>Apport</i>
Beau, harmonieux, artistique, créatif (sensibilité et liberté)	Exposition, salon, réception, mode, foires et festivals	Récréation, amélioration du goût et observation, relaxation et méditation
Patrimoine à caractère récréatif		
<i>Sens ou motif</i>	<i>Usage ou pratique</i>	<i>Attente ou apport</i>
Stimulant, fortifiant, tonique, curatif, lucratif, vivifiant, fortifiant	Sport, compétition, concours, thermalisme, natation, cure	Mise en forme, repos, rétablissement physique ou moral, récupération
Patrimoine à caractère biogéographique		
<i>Sens ou motif</i>	<i>Usage ou pratique</i>	<i>Attente ou apport</i>
Naturel, dynamisant, psychotonique, attrayant, sain, environnemental	Parcs naturels, réserves, randonnée, découverte, étude, recherche	Relaxation, sophrologie, détente, décontraction, apaisement, rémission

Dans ce tableau, l'accent est mis sur le sens courant et universel des types de patrimoine (définition et perception) tels que ceux existant, un peu partout, dans les pays d'accueil ayant privilégié le tourisme, à travers l'usage ou la pratique qu'en fait le touriste. Qu'il s'agisse du patrimoine d'ordre social et populaire (traditions des sociétés et populations locales) ou du rite spécifique au tourisme (nouvelles pratiques liées à l'animation, festivals et foires, coopératives artisanales), le patrimoine apparaît comme une synthèse entre le culturel, l'historique et le politique. Le scientifique est venu un peu plus tard se greffer sur ce trépied qui, apparemment, a tout préparé pour favoriser l'émergence de la science et de sa descendance, la technologie.

Le dernier point tente de démontrer l'apport, sur le plan culturel, de ces pratiques et usages pour le touriste (visiteur de passage), pour l'utilisateur ordinaire (citoyen local) ou pour le pratiquant intéressé (chercheur).

Dans ce cas, il est difficile de parler de patrimoine. Ce dernier, du fait de son usage courant, a fini par acquérir une connotation de production socioculturelle. Or, vues sous un angle « écotouristique », bien des données biogéographiques constituent un important patrimoine touristique. Les grottes d'origine karstique, avec leurs stalactites et leurs stalagmites (spéléologie), les réserves de flore ou de faune (parcs régionaux et nationaux) en sont les meilleurs exemples.

Malheureusement, ce patrimoine, livré à lui-même, subit d'une année à l'autre des pertes considérables. La recherche de pierres rares par les vendeurs de roches et la capture des petits animaux et de reptiles exotiques pour empaillage (taxidermie) constituent des atteintes flagrantes à ce patrimoine fragile, et donc pour la biodiversité dans le pays concerné (*cf.* la chasse anarchique, le braconnage).

Voyons maintenant comment se perçoit cette relation, peu concrète ou désuète, entre l'acte du visiteur, qui s'inscrit dans un laps de temps réduit, et le support de son séjour ou de sa visite, en l'occurrence l'espace touristique, qui s'inscrit dans une culture de durée.

3. TEMPS LIBRE ET ESPACE DE LOISIR : DE LA PROBLÉMATIQUE D'ÊTRE OU NE PAS ÊTRE EN VACANCES

L'organisation de l'espace et la gestion du temps ne sont pas perçues de la même façon par les différentes sociétés. Même si l'espace, à travers le monde, présente en apparence les mêmes caractéristiques physiques

(topographie, géologie, climat...), les diversités révélées par les détails sont d'une importance originale. Pour l'autochtone, c'est d'abord « un espace socioculturel » où l'histoire a produit, des siècles durant, un immense patrimoine, souvent diversifié (mosaïques culturelles), stratifié (par époque ou thème) et différencié (civil, militaire, religieux). Pour le touriste, c'est surtout « un espace mental. [...] Dans l'esprit, parce qu'il est un concept qui évoquera, selon les préférences de chacun, la différence, l'éloignement, le dépaysement, l'évasion, la détente, le confort, le farniente, l'aventure, etc.¹⁷ ».

De même, le temps précis et linéaire du physicien est loin d'être perçu comme tel par certaines cultures. Les valeurs temporelles et les plus-values du temps sont contrastées.

Donc, l'espace et le temps sont différemment perçus parce qu'ils sont diversement vécus, du moment qu'ils sont sentis et interprétés par les acteurs sociaux et économiques (actifs et inactifs) à travers leur vécu et leur désir particuliers, « selon des schémas de représentation porteurs d'identité¹⁸ ». La vision et la division du temps dans une dimension peu équilibrée où « le non-ordinaire du touriste se vit dans l'ordinaire de l'hôte¹⁹ » font que la notion « savante » du temps du loisir s'arrête aux frontières du « sous-développement ». Car le sous-développement est une vacance temporelle de l'être en permanence. Vouloir juger à tout prix cette dimension spatio-temporelle du Sud en cherchant à la soumettre à la pesanteur économique pour les besoins de l'observation clinique revient à chercher à figer le temps, le temps de comprendre !

3.1. TEMPS LIBRE DU NORD ET TEMPS MORT DU SUD : LE LIBRE À L'ASSAUT DU VIDE !

Avant d'aborder le thème du temps libre, au sens touristique du terme, il va falloir s'entendre sur la notion de « temps » tout court. Dire que la représentation du temps, tout comme celle de l'espace, est une acception résultant de la perception culturelle de la durée relèverait d'un lieu commun. C'est une vision de l'instant qui s'inscrit dans la sensation socioculturelle

-
17. Normand Cazélais, « L'espace touristique québécois contemporain », dans *L'espace touristique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 8.
18. Jacques Perret, *Le développement touristique local. Les stations de sports d'hiver*, Grenoble, Université Pierre-Mendès-France, 1993.
19. Marc Laplante, *L'expérience touristique contemporaine : Fondements sociaux et culturels*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 92.

de la double notion du « vécu-perçu ». Il serait d'ailleurs regrettable de ne pas saisir dans sa profondeur toute la dilatation spatio-temporelle qui existe entre le temps des nations riches et celui des pays pauvres. Cette élasticité s'exprime, apparemment, par quelques époques d'écart.

Dans les pays sous-développés, pour dire les choses comme elles sont, le temps flue et reflue de toutes parts et de nulle part. Il coule, tout comme ces humains qui le meublent, sans comptabilité de pertes et profits, sans affectation et sans destination précises. C'est un temps qui fuse dans et hors de lui-même. Presque une denrée périssable par sa surabondance.

Par contre, dans les pays du Nord, le temps est soumis à des évaluations en permanence²⁰, à l'image de tout le reste et même plus que tout le reste, donnant lieu à des comptes et comptages compliqués. Il est morcelé, agencé et hiérarchisé pour mieux produire et non pour mieux être. « Plus le temps est comprimé, plus la compétition s'aiguise, plus le temps devient l'atout stratégique par excellence, et le fantôme rare de notre modernité tardive²¹. » Et déjà, la notion de temps libre prête à confusion. Elle sous-entend que le reste du temps est prisonnier du progrès, du labeur et de la vitesse. Le chômage peut paraître, dans ce cas précis, comme une anomalie temporaire et « temporisée » du système « développement ». Évidemment, il faut toujours considérer ce constat sous l'angle de la productivité.

Le temps, dit-on, c'est de l'argent ! Quel défi à la raison ! Car ceux qui ont du temps, à ne plus savoir qu'en faire, n'ont pas toujours d'argent, et le contraire est souvent vrai. Le sous-emploi du Sud, synonyme de travail improductif, s'inscrit dans un non-lieu temporel ; une disposition de temps mort-vivant, des activités sans permission et sans pression, où les actifs passent leur « retraite » à travailler, de façon certes improductive mais non impérative. Ce sont des occupations psychologiques destinées à tuer le temps. Et l'on admet que la culture de l'entreprise est un héritage social avant d'être un savoir machinal sur fond de commerce.

20. « Si l'on cherche quelques repères chronologiques sur la contraction du temps dans l'histoire, faut-il rappeler qu'on a commencé de parler de dixième de seconde en 1600, de centième de seconde en 1800, de milliseconde en 1850, de microseconde (millionième de seconde) en 1950, de nanoseconde (milliardième de seconde) en 1965, de picoseconde (millième de milliardième) en 1970, de femtoseconde (millionième de milliardième de seconde) en 1990, et qu'on parlera probablement en 2020 d'attoseconde, c'est-à-dire de milliardième de milliardième de seconde ! » D'après Jérôme Bindé, « Jalons pour une éthique du futur. L'avenir du temps », *Le Monde diplomatique*, n° 576, mars 2002, p. 28-29.

21. *Ibid.*

Comme dans les cultes l'endoctrinement permanent – séminaires de formation, retraites, séances plénières – permet d'instiller les valeurs de la maison, de distiller un discours mobilisateur, et d'assouplir l'esprit critique. Le credo de l'entreprise (sa mission, ses objectifs) est récité comme un catéchisme. Les hymnes et slogans – en métaphores sportives et martiales – sont scandés avec enthousiasme. Jusqu'aux habits qu'on porte – souvent garni du logo de l'entreprise – tout prouve la dévotion à l'employeur.

[...] L'ère du surmenage s'est accompagné d'une révolution dans la gestion des ressources humaines. La précarité de l'emploi et l'augmentation des charges du travail se sont accompagnées d'un discours sur la liberté et l'épanouissement personnel. La « nov-langue » permet aux salariés dont le pouvoir d'achat baisse d'empocher des revenus psychiques. L'inflation des titres compense alors la baisse du pouvoir d'achat.

Ibrahim Warde, « Surexploitation joyeuse aux États-Unis »,
Le Monde diplomatique, mars 2002, p. 27.

Vu du Sud, les citoyens des pays riches disposent de ce qui est le plus difficile à posséder sur Terre, à savoir la richesse matérielle ou l'argent ; mais, d'un autre côté, ils peinent à disposer de la chose la plus facile, la plus banale : le temps. En partant en vacances, rares sont ceux qui arrivent à oublier tous les tracés temporels qui les attendent au retour. « L'absence de responsabilité et d'initiatives, la fatigue nerveuse rejaillissent sur les activités de loisir²². » Et du coup, « le moment rare, tant attendu, le moment réparateur perd de sa magie thérapeutique et de son pouvoir curatif. L'instant libérateur redevient une évasion sursitaire régie par une "liberté provisoire", une auto libération temporaire²³ ».

Il faut croire aussi que certains individus s'ennuient à ne rien faire, tellement ils sont habitués à s'occuper (et à se préoccuper aussi) de quelque chose. Le vide des vacances classiques peut être une source d'inquiétude ou d'énervement. Alors on a inventé les vacances actives pour permettre aux adultes « hyperactifs » de retrouver la pesanteur de leur régime laborieux habituel.

Pour les nations où la vitesse est signe de progrès, le temps, lui aussi, est contaminé par la loi de la célérité. Dans ces concordances temporelles où tout est estimé et comptabilisé, la notion de temps libre a, en toute logique, valeur de gain personnel. Celui-ci semble compenser la valeur ajoutée du temps professionnel que les patrons prélèvent grâce à une régie

22. Roger Sue, *Le loisir*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1980, p. 29.

23. Mimoun Hillali, « Tempocide : homme d'affaires, non, merci », *D3* (mensuel marocain de langue française), n° 2, 1998, p. 35.

minutieuse du temps du travail. La valeur du temps libre est, de toute évidence, déterminée par le plein emploi, l'importance du revenu et la nature du travail de chaque individu. Il faut rappeler que le loisir a été mal vu par le passé par les moralistes et même par les socialistes du XIX^e siècle parce « qu'il prédispose à l'oisiveté et aux relâchements des mœurs générateurs de comportements déviants par rapport à une morale rigide du travail²⁴ ». Aujourd'hui le temps libre est un moment précieux de la vie de tout travailleur de la société postindustrielle. Un grand moment de liberté, d'inaction et d'évasion, de consommation et de distraction. « C'est ainsi qu'au fond de la multiplicité des activités du loisir et de ses fonctions se trouve une valorisation temporaire d'une individualité plus libérée²⁵. »

Le rétrécissement de l'espace supprime l'écoulement du temps. Les habitants du premier monde vivent dans un présent perpétuel, ils traversent une succession d'événements hygiéniquement isolés de leur passé et de leur futur. Ils sont constamment occupés, n'ont « jamais de temps », puisque les moments de temps n'ont pas d'extension ; ils ont nécessairement un emploi du temps « plein à craquer ». Ceux qui sont abandonnés dans l'autre monde sont écrasés par le fardeau d'un temps abondant, redondant, inutile, qu'ils ne savent pas comment remplir. Dans leur temps à eux, « rien n'arrive jamais ».

Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, p. 135.

De plus, nos conservateurs conformistes du Sud pensent qu'on a compressé le temps en libérant la femme pour les besoins de la productivité et de la rentabilité.

Alors, la vacance permanente du temps, à l'image de celle du pouvoir démocratique, est souvent écrasante, voire mortelle.

3.2. À PROPOS DE LA PSYCHOLOGIE DES PRATIQUES DE L'ESPACE TOURISTIQUE : VOIR, C'EST D'ABORD SAVOIR

Si l'on est d'accord avec la réflexion qui souligne que « l'idée de l'espace est devenue un cadre de pensée non seulement pour l'étude du comportement individuel, mais aussi pour l'analyse des phénomènes sociaux²⁶ »,

24. Roger Sue, *op. cit.*, p. 13.

25. Joffre Dumazedier, *Révolution culturelle du temps libre, 1968-1988*, Paris, Méridiens Klincksieck, coll. « Sociétés », 1985, p. 51.

26. Gustave-Nicolas Fischer, *La psychologie de l'espace*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1981, p. 13.

on peut se permettre d'établir des constats d'ordre sociotouristique, à l'œil nu, concernant les déplacements et les comportements des touristes au Maroc.

À ce propos et concernant le tourisme itinérant, les expériences et les activités quotidiennes ont révélé que les excursions, les randonnées, les circuits et les périples touristiques relèvent de cinq types de voyages qu'il convient de rassembler sous l'intitulé : « espace culturel – relation touristique ».

Espaces pour la mémoire

Ils répondent aux besoins du tourisme culturel et nécessitent de la part du guide accompagnateur des informations précises et détaillées. Ils correspondent en grande partie à des espaces vécus. Les groupes du troisième âge constituent la clientèle par excellence de ce type de tourisme.

Espaces pour le regard

Ce sont des espaces qui attirent et fascinent par leur beauté, leurs contrastes, voire leur étrangeté. Naturels ou aménagés, ils ont en commun le pouvoir de forcer l'admiration. Ils se classent soit dans les espaces vécus (musées, salons...), soit dans la catégorie des espaces parcourus (paysages naturels ou aménagés...), et nécessitent une bonne gestion et une sauvegarde permanente. Les amateurs de ces beautés naturelles ou culturelles sont de tous les âges. Le rôle de l'accompagnateur consiste ici avant tout à encadrer.

Espaces pour le corps

Ils sont de trois types et visent, à quelques exceptions près, à la remise en forme de l'individu. Il y a d'abord des espaces qui stimulent (sport), des espaces qui tonifient ou reposent (balnéaire) et enfin ceux qui guérissent (thermalisme). Le rôle du guide ou du moniteur, dans ces situations, relève de la technique : entraînement, animation ou assistance. Les jeunes constituent la majorité des pratiquants des espaces à caractère sportif.

Espaces pour l'âme (d'autres diront pour l'esprit)

Il s'agit de lieux sacrés ou saints, réservés à la prière, à la méditation ou à la contemplation. L'effondrement des idéologies matérialistes ne manquera sûrement pas de redonner un nouveau souffle aux religions, aux rites traditionnels, qu'ils soient spirituels ou parapsychologiques et, malheureusement, aux sectes aussi. À ce propos, le tourisme peut constituer une tribune pour une philosophie doublée d'un spiritualisme tolérant.

Espaces d'avenir

Ce sont des espaces touristiques pour le XXI^e siècle. Ils s'adresseront à l'œil, à la mémoire, au corps, à l'esprit et à l'âme. C'est l'ensemble des espaces sains, sans pollution, sans dégradation, bref, non défigurés par le progrès ou par la pauvreté.

Il est évident, au vu de ces lignes quelque peu philosophiques, qu'un circuit touristique est à la fois un voyage dans l'espace, dans le temps (passé et présent), et surtout dans la société d'accueil. Il est donc indispensable de chercher continuellement à améliorer la conception et l'organisation des circuits en sensibilisant les touristes et les populations locales, en cherchant à sauvegarder le patrimoine culturel et à protéger l'environnement.

De façon générale, nous dirons que la culture, le patrimoine et l'environnement, qui servent de pollen à la fécondation de certaines activités touristiques, sont aussi des composantes inaliénables de la mémoire, parfois millénaire, de la Culture des peuples. Leur sauvegarde n'est pas seulement un devoir, mais une obligation morale envers notre culture, notre histoire et notre identité. Mais sauvegarde ne signifie ni abandon, ni maquillage, ni d'ailleurs cet « écologisme » stérile qui préconise que tout doit être figé pour que quelque chose subsiste. Bien au contraire, le patrimoine est appelé à jouer un rôle éducatif et instructif sur les plans national et international.

Sans toutefois être identifié au culte du passé, il pourrait servir de référence socio-historique et de trait d'union socioculturel, à travers un binôme action esthétique et expression artistique pour les générations à venir. D'où la nécessité, et nous dirons même l'urgence, de la mise en valeur générale de notre patrimoine en vue d'une exploitation rationnelle et bénéfique pour tous : populations locales et touristes.

Cependant, par-delà toutes les considérations, les populations d'accueil devraient bénéficier, en premier lieu, des retombées positives de l'activité touristique²⁷. Sinon, le rapprochement entre les peuples, tant vanté par les publicités des années 1970, se transformera à coup sûr en choc interculturel.

27. Certains monuments rapportent des sommes importantes à la localité touristique où ils se trouvent, sans que cette manne financière profite à la population locale, ni d'ailleurs à ces monuments du point de vue entretien et restauration. Au Maroc, la responsabilité et la gestion des monuments historiques reviennent au ministère des Affaires culturelles alors que le tourisme leur assure une grande part des recettes. Et comme le tourisme relève d'un autre ministère, les objectifs et les préoccupations ne sont pas les mêmes.

Aujourd'hui, l'heure est à la qualité. Et s'il est facile de restaurer un hôtel, de réorganiser un village de vacances ou d'embellir la façade d'un club, il est plus ardu de changer la mentalité d'un directeur ou d'un grand responsable du tourisme, si la personne n'est pas apte à l'auto-évolution et n'est pas ouverte au dialogue.

Par ailleurs, il y a lieu de croire qu'en plus d'une formation adéquate, le professionnel du tourisme se doit d'avoir une prédisposition socio-culturelle où la persévérance et la tolérance, l'adaptation et l'ambition, la créativité et l'humanisme²⁸ constitueraient l'essentiel des principes qui devraient régir sa démarche et sa gestion.

4. PERCEPTION DES MILIEUX NATURELS ET ORGANISATION DES ESPACES HUMANISÉS : ENTRE THÉORIE ET PRATIQUE

Faut-il admettre que la science, qui est censée obéir à une rigueur universelle dans ses méthodes d'analyse et de recherche, n'échappe pas, elle non plus, dans son discours descriptif et explicatif, aux influences de l'éducation, du vécu psychologique, du modelé sociologique et de l'acquis culturel ?

Dans le cas particulier de certaines sciences humaines, la course à la découverte de nouvelles notions et théories, de cultures inexplorées et de disciplines inédites contribue, certes, à l'enrichissement de la recherche scientifique, mais ouvre en même temps la voie à des interprétations hâtives et peu fondées ; ce qui rend la réalité des sciences humaines, avec leurs multiples champs d'application et leurs méthodes d'interprétation (définitions, théories, modélisations, terminologies), bien plus complexe. Pourtant, il faut un début à tout.

Afin d'éviter d'autres polémiques, laissons de côté le cas des discours pseudo-scientifiques élaborés par certaines idéologies à des fins inavouées.

28. Dans l'approche inspirée de l'humanisme et du rationalisme, la culture ne serait qu'un « savoir », un « ensemble de connaissances » sur « l'univers, les lettres, les arts et la philosophie », qui permettrait à l'homme de « développer son sens critique ». En d'autres termes, la culture signifierait le développement harmonieux des facultés du corps, de l'intelligence et du cœur afin d'améliorer la qualité du geste, de l'esprit et du sentiment, de permettre ainsi à l'homme de vivre en paix avec lui-même tout en remplissant un rôle utile dans la vie et au sein de la société. Réagissant contre cette interprétation jugée trop individualiste, certains auteurs utilisent le mot « culture » comme synonyme de « civilisation », en y voyant l'ensemble des œuvres, des connaissances, des croyances et des comportements d'une ethnie ou d'un groupe social. Il existerait ainsi, parmi d'autres, une « culture de masses » faite d'un ensemble de comportements et de manières de penser caractéristiques d'une société de masse et produite par les moyens d'information de type industriel. La culture est avant tout un contexte d'intégration et d'équilibre pour l'individu dans son milieu.

4.1. ET SI LA PERCEPTION DE L'ESPACE N'ÉTAIT QU'UNE VISION CULTURELLE ? QUAND L'ŒIL FAIT LE PAYSAGE

Il arrive souvent que des personnes instruites, issues d'un milieu traditionnel et ayant une connaissance approfondie²⁹ de celui-ci, se trouvent bouleversées, voire choquées, par des interprétations et des conclusions d'études faites par des chercheurs ou des observateurs étrangers à la communauté, qui passent pour être des experts ou des spécialistes du milieu et du groupe en question, après un court séjour sur le terrain.

Par ailleurs, lorsque la dimension perceptible d'un milieu naturel, au sens biogéographique, et le champ de perception d'un territoire humanisé, au plan socioéconomique, tendent à se superposer ou à fusionner, l'habitant profane (utilisateur et sujet d'un espace) et le chercheur savant (acteur et spectateur du même espace) trouvent un dénominateur commun pour dialoguer. À défaut de parler le même langage, ils parlent du même thème : « espace homogène ». L'objet du dialogue étant clairement défini, les divergences de vues animent le débat et aiguïssent la critique ; la réflexion évolue alors, de manière positive, au profit du développement, de l'environnement et de la culture. Les idées qui s'affrontent, de façon loyale, sont des idées fécondes.

Mais dès que le milieu offre une grande multiplicité sociale et une grande pluralité culturelle, doublées d'une diversité économique et naturelle, le réseau des relations tend à devenir complexe et les fondements de l'analyse se compliquent.

Par ailleurs, l'espace en tant que substratum matériel et niche biogéographique des êtres vivants, et surtout en tant que support socioéconomique de l'activité de l'Homme, change de physionomie sous nos yeux, bien que superficiellement et lentement (reboisement, déforestation, construction, destruction, organisation...). Généralement, ces changements anthropiques se font sous la pression de la démographie et, de son corollaire, la diminution des ressources pour ce qui est des pays en développement. Dans les pays industrialisés, c'est au contraire à la dynamique du progrès technique et technologique, sans cesse renouvelée, que revient la tâche de modification des espaces.

29. Il s'agit souvent d'une double vision : la vision traditionnelle tirée des expériences du terrain et la vision savante, fruit des études et analyses scientifiques pour ce qui est des personnes issues d'un milieu traditionnel et ayant fait des études poussées.

Mais jusqu'où peut-on aller dans cette recherche sans limite d'un mieux-être socioéconomique. Jusqu'à quand peut-on se permettre de fermer les yeux devant l'assaut du milieu par un progrès ayant pour devise « toujours plus », dans un monde où les ressources reculent à la même cadence que celle à laquelle augmentent les besoins ?

Le tourisme, secteur autonome malgré son apparition récente, participe activement à l'aménagement du territoire et surtout à la modification du paysage.

Le paysage est une réalité car il est non seulement le résultat du labeur humain, mais aussi un objet d'observation, voire de consommation. La culture joue ici le rôle d'un filtre variable d'un individu à l'autre, d'un groupe social à l'autre. Ce phénomène de ricochet est capital dans les paysages touristiques qui sont avidement regardés mais aussi profondément aménagés pour être mieux regardés³⁰.

Les transformations d'ordre topographique et tectonique qui affectent la matière ou le milieu biogéographique sont insignifiantes, ou plutôt insaisissables, une fois ramenées à l'échelle d'une vie humaine, et passent souvent inaperçues, sauf pour la recherche scientifique. Les changements climatiques et les mutations biochimiques dus à la pollution industrielle n'ont pas encore été mesurés avec exactitude, mais commencent déjà à inquiéter par leurs impacts néfastes pour l'humanité. Le tourisme risque d'être la première victime de ces abus délibérés, commis au nom du développement. Un développement que l'on cherche, du moins en apparence, à généraliser, comme si les pays industrialisés avaient réellement besoin de concurrence. Comme si la planète était condamnée à être striée d'auto-routes et encerclée de satellites ! À titre d'exemple, l'augmentation du niveau des mers et la pollution des eaux menacent directement le tourisme balnéaire. Pour leur part, les trous d'ozone n'en finissent pas de faire peser une grave menace sur les inconditionnels du bronzage (risque de cancer de la peau), sans parler des territoires-plages à rétrocéder à Poséidon.

Il est donc évident que c'est l'ensemble de ces changements, en bien ou en mal, qui déterminent la qualité d'un environnement. C'est à ce niveau que les analyses et les avis divergent ou s'opposent même.

30. Jean Robert Pitte, *Histoire du paysage français*, Tome 1, cité par Driss Boumezzougouti dans *Le tourisme international au Maroc : espaces et produits touristiques*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Paris I, Panthéon Sorbonne, 1995.

Certains pensent que le milieu est synonyme d'environnement, alors que d'autres, au contraire, pensent que le milieu n'est qu'une composante d'un environnement donné. C'est, en fin de compte, le milieu ambiant (nature, culture et espaces humanisés) qui est responsable, en grande partie, de la différenciation des cadres de vie, des comportements citoyens et des besoins sociaux qui déterminent la satisfaction (sensation de bien-être) ou le mécontentement (sentiment de « mal-être »).

Dans la présente réflexion, nous adhérons à un troisième point de vue, qui définit l'Environnement³¹ comme une somme de milieux ou d'écosystèmes.

La culture, tout comme les conditions, les modes et les cadres de vie, en plus du milieu naturel local ou régional qui les supporte, ne sont, à notre avis, que des « sous-ensembles » d'un Environnement au sens large du terme.

4.2. DE LA COMPLEXITÉ DES RAPPORTS ENTRE TOURISME ET PATRIMOINE : EXPLOITATION OU VALORISATION ?

Ce constat a pour but de relancer le débat sur une dimension souvent négligée, mais étroitement liée à l'environnement et au développement du secteur dans les pays du Sud, à savoir le patrimoine culturel et historique. Ce dernier, par l'attraction qu'il exerce sur le touriste, est exposé en permanence à des actions et des exploitations spontanées, qui ne prennent aucunement en considération, sinon rarement, dans les meilleurs cas, le coût social et environnemental d'une planification ou d'un aménagement touristique.

Ce propos se veut une sonnette d'alarme face à des stratégies économiques où la recherche de produits nouveaux est de plus en plus agressive, ou du moins ressentie comme telle, à l'égard des derniers retranchements socioculturels des « sociétés et peuples » traditionnels.

Par ailleurs, si on ne peut pas arrêter le progrès, il y a lieu de rappeler que celui-ci est « sujet » à la planification, et que les valeurs et données socioculturelles des sociétés qui ont su préserver leur authenticité ne sont pas des produits de spéculation ni de consommation, mais simplement des

31. Nous désignons ici par Environnement, avec un E, l'Environnement dans son acception globale, et par environnement, avec un « e », les sous-ensembles, au sens de milieux, qui le composent : écosystèmes, environnements culturels, environnements urbains...

merveilles à admirer sur place. Les ressources culturelles, les objets d'art et les legs patrimoniaux du passé peuvent rapporter autant, sinon plus, en servant simplement de cadres de visite à un tourisme doux, de type culturel. Un tourisme de découverte, de dépaysement et d'instruction. Le patrimoine est censé procurer satisfaction et plaisir aux touristes juste en se faisant découvrir, en étant photographié, ou encore, c'est un cas très souhaitable et hautement appréciable, en étant étudié pour être mieux connu. Il est temps, à notre avis, de militer pour un tourisme socioéducatif, basé sur l'idée de développement durable, susceptible de redonner à la notion de « rapprochement entre les peuples » toute sa dimension humaine et, au-delà peut-être, une dimension humaniste.

La culture pourrait alors, par le biais d'un tourisme réfléchi, retrouver son sens originel, tout en continuant, sur le plan des loisirs, à jouer un rôle original :

- Contribuer à l'ouverture de l'esprit par une remise en question des préjugés et stéréotypes d'un individu par la voie du contact et de la comparaison.
- Aider à l'apaisement de l'âme en permettant au touriste de briser son cercle de routine par la magie du dépaysement.
- Concourir à l'humanisme de l'acte en cherchant constamment à comprendre l'autre et à se faire comprendre de lui.

En un mot, le tourisme peut et doit aider les peuples à se rapprocher les uns des autres dans un élan de tolérance et de respect mutuels, à prendre conscience de leur unité (humanisme, altruisme) dans la diversité (peuples, religions, cultures) et à vivre leur pluralité dans la tolérance (amitié, fraternité).

Dans cet idéalisme de rêve, le tourisme pourrait devenir un excellent antidote contre le racisme, la xénophobie et la haine. Certes, c'est là un essentialisme à l'état pur ; mais c'est une utopie possible qui relève par moments d'une attente urgente. Loin d'une espérance platonique, il faut avouer que c'est un peu trop demander à une activité qui se veut humaine par ses relations de contact et de communication et, en même temps, marchande par ses transactions de production et de consommation !

Dans le cas du Maroc, nous devons avoir présent à l'esprit que le patrimoine est pluriel par sa diversité, sa structure et sa texture, et ce pour diverses raisons.

- Étant donné que la société marocaine est de nature composite (selon le sociologue marocain Paul Pascon), son patrimoine, fruit d'une culture elle-même hybride, est le résultat d'une symbiose entre des apports ethnosociologiques où, à travers l'histoire, la « berbéricité », l'arabité, la romanité, la judaïo-chrétienté³² et la négritude ont imprégné d'une façon ou d'une autre, et à des degrés fort différents, son patrimoine au sens large du terme.
- De ce fait, une stratification d'apparence simple voile à l'analyse simpliste une structure aux ramifications complexes. Autrement dit, l'homogénéité du résultat dispense l'observateur non averti d'aller au-delà du constat ostensible. Combien de personnes apprécient le goût du miel sans connaître l'organisation sociale et le travail à la fois complexe et organisé des abeilles ?
- Enfin, dans son essence, le patrimoine marocain est d'une richesse insoupçonnée. Il est encore mal connu, malgré des efforts louables de chercheurs dévoués en sociologie, en ethnologie et en histoire de l'art.

4.3. TOURISME ET RÉGIONS D'ACCUEIL : RAPPORTS SOCIAUX BOULEVERSÉS ET AMÉNAGEMENTS SPATIAUX CONTROVERSÉS

La réflexion qui suit, à travers l'observation et l'analyse de l'espace touristique marocain, nous amène à distinguer trois types de fonctionnement régis par le couple « espace touristique – espace culturel ». En tenant compte de la trilogie « tourisme-espace-culture » et à la lumière des pratiques sociales, des rapports économiques et des conceptions géographiques qui réalisent la jonction entre les produits culturels et les activités touristiques, on finit par établir, non sans difficulté, l'esquisse d'une modélisation à caractère sociogéographique. La dualité de départ, « espace touristique – espace culturel », est à l'origine de maintes relations qui se tissent entre des aires culturelles et des activités touristiques d'une ville, d'une région ou d'un pays d'accueil. Lors de nos recherches sur le Maroc, nous avons pu dégager, à travers les nombreuses et complexes relations du trinôme « espace-tourisme-culture », trois cas de figures.

32. Nous utilisons ce terme comme référent culturel au lieu de judaïsme qui a plutôt une connotation religieuse.

Espaces de juxtaposition

Lors des premières opérations d'aménagement touristique dans les pays en développement, ou considérés comme tels à la fin des années 1950 et au début des années 1960 (Maroc, Tunisie, Grèce, Mexique...), la presque totalité des stations touristiques naissantes à caractère balnéaire ont été conçues à l'écart des villes et des principales agglomérations littorales. Le souci de préserver l'intimité des estivants et la tranquillité des touristes n'était en réalité qu'un écran de fumée pour dissimuler la peur de voir les populations locales venir incommoder, voire harceler en permanence les vacanciers. Le littoral de Tétouan, sur la côte méditerranéenne du Maroc, offre à ce sujet un bel exemple de juxtaposition entre la ville de Tétouan (célèbre par ses monuments et sa Médina) et son littoral aménagé à des fins touristiques, avec des réalisations qui s'annoncent au visiteur tels des ghettos de luxe. Toutefois, ces « ghettos » sont bien intégrés, au plan architectural, dans leur environnement géographique, mais désintégrés, au plan socioéconomique (apports économiques presque nuls pour la région et sa population).

Espaces de cohabitation

Il s'agit, dans le cas du Maroc, de stations qu'il conviendrait d'appeler « stations de deuxième génération ». Leur aménagement est venu mordre sur le tissu urbain des villes déjà existantes, même si le planificateur et le promoteur ont bien pris le soin de créer des césures plus ou moins discrètes (avenues, espaces verts, et même terrains vagues...) entre les nouveaux centres de loisirs et les quartiers d'habitation anciens. Cette démarche n'est pas sans rappeler celle suivie par la colonisation dans sa mise en place des villes dites européennes³³. La ville d'Agadir, détruite en 1960 par un violent séisme, a été reconstruite dans cette perspective. Un large boulevard sépare le secteur « balnéaire » des principaux quartiers de la ville. Des artères et des couloirs bien répartis permettent un accès discret au secteur balnéaire. Toutefois, les échanges entre le secteur balnéaire et la ville (sans Médina traditionnelle) sont intenses.

Espaces superposés

La ville de Fès offre l'exemple type d'une situation où l'espace culturel et l'espace touristique se superposent, voire se confondent (Marrakech et, à un degré moindre, Meknès offrent les mêmes conditions). Dans ce cas, la

33. Entre la ville ancienne, architectes et urbanistes de la période coloniale, en ce qui concerne le Maghreb, ont pris soin de séparer nettement le tissu urbain existant des quartiers projetés et destinés aux logements des nouveaux colons. On parle de la méthode hausmanienne.

relation entre l'espace culturel et l'activité touristique semble être moins artificielle qu'ailleurs. D'abord, il n'existe pas de zone touristique proprement dite ; les moyens d'hébergement sont éparpillés un peu partout dans la ville nouvelle et dans les abords de la Médina ; mais c'est surtout la visite de la vieille ville, ou Médina, qui donne au tourisme et à la culture une réelle occasion de partenariat et de rencontre, dans une symbiose exceptionnelle, même si le « corps à corps » occasionné par l'étroitesse des rues et la densité de la population n'est pas souvent du goût d'une population de visiteurs habituée à des relations distantes.

En visitant la Médina de Fès ou celles de Marrakech et de Meknès, ou d'autres encore, le visiteur ne découvre pas seulement un espace urbain ancien et un patrimoine traditionnel, mais il remonte le temps, en regardant travailler les artisans qui utilisent, de la même façon que leurs ancêtres, des techniques vieilles de deux ou trois siècles, voire plus dans le cas de Fès !

Il existe un quatrième type d'espace, mais qui n'a pas encore fait son apparition au Maroc. Il concerne des régions que l'on peut nommer « *espaces conflictuels* ». Il s'agit de grandes stations de l'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, où les « seuils de tolérance » sont largement dépassés, au point que, dans certains endroits, les visiteurs représentent, pendant la haute saison, deux à trois fois la population locale. Si les commerçants et les producteurs de produits de loisirs se félicitent de la réussite du tourisme, les populations locales dénoncent parfois ce qu'elles appellent « l'invasion saisonnière » ou « l'occupation temporaire de leur territoire ».

Cette situation démontre avec force la différence de perception du tourisme par les populations locales : celles-ci peuvent manifester à son égard de l'intérêt ou une absence totale d'intérêt. Pour les uns, l'importance des rentrées d'argent estivales incite à ignorer et à oublier toutes les contraintes liées à la saison touristique. Pour les autres, habitants et citoyens voyant dans le tourisme les problèmes de stationnement, la flambée des prix, le tapage nocturne, etc., les contraintes du tourisme l'emportent largement sur ses avantages... Autant de désagréments qu'ils ne sauraient supporter, quelle que soit la contribution des touristes à l'économie locale.

En conséquence, l'urbanisme touristique et ses occupants ont envahi le littoral, sans trop se poser de questions sur l'opportunité ou non de leur présence. Ce qui explique que les touristes ont très longtemps tourné le dos à la société pour s'extasier devant l'eau, la nourriture et la chair de leurs semblables. Dans ce cas, le visiteur n'a fait que regarder la population locale à travers la vitre de son autocar ou l'objectif de son appareil photographique.

5. ITINÉRAIRES ET CIRCUITS TOURISTIQUES MAROCAINS : 5. MOBILITÉ SOCIOGÉOGRAPHIQUE ET MODALITÉS TECHNICO-ÉCONOMIQUES³⁴ ?

Le tourisme itinérant ou tourisme culturel, par rapport au tourisme sédentaire ou balnéaire, s'est développé de façon irrégulière au Maroc jusqu'au milieu des années 1970. Pourtant, les années 1920 semblent être la décennie d'inauguration du tourisme itinérant, donc du tourisme culturel, puisque le premier circuit au sens touristique du terme aurait été organisé au départ de Bordeaux (France) vers les villes impériales en 1920. Il devait sûrement signifier la fin de la Première Guerre mondiale et la confirmation de la présence française au Maroc. Le deuxième a été initié au départ de l'Algérie. Il a eu lieu en 1926, probablement pour prouver à l'opinion internationale que la guerre du Rif (1921-1925) était terminée.

5.1. *APERÇU DU TOURISME CULTUREL AU MAROC : DIVERSITÉ DES ACTEURS, COMPLEXITÉ DES BUTS ET SIMPLICITÉ DU THÈME*

Cependant, il a fallu attendre le milieu des années 1930 (date de l'achèvement de la conquête du Maroc nord-saharien : 1933-1934) pour voir ce type de tourisme se généraliser, sans pour autant donner naissance à des mouvements de masse remarquables. Quelques stations de villégiature dans le Moyen-Atlas et certains relais d'étapes dans le Sud ont essaimé, jalonnant les itinéraires naissants prisés par les premières vagues de touristes, français en majorité, marquant ainsi le début d'un tourisme diffus.

En optant, en 1965, environ dix ans après l'indépendance du pays (1956), pour une politique basée sur le libéralisme économique, le Maroc a de toute évidence cherché à confirmer cette tendance par la mise en place d'une planification destinée, dit-on, à favoriser la libre circulation des hommes, des biens et des marchandises. Cette option a le mérite d'avoir engendré une libre circulation des capitaux nécessaires au développement d'une industrie et d'une agriculture modernes, à peine embryonnaires à l'époque. Le tourisme figurait parmi les secteurs qui ont été privilégiés par l'expérience marocaine en matière de planification. Mais cette nouvelle orientation va faire du tourisme balnéaire la principale composante de ce jeune secteur au détriment des régions intérieures.

34. Mimoun Hillali, « Aspects géotechniques du tourisme itinérant au Maroc », *Revue de la faculté des lettres et des sciences humaines*, Marrakech, Université Cadi Ayyad, 1994, p. 51-57.

À l'indépendance, 1956, le Maroc présente une composition sociale très frappante, par la diversité de sa géographie et la multitude des groupes qui le composent. « Ruraux et urbains, nomades et sédentaires, paysans pauvres et riches propriétaires féodaux, Arabes et Berbères, la liste des dichotomies possibles peut être prolongée indéfiniment¹ », vivent indifféremment les uns des autres, mais en harmonie, malgré les quelques secousses périodiques. En résumé ces groupes se classent dans deux formations sociales distinctes : « un secteur traditionnel qui vit côte à côte, presque sans liaison, avec un secteur capitaliste moderne² ». Quelques chiffres, choisis intentionnellement, montrent bien la gravité de la situation socioéconomique à l'aube de l'indépendance³ :

- En 1957, entre 5 et 10 % des agriculteurs détenaient 60 % de la surface cultivée. Certains avaient recours à un faire-valoir, où les conditions de travail de leurs paysans et ouvriers agricoles frôlaient l'esclavage.
- Dans les villes, près de 60 % des 175 000 artisans, estimés en 1960, souffraient du sous-emploi. Ce dernier touchait aussi une bonne partie du monde rural.
- Les secteurs traditionnels représentaient 70 % de la population active. La production des paysans et fellahs n'était commercialisée qu'à hauteur de 30 %.
- Le secteur moderne était extrêmement dépendant des capitaux, des débouchés et des experts étrangers. Le pourcentage des travailleurs employés dans les branches secondaires était très réduit : 5 % de la main-d'œuvre totale.

L'analphabétisme était supérieur à 80 % en moyenne et frôlait les 95 % dans les zones rurales et près de 100 % pour les femmes. Dans ces conditions, parler des performances du tourisme à l'époque du protectorat revient à parler d'une activité idyllique dans un océan de misère.

Mais, n'est-ce pas là, peut-être, l'aspect qui fait que l'exotisme des sociétés traditionnelles perdue à travers la pauvreté composite doublée d'un enclavement protecteur des mœurs et us ? [...]

Le tourisme n'a connu donc qu'une expansion assez timide durant la période coloniale, bien que les premières initiatives sérieuses remontent aux années 1920. Trente-six ans après (1920-1956), le Maroc hérite alors du protectorat français quelque 240 hôtels (toutes catégories confondues), d'une capacité de 7 300 chambres environ, soit environ 15 000 lits.

Mimoun Hillali, *La politique touristique marocaine*, décembre 2000, p. 159-160.

-
1. Jamil Salmi, « *Planification sans développement : Évaluation de planification marocaine en matière de planification (1960-1979)* », Casablanca, Les Éditions maghrébines, 1979, p. 27.
 2. *Ibid.*
 3. Synthèse faite à partir de l'étude de Jamil Salmi, *op. cit.*

Aujourd'hui, le tourisme balnéaire n'a plus le monopole, même s'il demeure encore l'activité dominante. En 1990, les stations balnéaires (du moins celles ayant une localisation littorale) ne représentent plus que 69 % des lits classés, contre 78,7 % en 1967 et environ 66,4 % en 1997. Avec les difficultés que connaît le balnéaire nord (Tanger, Tétouan, Al Hoceima) et le développement extraordinaire du Sud intérieur (région de Ouarzazate), ce pourcentage pourrait tomber au-dessous des 65 % au cours du siècle en cours.

Il faut noter également que la crise des années 1970 est à l'origine de certaines mutations et changements du tourisme mondial, en général, et du tourisme marocain en particulier :

- L'État, principal promoteur du secteur, s'est retiré en 1978, bien que de façon discrète et progressive, en continuant à apporter son soutien, logistique et financier, à la promotion et à la formation. Quant à l'action privée, il continue à la soutenir par des campagnes de promotion publicitaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
- Le Sud, qui n'a commencé à émerger qu'à la fin des années 1980, est dorénavant une destination incontournable pour qui souhaite découvrir le Maroc profond. En 10 ans, la région de Ouarzazate a multiplié par trois sa capacité hôtelière (près de 4 000 lits en 1994 contre 1 300 en 1983). En 1998, on y compte près de 5 502 lits.
- La stagnation du tourisme méditerranéen du Maroc a permis au circuit des villes impériales de consolider son image de marque, déjà bien établie. Toutefois, ce circuit risque d'atteindre ses limites à cause des « rites » d'organisation, de l'absence d'innovation et du manque d'imagination de la part des responsables et des acteurs qui l'animent et qui en profitent.
- La prolifération, à travers le pays, des agences de voyages et des agences de location de voitures, a sûrement contribué au développement et à l'animation du tourisme itinérant. L'évolution du nombre de guides accompagnateurs est à cet effet significatif : de 800 guides à la fin des années 1970, leur effectif³⁵ approche aujourd'hui les 1 850 guides (1 841 en 1998).

35. Non compris les guides dits clandestins ou faux guides qui constituent la plaie du tourisme marocain et de la majorité des pays touristiques du tiers-monde.

- Le développement et l'amélioration du réseau routier ont à leur tour donné un nouveau souffle au tourisme de découverte. Cette progression du tourisme culturel a donné naissance à des pratiques nouvelles et à une réorganisation de l'espace, qui échappent le plus souvent à la logique du géographe. Ce dernier, par excès de logique ou d'idéalisme, cherche à mettre (ou à remettre) « chaque chose à sa place » et à trouver « une place pour chaque chose », conformément aux exigences de l'harmonie sociogéographique, aux besoins de la complémentarité entre diverses activités et aux rythmes de l'adaptation ou de l'intégration de chaque action dans son milieu. Or, dans toute élaboration d'itinéraires et organisation de circuits, le souci de rentabilité et de sécurité accorde une grande place aux aspects techniques et financiers du voyage.

5.2. COMMENT DÉFINIR OU REDÉFINIR LES ESPACES DU TOURISME ITINÉRANT : ESPACES DE DÉCOUVERTE OU SIMPLES DESSERTES ?

La mobilité est pour le tourisme ce que l'eau est à la vie. Disponibilité et fluidité en sont les ingrédients de réussite et d'épanouissement. « Le tourisme, par contre à peine établi confortablement dans le monde économique, s'empare des technologies d'avant-garde pour renforcer son assise en greffant une profonde mutation sur les technologies associées à la vitesse modulée des déplacements³⁶. » L'itinéraire, le circuit, l'excursion, la randonnée, la croisière... témoignent de l'importance du mouvement et du déplacement à des fins touristiques. C'est pourquoi les professionnels s'acharnent à élaborer des itinéraires nouveaux, de plus en plus séduisants et à programmer des circuits de plus en plus actualisés.

Mais quelle différence y a-t-il entre un itinéraire et un circuit du point de vue géotouristique ?

- L'itinéraire est la projection spatiale d'un déplacement à des fins touristiques. Son importance dépend de la qualité et de la diversité des attractions touristiques qui le jalonnent et des infrastructures d'accueil qui le composent.
- Le circuit, quant à lui, est la commercialisation des différentes composantes d'un itinéraire, sur la base d'un tour ou d'un voyage à forfait (la date, l'hébergement, le transport, la durée et le prix sont fixés à l'avance).

En un mot, l'itinéraire est le support spatial d'un « voyage », que ce soit un voyage individuel ou organisé à l'intérieur du pays. La programmation des déplacements, la détermination des prix, la localisation des visites et la réservation des moyens d'hébergement en font un circuit. Mais, dans la pratique, le terme de circuit, largement vulgarisé par les usages courants du tourisme, occulte le concept d'itinéraire, à la résonance plutôt géographique ; l'appellation commune a fini par conférer au circuit une connotation de voyage ou de déplacement pour des fins d'agrément, de découverte et de dépassement, voire d'instruction et de connaissance.

Cependant, les différents déplacements occasionnés par le tourisme au Maroc révèlent des aspects et des pratiques qui échappent aux implications de cette définition très générale. Il serait donc utile de développer un peu plus cette réflexion.

Tout d'abord, un mouvement touristique qui s'effectue à l'intérieur d'un pays récepteur peut être défini par :

- la durée du séjour,
- la distance parcourue,
- le thème, ou type³⁷ de tourisme,
- le type d'hébergement,
- le prix de revient du voyage.

Dans un premier temps, limitons-nous à la combinaison « espace-temps » pour tenter une classification des déplacements observés au Maroc depuis le début des années 1980. On distingue, de façon globale, cinq types de déplacements touristiques :

- *L'excursion* est un déplacement de moins de 24 heures, sans nuitée dans un hôtel (cf. la définition de l'OMT : déplacement de moins de 24 heures sans nuitées). Au Maroc, l'une des excursions les plus célèbres se fait au départ d'Agadir, tôt le matin, à destination de Marrakech et se termine par un retour à Agadir vers minuit.
- *La grande excursion* est d'une durée de plus de 24 heures et de moins de 48 heures ; elle donne obligatoirement lieu à une ou deux nuitées dans un établissement à caractère touristique. C'est le cas de ces excursions au départ de Marrakech vers Ouarzazate ou de Tanger vers Fès et Meknès. Les hommes d'affaires en sont les principaux animateurs et bénéficiaires, par leurs navettes entre Casablanca (capitale économique du Maroc) et Marrakech, par exemple.

37. Tourisme d'affaires, tourisme balnéaire, tourisme culturel, tourisme d'aventure, congrès, pèlerinage, thermalisme...

- *Le mini-circuit* est d'une durée de trois à quatre jours. Le nombre de nuitées y est toujours inférieur de « 1 » au nombre de jours correspondant à la durée du circuit³⁸.
- *Le circuit ordinaire* s'effectue généralement en une ou deux semaines. Le circuit d'une semaine est le plus fréquent pour des raisons de rotation d'autocars et d'avions charters.
- Le Grand Tour du Maroc (G.T.M.) peut atteindre un mois et plus, bien qu'il s'agisse là de cas très rares. Les G.T.M. les plus fréquents sont de trois semaines, en moyenne.

À vrai dire, cette approche temporelle des cinq composantes du tourisme itinérant est floue. Il est donc impératif d'y intégrer la notion d'espace comme élément de différenciation. À titre d'exemple, un circuit de trois semaines qui se limite aux quatre villes impériales³⁹ ne peut être, en aucun cas, considéré comme un G.T.M. Par contre, en partant de Tanger, au nord, pour un séjour de 10 jours⁴⁰ qui combine « villes impériales et Grand Sud », un groupe de touristes peut se vanter d'avoir fait le Grand Tour du Maroc en peu de temps. La différence entre les deux circuits n'est pas seulement quantitative, elle est aussi (ou surtout) qualitative. Dans le premier cas, les visiteurs ont pu découvrir, approcher et contempler de près le patrimoine géographique, historique et socioculturel du Royaume (trois semaines pour parcourir 1 000 km environ), alors que dans le deuxième cas (soit 2 000 à 2 500 km en 10 jours), ces touristes ont juste eu le temps d'effleurer l'essentiel, en se contentant de percevoir l'image des choses à défaut d'aller vers les choses elles-mêmes.

5.3. QUELQUES ASPECTS GÉOTECHNIQUES DU TOURISME ITINÉRANT AU MAROC : RÊVE DE VACANCES ET DÉRIVE DES DISTANCES

« L'espace touristique est à la fois un espace parcouru et un espace occupé, un déplacement et un séjour ; ces deux formes peuvent être complémentaires ou concurrentielles, mais l'importance de chacune varie suivant les situations envisagées⁴¹. »

38. Cf. la notion d'obstacles et d'intervalles.

39. Les villes impériales correspondent à d'anciennes capitales : Fès, Marrakech, Meknès et Rabat (capitale actuelle du Royaume). Partie musulmane d'une ville (opposée à ville européenne), en Afrique du Nord, spécialement au Maroc.

40. Y compris les jours d'arrivée et de départ.

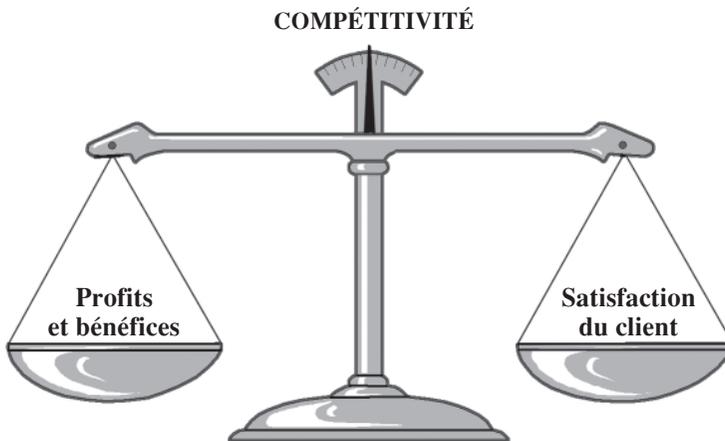
41. Jean Marie Miossec, *L'espace touristique africain, essai méthodologique*, CT-CHET, Aix-en-Provence, 1975, cité par Mohamed Berriane dans *L'espace touristique marocain*, ouvrage publié avec l'aide du CNRS, du Conseil scientifique de l'Université de Tours et du Centre interuniversitaire méditerranéen de Poitiers, Fascicule n° 7, 1981, p. 78.

Partant de cette citation et des exemples de typologie présentés plus haut, il apparaît clairement que la technique d'organisation de voyages ou de circuits consiste à combiner trois facteurs difficilement conciliables :

- la satisfaction de la clientèle,
- la rentabilité ou réalisation de profits,
- la compétitivité sur le marché touristique.

Figure 4.3

***SCHÉMA D'ÉQUILIBRE ENTRE RENTABILITÉ, QUALITÉ ET VIABILITÉ
D'UNE DESTINATION***



Dès lors, il est plus aisé de constater que l'organisation des circuits dans les pays en développement a tendance à privilégier les aspects quantitatifs du voyage. L'idée motrice de cette option se base sur l'idée, ni vraie ni fausse, que le touriste est un voyageur curieux et pressé qui veut tout savoir et voir en un laps de temps qui correspond à un séjour touristique ; une attitude qui provoquerait chez lui beaucoup d'appréhension, d'attentes et, par voie de conséquence, quelques déceptions !

Et donc, en réponse à ses attentes et craintes, on s'efforce de lui montrer un maximum de choses en peu de temps, en le maintenant dans un réseau de « sentiers battus », balisés par les pratiques ordinaires et les rotations quotidiennes des tours touristiques. Ce sont les circuits classiques.

Au Maroc, on peut classer les circuits commercialisés par les agents de voyages en quatre catégories :

- les circuits classiques,
- les circuits secondaires,
- les circuits de troisième degré,
- les circuits combinés.

Le circuit classique correspond à ce qu'il convient d'appeler un « circuit préfabriqué ». Il se déroule sur un itinéraire figé suivant des programmes « statiques et répétitifs » (mêmes arrêts, mêmes visites et mêmes commentaires). La rotation et le renouvellement des groupes de visiteurs autorisent ce type de pratiques. Ce qui ne manquera pas, à première vue, de minimiser les chances de retour.

L'une des principales caractéristiques d'un circuit classique est la qualité des étapes principales, généralement constituées par des villes dotées d'équipements touristiques et paratouristiques importants et diversifiés (hôtels, agences de voyages et de location de voitures, bureaux de change, délégations de tourisme, guides, bazars...).

Tableau 4.2

EXEMPLE DE CIRCUIT CLASSIQUE : CAS DES VILLES IMPÉRIALES

<i>Ordre</i>	<i>Arrêts et étapes</i>	<i>Distances</i>	<i>Nuitées</i>
1 ^{er} jour	Arrivée à Casablanca	00 km	Casablanca
2 ^e jour	Casablanca-Rabat	100 km	Rabat
3 ^e jour	Rabat-Meknès-Fès	200 km	Fès
4 ^e jour	Fès-visite de ville	00 km	Fès
5 ^e jour	Fès-Marrakech	500 km	Marrakech
6 ^e jour	Marrakech-visite de ville	00 km	Marrakech
7 ^e jour	Marrakech-Casablanca	250 km	Casablanca
8 ^e jour	Départ de Casablanca	00 km	—
1 semaine	5 villes visitées	1 050 km	4 villes étapes

Source : Cours de géographie touristique de Mohamed Tamsamani, ISIT, 1996.

Cette situation a l'avantage d'offrir aux touristes une large gamme de services, en leur permettant d'opérer des choix en fonction de leurs moyens financiers d'abord, et de leurs goûts ensuite. Mais elle a surtout l'inconvénient de canaliser et de concentrer de manière exagérée les flux touristiques sur des lieux célèbres en contribuant à leur massification touristique. Les besoins d'encadrement et les impératifs de sécurité font

des groupes « des troupeaux » et des lieux d'accueil, « des ghettos ». Ce souci évident de sécurité, de confort et d'hygiène empêche la découverte et le contact avec la population locale. Les villes impériales offrent le meilleur exemple d'un circuit classique.

À la lecture du tableau 4.2, on constate que la commercialisation de ce circuit introduit une hiérarchie entre les quatre villes impériales⁴² et Casablanca.

- Marrakech (Perle du Sud) et Fès (capitale spirituelle) sont les grandes bénéficiaires du circuit.
- Casablanca, ville non impériale par son histoire, mais impérieuse par son économie et impératrice par sa grandeur, s'impose en tant que métropole économique, grâce à son aéroport international, à son infrastructure haut de gamme et à sa bonne situation sur l'itinéraire du circuit.

Tableau 4.3

DONNÉES TOURISTIQUES DES VILLES IMPÉRIALES – 1989 ET 1998

<i>Données par ville</i>	<i>Nombre de lits</i>	<i>% dans Maroc</i>	<i>% des 4 villes</i>	<i>Nuitées ('000)</i>	<i>% dans Maroc</i>	<i>% des 4 villes</i>	<i>DMS* (jours)</i>	<i>Taux de fréquence</i>
<i>Rabat</i>								
1989	3 500	4,3	14,9	537	5,8	15,4	2,6	43,6
1998	4 562	5,0	16,0	495	4,1	11,3	1,9	60,1
<i>Marrakech</i>								
1989	14 500	18,0	61,9	2 162	20,1	62,0	3,0	48,2
1998	17 645	19,3	62,2	3 011	25,1	68,5	3,1	56,6
<i>Meknès</i>								
1989	1 500	1,8	6,4	199	1,8	5,7	1,5	36,0
1998	1 873	2,0	6,6	174	1,4	4,0	2,1	29,1
<i>Fès</i>								
1989	3 900	4,8	16,8	591	5,5	16,9	1,9	45,8
1998	4 275	4,7	15,0	711	5,9	16,2	1,7	50,2
TOTAL								
1989	23 400	29,0	100	3 491	24,5	100	–	–
1998	28 355	31,0	100	4 391	36,6	100	–	–

* DMS : Durée moyenne de séjour.

Source : Tableau réalisé à partir des statistiques du ministère du Tourisme.

42. Les villes impériales sont Fès, Marrakech, Rabat et Meknès. Ces villes ont été à un moment de leur histoire capitales politiques du royaume.

Enfin, le circuit se déroule en moyenne, pour des considérations de rentabilité, en une semaine. Pour rentabiliser les autocars et autres moyens de transport, les agents de voyages limitent impérativement la durée de ce circuit à six jours ouvrables, le jour d'arrivée étant réservé à l'accueil, le huitième et dernier jour aux transferts : l'autocar, ayant accompli le circuit, transporte les partants à l'aéroport et en ramène un nouveau groupe.

C'est ainsi que le véhicule arrive à fonctionner sept jours sur sept, et à réaliser des taux d'occupation satisfaisants, sachant aussi que le voyageur (T.O.) met en place une ligne aérienne pendant la saison touristique : à l'aller, l'appareil conduit les touristes sur le point de départ du circuit (Marrakech, Casablanca, Agadir, Tanger, Ouarzazate...) et ne repart pas vide : il rapatrie le groupe ayant terminé son séjour. Revenu à son point de départ, il répète l'opération tant que la rentabilité de la haute saison l'exige. On parle de chaîne de charters, ou « *back to back* ».

Le circuit secondaire est, lui, le prototype d'un circuit classique naissant. D'ailleurs, un circuit secondaire n'est viable et rentable que s'il est greffé sur une partie d'un circuit classique. C'est le cas de la péninsule de Tanger, par rapport à Fès et Meknès. C'est le cas aussi de la côte atlantique moyenne : El Jadida, Safi et Essaouira, par rapport à Marrakech, Rabat et Casablanca.

Le circuit de troisième degré est avant tout un déplacement de découverte réelle et de dépaysement profond. Généralement, il se déroule sur des routes secondaires ou sur des pistes. L'hébergement se fait chez l'habitant ou en bivouac ; les repas sont souvent cuisinés par les participants eux-mêmes. Il est évident que les impératifs d'hygiène et les normes de confort sont réduits au minimum nécessaire. Le plus célèbre de ces circuits, pour « aventuriers en sécurité », est organisé au départ d'Agadir et passe par les oasis du Bas Drâa : Bou Izakaren, Fom Lahcen, Tata, Akka, Igherm. Aujourd'hui, avec la promotion de Tata (petite ville oasis) au rang de province, ce circuit est en passe de devenir secondaire (routes de plus en plus asphaltées).

Le circuit combiné est, comme son nom l'indique, une combinaison heureuse entre un circuit classique et les deux autres types de circuits. À l'heure actuelle, le circuit des villes impériales, par sa position centrale et sa renommée, sert de partenaire idéal à ces associations qui ont le mérite de briser la routine des itinéraires et des pratiques de certains tours touristiques devenus « trop classiques ». Pour le moment, c'est une pratique naissante animée par le tourisme individuel ou par des petits groupes. La

combinaison n'est pas seulement spatiale, elle implique aussi l'usage de différents moyens de transport et d'hébergement. C'est une formule améliorée du Grand Tour du Maroc.

La majorité des circuits classiques, ou combinés, est organisée à partir des villes de Casablanca, Marrakech, Tanger et Agadir ; ils concernent surtout des petits groupes en voyage organisé (voyage à forfait). Les circuits secondaires, quant à eux, sont animés par le tourisme individuel, au départ de la presque totalité des villes touristiques du royaume : Fès, Rabat, Ouarzazate... en plus des villes citées plus haut.

Ces circuits sont de deux types : ils sont ouverts lorsque l'arrivée et le départ des touristes au pays ne se font pas à partir de la même ville. Le recours à cette pratique, dit-on, permet d'éviter les tronçons « fades », entendons par là sans intérêt touristique, ou de refaire inutilement les trajets empruntés à l'aller, et donc d'éviter des dépenses inutiles. À signaler que le circuit de troisième degré est toujours de type fermé. Le retour au point de départ, pour des raisons sanitaires ou de repos, s'impose.

Si la visite de la Médina constitue le point fort du circuit des villes impériales (la Médina étant le point d'attraction par excellence), les détours, les antennes⁴³ et les boucles touristiques⁴⁴ font du circuit du Grand Sud un espace touristique attachant.

En vérité, tous les circuits commercialisés actuellement offrent une multitude de détours, d'antennes et de boucles touristiques, capables de rehausser l'image d'un circuit et de briser ses aspects routiniers. Mais ces possibilités sont ignorées par les organisateurs de voyages et de circuits. Il y a lieu de se demander légitimement pourquoi (voir figure 4.2).

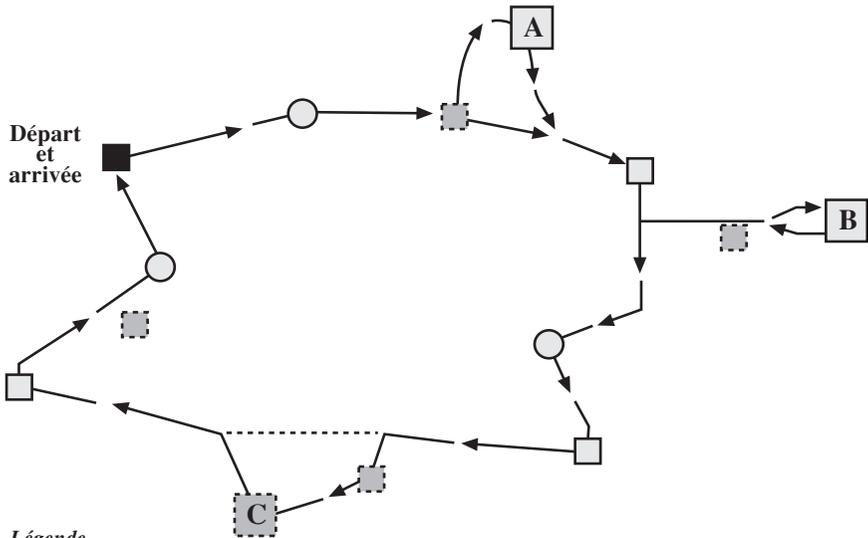
43. Une antenne touristique correspond à un tronçon de route qui permet la visite d'un lieu présentant un certain intérêt, ou d'un centre touristique, avec comme seule possibilité l'aller et retour par la même route. Une boucle touristique est moins routinière puisqu'elle permet un centre d'intérêt touristique suivant un sens circulaire, en revenant au point de départ. Quant au détour, il permet de se détacher de la route principale du circuit pour les besoins d'une visite opportune et de reprendre le voyage plus loin par la même route.

44. Un détour permet de se détacher d'une route pour visiter un site d'intérêt touristique et de reprendre la même route plus loin. Une boucle permet d'opérer un petit tour circulaire et de revenir au point de départ pour continuer sa route. Une antenne présente l'inconvénient de faire revenir à la même route qu'on a quittée pour une visite.

Au Maroc, jusqu'en 1995, on distinguait trois types de guides :

- les nationaux, qui sont autorisés à circuler à travers tout le pays;
- les locaux, qui travaillent dans une région de leur choix;
- les auxiliaires, qui sont autorisés à travailler durant la haute saison, en l'occurrence l'été.

Aujourd'hui, les guides auxiliaires ont accédé au titre de guides locaux par voie de concours.

Figure 4.4**SCHEMA SIMPLIFIE D'UN CIRCUIT TOURISTIQUE ET DE SES RAMIFICATIONS****Légende**

- A: Boucle touristique** – Effectuée à partir de l'itinéraire principal pour visiter un intérêt touristique hors trajet principal. Ces boucles sont plus appréciées que les antennes touristiques : elles évitent le retour au point de départ par la même route.
- B: Antenne touristique** – Permettant de se dégager d'un itinéraire pour visiter un site ou un monument intéressant. L'inconvénient, c'est qu'il faut revenir par la même route avant de continuer le voyage. Il est conseillé de limiter ces antennes à des petites distances sauf si le parcours de la visite est très attrayant : cas de la vallée de Drâa au sud de Ouarzazate.
- C: Détour touristique** – Est le plus fréquent et permet de s'écarter des tronçons sans intérêt particulier pour intégrer dans le circuit un paysage ou une curiosité touristique importante.
- **Étape technique** – Dite aussi pause-café de très courte durée (15 à 20 minutes). Dans le jargon des guides accompagnateurs, c'est la pause « pipi ».
- **Étape secondaire** – Pour effectuer une importante visite ou pour le repas de midi. Les boucles, les antennes et les détours touristiques font partie des étapes secondaires.
- **Étape principale** – Avec une ou plusieurs nuitées.

5.4. VOYAGES ROTATIFS ET CIRCUITS HÂTIFS : LES INTERMÉDIAIRES À L'ASSAUT DU GAIN FACILE ET DU TOURISME

En fait, les acteurs du tourisme ont des pratiques identiques pour des intérêts particuliers, qui les incitent à donner plus d'importance aux « sentiers battus » des circuits classiques. Cette vision figée des choses ne s'explique

pas seulement par l'amateurisme de nombreux professionnels. À en croire les producteurs, elle leur épargne bon nombre de risques et autres imprévus ; des imprévus qui pourraient faire l'objet de fortes réclamations, voire de violents articles dans la presse locale et surtout étrangère, ce qui ne manquerait pas de porter préjudice à la renommée de l'organisateur, et de ternir, par la même occasion, l'image de marque du circuit en question. Quant à l'agent de voyages, du fait de son rôle d'intermédiaire entre le voyageur étranger (T.O.) et l'hôtelier local, il ne dispose que d'une faible marge de manœuvre dans le processus de commercialisation d'un circuit. Il est limité dans son action par les consignes du premier (fournisseur de touristes) et les disponibilités du second (contrat d'allotement). Avec l'avènement de l'Internet et l'intervention massive des multinationales dans le secteur de l'hébergement, la commercialisation directe risque de contribuer davantage à la marginalisation des agences réceptrices nationales.

Par ailleurs, les guides accompagnateurs, eux aussi, contribuent au maintien de cet ordre. N'ayant pas de salaires fixes suffisamment stimulants, ils passent des conventions tacites avec les vendeurs de souvenirs (bazars), les restaurateurs, les producteurs et les animateurs de spectacles. En jouant les rabatteurs de touristes, ils touchent des commissions sur toute vente occasionnée par leur action. Il est évident qu'ils ont grand intérêt à ce que les circuits passent par les centres les plus équipés, les mieux animés et, par conséquent, les plus alléchants.

Est-ce le tourisme à la chaîne ? Pour le moment, non.

Pour humaniser les circuits, il est inévitable de bousculer certaines habitudes et pratiques en cherchant à faire des circuits à « la carte », pour mieux répondre aux désirs et attentes de chaque groupe de touristes. Il est primordial de prendre en considération, pour chaque groupe, sa motivation, sa disponibilité, ses moyens financiers... Ce qui revient aussi à constituer des cohortes homogènes ; car le voyage à la carte est censé permettre à chaque personne d'acheter un circuit, une excursion ou tout simplement une visite de ville en fonction de son goût, de ses moyens et de sa disponibilité.

Cependant, dans l'état actuel du tourisme au Maroc (voire dans la quasi-totalité des pays en développement), la dépendance à l'égard des voyageurs (T.O.) des pays émetteurs empêche toute initiative pouvant instaurer une gestion et une réorganisation qualitatives du tourisme. Ces grossistes du voyage commandent actuellement aux destinées et aux destinations du tourisme, en ce qui concerne la distribution à l'échelle mondiale. Les propositions avancées plus haut n'ont que peu de chance d'être appliquées en Afrique, quelle que soit l'efficacité de l'institution qui les

Tableau 4.4**TYPES D'ESPACES RENCONTRÉS EN TOURISME**

<i>Espaces, caractéristiques, besoins et pratiques du tourisme sédentaire</i>		
	Espaces et caractéristiques	Besoins et pratiques
Espace occupé	Stations balnéaires, stations de ski ou de sport ou climatiques	Diversité des services, des loisirs et animation
Espace vécu	Ville de congrès, ville de culture, spectacles et d'animation	Équipements et aménagements spécifiques et palais de congrès
Espace parcouru	Participation à la vie de la station et excursions dans les environs	Transports et services de communications
Espace perçu	Environnement local, vie de la station (vie des vacances)	Cadre local et touristique, vie de la station
Espace analysé*	Études, formations et stages dans une ville ou localité de courte durée	Encadrement et assistance ou orientation
<i>Espaces, caractéristiques, besoins et pratiques du tourisme itinérant</i>		
	Espaces et caractéristiques	Besoins et pratiques
Espace occupé	Villes (ou localités) d'étape avec une nuitée ou plus	Hébergement, restauration et accueil
Espace vécu	Villes historiques, sites archéologiques, musées, salons et expositions	Accueil, information, service et animation
Espace parcouru	Itinéraires intervilles, visites de villes, excursions, découvertes et randonnées	Transport et accompagnement
Espace perçu	Paysages naturels et /ou humanisés, vie et activités des populations locales	Information et assistance
Espace analysé	Étude à grande échelle des aspects de la société : hommes, espaces, activités	Matériel photo, brochures et interprétariat
		Voyages d'études, de recherche et reportage, <i>incentive voyage</i> et stages

* Les voyages de stimulation (*incentive voyage*) entre dans cette catégorie de séjour, tout comme les échanges interuniversitaires qui se font dans le cadre des conventions et partenariats entre villes, régions ou pays.

supervise et du plan adopté pour les concrétiser. Car elles doivent être la résultante d'un développement touristique national et international satisfaisant et global (émission-réception). Sinon, « le circuit touristique prend l'allure à la fois d'une découverte et d'une conquête⁴⁵ ».

45. Jacques Bugnicourt, « Comment les touristes détournent-ils le développement africain », dans J. Bugnicourt et I. Mbaye Dieg, *Touristes-rois en Afrique*, Paris et Dakar, Jarthala et Enda, 1975, p. 114.

Avec l'explosion de l'Internet, les pays du Sud espèrent se libérer de la tutelle trop pesante et très coûteuse des promoteurs et intermédiaires touristiques des pays émetteurs. Ils espèrent accéder directement au marché de la distribution touristique pour atténuer les coûts des commissions et contourner les systèmes de pression. Ce qui sous-entend d'autres luttes et de nouvelles démarches.

Ce dernier chapitre nous a permis de constater que le tourisme a tendance à établir des rapports sociaux et économiques complexes à tous les niveaux. Paradoxalement, il se révèle responsable de concurrence ou de concordance entre des groupes de catégories socioprofessionnelles fort variées, en amont et en aval de ses activités et de ses relations.

Du fait qu'il obéit de plus en plus à la loi de la rentabilité, le tourisme a tendance à se détacher de son contexte humaniste au profit d'une tendance matérialiste. À ce propos, il est utile de faire quelques remarques d'ordre général.

La première relève de l'urgence d'une sensibilisation élargie et réfléchie dans les milieux sociotouristiques ; d'abord, dans les sociétés riches où les exigences de la consommation ont poussé les populations à des comportements où se mêlent égoïsme et humanisme. C'est ainsi que les gouvernements du tiers-monde n'hésitent pas à monnayer et à privatiser tout ce qui peut l'être pour soulager des budgets en dérive, tout en appelant solennellement leur population à garder le sens de l'hospitalité « séculaire » ! Cette façon d'inciter le pauvre à faire l'aumône au riche se traduit à moyen terme par des déviations où ce qui est censé être un accueil chaleureux, propagande touristique oblige, se transforme par petites touches en « réception-interception » déguisée qui coûte doublement cher : à l'image de marque du pays et à la relation entre touristes et populations locales et entre ces dernières elles-mêmes. Car cette « réception-piège » procède de la même façon que les cultures sur brûlis : après quelques bonnes récoltes des premières années, l'espace se révèle infertile ou stérile et finit par être répulsif !

Mais le plus insensé dans cette déviation relationnelle quelque peu planifié, ou du moins prévisible, c'est qu'une fois que la population en contact avec le tourisme est installée dans ces pratiques de duperie, la ruse se mêle à tout et de tout, presque partout où le tourisme a une présence remarquée. Il s'en suit que le bouche à oreille se charge de l'alerte des touristes, parfois avec exagération, donnant lieu à une crainte nourrie de soupçons envers les populations locales, sans distinction entre les profiteurs

et les victimes du tourisme. À tort ou à raison, cette alerte pousse le visiteur à plus de prudence et finit par l'installer dans la méfiance permanente en dressant une barrière psychologique entre lui et la population locale. Ces précautions souvent « justifiées » ne manquent pas de limiter les relations et contacts entre visiteurs et visités, faisant de ceux qui portent l'enseigne ou l'uniforme de la société touristique chargé de son accueil les seuls interlocuteurs agréés de la profession. Ces derniers, trouvant leur compte dans cette absurdité, vont tout faire pour que cette coupure dure ou s'empire.

D'un autre côté, ayant goûté aux revenus faciles de « l'astuce touristique » et se retrouvant du jour au lendemain sans rétributions, le rusé va passer à la vitesse supérieure et recourir au harcèlement, alternant la ténacité, la ductilité et la pitié sachant impertinemment que le visiteur, sous l'effet de la lassitude, voire de la peur, finira par céder. Et c'est toute la profession qui cède telle une charpente en bois rongée de l'intérieur.

Car le pire des comportements sociaux est celui où chacun se croit mieux loti, plus doué ou plus malin que son voisin ou son prochain. Dans ces cas regrettables, la vie communautaire harmonieuse n'est plus possible que dans un cadre artificiel de cohabitation distante ou dans un lien de méfiance où les individus se supportent avec des sentiments inavoués de se servir l'un de l'autre pour des satisfactions privées et non pour des agréments mutuels et des joies réciproques. Tout sentiment qui permet outrageusement à une personne de prendre un air condescendant pour abaisser l'autre fait partie des comportements néfastes et nocifs pour le tourisme et la société.

Pourtant le tourisme est une occasion de rencontres instructives qui offrent des opportunités en or pour chercher à apprendre et à comprendre l'autre en lui donnant, du même coup, la possibilité de faire de même.

Par ailleurs, il est inévitable, vu le caractère international du tourisme, que de nombreux problèmes et difficultés surgissent de temps à autre, mais à des doses et intervalles acceptables. En toute logique, du fait que le tourisme met en contact ou en relation, sans sensibilisation préalable, des modes de vie et des styles de pensée différents, voire opposés, les mésententes « civilisées » pourraient s'avérer des moments de discussion certes coriaces, mais éclairants. Malheureusement, les différences ou dissemblances censées être constructives sont souvent excitées par des pratiques sociales ou des croyances religieuses peu indulgentes. Sans aller jusqu'à soutenir l'idée de « la relation ambiguë entre l'ascension du nouveau monde et le déclin de l'ancien, dans l'histoire entre les Grecs et les Romains » ou

dire qu'au « début le tourisme est une sorte d'invasion militaire ou [...] une pénétration économique⁴⁶ », il va falloir rappeler calmement que le développement du tourisme dans sa configuration nord-sud met en contact, sans transition ni préparation la plupart du temps, des débordements d'une richesse qui ne cherche qu'à s'afficher (du moins en apparence) et des enfermements d'une pauvreté qui menace à tout moment d'exploser.

C'est pourquoi au terme de cet essai qui traite à vrai dire de la problématique du tourisme international dans ses relations à la fois simples et complexes entre pays développés et pays en développement, nous éprouvons une forte envie de crier à la face du monde : « Laissez le tiers-monde évoluer et vivre à sa guise ! » ou encore « Vive le développement doux ! ». Un développement qui se situerait à mi-chemin entre le sous-développement légal qui relève d'une arriération moyenâgeuse et la mondialisation brutale qui se révèle, de plus en plus, discrétionnaire parce qu'elle opère de la même manière que la colonisation des siècles passés.

Faut-il croire à cet effet que de la colonisation « civilisatrice » à la mondialisation « éducatrice » l'objectif est toujours le même et que seule diffère la manière d'intervenir ? Car, dans les deux cas, colonisation ou mondialisation, il s'agit bel et bien d'incursions qui s'opèrent du Nord vers le Sud et viseraient, selon le discours d'hier et d'aujourd'hui, à aider « l'Homme arriéré » à se libérer de lui-même. Jadis il devait se civiliser ; aujourd'hui doit se moderniser. Cette détermination qui consiste à vouloir actualiser l'acte et l'opinion de l'autre, coûte que coûte (et c'est le cas de le dire), et qui viserait à stabiliser la planète et à développer le tiers-monde, relève du même cri que celui d'hier, à savoir amener le « pseudo-libéré » à se soumettre à son libérateur, dans un mélange de reconnaissance et d'obéissance inéluctables. Viendra-t-il un temps où le sous-développement sera une valeur et une fierté pour ceux qui ont su résister ? Nous commençons à y croire !

[Car] au terme de deux siècles d'aveuglement, les yeux des bénéficiaires d'une croissance destructrice se dessillent. Notre mode de vie n'assure plus les conditions d'apparition et de renouvellement de la vie. Quel héritage léguerons-nous aux générations futures ? Une planète surchauffée où les forêts ressembleront à des jardins publics, où les baleines, les rhinocéros se contempleront derrière les vitrines du musée d'histoire naturelle ? Il faut

sauver la terre, proclame-t-on ? Mais cet ambitieux dessein peut-il concerner des populations qui, parfois, en sont encore réduite à s'interroger sur leur propre survie⁴⁷ ?

Ce cri d'alarme, comme tant d'autres, ressemble à un cri dans le désert puisque les responsables et concernés par le désastre environnemental et social, gouvernements et détenteurs de capitaux, semblent militer, dans le sens inverse : augmenter la croissance !

Le plus regrettable dans cette naissance aux forceps de la globalisation, entre dopante et développante, est sa démarche despote à vouloir imposer à l'humanité une pensée unique, qui réglerait tout acte et geste dans un élan de standardisation linéaire où la différence finira par devenir, à la longue, un état de culpabilité admis. Le modèle de référence, autrement dit, le prototype à imiter jusque dans la façon de vivre et d'exister n'est autre que l'archétype occidental. Si aujourd'hui des peuples se battent pour obtenir des excuses de leurs anciens colons, la mondialisation semble exiger des remerciements d'avance pour services rendus (ou à rendre) aux cultures et peuples déstabilisés jusque dans leur façon de s'aimer.

De plus et en guise de reconnaissance, le « libéré » ou « l'aidé » sous tutelle n'accéderait au titre d'émancipé ou de civilisé que s'il se renie dans un empressement de reconnaissance dictée par une « conscience d'importation ». Or, comme les pays du tiers-monde ne peuvent pas être plus développés que les pays développés eux-mêmes, le statut de « développement » qui leur est proposé se limite à une pâle copie qui ne pourra pas résister aux aléas du futur.

Il va sans dire que s'engager dans l'altération socioculturelle sans garantie de consolidation économique revient à s'autobouleverser politiquement pour satisfaire les penchants d'un sadisme économique nommé ultralibéralisme.

47. Sylvie Deraime, *Économie et environnement*, Paris, Éditions Le Monde et Marabout, coll. « Poche », 1993.

Conclusion

Tout au long de cet essai, nous nous sommes efforcé de refléter notre vision, la plus réaliste possible, du tourisme international sans prétendre à l'exhaustivité ni à l'exclusivité. Notre vision, en tant qu'observateur du Sud, s'inspire plus du réalisme que de l'objectivité ; parce que nous pensons que le réalisme, en tant que fils d'un contexte vécu, permet de mieux rendre compte d'une situation socioculturelle dans un pragmatisme qui ne demande qu'à bien percevoir et à mieux sentir pour dire. Et ce n'est pas pour autant que l'objectivité, fille de la logique basique, est absente de notre analyse. Disons que l'objectivité mécanique est un examen froid qui contraste avec le sentimentalisme débordant et l'émotivité impulsive qui tissent et régissent les relations socioculturelles des individus et citoyens du tiers-monde.

Il est vrai, et il faut bien le mentionner sans détour, que le problème d'une démarche comme la nôtre a consisté à concilier l'objectivité requise pour une analyse scientifique avec les subjectivités plurielles que secrète le contexte d'un tiers-monde victime de tous les sorts et consorts. Ce problème s'est posé de façon accrue tout au long de la rédaction de cet essai. Il est tout à fait normal que notre raisonnement, avec ses hauts et ses bas, se soit inscrit d'abord dans l'environnement du vécu (espace-société) et ensuite dans le savoir reçu (formation-instruction). Ce va-et-vient entre le « vécu », le « reçu » et le « perçu » a pour première conséquence de nous affronter à une réalité faite de contradictions cruciales qui s'inscrivent, soit dans une neutralité décisive, soit dans une partialité critique.

Toutefois, la neutralité placide, dans le monde actuel, est un luxe que seuls les puissants sont en mesure de s'offrir en guise de partialité démocratique. Déjà l'image d'un tiers-monde connu pour sa défense acharnée des causes perdues d'avance nous a « re-positionné » dans une réalité qui refuse de soutenir toute mécanique objective qui oscille entre impartialité, neutralité et indifférence. L'écriture n'est-elle pas avant tout (ou après tout) l'expression muette du sentiment ?

N'en demeure pas moins que cette approche a le mérite de consentir à substituer l'idéalisme réconfortant à l'utopie déconcertante. Et même si l'utopie relève du domaine du possible au futur, l'idéalisme a le mérite d'appartenir à tous les temps et en même temps à la possibilité utopique du moment. Alors si toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, il en est d'autres qui sont mauvaises à passer sous silence. Se taire, sans se laisser faire face à la puissance, est depuis la nuit des temps l'acte héroïque des démunis et des humiliés. Cette manière d'agir cherche à faire du temps son principal allié. Mais à quel prix ?

De ce fait, nous nous sommes permis de porter un regard, à la fois formel et circonstancié, sur les régimes en place, sur les professionnels et sur les touristes, comme s'il fallait se dédouaner face aux populations des pays du Sud qui n'ont que leur silence pour s'exprimer. Il est bien connu que lorsque le silence a la majorité absolue de son côté, les démocraties élues et mues par l'autosatisfaction ont présentement le savoir et le pouvoir mais aussi quelque chose à se reprocher. Car une démocratie locale, aussi distinguée soit-elle, qui se nourrit des apports d'une dictature extérieure odieuse finira à la longue par être haïssable.

Et puis accabler le tourisme, certes initiateur des mutations dans les pays du Sud et promoteur actif au sein des secteurs fondateurs de la mondialisation, de tous les maux pour le rendre responsable d'une détérioration aux causes ramifiées et aux origines variées, participerait d'un jugement borné ou d'une vision d'esprit.

C'est pourquoi nous avons tenu à montrer, le plus souvent aussi à démontrer, que le tourisme, en tant que manifestation sociale et phénomène économique, se doit d'être une éthique de vie puisqu'il correspond à une activité humaine internationale, polyvalente et dominante.

De nos jours, le tourisme tend, dans la plus tolérée des contradictions, à reconstruire par la généralisation du négoce et par l'accentuation de la monétarisation des relations sociales et humaines, ce qui était détruit par l'argent dans un passé proche (le loisir ludique et le service payant ont

remplacé la fête foraine et l'hospitalité traditionnelle spontanée). Ce qui explique notre souci maintes fois exprimé à l'égard de la déshumanisation des rapports sociaux et des relations humaines des sociétés et peuples du tiers-monde. Cela explique aussi notre appel, d'apparence utopique au vu de cet élan de fièvre « mondialisante », à l'instauration d'activités touristiques plus douces et plus respectueuses des environnements où elles sont amenées à s'exercer. Il faut persister à plaider, avec rigueur et vigueur, pour un tourisme plus humain par ses relations sociales, plus magnanime par ses échanges culturels et plus généreux par ses activités économiques. Utopie ou idéalisme, rien ne nous empêche de caresser la douceur d'un tel espoir.

Dans le cas du tourisme international, qui constitue sans conteste le porte-drapeau de la mondialisation, ces propos nécessitent un éclaircissement nuancé. Encore faut-il penser que le voyage qui se berce « entre rêve ordinaire et imaginaire collectif¹ » est avant tout un produit géré par les grandes entreprises qui financent et recrutent localement laissant au capital multinational le soin de faire le tri. Un tri qui relève de la sélection sans pitié et où seules la ductilité et la docilité permettent de survivre. Ironie du sort, les victimes de ces nouvelles batailles sourdes sont ceux-là mêmes qui refusent de se battre pour ne pas alimenter ces « violences douces » où le couple « rivalité-crativité » résultent du mariage contre-nature entre la recherche de la rentabilité et la recherche de l'authenticité. Alors, contester cet état de « servitude-béatitude » peut paraître aux yeux des mondialisés comme un défi au bien-être que procure, théoriquement, le tourisme à près d'un cinquième de l'humanité².

Et le reste alors ?

Et, même s'il fallait lutter pour améliorer ou changer cette situation, il faudra se battre contre qui ? Contre cette puissance virtuelle qui fait courir les impatients (ou arrivistes) derrière des mirages de richesses promises quitte à piétiner des félicités acquises ? Ou bien lutter contre les gouvernements et leurs élites de soutien (c'était le cas pendant toute la deuxième moitié du XX^e siècle), dans un élan qui doit inévitablement se terminer par un grand saut dans le vide ? Ce qui revient à dire que ce combat « national » qui préfigure une nouvelle forme de guerre « civile-civilisée » finira, inévitablement, par une défaite locale et une victoire extérieure quels que soient le vainqueur et le vaincu ! Car le triomphe des pouvoirs soutenus

1. Jean Didier Urbain, *Les secrets de voyages*, Paris, Payot, 1998.

2. En 1996, seulement 3,5 % de la population mondiale accède au tourisme international. L'OMT prévoit environ 7 % à l'horizon de 2020.

par la mondialisation est avant tout une victoire de cette dernière ; et la défaite des régimes en place est aussi un succès pour la mondialisation qui voit dans l'affaiblissement d'un État souverain l'ouverture d'une brèche pour s'introduire. Il y a même lieu de penser que la mondialisation est plutôt pour les États qui s'écroulent (cas de l'ancien bloc de l'Est) que pour ceux qui s'ouvrent graduellement au libre-échange. Dans le premier cas, elle arrive en terre conquise (presque victorieuse) alors que, dans le deuxième cas, elle se sent obligée de s'afficher partenaire !

Et l'on constate qu'en ce début du troisième millénaire, les positions de luttes ne se prennent plus en fonction des classes sociales (pauvres-riches) ou des appartenances idéologiques (capitalistes-communistes), mais en fonction :

- des appartenances identitaires, ethniques ou religieuses ;
- des alliances corporatistes, militaires ou mafieuses.

Ces batailles destinées à créer des cercles fermés et vicieux, de portée limitée, où le sens de la lutte ne se fait plus de la base vers le sommet (luttes de classes), mais de la base vers la base (luttes intestines pour la survie), laissent les mains libres à la méga-entreprise et au grand capital. Dès lors, ce dernier peut arbitrer les conflits en portant ouvertement sa double casquette de juge et partie. Autant dire que ces combats obscurs servent avant tout la cause des interventionnismes internationaux, orchestrés par les grandes puissances.

Reste que la naissance d'une lutte géopolitique à grande échelle (Nord-Sud) est possible et même probable. Le Nord en est plus conscient que le Sud, même si des erreurs récentes ont imposé à chacun de prendre position clairement, sans possibilité de recours à la neutralité. Il faudra probablement une dizaine d'années pour commencer à mesurer les conséquences de cet appel au retour à une bipolarité sociogéographique « Nord-Sud »...

Par ailleurs, les défenseurs de la concurrence loyale mais impitoyable, bien à l'aise dans leur avance prise sur le reste du monde, n'hésitent pas, très souvent d'ailleurs, à faire marche arrière pour secourir leurs sociétés nationales et à soutenir des secteurs clés dans leur pays avec ou sans justification. C'est que la population de ces pays « démocratiques » a son mot à dire et elle est vivement écoutée par les gouvernements et les élus.

La prétendue mondialisation concoctée par les pays nantis est à géométrie variable. D'un côté, quand cela les arrange, ces derniers ferment leurs frontières, subventionnent leurs propres agriculteurs. De l'autre, ils exigent le

libre accès à nos richesses, l'ouverture incontrôlée de nos marchés. Et nous demandent de privatiser sans discernement tout ce que nous possédons. C'est à ce prix seulement que les institutions internationales accordent aux pays pauvres le label de « démocratie » [...]»³.

En conséquence, les dirigeants des pays avancés sont plus attentifs à leur économie nationale et à l'écoute de leur peuple qu'ils ne le sont pour l'appel de la raison universelle. Par contre, en imposant savamment (logique scientifique) et farouchement (dialectique politique) leur vision socioéconomique mondiale aux dirigeants du tiers-monde, ils trouvent tout à fait normal que leur conception du monde soit imposée quitte à recourir à la « puissance » de la menace (veto, embargo...), pour faire appliquer, par la force s'il le faut, des réformes assorties de diktats, de surcroît exogènes (cf. les émeutes de pain en Afrique entre 1980 et 1995, résultant de la mise en place des Programmes d'ajustement structurel, préconisés par la Banque mondiale).

La deuxième remarque réside dans le fait que les bouleversements conséquents aux choix imposés dans le cadre des activités touristiques assujettissent la masse et rémunèrent l'élite. Cette démarche se trouve plus proche de la servitude sociale que de la production économique. Il faut dire sans complexe aucun que « tous les pays, dans le domaine du tourisme, ont fait des erreurs et pansent leurs blessures ! Tous ont pu se tromper. Cependant ne pas le reconnaître est le plus douloureux⁴ ».

Les États ayant opté pour le tourisme comme moteur de développement avait mis à sa disposition des institutions administratives, des textes juridiques, des codes d'investissement avantageux et des capitaux publics sous forme de prime à fonds perdus ou de crédits avec des taux d'intérêt avantageux. Ces facilités économiques et autres outils d'accompagnement ont sûrement contribué au décollage du tourisme, mais, probablement aussi, au délaissement d'autres secteurs et branches d'activités d'importance locale. Évidemment, l'impact, surtout économique, attendu de l'effet multiplicateur du tourisme devait jouer le rôle d'agent compensateur puisqu'il était censé avoir, par ricochet, des retombées bénéfiques sur l'ensemble des secteurs et régions en marge de la planification économique et sociale (le monde rural, la santé, l'éducation...).

3. Aminata Traore, « On critique l'Afrique, mais jamais on ne l'écoute », interview parue dans *L'express International*, n° 2639, du 31 janvier au 6 février 2002, p. 23.

4. URBAPLAN-CIG-EDESA-IIHEM, *Étude de la stratégie d'aménagement touristique*, Rapport intermédiaire numéro 2, Volume 2B (animation, formation, promotion), 1995, p. 213.

C'est d'ailleurs pour ces considérations que toute analyse du développement du tourisme, qui se veut scientifique, ne saurait aborder ce secteur en tant qu'entité à part. Et, non seulement le tourisme doit être positionné dans le cadre général des activités socioéconomiques du pays, mais il doit être aussi, et surtout, re-positionné dans le contexte global des dynamiques sociales, politiques et culturelles pour une meilleure compréhension du phénomène « tourisme ». Cette vision, à la fois horizontale et verticale, est à même de rendre compte des aspects collatéraux du tourisme et de ses dérivées. La démarche suggérée a l'ambition et le mérite de vouloir sonder les soubassements, les intentions et les desseins sous-jacents, occultés par le discours officiel. Elle n'est pas à l'évidence pour plaire, surtout dans les contextes géographiques et temporels actuels où tout ce qui peut redorer le blason des États en difficulté est le bienvenu, alors que tout ce qui relève de la critique est banni.

Aussi, faut-il rappeler que, dans les pays ayant joué la carte du tourisme, ce dernier a longtemps mobilisé des énergies quantitativement importantes, accaparé des espaces financièrement productifs et occupé des aires géographiquement attrayants. Cette pratique, dit-on, était inévitable dans des pays libéraux où le secteur du tourisme était récent. Pour séduire les discours officiels allaient user, au point d'en abuser parfois, de deux arguments attrayants : « le tourisme, moteur de développement » ou encore « le tourisme, grand générateur d'emplois » !

Aujourd'hui la réalité semble s'acharner à démentir ces promesses même si les responsables du tourisme dans le tiers-monde s'ingénient à produire des chiffres flamboyants à défaut de pouvoir produire les plus-values promises. Car, au vu des résultats obtenus par les pays du Sud, des interrogations se posent avec énormément de légitimité. Au vu aussi des problèmes accumulés, résultat d'une situation où « l'État providence » a fait en sorte que les riches ont pu consolider et élargir les bases de leur richesse, fondée sur la rente, et que les pauvres, au mieux, sont restés pauvres, une accusation indirecte à l'endroit des politiques économiques en général, et des planifications touristiques en particulier, se profile :

- Le tourisme a-t-il écarté, par mégarde, d'autres vocations et, par conséquent, éliminé d'autres possibilités de développement mieux adaptées, donc plus prometteuses pour les économies locales ?
- L'argent du contribuable et les prêts des instances financières mondiales, facturés à la nation et profitant en majorité à une minorité d'élite, n'auraient-ils pas été mieux utilisés s'ils avaient été affectés aux infrastructures de base et aux équipements sociaux ?

- La récupération des réalisations du domaine public, souvent accomplies par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, par le secteur privé dans un élan de privatisations outrancières peut paraître comme une double perte pour les trésoreries nationales.

C'est pour renvoyer à d'autres images de notre quotidien, de notre vie, de nous-mêmes, en tant qu'humains, que nous devons dire la vérité sur notre passé touristique et s'atteler à lutter pour un tourisme doux pour la culture et la nature, fiable et viable pour l'Homme.

En toute logique, il ne faudra pas attendre des décennies pour dénoncer une mondialisation écrasante et pour commencer à stopper cette « belle folie » comme cela a été le cas pour le communisme. Car, dans un demi-siècle ce sera, à n'en point douter, trop tard. Il est juste temps de se pencher sur le tourisme, en tant que secteur bien intégré de la mondialisation, de s'y intéresser de très près et de réfléchir sur « la façon dont la société s'approprie et transforme l'usage du voyage, qui en dit long sur l'histoire des mentalités et des sensibilités⁵ ». Loin de nous l'idée de condamner le tourisme en tant que tel ou de le rejeter sans appel, nous pensons, contrairement à certains adeptes de l'écologisme stérile, que cette activité internationale peut devenir le vecteur des pensées du « monde en développement » visant à atténuer la violence « douce » d'une mondialisation à sens unique. Dans ce combat inégal, où l'importance quantitative du Sud ne compte presque pas face à la minorité qualitative du Nord, la résistance doit se faire dans un mouvement d'accompagnement qui canalise et endigue, à la fois, en aidant le gigantisme à trébucher de lui-même.

Le tourisme, secteur des services par excellence, et contrairement à l'industrie de marchandises, classe et hiérarchise, occasionne des contacts humains et produit des rapports sociaux, allant de l'amitié à l'amour ou de la haine en passant par le conflit. Rien que par ce fait, il se distingue du reste du commerce mondial et peut d'ores et déjà être une occasion de sensibilisation.

Le tourisme, répétons-le, forme ou réforme, transforme ou déforme, sans jamais indiquer à l'avance ni la direction à prendre ni le terminus à atteindre. C'est pourquoi il est temps de bien l'orienter en balisant son futur parcours.

5. *Ibid.*

Bibliographie

OUVRAGES

- AMALOU, P., H. BARIOULET et F. VELLAS (dir.) (2001). *Tourisme, éthique et développement*, Paris, L'Harmattan.
- ASCHER, F. (1984). *Tourisme, sociétés transnationales et identités culturelles*, Liège, Unesco.
- BALTA, P. (2000). *Méditerranée : défis et enjeux*, Paris-Montréal, L'Harmattan, coll. « Les cahiers de Confluences ».
- BARBAZA, Y. (1966). *Le paysage humain de la Costa Brava*, Paris, Armand Colin.
- BARDELET, B. (1995). *Le marketing de l'humanitaire et du caritatif : donner, ça coule de source*, Paris, Les Presses du Management.
- BAUMAN, Z. (1999). *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel ».
- BÉGUIN, H. (1974). *L'organisation de l'espace au Maroc*, Bruxelles, Académie des Sciences d'Outre-Mer.
- BÉLANGER, Ch.-E. et B. SARRASIN (1996). *Développement et tourisme au Maroc*, Montréal, L'Harmattan.
- BELAL, A. (s.d.). *L'investissement au Maroc, 1912-1964*, 2^e éd., Casablanca, Les Éditions maghrébines.
- BENSALAH, L. et M. DONSIMONI (dir.) (1999). *Le tourisme facteur de développement local*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

- BERESNIAK, D. (1991). *Les intégrismes : idéologie du délire paranoïaque*, Paris, Grancher, coll. « Ouverture ».
- BESANCENOT, J.-P. (1989). *Climat et tourisme*, Paris, Masson.
- BONNEMAISON, J. (2000). *La géographie culturelle*, Paris, CTHS.
- BRAUDEL, F. (1998). *Les mémoires de la Méditerranée*, Paris, Fallois.
- BRÉMOND, J. et C. LIDSKY (1976). *Les planifications économiques*, Paris, Hâtier.
- BUGNICOURT, J. et I. MBAYE DIEG (1975). *Touristes-rois en Afrique*, Paris et Dakar, Karthala et Enda.
- BURNET, L. (1963). *Villégiatures et tourisme sur les côtes de France*, Paris, Hachette.
- CAZELAIS, N. (2000). « L'espace touristique québécois contemporain », dans N. Cazalais, R. Nadeau et G. Beaudet (dir.), *L'espace touristique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. « Tourisme ».
- CAZELAIS, N., R. NADEAU et G. BEAUDET (dir.), (2000). *L'espace touristique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. « Tourisme ».
- CAZES, G. (1989). *Les nouvelles colonies de vacances : Le tourisme international à la conquête du Tiers-monde*, Paris, L'Harmattan.
- CAZES, G. (1992a). *Fondements pour une géographie du tourisme et des loisirs*, Rosny, Bréal.
- CAZES, G. (1992b). *Tourisme et tiers-monde, un bilan controversé*, Paris, L'Harmattan.
- CORM, G. (2001). *La Méditerranée, espace de conflit, espace de rêve*, Paris, L'Harmattan.
- CUVELIER, P. (1998). *Anciennes et nouvelles formes de tourisme : Une approche socioéconomique*, Paris, L'Harmattan.
- DAVIS, D. (1966). *The Economic Development of Morocco*, Baltimore, The Johns Hopkins Press.
- DEBARBIEUX, B. (1995). *Tourisme et montagne*, Paris, Economica, coll. « Géo ».
- DE KADT, E. (1979). *Tourisme, passeport pour le développement*, Paris, Economica-Unesco.
- DEPREST, F. (1997). *Enquête sur le tourisme de masse : L'écologie face au territoire*, Paris, Belin.
- DERAIME, S. (1993). *Économie et environnement*, Paris, Le Monde et Marabout, coll. « Poche ».
- DEWAILLY, J.-M. et E. FLAMENT (1993). *Géographie du tourisme et des loisirs*, Paris, SEDES, coll. « Dossiers des images économiques du monde ».

- DOMINATI, J. *et al.* (1988). *L'enjeu touristique*, Paris, Economica.
- DUMAZEDIER, J. (1985). *Révolution culturelle du temps libre, 1968-1988*, Paris, Méridiens Klincksieck, coll. « Sociétés ».
- DUNLAP, A.-J., avec la collaboration de B. ANDELMAN (1996). *How I Saved Bad Companies and Made Good Companies Great*, New York, Time Books.
- DUPREST, F. (1997). *Enquête sur le tourisme de masse : l'écologie face au territoire*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde ».
- DUPUY, P.-H. (1965). *Le trésor, la croissance et la monnaie au Maroc*, Tanger, Éditions marocaines et internationales.
- DUVIGNEAUD, J. (1977). *Le don de rien : essai d'anthropologie de la fête*, Paris, Stock, coll. « Monde ouvert ».
- EL MALKI, H. (1983). *Au-delà des chiffres quel développement ?*, Casablanca, Les Éditions maghrébines.
- EL OUARTI, A. (1993). « Pratiques religieuses et pratiques du loisir dans les pays arabes d'hier et d'aujourd'hui : la version néo-islamique », dans G. Pronovost, C. Attias-Donfut et N. Samuel (dir.), *Temps libre et modernité : Mélanges en l'honneur de Joffre Dumazedier*, Sainte-Foy et Paris, Presses de l'Université du Québec et L'Harmattan.
- ESCOUROU, P. (1993). *Tourisme et environnement*, Paris, SEDES.
- FISCHER, G.-N. (1981). *La psychologie de l'espace*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? ».
- FORESTER, V. (2000). *La dictature du profit*, Paris, Fayard, coll. « Livre de poche ».
- FOURASTIÉ, J. (1972). *Les trente glorieuses*, Paris, Fayard.
- GIL DE ARROBA, C. (1999). « Tourisme rural en Europe, nouveau sens et nouveaux rôles assignés aux populations locales, Premier bilan », dans Philippe Violier (dir.), *L'espace local et les acteurs du tourisme*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Espaces et territoires ».
- GUAY-PARA, R. (1985). *La pratique du tourisme*, Paris, Economica.
- GUIBILATO, G. (1983). *Économie touristique*, Berne, Delta et Spes.
- HUNZIKER, W. et K. KRAPF (1993). *Théorie générale du tourisme*, Berne, Delta et Spes.
- HOERNER, J.-M. (2002). *Traité de tourismologie : pour une nouvelle science touristique*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, coll. « Études ».
- JOLY, J.-M. (2001). « Privilégier l'être humain », dans P. Alamou, H. Barioulet et F. Vellas, *Tourisme, éthique et développement*, Paris, L'Harmattan.

- LANQUAR, R. (1993). « Les enjeux du tourisme méditerranéen dans le cadre d'un développement durable », dans *Le tourisme méditerranéen dans le développement durable*, Actes de la conférence euro-méditerranéenne sur le tourisme dans le développement durable, Hyères-Les-Palmiers, septembre 1993.
- LANQUAR, R. (1995). *Tourisme et environnement en Méditerranée: enjeux et perspectives*, Paris, Economica – PNUÉ, « Les fascicules du Plan Bleu », n° 8.
- LAPLANTE, M. (1996). *L'expérience touristique contemporaine : fondements sociaux et culturels*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. « Tourisme ».
- LEGARDINIER, C. (1997). *La prostitution*, Milan – Toulouse, Les Essentiels.
- LOZATO-GIOTART, J.-P. (1990). *Méditerranée et tourisme*, Paris, Masson.
- LOZE, M. (1971). *Les finances de l'État, finances publiques marocaines*, Rabat, La Porte.
- MAALOUF, A. (1998). *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset.
- MESPLIER, A. et P. BLOCH-DURAFFOUR (1992). *Le tourisme dans le monde*, Rosny, Bréal.
- MICHEL, F. (dir.) (1998). *Tourismes, touristes, sociétés*, Paris, L'Harmattan.
- MAMMERI, M. (1989). « Aventures et avatars de la modernité en pays du tiers-monde », dans Tassadit Yacine, *Traditions et modernité dans les sociétés berbères*, Paris, Awal.
- MEMMI, A. (1985). *Portrait du colonisé*, Paris, Gallimard, coll. « Francopoche », 1985.
- MIOSSEC, J.-M. (1975). *L'espace touristique africain, essai méthodologique*, Aix-en-Provence, CT-CHET.
- NADEAU, R. (2000). « Tourisme et environnement », dans N. Cazalais, R. Nadeau et G. Beaudet (dir.), *L'espace touristique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. « Tourisme ».
- O'GRADY, R. (2000). « Les sept conditions pour un tourisme socialement responsable », dans P. Alamou, H. Barioulet et F. Vellas, *Tourisme, éthique et développement*, Paris, L'Harmattan.
- PEARCE, D. (1993). *Géographie du tourisme*, Paris, Nathan.
- PLUSS, Ch. et P. AISNER (1983). *La ruée vers le soleil : le tourisme à destination du Tiers-monde*, Paris, L'Harmattan.
- POROT, A. (1936). *Notes de psychiatrie musulmane*, AMP, tome 9.
- PRONOVOST, G., C. ATTIAS-DONFUT et N. SAMUEL (dir.), *Temps libre et modernité : Mélanges en l'honneur de Joffre Dumazedier*, Sainte-Foy et Paris, Presses de l'Université du Québec et L'Harmattan.

- PY, P. (1986). *Le tourisme : un phénomène économique*, Paris, La Documentation française.
- PY, P. (1992). *Le tourisme : un phénomène économique*, 2^e éd., Paris, La Documentation française.
- RAMONET, I. (1999). *Géopolitique du chaos*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Actuel ».
- ROCHER, G. (1974). *Introduction à la sociologie générale*, Tome 1, 2^e éd., Montréal, HMH.
- SACAREAU, I. et Ph. DUHAMEL (1998). *Le tourisme dans le monde*, Paris, Armand Colin, coll. « Prépas Géographie ».
- SALMI, J. (1979). *Planification sans développement : évaluation de planification marocaine en matière de planification : 1960-1979*, Casablanca, Les Éditions maghrébines.
- SEYDOUX, J. (1983). *De l'hospitalité à l'accueil*, Denges, Delta et Spes.
- SEYDOUX, J. (1984). *Accueil d'aujourd'hui et de demain*, Denges, Delta et Spes.
- SIGAUX, G. (1965). *Histoire du tourisme et des vacances*, Genève, Éditions Rencontres.
- SUE, R. (1980). *Le loisir*, Paris, Presses universitaires de France.
- STAFFORD, J. (1996). *Microéconomie du tourisme*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, coll. « Tourisme ».
- SPATARO, A. (2000). *Le tourisme en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan.
- URBAIN, J.-D. (1998). *Les secrets de voyages*, Paris, Payot.
- VELLAS, F. et H. BARIOULET (2001). *Les défis du tourisme dans le PVD*, dans P. Alamou, H. Barioulet et F. Vellas, *Tourisme, éthique et développement*, Paris, L'Harmattan.
- VIARD, J. (2000). *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, La Tour-d'Aigues, Aube, coll. « Monde en cours », série Intervention.
- WACKERMAN, G. (1993). *Tourisme et transport*, Paris, SEDES, coll. « Mobilité spatiale ».
- WACKERMAN, G. (1988). *Le tourisme international*, Paris, Armand Colin.

COLLOQUES, ÉTUDES, THÈSES ET PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

- ABDALLAOUI, B. (2002). *Les besoins en emplois, en qualifications et en compétences dans l'hôtellerie marocaine*, Thèse d'État en sciences économiques, Casablanca, Université Hassan II, Facultés des sciences juridiques, économiques et sociales.

- AIT HAMZA, M. (1998). *Tigmi N' iroumiyne : Tourisme et conflit culturel dans le Haut-Atlas Central*, dans Actes du 5^e colloque maroco-allemand tenu à Tanger, Rabat, publication conjointe de la Technische Universität München et de l'Université Mohamed V, série Collection et Séminaire, n° 19.
- AIT LAHCEN, E. (1998). *Vues sur les tendances de l'offre touristique internationale : éléments de réflexions pour le tourisme marocain*, dans la *Région de Tadla-Azilal et les enjeux du développement touristique*, Marrakech, Université Cadi Ayyad, Faculté des lettres et des sciences humaines et délégation du ministère du Tourisme (Beni Mellal).
- BAKKALI, M. (1996). *Aspects juridiques du tourisme au Maroc*, Thèse d'État en droit (en arabe), Rabat, Université Mohamed V.
- BARETJE, R. (1968). *La demande touristique*, Thèse de 3^e cycle, Marseille, Université de la Méditerranée.
- BARRÉ, H. (1967). *La politique de promotion touristique en France*, Marseille, CET, Institut d'administration des entreprises, Série A n° 9, Université de la Méditerranée.
- BÉLANGER, C.E. (1994). *L'État marocain et sa politique touristique, le rôle des déterminants externes et internes, 1960-1990*, Maîtrise des sciences politiques, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- BERRIANE, M. (1980). « Un type d'espace touristique marocain, le littoral méditerranéen », *Revue de géographie du Maroc*, n° 4, nouvelle série.
- BERRIANE, M. (1981). *L'espace touristique marocain*, Tours, CNRS ERA n° 706, Université de Tours et Centre interuniversitaire méditerranéen de Poitiers et du Conseil scientifique de l'Université.
- BERRIANE, M. (1992). *Tourisme national et migrations de loisir au Maroc (étude géographique)*, Rabat, Université Mohamed V, Faculté des lettres et sciences humaines, série Thèses et Mémoires, n° 16.
- BOUMEGGOUTI, D. (1995). *Le tourisme international au Maroc : espaces et produits touristiques*, Doctorat nouveau régime ; Paris, Université de Paris I, Panthéon Sorbonne.
- CHAFI, M. (1991). *Un siècle de recherche sur le Maroc*. Répertoire des mémoires et thèses soutenues sur le Maroc de 1900 à 1991, Marrakech, Publications universitaires du Maghreb (droit et sciences économiques).
- CLAIRMONT, F.F. (1999). « La puissance des véritables maîtres du monde. Les firmes géantes qui se jouent des États », *Le Monde diplomatique*, décembre, p. 20.
- CYRULNIK, B. (2002) : « Le Bonheur », *Le Nouvel Observateur*, n° 1939.
- EL ABDALLAOUI, M. (1986). *La Médina de Tétouan et son évolution récente, étude de géographie urbaine*, Thèse de 3^e cycle ; Tours, Université de Tours.

- HADRI, A. (1997). *Enquête sur l'emploi dans le secteur hôtelier*, Rabat, Direction des entreprises et activités touristiques, Ministère du Transport et de la Marine marchande, du Tourisme, de l'Énergie et des Mines.
- HILLALI, M. (1985). *Le développement du tourisme sur la côte méditerranéenne du Maroc : potentiel et actions gouvernementales*, Thèse de 3^e cycle. Aix-en-Provence, Université d'Aix-Marseille III.
- HILLALI, M. et al. (1985). *Planification intégrée et gestion des zones côtières méditerranéennes*, pour le compte du PNUE, Split (Programme des Nations Unis pour l'environnement) dans le cadre de son programme PAP-CAR (Plan d'action prioritaire, Centre d'action régionale).
- HILLALI, M. et al. (1987). *Étude du tourisme à Tétouan : évaluation de l'aménagement touristique du littoral tétouanais (étude de cas)*, pour le compte du PNUE, Programme PAP-CAR, dont le siège est à Split, ex-Yougoslavie.
- HILLALI, M. (1987). *Le tourisme en harmonie avec l'environnement*, Étude réalisée en qualité de consultant pour le compte du PNUE (PAP-CAR), Split, ex-Yougoslavie.
- HILLALI, M. (1990). « Succès et failles d'un aménagement touristique en milieu rural : Cas de la côte tétouanaise », Tétouan, *Revue de la Faculté des lettres et sciences humaines de Tétouan*, n° 4, p. 205-216.
- HILLALI, M. (1993). « Formation en tourisme et Culture dans les pays en développement », Montréal, Université du Québec à Montréal, *Téoros International*, vol. 1, n° 1, p. 58-64.
- HILLALI, M. (1994a). « Aspects géotechniques du tourisme itinérant au Maroc », *Revue de la Faculté des lettres et sciences humaines*, Université Cadi Ayyad, Marrakech, n° 10, p. 51-57.
- HILLALI, M. (1994b). *Les noms géographiques d'origine berbère : miroir culturel et référence ethnologique*, Actes du colloque sur les noms géographiques, Mohammédia, Institut scientifique, Éditions Fédala.
- HILLALI, M. (1996). « Le cosmopolitisme à Tanger : mythe et réalité », *Horizons maghrébins*, n^{os} 31/32 ; Université de Toulouse le Mirail. Numéro publié avec le concours de la Direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées (Toulouse) et du Conseil général de la Haute-Garonne.
- HILLALI, M. (1998). « Tempocide : homme d'affaires, non, merci », *D3* (mensuel marocain de langue française), n° 2, p. 35.
- HILLALI, M. (1999). « Tourisme et patrimoine », *Le tourisme en question, Revue de la Faculté des lettres et des sciences humaines*, Meknès, Université Moulay Ismaïl, série Colloques n° 11.

- HILLALI, M. (2000). *La politique touristique marocaine*, Thèse d'État, Liège, Faculté des sciences, Institut de géographie.
- HILLALI, M. (2001). « Pour une politique de tourisme social en faveur des jeunes », *Le tourisme des jeunes*, Marrakech, Publications du centre de recherche sur les cultures maghrébines et l'Université Cadi Ayyad.
- HILLALI, M. et B. ABDALLAOUI (1999). « La mondialisation menace de phagocyter les richesses culturelles », *La vie économique* (Casablanca), vendredi, 19 mars, p. 78-79.
- JOLIN, L. (2001). « Pour un tourisme de relations et d'échanges... par et pour les jeunes », dans *Le tourisme des jeunes*, Marrakech, Publications du Centre de recherche sur les cultures maghrébines et l'Université Cadi Ayyad, p. 53-55.
- KHALFI, S. (1996). *Les modèles géographiques touristiques marocains, leur dynamique spatiale et leur effet sur l'espace touristique*, Thèse nouveau régime, Université Nice Sophia-Antipolis (UFR : espaces et cultures).
- KASPAR, C. (1976). « Le tourisme, objet d'une étude scientifique », *Revue du tourisme*, n° 2, Berne.
- LANQUAR, R. (1993). *Les enjeux du tourisme méditerranéen dans le cadre d'un développement durable*, Hyères-les-Palmiers, Actes de la conférence euro-méditerranéenne sur le tourisme dans le développement durable.
- MIOSSEC, J.M. (1973). *Le décollage du tourisme en Tunisie*, Marseille, ITRES, Centre d'études du tourisme, Université de la Méditerranée, Série B n° 20.
- MANSOURI, M. (1984). *Les incidences socioculturelles du tourisme international au Maroc*, Thèse 3^e cycle en sociologie; Paris, Université de Paris I, UER des sciences sociales.
- MARTIN-HILLALI, F. (1987). *Le centre de Tanger, bi ou multipolarité*, Thèse de 3^e cycle, Tours, Université François-Rabelais.
- MAUREAU DEFRAGES, P. (1995). « Unité et diversité : du Tiers-monde au Tiers-mondes », *Les Cahiers français*, La Documentation française, n° 270, mars-avril.
- MIOSSEC, J.M. (1993). « Tourismes dans le monde arabe : méthodes et concepts », *Recherches urbaines dans le monde arabo-musulman*, Centres d'études et de recherches URBAMA, Fascicule de recherches, n° 24.
- MOUHTAJ, A. (2001). « Jeunes issus de l'immigration, identité culturelle et tourisme », *Le tourisme des jeunes*, Marrakech, Publications du centre de recherche sur les cultures maghrébines et l'Université Cadi Ayyad.
- PERRET, J. (1993). *Le développement touristique local. Les stations de sports d'hiver*, Grenoble, Louis Jean, Études Montagne n° 4, CEMAGREF, Université Pierre-Mendès-France.

- REFASS, M. (1996). *L'organisation urbaine de la Péninsule Tingitane*, Rabat, Université Mohamed V, Publication de la Faculté des lettres et des sciences humaines, série Thèses et mémoires, n° 27.
- SAHLI, M. (1990). *Le tourisme en Tunisie*, Tunis, SERVICED Création publicitaire.
- SEBBAR, H. (1972). « Tourisme et développement : le cas du Maroc », *Bulletin social et économique du Maroc*, Tanger, Éditions maghrébines internationales.
- SEBTI, A. (2000). « Les difficultés du secteur touristique marocain », *La vie économique* (Casablanca), n° 4079.
- SERRES, M. (1992). « La Méditerranée et le savoir », dans *La Méditerranée économique*, Paris, Economica, publication du CEFI (Centre d'économie et de finances internationales).
- SETHOM, N. (1979). *L'influence du tourisme sur l'économie et la vie régionales dans la zone de Nabeul Hammamet* (Étude de géographie économique), Tunis, Publications de l'Université de Tunis.
- SINACEUR, A. (1992). « L'identité comme phénomène socioculturel », dans *Économie et traditions*, Casablanca, Wallada, Actes du colloque « Économie et culture ».
- TEMSMANI, M. (1983). *Les quartiers populaires dans le développement urbain : la croissance périphérique de la ville de Tanger*, Thèse de 3^e cycle, Paris, Université de Paris VIII.
- TRAORÉ, A. (2002). « On critique l'Afrique, mais jamais on ne l'écoute », *L'express International*, n° 2639, du 31 janvier au 6 février.
- TROIN, J.-F. (1995). « Thèmes et lieux de recherches chez les chercheurs français et francophones en géographie urbaine au Maghreb », *Recherches urbaines dans le monde arabo-musulman*, URBAMA, CNRS et Université de Tours.
- VALAYER, D. (1997). « Pour une révolution du tourisme », *Le Monde diplomatique*, juillet.
- VERHELST, T. (1996). « La dynamique culturelle dans le développement », *Culture et développement*, n° 4, Bruxelles, 1996, p. 4-13.
- WARDE, Ibrahim (2002). « Surexploitation joyeuse aux États-Unis (cadres et employés communient dans la "religion" du travail) », *Le Monde diplomatique*, n° 576, mars, p. 27.
- ZAOUAL, H. (1990). « L'impensé de l'économiste du développement », *Cultures et développement*, vol. 1, n° 2, Bruxelles, p. 5-11.

PUBLICATIONS DES INSTITUTIONS ET ORGANISMES SPÉCIALISÉS

- ATTAC (2001). *Enquête au cœur des multinationales*, Paris, Mille et une nuits.
- BANQUE MONDIALE (1992). *Le développement et l'environnement, Rapport sur le développement dans le monde*, Washington, Printed Library Materials.
- CEFI – CENTRE D'ÉCONOMIE ET DE FINANCES INTERNATIONALES (1992). *La Méditerranée économique*, Paris, Economica.
- COMMISSION GÉNÉRALE DU PLAN (1998). *Réinventer les vacances : la nouvelle galaxie du tourisme*, Paris, Direction du tourisme.
- DIVISION DE LA PLANIFICATION. « Plans de développement social et économique », au Maroc, pour les périodes de :
- Plans quinquennaux : « 1960-1964 » ; « 1968-1972 » ; « 1973-1977 » ;
« 1981-1985 » ; « 1988-1992 » ; « 2000-2004 ».
 - Plans triennaux : « 1965-1967 » ; « 1978-1980 ».
- L'état du monde* (1990-2000). Paris, Éditions La Découverte.
- MINISTÈRES DU TOURISME (1989-1998). *Le secteur touristique*, Annuaire des statistiques du tourisme, Publication de l'OMT.
- OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN (1999). *Le tourisme tunisien en chiffres*, Tunis, Éditions SIMPACT.
- OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME (1965-2000). *Le secteur touristique (statistiques)*, Rabat.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (1982). *Actes de la réunion mondiale du tourisme*, Acapulco, du 21 au 27 août 1982.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (1985). *Note du Secrétaire général à la sixième session de l'A.G.*, Sofia, 17 au 26 septembre.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (1998). *Tourisme : panorama 2020*, Madrid, Publication de l'OMT.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (1999). *Guide à l'intention des autorités locales : développement durable du tourisme*, Madrid, Publication de l'OMT, 223 pages.
- OFFICE DES CHANGES (1970-2000). *Balance des paiements*, Rabat, Publications de l'Office des changes (Maroc).
- URBAPLAN-CIG-EDESA-IIHEM (1995). *Étude de la stratégie d'aménagement touristique*, Rapport intermédiaire numéro 2, Volume 2B (animation, formation, promotion).

